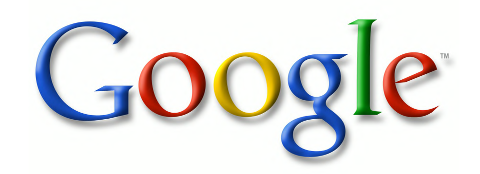
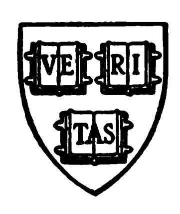
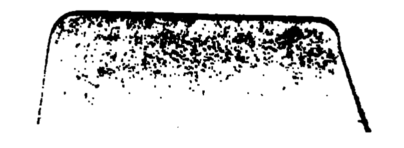





VE
RI
TAS



98

GRANDES

FIGURES

HISTORIQUES

PARIS. — IMPRIMERIE DE E. MARTINET, RUE MIGNON, 2

GRANDES FIGURES HISTORIQUES

PAR

AUGUSTE LAUGEL

GUILLAUME D'ORANGE — JEAN DE BARNEVELD
UN FONDATEUR DE LA MONARCHIE BELGE : SYLVAIN VAN DE WEYER
LES CONFESSIONS DE JOHN STUART MILL
LE DERNIER DES FÉDÉRALISTES AMÉRICAINS : JOSIAH QUINCY
UN HOMME D'ÉTAT AMÉRICAIN : CHARLES SUMNER



PARIS
MICHEL LÉVY FRÈRES, ÉDITEURS
RUE AUBER, 3, PLACE DE L'OPÉRA

LIBRAIRIE NOUVELLE
BOULEVARD DES ITALIENS, 15, AU COIN DE LA RUE DE GRAMMONT

1875

GRANDES
FIGURES HISTORIQUES

I

GUILLAUME D'ORANGE. — JEAN DE BARNEVELD.

I

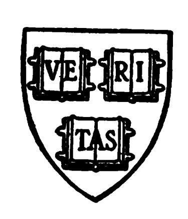
M. Motley a raconté la longue lutte soutenue par les Provinces-Unies des Pays-Bas contre la puissance espagnole, et son livre est resté l'un des monuments historiques les plus importants de notre temps. Il avait mené son œuvre jusqu'au moment où, de guerre lasse, l'Espagne consentit, après quarante ans d'efforts inutiles, à une trêve de douze ans. La morgue de ses négociateurs n'avait pas voulu s'abaisser complétement devant les Hollandais : ils s'étaient refusés à reconnaître l'indépendance des

Provinces-Unies d'une façon explicite et définitive ; ils se déclaraient seulement dans l'article premier de la trêve « contents de traiter avec lesdits seigneurs estats généraux des Provinces-Unies, en qualité, et comme les tenant pour pays, provinces et estats libres. »

M. Motley a continué dans « la vie et la mort de Jean de Barneveld » l'histoire de *la Fondation de la république des Provinces-Unies*, et l'on retrouve dans ce second ouvrage les mêmes qualités, l'art de peindre, la profondeur des vues, une chaleur généreuse, une ironie puissante. Il avait conduit les états jusqu'au triomphe; il les montre au lendemain de la victoire pendant la période qui servit de prélude à la guerre de Trente ans. Cette époque est comme les heures solennelles qui précèdent les tempêtes : on éprouve une sorte d'angoisse singulière pendant l'exposition du grand drame qui devait couvrir l'Europe de sang et de ruines. La Providence, avant de frapper ses coups sur les peuples, semble se préparer en frappant d'abord des hommes, et quels hommes ! Henri IV, Barneveld. En dépit de son titre, le livre de M. Motley n'est pas une simple biogra-

phie. Barneveld est la figure autour de laquelle il a groupé l'histoire de l'Europe; les dépêches inédites du grand avocat de Hollande lui ont fourni les éléments d'un ouvrage où la richesse, la profusion des détails, ne font que par instants disparaître une trame forte et unie. M. Motley a pu pendant plusieurs années fouiller les archives de la Haye; dans leur poussière, il a su retrouver les fils embrouillés de la diplomatie la plus savante, la plus prudente à la fois et la plus hardie, et il n'est pas étonnant que le politique qui pendant si longtemps avait tenu ces fils ait captivé son esprit, et qu'il l'ait suivi avec une sorte de pitié jusque sur l'échafaud où il expia le crime d'avoir trop aimé son pays, et d'avoir un moment servi de barrière à l'ambition d'un de ces hommes qui sont les glaives vivants d'une invincible fatalité.

Au moment en effet où s'ouvre la trève qui couronnait les efforts des Provinces-Unies, deux hommes les résument pour ainsi dire aux yeux de l'Europe : Barneveld et Maurice de Nassau, l'homme d'État, le soldat. Maurice, entouré des trophées de cent combats, regardé par tous les hommes de guerre


VE RI
TAS



98

GRANDES

FIGURES

HISTORIQUES

souvent jusqu'à 25 millions par an au trésor); mais quand la victoire couronna les efforts des États, on put se demander ce que serait en réalité ce gouvernement que l'Europe était forcée de reconnaître. Les Provinces-Unies ne resteraient-elles qu'une ligue ou deviendraient-elles une nation? L'instinct de conservation, plus fort que les traités et les conventions écrites, devait pousser invinciblement vers l'unité politique un peuple dont le territoire avait été artificiellement découpé par l'histoire. Les Provinces-Unies vivaient bien en république, elles avaient secoué le joug d'un souverain étranger; mais elles n'avaient point de haine héréditaire pour la monarchie, et tout s'inclinait naturellement devant Maurice, issu de la branche la plus illustre de la maison de Nassau, prince national dont la grandeur s'identifiait avec celle de la Hollande et qui, à ce titre, avait le vrai caractère des fondateurs de dynasties. Son ambition, s'il en avait, ne pouvait profiter qu'à son pays; il était d'assez grande race pour n'être séduit par les caresses ni du roi de France ni du roi d'Angleterre; sa vanité même était une force nationale. S'il ne devenait roi, il fallait que,

sous un nom quelconque, il devînt le maître. L'homme qui avait livré tant de combats, fait tant de siéges, se contenterait-il, la paix venue, de donner des fêtes fastueuses comme un Spinola? Contemplez ses portraits, voyez cette face énigmatique, cet œil d'acier, dur et implacable, cette bouche serrée, cette mâchoire puissante, ce front hautain; il affectait la simplicité, portait un costume sombre et ne laissait deviner son rang qu'au cordon de diamants négligemment enroulé autour de son chapeau de feutre. Taciturne comme son père, il passait des heures aux échecs; la guerre était son vrai passe-temps, et les hivers lui semblaient toujours trop longs. Il était prince et soldat; il avait son père à venger, son nom, sa nation, sa religion à défendre; en contentant son ambition et ses haines, il pouvait croire qu'il ne travaillait que pour sa patrie. Ayant à choisir, pour remplir ses desseins, entre le peuple, qui saluait en lui son héros, et de petites oligarchies marchandes qui voulaient défendre contre lui des priviléges municipaux et des prérogatives provinciales, il ne devait pas hésiter longtemps. Il se mit avec le peuple

contre la bourgeoisie; il brisa tout ce qui pouvait menacer l'unité politique de la république naissante.

Un seul homme était assez grand pour lui faire obstacle : c'était Barneveld. Si Maurice était le général de la république, Barneveld en était le représentant politique. Né en 1547 de la vieille et honorable famille des Oltenbarneveld, il avait été quelque temps soldat pendant les guerres de l'indépendance; mais son éloquence, son vaste savoir, le poussaient au gouvernement; nommé à vingt-neuf ans grand-pensionnaire de Rotterdam, il devint un des conseillers de Guillaume le Taciturne. Quand celui-ci périt, ce fut Barneveld qui fit nommer Maurice stathouder de Hollande, bien que le fils de Guillaume n'eût encore que dix-huit ans. Lui-même en 1586 fut nommé avocat de Hollande : sous ce titre, il devint le premier ministre des Pays-Bas; il regardait Maurice comme son pupille, le fit nommer stathouder dans les provinces de Gueldre, d'Utrecht, d'Overyssel; à vingt-quatre ans, le prince était stathouder dans cinq des sept Provinces-Unies.

Barneveld avait, sauf en ce qui regarde l'armée, des pouvoirs presque indéfinis. Il était ministre

des affaires étrangères, et la collection de ses dépêches, consultées avec tant de fruit par M. Motley, est l'histoire de l'Europe pendant une longue période, écrite pour ainsi dire jour par jour. Vers la fin du règne d'Élisabeth, il alla à Londres pour négocier le départ des garnisons anglaises. Il eut avec la reine des entrevues orageuses. Élisabeth exigeait que les États payassent d'abord leur dette à l'Angleterre; elle menaçait sans cesse, si elle n'était payée, de faire sa paix avec l'Espagne. Barneveld réussit peu à peu à la ramener à d'autres sentiments. Il obtint une convention avantageuse, et quand il alla prendre congé, la reine lui dit : « Je vous aiderai, quand vous seriez dans l'eau jusque-là », en montrant son menton. Barneveld retourna en Angleterre pour complimenter Jacques au nom des États, quand celui-ci monta sur le trône; enfin il prit la part la plus active aux négociations qui amenèrent la trêve de douze ans. C'est à ce moment que s'ouvre le grand drame que raconte éloquemment M. Motley dans son livre : le duel entre Maurice et Barneveld. Au lendemain pour ainsi dire de la paix, l'antagonisme commence.

Louise de Coligny, la quatrième femme et la veuve de Guillaume le Taciturne, alla, à l'instigation de Maurice, demander secrètement à Barneveld si, dans l'intérêt des Provinces-Unies, il n'y aurait pas lieu de mettre la couronne sur la tête de son fils. Elle aimait Barneveld; celui-ci la vénérait profondément. Il lui déclara que son dévouement à la maison d'Orange ne pouvait lui faire accepter cette pensée. Maurice avait des pouvoirs royaux, il était capitaine général et amiral général de cinq provinces. Il avait hérité de toutes les prérogatives des anciens ducs de Bourgogne, de Charles V lui-même; on augmenterait tant qu'il voudrait ses pensions, on ajouterait à ses dignités; mais la Hollande sortait meurtrie des mains d'un roi, elle avait presque toujours été en rébellion contre ses anciens maîtres : il ne fallait point lui parler d'une nouvelle royauté. Louise de Coligny fut convaincue par ces arguments; elle raconta la conversation à Maurice, qui l'écouta froidement et sans rien répondre[1].

Barneveld avait à ce moment soixante-deux ans,

1. Voyez les mémoires de Louis Aubéry, seigneur du Maurier, 1680. — Le père de l'auteur de ces mémoires était ambassadeur ed France à la Haye.

Maurice n'en avait que quarante-deux : ce dernier avait passé vingt ans à faire la guerre, mais pendant trente ans le premier avait occupé le principat politique. Orateur, écrivain, diplomate, financier, il était à lui seul en Hollande plus que Sully, Villeroy, Jeannin, n'étaient en France à côté d'Henri IV. A cette heure critique de l'histoire, le sort de la France comme celui de la Hollande était dans les mains de deux hommes; mais, tandis que l'ambition et l'envie s'apprêtaient à séparer dans les Provinces-Unies le prince et le ministre, en France rien ne pouvait les diviser, car l'un était le roi. C'est l'avantage des monarchies d'incliner les plus grands noms devant un homme qui représente la patrie. On a vu quelquefois dans les démocraties de beaux exemples d'union; Seward et Lincoln ont défendu ensemble l'Union américaine contre des États rebelles, la constitution américaine est déjà assez ancienne pour tenir la place d'un roi. Quels prodiges n'eût pas accomplis l'union cordiale, généreuse, patriotique, de deux hommes tels que Maurice et Barnevel!! Malheureusement ils ne trouvaient rien au-dessus d'eux, ni une dynastie,

ni de vieilles institutions. La forme du gouvernement était trop élémentaire : les municipalités, qui se recrutaient dans l'oligarchie marchande, envoyaient leurs délégués aux assemblées provinciales; les sept assemblées provinciales nommaient des députés aux états généraux. Les droits des états provinciaux, des états généraux, n'étaient définis par aucune loi. Si l'épée de l'Espagne n'avait été sans cesse tournée vers la Hollande, la discorde eût promptement séparé les provinces et les villes; la Hollande n'était ni république, ni monarchie, ses frontières politiques étaient aussi vagues que ses frontières naturelles.

La passion religieuse, l'intérêt du protestantisme, pouvaient-ils du moins servir de ciment à une confédération dont les liens étaient si lâches? La Hollande s'était d'abord révoltée contre l'inquisition espagnole; mais les plus terribles excès et l'amour même de la patrie ne déracinent que lentement la foi. La moitié des habitants étaient encore fidèles à la religion catholique, et les protestants vainqueurs se déchiraient entre eux. Un schisme avait failli éclater dans l'église protestante quand Arminius,

en 1603, fut nommé professeur de théologie à Leyde. Gomar avait soutenu contre lui la doctrine orthodoxe de la prédestination. La foi populaire était le calvinisme le plus rigide : c'était celle des huguenots français, des puritains d'Écosse et d'Angleterre; les doctrines plus douces d'Arminius avaient trouvé créance dans la bourgeoisie aisée des villes. La guerre avait longtemps étouffé les germes de ces dissensions; mais dès que la trêve militaire fut signée, la trêve religieuse fut dénoncée. Si aujourd'hui même, dans notre vieille Europe, il semble impossible de séparer l'Église de l'État, cette séparation ne pouvait se faire dans un temps où les États luttaient entre eux au nom de la foi. Le protestantisme avait couru, comme une traînée de poudre irrégulière, à travers l'Allemagne, découpée en une multitude de principautés, et chaque prince si petit qu'il fût, se croyait le droit de dire : *cujus regio ejus religio*. L'Angleterre n'était sortie de l'orthodoxie catholique que pour entrer dans une orthodoxie anglaise. Il fallait bien que la Hollande eût son orthodoxie, qu'Arminius triomphât de Gomar, ou Gomar d'Arminius. Deux hommes seuls,

les deux conducteurs politiques de la France et de la Hollande, eurent le rêve de la parfaite tolérance, et l'un finit son rêve sous le poignard, l'autre sur l'échafaud. Henri, qui allait à la messe, se souvenait du prêche. Barneveld, tolérant jusqu'au scepticisme, avait pris pour devise, comme son grand-père : *nil scire tutissima fides*. Il tenait pour la religion protestante, mais voulait réserver premièrement l'indépendance religieuse de chacune des Provinces-Unies, en second lieu les droits souverains de l'État sur l'Église. Le gouvernement des petites églises hollandaises appartenait, par moitié aux clercs, par moitié aux laïques; les fanatiques voulaient le donner tout entier aux pasteurs, non pas afin de rendre l'Église indépendante du gouvernement civil, mais dans le dessein de subordonner le gouvernement civil aux docteurs. Ils prétendaient établir une théocratie calviniste. Les formules théologiques couvraient encore ici l'hostilité naturelle entre la riche bourgeoisie, qui voulait garder le gouvernement des églises et des synodes, et le peuple, mené par les prêcheurs, jaloux de toute autotorité qui n'était point spirituelle.

II

Nous venons de montrer quels germes de discordes fermentaient dans cette petite république, qui venait de jouer un si grand rôle dans les affaires de l'Europe. Henri IV lui en destinait un plus grand encore. Personne plus que le roi de France n'avait admiré la politique de Barneveld. Sully, d'esprit plus implacable, trouvait que les Provinces-Unies avaient eu tort de consentir à la trêve; le vieux huguenot tenait ferme pour la cause protestante, il harcelait sans cesse le roi, lui montrant qu'après des années du règne le plus glorieux et le plus prospère il était toujours entouré d'ennemis; la reine appartenait à l'Espagne; deux ministres, Villeroy et Sillery, étaient d'anciens ligueurs, Épernon était un ennemi. Aerssens, l'habile ambassadeur des États, voyait sans cesse le premier ministre

et le roi. Il raconte à Barneveld dans ses dépêches qu'à de certains moments le roi pressait Sully de se convertir. Un jour, il croit Sully perdu. Henri s'était laissé aller jusqu'à dire qu'il traiterait le duc comme le maréchal de Biron, et le ferait aussi petit qu'il l'avait fait grand. Ces boutades ne duraient pas; le roi savait que son ministre grondeur, haï de la cour, vain, d'humeur soupçonneuse et triste, était son vrai, son seul ami. Il avait deviné aussi dans Barneveld un allié sûr, plus dévoué à la France qu'à l'Angleterre, familier avec tous les ressorts de la politique européenne. « Sa majesté, écrit Aerssens (le 9 février 1609), admire et vante votre sagesse, qu'elle croit nécessaire à la conservation de notre pays, vous estimant un des plus rares et sages conseillers de notre âge. »

On sait comment tout d'un coup la paix se trouva menacée par l'ouverture de l'héritage des duchés de Clèves, de Berg et de Juliers. Les projets mûris par le roi pendant plusieurs années allaient se faire connaître. Ces territoires étaient placés comme une pomme de discorde entre la France, l'Allemagne, les Provinces-Unies, les Pays-Bas espagnols. Il était

bien loin de la pensée du roi d'entreprendre une croisade religieuse; il savait mieux que personne que dans toute l'Europe les passions religieuses étaient un instrument des princes. Il ne songeait qu'à la grandeur de la France, comme fit après lui Richelieu; il voulait « couper la veine jugulaire de la prétendue monarchie universelle du roi d'Espagne, » comme le dit une dépêche d'Aerssens à Barneveld. L'archiduc Léopold se jeta dans Juliers; son plan était celui-ci : séquestrer les duchés au nom de l'empereur; si le coup réussissait, revenir à Prague, délivrer l'empereur du joug importun de son frère Mathias, recevoir en récompense la couronne de Bohême et la promesse de l'empire. Henri IV et Barneveld déjouèrent ce projet; les duchés furent occupés avec leur consentement par l'électeur de Brandebourg et par le palatin de Neubourg. « Léopold à Juliers, dit Henri IV, c'est un furet dans un trou de lapin. » Il fit avancer ses troupes vers Luxembourg, amassa son armée près de Metz, Toul et Verdun. Il reçut à Monceaux avec la plus grande hauteur Teynagel, le ridicule envoyé de Léopold, et lui déclara qu'il soutiendrait les

princes, qui avaient établi leur *condominium* dans les duchés. Jeannin était présent à l'entrevue, « bien que, dit Aerssens dans sa dépêche, le roi n'eût pas besoin de pédagogue en cette occasion. » Il fit la même déclaration à l'envoyé des archiducs de Bruxelles. L'empereur lui dépêcha, pour expliquer ses intentions, un jeune prince de Hohenzollern, âgé de vingt-trois ans seulement. « Que ferez-vous, lui dit ce jeune homme, que la timidité rendait audacieux, pour protéger les princes au cas où l'empereur leur commanderait de vider les provinces qu'ils ont injustement occupées? — Il n'y a que Dieu qui puisse me contraindre à dire plus que je n'en veux dire, répliqua le roi. C'est assez que vous sachiez que je n'abandonne pas mes amis dans une juste cause. L'empereur peut beaucoup pour la paix générale. Qu'il ne prête point son nom pour couvrir une usurpation. »

La guerre semblait inévitable : le roi achetait déjà ses chevaux; pourtant tout était encore suspendu à un fil. On sait comment l'amour d'Henri IV pour la princesse de Condé, réfugiée à Bruxelles, tantôt précipita, tantôt traversa ce qu'on est con-

venu de nommer le grand dessein. Tous les incidents de ce roman, dont la trame est mêlée à l'histoire, ont été racontés par M. le duc d'Aumale dans son *Histoire des princes de Condé*, et les dépêches hollandaises tendent à prouver qu'il ne se trompait pas quand il cherchait à démontrer que « l'ardeur amoureuse du roi n'était pas le vrai motif de sa politique... Ce n'était pas comme un paladin qu'il allait faire la guerre, c'était en grand capitaine et en grand roi. » M. Motley se complaît et s'attarde à ces instants solennels qui précèdent la fin lamentable d'Henri. Il recueille pieusement toutes ses paroles. « Je suis encore assez vert, disait le roi à Aerssens, pour mener une armée à Clèves. J'aurai bon marché de ces provinces; mais ces Allemands (il parlait de Brandebourg et de Neubourg) ne font que manger et dormir. Ils auront le profit et me laissent l'ennui. N'importe, que les États se tiennent prêts. » Le roi, avec 35 000 hommes, appuyé par 14 000 hommes commandés par Maurice, devait prendre les duchés. Le duc de la Force commandait une armée dans les Pyrénées. Enfin Henri IV donnait sa fille, par un traité secret, au fils

aîné du duc de Savoie pour acheter son alliance ; le duc entrait en campagne avec 12 000 hommes, appuyés par 15 000 Français, sous les ordres du maréchal de Lesdiguières. Henri IV promettait le Milanais au duc de Savoie, « et pourtant on proposa de demander au duc le duché de Savoie en contre-échange des secours du roi et de la cession de ces titres, en outre la ville de Gennes avec plain-pied en Italie[1]... »

Henri IV désirait ardemment que Barneveld vînt le voir à Paris. Il aurait voulu le tenir, le fasciner. Il le demandait sans cesse, mais l'avocat de Hollande était retenu par la crainte de déplaire au roi d'Angleterre, jaloux du roi de France. Il ne voulait pas paraître se livrer tout entier. Son ambassadeur l'alarmait par instants, lui écrivait : « Tout peut encore s'évaporer en fumée, si la princesse revient. » La souveraineté des Provinces-Unies n'était pas si bien établie qu'elles pussent mécontenter un seul de leurs alliés ; Barneveld, en vrai patriote, marchandait un peu son amitié, cachait ses inquiétudes, ses antipathies et ses préférences sous les formes

1. Depêche d'Aerssens, du 20 février 1610.

banales d'une diplomatie correcte. La finesse presque miraculeuse d'Henri IV avait deviné la haine secrète de Maurice pour Barneveld; il sentait dans le premier un ami de l'Angleterre, dans le second un ami de la France. A propos de quelques troubles qui eurent lieu à Utrecht, Aerssens écrit à Barneveld (3 avril 1610) : « Le roi désire que tout soit pacifié le plus tôt possible, de façon que les affaires publiques ne souffrent point d'embarras; mais il craint, m'a-t-il dit, que ces troubles ne fassent naître quelque nouvelle jalousie entre le prince Maurice et vous-même. Je ne comprends pas ce qu'il veut dire, bien qu'il m'ait tenu ce langage très-explicitement et sans nulle réserve. Je n'ai pu que répondre que vous vivez ensemble dans les meilleurs termes, en parfaite amitié et intelligence. »

Barneveld, ne pouvant aller lui-même à Paris, y envoie son beau-frère en mission extraordinaire; il fait partir en même temps son frère pour Londres afin de tenir la balance toujours égale entre ses deux alliés. Le roi Jacques, qu'Henri IV appelait familièrement maître Jacques, fait sonner bien haut le prix de son alliance; mais déjà, caressant le rêve d'un

mariage espagnol pour son fils, il ne parle que de maintenir la paix. Il va jusqu'à invoquer ses droits sur les Pays-Bas. Henri au contraire, exaspéré par la conduite de Condé, irrité contre l'Espagne, sentant l'heure propice, veut « découpler les chiens », entraîner rapidement le duc de Savoie avant qu'il n'ait eu le temps de mettre son alliance aux enchères. Il reçoit avec les plus grands honneurs Van der Myle, le beau-frère de Barneveld, et ses deux collègues, mais exprime tout d'abord le regret que Barneveld ne soit pas venu lui-même « la bride sur le cou », et se plaint de la lenteur et de la timidité de messieurs les états. La première entrevue fut orageuse; le roi ne déguisa point sa mauvaise humeur. Il se plaignit qu'on ne lui eût pas envoyé quelqu'un qui eût des pleins pouvoirs. Son ton prend une étrange majesté. « Il y a trois choses, dit-il, qui me font vous parler librement. Je vous parle comme à des amis qui me sont chers. Je suis un grand roi et dis ce que je veux dire. Je suis vieux et connais par expérience le train du monde. Je vous le dis, il est important que vous veniez à moi fermes et résolus sur tous les points. »

On éprouve une sorte de piété en relisant dans les rapports hollandais les dernières effusions de cet homme qui avec quelques travers fut si véritablement grand. Henri méditait, après une courte et décisive campagne, de donner à l'Europe les bienfaits de l'ordre, de la tolérance et d'une paix durable. « Je ne serai pas toujours ici, dit-il après un moment de silence, et n'aurai pas toujours le prince Maurice et quelques autres hommes qui connaissent parfaitement l'état de vos affaires. Que messeigneurs les États se lèvent et agissent tandis qu'ils les possèdent. Mardi prochain, je ferai couronner la reine à Saint-Denis; jeudi, elle fera son entrée à Paris. Le jour suivant, vendredi, je partirai. A la fin du mois, je passerai la Meuse à Mézières ou aux environs. »

Toutes ces paroles furent transmises aux États dans un rapport qui n'a jamais été publié. C'est le 6 mai que le roi disait : « Je ne serai pas toujours ici. » Le 14 mai il était tué par Ravaillac. La France était décapitée, plus à plaindre que la Hollande : celle-ci gardait Maurice et Barneveld. Rien n'était changé à la Haye, tandis qu'à Paris la reine,

Concini, Bouillon, Épernon, Condé, se disputaient les dépouilles d'un grand règne, que Sully était disgracié, que Villeroy reprenait la direction des affaires étrangères. Le vieux secrétaire d'État, rompu sous quatre règnes aux affaires, n'avait ni générosité ni grandeur ; il avait été ligueur, il aimait avant tout le pouvoir et l'argent, mais il n'était pas dénué d'une sorte de patriotisme pour ainsi dire professionnel. Il pleura en recevant la première visite d'Aerssens. « Pauvre France, soupirait-il sans cesse. » — « Vous trouverez tous les conseillers de la reine, dit-il, ardents à remuer dans un sens diamétralement opposé aux vues du feu roi. » La reine aussi pleura en recevant la visite de condoléance de l'envoyé hollandais : elle serait fidèle aux plans de son époux, elle maintiendrait ses alliances, elle protégerait les deux religions. Ces phrases n'étaient que sur les lèvres. Barneveld envoya bientôt Van der Myle en mission extraordinaire pour offrir les condoléances solennelles des États. Villeroy, à travers ses larmes, ne cacha point que la France pendant une minorité serait incapable de rien entreprendre. Les princes se main-

tiendraient bien dans les duchés avec l'aide seule des États. La France n'était pas sûre du roi Jacques. Il ne nommait point l'Espagne, mais il ne songeait assurément qu'à cette puissance. Que pouvait Villeroy quand tous les princes du sang penchaient de ce côté?

Qu'allait devenir la Hollande? On tâta le roi Jacques, mais ce grand théologien se contenta de faire des sermons aux États. Il leur recommanda l'union et leur donna ses vues sur la prédestination. Le duc de Savoie, pris au piége, envoya son fils en Espagne pour implorer son pardon. Venise tremblait. Les Hollandais restaient seuls, et seuls ils se mirent en campagne. Le 13 juillet 1610, Maurice avec 13000 hommes de pied, 3000 chevaux et trente pièces de canon, marche droit sur Juliers et en commence le siége. Après une défense honorable l'archiduc se rend, à la condition qu'on le laissera décamper avec ses troupes. Il part, s'en retourne lentement par l'Alsace et la vallée du Danube, et, pillant partout sur son chemin, ne s'arrête que devant Prague. L'audace de Barneveld et de Maurice avait étonné l'Europe. L'archiduc de Bruxelles n'a-

vait pas osé empêcher le passage des convois de Maurice. Le maréchal de la Châtre était arrivé, avec le contingent français de 8000 hommes promis par les derniers traités, au milieu du siége; Maurice le garda auprès de lui pour être témoin de son triomphe. Il l'avait vu arriver presque à regret, et il eût sans doute préféré faire tout seul la loi à l'empereur d'Allemagne. La France offrit un instant de se substituer à l'empereur et de tenir les duchés sous son propre séquestre. Barneveld n'eut pas l'air de comprendre cette ouverture; Maurice laissa une garnison à Juliers, et s'en retourna tranquillement à la Haye.

III

Les années qui suivent sont presque entièrement remplies en Hollande par les disputes religieuses. On comprendrait mal ces luttes, si l'on n'apercevait pas les dangers politiques qui leur donnaient pour ainsi dire l'aiguillon. Malgré le triomphe presque insolent de Maurice, jamais la Hollande n'avait eu plus de sujets d'inquiétude et de défiance. En France elle avait presque tout perdu en perdant Henri IV; toutefois, avec une sagesse extrême, Barneveld restait fidèle à la cause de la couronne, sachant bien que la monarchie française renouerait tôt ou tard les fils coupés par Ravaillac; il tenait pour la reine en dépit de tout, tandis que Maurice de Nassau, allié de Bouillon, favorisait ouvertement les princes rebelles, et qu'Aerssens, l'ambassadeur de Hollande, était si mêlé à leurs intrigues que le gou-

2.

vernement français finit par demander son rappel. Aerssens, longtemps honoré de l'amitié d'Henri IV, n'avait pas su rester un froid témoin des désordres de la cour nouvelle. On avait surpris les dépêches où il annonçait à son gouvernement que la condition mise par l'Espagne à la promesse d'une infante pour le jeune roi était l'abandon formel de l'alliance hollandaise. Il ne pouvait rester à Paris; revenu à la Haye, il comprit bien vite que la Hollande ne garderait pas longtemps deux têtes : entre Barneveld, qui préférait l'alliance française, et Maurice, enclin à l'alliance anglaise, il n'hésita pas. Il devint l'ennemi le plus dangereux de l'avocat de la Hollande. Barneveld savait mieux que personne combien l'alliance de Jacques était peu sincère. Le roi d'Angleterre voulait une infante pour son fils et, pour être plus secret, son désir était mille fois plus âpre et plus importun que celui de Marie de Médicis. Aussi semblait-il qu'il voulût toujours avoir une querelle prête avec la Hollande; tout sujet lui était bon pour bouder, menacer, prêcher. Il n'était pas seulement l'allié ombrageux des États, il s'érigeait en directeur spirituel. Il entra dans une

grande fureur quand l'université de Leyde donna une chaire à Vorstius, ami de Théodore de Bèze et suspect d'arminianisme. Jacques faisait écrire par son ambassadeur : « L'amitié du roi et l'hérésie de Vorstius sont incompatibles. » Barneveld craignait d'irriter le roi d'Angleterre, mais il ne voulait pas se laisser dicter jusqu'au choix d'un professeur. Dans ses dépêches, admirables de bon sens et de modération, il s'efface sans cesse devant les États; les États seuls doivent être juges de l'indignité de Vorstius. Il résistait aux puritains hollandais déchaînés contre Vorstius. Jacques les protégeait ouvertement, ce qui ne l'empêchait pas de persécuter les puritains d'Écosse et d'Angleterre. Ce monarque à double face cherchait partout la controverse.

On rirait de ces misérables querelles, si elles n'eussent couvert les plus noirs desseins. L'ambassadeur d'Angleterre, en sortant de chez Barneveld, allait conspirer contre lui chez Maurice. Qu'importaient à celui-ci Vorstius et les professeurs de Leyde? Il se laissa aller un jour à dire sa vraie pensée : « La prédestination! je ne sais si elle est verte ou bleue. » Mais il voyait dans Jacques un ennemi de

Barneveld, et il écoutait sans rien dire le jargon théologique de l'ambassadeur. Il interrogeait l'avenir, mesurait le prix de l'alliance anglaise. Il ne pouvait pas ne point mépriser secrètement « maître Jacques », mais il savait quelles forces puissantes couvrait la frêle royauté des Stuarts.

Le soldat silencieux, on l'avoue presque avec regret, semble avoir eu une vision plus nette de l'avenir que le savant, le noble et généreux Barneveld; il comprenait qu'aux heures de crise on ne peut rester neutre et planer dans la tolérance. Il devinait instinctivement qu'en face de la grande croisade catholique qui se préparait contre les puissances protestantes, le peuple hollandais se donnerait à celui qui lui soufflerait le plus de haine. Deux sectes se disputaient le gouvernement, les remontrants qui étaient de simples puritains, les contre-remontrants qui étaient des doubles puritains. La théologie et la politique ne faisaient plus qu'un. La riche province de Hollande était remontrante, arminienne, c'est-à dire à demi tolérante, elle admettait les « cinq points [1] »; mais à Amsterdam

1. Les doctrines des remontrants sur la prédestination avaient été

même et dans les autres provinces on tenait pour les « sept points ». Les doctrines les plus sombres convenaient le mieux à une nation qui se souvenait du duc d'Albe, qui avait eu des martyrs et dont le sang avait coulé à flots. Les théologiens diserts de la grâce et de la demi-tolérance ne pouvaient aller aussi bien au cœur des pauvres gens qui avaient peur de l'enfer, qui ne se croyaient dignes d'être sauvés que par une ardente foi, et qui mesuraient surtout la foi à la haine des infidèles.

Maurice savait, comme Barneveld, que l'indépendance de la Hollande était loin d'être assurée. De toutes parts se levaient les périls; l'Europe était grosse de la guerre de Trente ans. Le *condominium* n'avait pu durer longtemps dans les duchés; le palatin de Neubourg s'était fait catholique pour épouser la sœur de Maximilien de Bavière. Les États alarmés avaient grossi la garnison de Juliers. L'Espagne se plaignait de cette violation de la neutra-

réunies dans cinq articles ou points. Les contre-remontrants y avaient répondu par sept points. Les arminiens admettaient que Christ est mort pour tous les hommes. Leurs adversaires disaient qu'il n'était mort que pour les élus de Dieu, choisis de toute éternité, et seuls capables d'être réconciliés avec Dieu.

tralité, et les archiducs de Bruxelles, irrités, permirent à Spinola d'entrer dans les duchés. On vit alors la guerre la plus étrange, une guerre en pleine paix et et sans batailles; Maurice et Spinola se suivaient, se fuyaient, avançant et reculant comme des fantômes. Maurice avait dans son armée Brandebourg, et Spinola Neubourg. Ce dernier prit Orsoy et quelques autres places, rasa les fortifications de Mülheim et surprit Wesel, qu'on appelait la Genève du Rhin. Après cette campagne si peu sanglante, des conférences s'ouvrirent à Xanten, où furent représentés l'Angleterre, la France, les Archiducs, les États, les Électeurs de Cologne, de Neubourg et de Brandebourg, et l'électeur palatin. On coupa les duchés en deux morceaux : d'un côté Clèves, de l'autre Juliers et Berg; Brandebourg et Neubourg eurent chacun leur moitié.

Cet arrangement bâtard dura jusqu'à la guerre de Trente ans. La ligue catholique était sans tête depuis la mort de Philippe II; elle allait bientôt en retrouver une. L'anarchie régnait encore dans les États autrichiens; mais déjà Ferdinand de Styrie était désigné pour l'empire. Il avait été élevé chez

les jésuites avec son cousin Maximilien de Bavière. Ce jeune prince était l'héritier présomptif de toutes les couronnes de l'empereur Maximilien II. On lui avait inspiré l'horreur de l'hérésie ; il la voyait envahir, à la faveur des discordes de la famille impériale, la Moravie, la Silésie, les deux Autriches, et la trouvait dans ses États héréditaires de Styrie, de Carinthie, de Carniole. Prague était un foyer de rébellion. Le protestantisme y était protégé par la « lettre de majesté ». En Bohême, il y avait neuf protestants pour un catholique. Ferdinand fit le pèlerinage de Lorette et de Rome, se promit de rendre la couronne de Bohême héréditaire dans sa maison, de monter au trône impérial et d'exterminer l'hérésie. Si Ferdinand ou ses héritiers n'avaient pas d'enfants, le roi d'Espagne pouvait réclamer sa succession. Cette perspective épouvantait l'Allemagne protestante et les États.

Il faut se replacer par la pensée au milieu de cette Allemagne coupée en trois cents petites souverainetés, imaginer ce qu'était l'empereur des Romains et le voir, comme Charles-Quint, avec sa double couronne. Que deviendraient alors la petite

Hollande et la maison d'Orange, quand le roi d'Angleterre lui-même était prêt à mendier une infante? Une force secrète ramenait pourtant toujours Maurice à l'Angleterre; il semble qu'il ait deviné l'avenir réservé à sa maison, et compris que le mariage de l'Angleterre et des Stuarts ne serait plus long. Jacques d'ailleurs, quand il désespérait de rien obtenir de l'Espagne, revenait aussi à la Hollande; le sort de Barneveld, resté fidèle à l'alliance française, fut peut-être décidé dans une entrevue que Maurice eut à Arnheim avec sir Ralph Winwood, l'ambassadeur anglais (M. Motley a trouvé le récit de cette entrevue dans les manuscrits des archives de Hatfield). Maurice parle de la nécessité de former une ligue évangélique, qui ferait obstacle aux plans de la ligue catholique; la ligue évangélique devait embrasser l'Angleterre, le Danemark, la Suède, les princes allemands, les cantons protestants de la Suisse, les Provinces-Unies, les huguenots français; le roi d'Angleterre en serait le chef et le protecteur. « C'est là, dit Maurice, le seul coupe-gorge des complots de la France et de l'Espagne. » — « Et quelle apparence, lui dit Win-

wood, y a-t-il que les Provinces-Unies entrent dans cette confédération, puisque la foi religieuse y est ébranlée chaque jour? Celui qui gouverne la Hollande est le patron de Vorstius et des arminiens schismatiques. Comment les huguenots français peuvent-ils avoir confiance dans un homme qui est à la dévotion de la France? » Maurice avoua que Barneveld n'avait nul souci de la religion, mais, sauf quelques villes, les Provinces-Unies, ajouta-t-il, ne sont pas infectées par l'hérésie. « Il m'est plus difficile de vous satisfaire sur le second point, car je reconnais que Barneveld est tout à fait dévoué au service de la France. Pendant les négociations de la trêve, le président Jeannin vint à moi après un différend que j'avais eu avec Barneveld, me pria, au nom du roi de France, de bien traiter quelqu'un qu'il avait pris sous sa protection. Les lettres que l'ambassadeur des États en France écrivait à Barneveld, Barneveld les envoya en autographe aux mains de Villeroy. »

Pour comprendre cette perfide accusation, il faut se souvenir qu'on avait volé des dépêches à Aerssens; celui-ci, devenu l'ennemi juré de Barneveld,

avait répandu l'accusation dont Maurice ne rougissait pas de se faire l'écho, oubliant qu'il parlait du premier ministre de son pays à l'envoyé d'un souverain étranger. Le prince se répandit sur les dangers que courait son pays, quand la France et l'Espagne avaient l'œil partout, et laissa tomber enfin ces menaçantes paroles : « il faut donc que de bonnes résolutions soient prises pour sauver cet État d'une chute soudaine; mais en ceci il faut user de modération et de discrétion. »

La conduite de Jacques n'était pourtant guère en harmonie avec les assurances qu'il envoyait à Maurice; la France, même aux mains des anciens ligueurs, était encore moins dangereuse que son hypocrite amitié. « N'oubliez pas, écrivait Barneveld à Langerac, le nouvel ambassadeur des États, de caresser le vieux gentilhomme. » Il voulait dire Villeroy, qui, si décrépit qu'il fût, menait encore la diplomatie de la France et qui ne voulait pas se mettre tout à fait dans les mailles de l'Espagne. « Ne croyez pas, disait-il, que la France laissera détruire le duc de Savoie, cela va contre toutes les raisons d'état. » Barneveld voulait, qui pourrait

l'en blâmer? gagner du temps, attendre la fin de la minorité du roi de France; il pressentait Richelieu. Il respectait le gouvernement légal de la France; il pouvait bien blâmer ceux que blâmait Duplessy-Mornay, fidèle sujet autant que bon huguenot. Il savait combien Jacques était peu sûr, fuyant, capricieux. Le roi d'Angleterre voulait tout régenter, offrait toujours sa médiation; « il ne fallait qu'un peu de cire pour arranger l'affaire des duchés. » Parfois il était insolent, menaçait les États, il enjoignait à tout le monde de vider les duchés. Il commande aux États de désarmer, se répand en exhortations pompeuses : « hier est le précepteur d'aujourd'hui, etc. » Barneveld le ménageait, répondait à ses textes par d'autres textes, qu'il avait l'habileté un peu dangereuse de tirer des écrits anciens du roi. Ses défiances étaient bien justifiées, car ce bon allié des États pensa sérieusement à partager les Provinces-Unies avec la France. Il écrivait à Cecil : « Si les États sont si faibles qu'ils ne puissent subsister pendant la paix ou pendant la guerre (il les pressait à ce moment pour le remboursement des sommes prêtées par l'Angleterre)

sans que je me ruine pour le faire, certainement alors *minus malum est eligendum;*... qu'ils renoncent à leur vaine soif du titre d'État libre et *dividantur inter nos;* je veux dire que leur pays soit partagé entre la France et moi, autrement le roi d'Espagne est sûr de nous dévorer [1]. » Après avoir beaucoup crié, il finissait d'ordinaire par céder; il rendit à la Hollande les places que des garnisons anglaises occupaient depuis Élisabeth contre une somme de 250 000 livres, et les régiments anglais restèrent au service des États.

En 1617, Ferdinand, devenu le chef de la ligue catholique, fut nommé roi de Bohême, et peu après, en dépit de la « lettre de majesté », la persécution commença contre les protestants. La guerre de Trente ans date virtuellement du 23 mai 1618, le jour où la populace de Prague jeta par les fenêtres du Hradschin Slawala un protestant bohême converti au catholicisme et Martinitz, les deux magistrats qui avaient donné le signal de la persécution. L'élection d'un empereur approchait; le vieil empereur Mathias alla de sa personne avec Ferdinand

1. Manuscrit de Hatfield.

Dresde pour demander à l'électeur, qui était cependant le chef des luthériens, de donner sa voix au jeune roi de Bohême. « L'empereur était malade, dit M. Motley, le roi Ferdinand était frugal, mais l'électeur était un fort buveur. Ce n'était ni son habitude, ni celle de ses conseillers, de se mettre eux-mêmes au lit : on les y portait généralement; mais Ferdinand voulait être conciliant, et se conduisit aussi bien que possible au banquet. L'électeur était aussi un fort chasseur. Aucun de ses hôtes impériaux ne se souciait de chasser, mais on les mit à la fenêtre d'une maison de chasse, et sous leurs yeux l'électeur et ses courtisans tuèrent 8 ours, 10 cerfs, 10 sangliers et 11 blaireaux, sans compter beaucoup d'autres animaux. » La chronique raconte de ce Nemrod qu'avant de mourir il avait tué 28 000 sangliers, 208 ours, 3543 loups, 200 blaireaux, 18 967 renards, sans compter les cerfs et les daims, ce qui faisait un total de 113 629 animaux. Il est clair, comme dit M. Motley, que le chef du parti protestant n'avait pas vécu en vain. Il promit sa voix à Ferdinand; on s'embrassait avant de se battre. L'empereur avait à peine le dos tourné,

que l'électeur de Saxe célébra le grand jubilé, centième anniversaire de la réforme. Mathias étant mort peu après, il tint pourtant sa parole; Brandebourg, l'électeur lui-même, le gendre du roi Jacques donnèrent comme lui leur voix à Ferdinand. Le jeune archiduc fut élu à l'unanimité; mais le jour même où le résultat du vote fut annoncé à Francfort, on apprit que les états de Bohême avaient prononcé la déchéance de Ferdinand et élu pour roi l'électeur palatin.

V

La guerre était imminente : Maurice résolut, avant d'y jouer son rôle, d'asseoir solidement son autorité dans les Provinces-Unies. Les états de la province de Hollande étaient dans la main de Barneveld; les doubles puritains, les partisans de Maurice, réclamaient un synode national; les états de Hollande se déclarèrent contre le synode en faveur de l'indépendance religieuse des provinces. Barneveld fit plus; il autorisa les villes à faire les levées pour leur propre compte, à défendre leurs temples, leurs fabriques, composées à moitié de laïques, à moitié de ministres; les municipalités enrôlèrent des *waartgelders*, armèrent des gardes civiques. A Leyde, la municipalité entoura l'hôtel de ville de retranchements, de palissades, que le bas peuple appela les dents de Barneveld. Maurice était devenu

le chef avoué des contre-remontrants. Comme il arrive toujours aux temps de révolution, l'imagination populaire résumait cette lutte entre deux factions théologiques et deux systèmes politiques dans une formule simple, dans un cri : « Orange ou Espagne! » Orange, c'était le héros, le fils du martyr, le chef victorieux de l'armée; Espagne, c'était Barneveld, bien que toute sa vie il eût lutté contre la tyrannie espagnole, mais il n'avait lutté qu'avec la plume et la parole : son vaste labeur, ses veilles, ses tourments, sa vie usée au service de sa patrie n'avaient eu que peu de témoins. Parce qu'il ne voulait point de persécution, on l'accusa d'être un papiste déguisé. Maurice invoquait volontiers le serment qu'il avait prêté lorsqu'on l'avait nommé stathouder : il avait juré de défendre la religion réformée. Barneveld essayait de lui prouver qu'il y avait place dans la religion réformée pour d'autres que les purs calvinistes. « Je ne suis pas un théologien, disait Maurice. Faisons venir les ministres, et qu'un synode décide la question. » Un jour, Barneveld, Grotius et d'autres essayent de lui prouver que, si les contre-remontrants refusent

de recevoir la communion des ministres remontrants, s'ils veulent avoir d'autres temples ou s'approprier les temples existants, l'État marche à sa ruine. Maurice mit la main sur son épée : « Il n'est besoin de discours fleuris ni d'arguments savants. Avec cette bonne épée, je défendrai la religion que mon père a plantée dans ces provinces, et je voudrais voir celui qui m'en empêchera ! »

Il fit plus ; il quitta la paroisse où il avait coutume d'aller au prêche et se rendit solennellement, au milieu d'une foule immense, à un vieux cloître devenu l'église des dissidents. La procession passa sous les fenêtres de Barneveld. Le gant était jeté : Barneveld le ramassa, et c'est à la suite de cet événement qu'il obtint des états de Hollande une déclaration contre le synode général qui devait ériger la nouvelle secte en église officielle pour toutes les Provinces. Nous voyons ici, dans le microcosme hollandais, remuer toutes les passions qui agitaient l'Europe ; les réformateurs, armés d'abord contre la persécution, devenir persécuteurs à leur tour, les fils des martyrs changés en bourreaux, les princes au service des églises et les églises au ser-

vice des princes, les passions nationales et religieuses tantôt confondues, tantôt en conflit, enfin ce qu'il y a de plus vil et ce qu'il y a de plus noble servant aux mêmes desseins, encore mystérieux.

Personne ne respectait la liberté de l'âme humaine, personne ne trouvait naturelle la diversité des cultes : chaque église voulait dominer la société laïque ; l'idée catholique de la soumission de l'État à l'Église, source et maîtresse de vérité, avait pénétré jusque dans les sectes les plus misérables. Les dissidents ne voulaient pas de dissidents. Faut-il s'étonner d'une telle intolérance quand après deux siècles la vision des églises libres, élevées au-dessus de tous les intérêts terrestres, hors des grossières passions humaines, ne traverse encore que si peu d'esprits, quand chacun, aujourd'hui comme autrefois, veut se faire un bouclier de son Dieu, et une arme de sa foi? Barneveld avait l'âme véritablement tolérante ; il voulait peut-être trop subordonner l'Église à l'État, il demandait dans chaque église une orthodoxie un peu large, un peu facile, pour ne pas multiplier les schismes, il ne lui plaisait pas que les pasteurs devinssent les ré-

gents de l'État; il repoussait la rigide unité théologique. Malheureusement pour lui, il voulut appuyer le principe de la liberté théologique sur celui de l'indépendance provinciale, et la nécessité réclamait l'unité politique, la soumission des provinces à un gouvernement central. Les Provinces-Unies ne pouvaient vivre à l'état de faisceau toujours dénoué; la main de fer de Maurice prit ce faisceau et le serra de telle sorte qu'elles devinrent une nation.

Maurice résolut trois choses : établir l'unité religieuse au moyen d'un synode national, affermir l'unité politique en brisant les municipalités, se débarrasser de Barneveld. Nous allons le voir suivre ses projets avec une inflexible dureté. La ville d'Utrecht s'était armée à l'instigation de l'avocat de Hollande, non qu'il désirât commencer la guerre civile, mais il voulait que les provinces eussent en quelque sorte leurs places de sûreté. Au printemps de 1618, Maurice commença une tournée dans les provinces. Il va d'abord à Nimègue avec un grand appareil militaire, convoque les échevins, les réprimande et installe de nouveaux magistrats à leur place. Il continue ainsi

de ville en ville dans cinq provinces, et partout dissout les gardes civiques. Une caricature du temps, raconte M. Motley, représente une balance. Sur un plateau, il y a de vieux parchemins, des chaînes d'or et des robes d'échevin avec cette inscription : « droit sacré de chaque cité »; sur l'autre plateau un volume, les *Institutes* de Calvin. Le plateau municipal est surveillé par Arminius, le plateau calviniste par Gomar. Des juges en perruque et en robe regardent la scène; le stathouder, en grand uniforme militaire, entre et jette son épée du côté des *Institutes*.

Le stathouder s'embarqua à Kampen pour aller par le Zuiderzée à Amsterdam. Il y fut accueilli avec des transports; le canon salua son approche. Il y entra plutôt comme un roi que comme le magistrat d'une république. Maurice se sentait désormais assez fort. Utrecht était le foyer principal du parti provincial attaché à Barneveld; où les articles d'union avaient été signés, était le berceau des libertés bataves. Un beau soir d'été, pendant la kermesse, quand les rues étaient pleines d'une foule oisive parmi laquelle se promenaient les gardes civiques en uniforme, Maurice arrive; il mande les magis-

trats. « Vous ne m'attendiez pas, leur dit-il, à votre fête. »

Des conférences commencèrent le lendemain entre un comité des états généraux qui accompagnait Maurice et les états d'Utrecht. Maurice demandait le désarmement des gardes civiques et le synode. « Trois nuits après la dernière conférence, Maurice envoya sous main ordre à des troupes régulières de se trouver en armes à Utrecht le lendemain matin à trois heures et demie : environ 1000 hommes d'infanterie, outre la garnison régulière de la place, avaient été rassemblés sans bruit de tambour avant trois heures et demie du matin et étaient rangés sur la place du marché. A l'aube, le prince arriva de sa personne, à cheval, entouré de son état-major, sur cette place, un grand rectangle où débouchent les sept ou huit principales rues de la ville. Chacune des entrées de la place avait été gardée par les ordres de Maurice, et le canon était braqué sur toutes les rues. Une seule compagnie de gardes civiques stationnait sur la place. Le prince s'en approcha tranquillement à cheval, et ordonna aux gardes de mettre bas les armes. Ils obéirent sans un murmure. Il

fit rechercher tous les gardes dans la ville entière. Cet ordre fut promptement exécuté, et au bout de peu de temps, le corps entier des mercenaires, au nombre de mille, avait déposé ses armes aux pieds du prince. » On ne brûla pas une amorce; la plume jaune du stathouder avait fait, sans combat, toute une révolution. Les conseillers les plus mutins prirent la fuite, et quatre jours après le stathouder installa un nouveau gouvernement municipal composé de ses créatures. Il annonça aux nouveaux magistrats qu'il les nommait à vie : l'usage avait été jusque-là de les nommer pour un an seulement. Il donna avant de partir la cathédrale aux contre-remontrants. Peu de jours après, les états généraux, qui étaient dévoués à Maurice, envoyèrent des convocations dans toutes les provinces pour le synode national.

Barneveld était vaincu. Les états de la province de Hollande lui restaient fidèles; mais Maurice s'appuyait sur les états généraux, qui représentaient toute la confédération, sur l'armée, sur les classes populaires, sur la secte la plus fanatique et la plus remuante. Il avait brisé les municipalités les plus

arrogantes, il s'était promené dans les provinces sans rencontrer aucune résistance, il avait dissous toutes les gardes civiques. Le 29 août, Barneveld se rendit en voiture aux états de Hollande. Ces états, comme les états généraux, se réunissaient dans le Binnenhof, l'ancien palais des comtes de Hollande. Le stathouder habitait une aile du même palais. Quand Barneveld arriva, un chambellan l'avertit que le prince désirait lui parler. Il le suivit; il rencontra bientôt le lieutenant Nythof, des gardes du corps de Maurice, qui l'arrêta au nom des états généraux et le conduisit dans une chambre du palais. Grotius, qui se rendait aux états, fut arrêté le même jour, ainsi que le pensionnaire Hoogerbeets. Tous deux étaient amis de Barneveld. A Utrecht, on arrêta le secrétaire Ledenberg.

Quand on apprit dans la chambre des états de Hollande l'arrestation de l'avocat, la stupeur fut telle que personne ne parla. Enfin un député se leva et dit simplement : « Vous nous avez pris notre tête, notre langue et notre main; désormais nous n'avons qu'à rester assis et à regarder. » Faite au nom des états généraux, l'arrestation était bien en réalité

l'œuvre de Maurice : huit députés réunis secrètement la veille l'avaient décidée avec lui. Il n'y avait eu ni enquête ni discussion publique.

Il faut le dire à l'honneur de la France, seule elle osa élever la voix en faveur de Barneveld, mais ce n'était plus un Henri IV qui pouvait plaider sa cause ou un Sully. Il y avait alors à la Haye un ambassadeur envoyé en mission extraordinaire, M. de Boississe. Il alla avec du Maurier implorer Maurice. « Barneveld, leur dit le prince, m'a personnellement offensé. Il s'est vanté de me faire sortir du pays comme Leicester. Il est accusé d'avoir voulu semer le trouble dans le pays pour le ramener sous le joug de l'Espagne. La justice décidera. Les États seuls sont souverains dans cette question. Adressez-vous à eux. » — « Rien ne paraît, écrivait du Maurier à son gouvernement, contre les prisonniers. Avant de les condamner on est déterminé à les déshonorer. » Depuis longtemps, d'infâmes libelles cherchaient tous les jours à salir la réputation du malheureux Barneveld; il avait toujours dédaigné les flèches de la calomnie, elles seraient tombées sans force à ses pieds; la haine de

Maurice les ramassa et s'en fit une arme mortelle.

Aussitôt après l'arrestation de Barneveld, Maurice recommença sa tournée dans les provinces. C'était dans chaque ville la même scène : « un régiment ou deux, quatre-vingts ou cent voitures d'équipages entrant par la grande porte et précédant le prince et ses trois cents gardes du corps, des bruits de hallebarde sur les marches du grand escalier de l'hôtel de ville, des bruits d'éperon dans la salle des séances, le conseil appelé devant le stathouder. Les conseillers étaient informés qu'on n'avait plus besoin de leurs services, et on leur permettait de se retirer avec de grands saluts. Une nouvelle liste était proclamée qui avait été préparée d'avance par Maurice et dictée par ses partisans. » Çà et là on essayait une faible protestation ; à Hoorn par exemple, les magistrats osèrent demander pourquoi ils étaient déposés. « Le repos du pays l'exige, répondit froidement Maurice. Il faut que nous ayons des résolutions unanimes dans les états généraux à la Haye. Cela ne peut se faire qu'avec ces changements préliminaires. Je crois que vos intentions sont bonnes,

et que vous avez été de fidèles serviteurs, mais cette fois il faut qu'il en soit ainsi. »

A la décharge de Maurice, il faut dire que ces conseils étaient pour la plupart de petites corporations; ils ne représentaient que des intérêts étroits, des monopoles, des familles, des priviléges surannés. Ils ressemblaient de tout point aux corporations anglaises que la chambre des communes fut si lente à réformer. Partout le peuple saluait Maurice de ses acclamations; la populace fanatique s'amusait de la déconfiture des arminiens.

Amsterdam était le quartier général des sectaires, des ennemis d'Arminius et de Barneveld. La majorité du conseil de la ville était dévouée aux intérêts de Maurice, mais la minorité était très-remuante, et le stathouder jugea nécessaire de dissoudre tout le conseil. Quand il annonça sa décision, un vieillard de soixante-douze ans, le père de l'historien Pierre Corneliszoon Hooft, prit la parole. « Personne ici, demanda le vieux conseiller, n'a-t-il rien à dire en défense des lois et de nos priviléges? » — « Non, lui fut-il répondu. » Il se leva alors, parla avec une grande éloquence, dénonça la dissolution

du conseil comme une mesure illégale et inutile, rappela que le conseil avait toujours été dévoué aux intérêts de la maison de Nassau, et que l'opposition de la minorité n'avait jamais été factieuse. Maurice écouta avec une méprisante bonté cette harangue. « Grand-père, répondit-il, il faut qu'il en soit fait ainsi cette fois, la nécessité et le service du pays l'exigent. »

Ce fut tout : l'unité était faite, des municipalités dévouées à Maurice étaient partout nommées, le synode national fut convoqué. Le stathouder avait subordonné les villes et les provinces aux états généraux ; il avait donné au stathoudérat toute la force de la monarchie. L'histoire ne saurait l'en blâmer; notre siècle a vu quels dangers courent les confédérations quand les confédérés prétendent conserver tous les attributs de la souveraineté. Des flots de sang ont été versés aux États-Unis, pendant la guerre de sécession, pour assurer le triomphe de l'Union. La Suisse a lutté les armes à la main contre la ligue du Sonderbund. Maurice ne violait, n'invoquait aucune constitution : il était lui-même toute la constitution. Il avait mission de défendre la Hol-

lande, et il ne pouvait la défendre, si elle était divisée contre elle-même. Il voulait établir l'unité politique, empêcher les grandes villes de s'armer contre les états; l'indépendance dérisoire de quelques corps d'échevins était peu de chose auprès de l'indépendance d'une nation. L'unité politique était une nécessité suprême dans le nouvel état, sans cesse menacé, qui avait presque autant à craindre de ses alliés que de ses ennemis. L'unité religieuse pouvait sembler aussi nécessaire à Maurice : le temps était passé où il demandait dédaigneusement si la prédestination était « verte ou bleue »; il avait épousé le calvinisme le plus intraitable, la religion la plus haineuse, la plus propre à soulever, à entraîner, à enivrer le peuple. Les prêcheurs contre-remontrants étaient ses tribuns, ses trompettes, ses hérauts; mais il méprisait secrètement les théologiens; le récit de leurs querelles importunait un homme habitué à l'ordre des camps ou au silence d'une cour taciturne. Il pensait que la religion des peuples doit être celle des princes. Le synode national, qui devait fixer la liturgie, le gouvernement des églises et le symbole de foi, était à ses yeux une

mesure d'ordre public. Son triomphe était si complet qu'on se demande pourquoi il ne s'arrêta point sur la route de la vengeance : n'était-ce pas assez d'avoir fait plier les provinces et les cités, les états de Hollande et les vieux sénats des villes, d'avoir chassé les ministres arminiens de leurs temples, et et d'avoir livré l'église à une secte devenue officielle? Barneveld n'avait pas levé le drapeau de la guerre civile; dès qu'il avait compris que Maurice serait le maître, son patriotisme avait fait taire ses alarmes, ses passions et ses répugnances; il cédait, et c'est à ce moment même qu'on le jetait en prison, qu'on le dénonçait et qu'on s'apprêtait à le punir comme un traître vendu à la France et à l'Espagne.

Son procès fut une indigne moquerie de la justice : pas un des juges ne croyait sans doute aux accusations qu'on portait contre lui. Richelieu, qui pourtant n'était pas d'âme tendre, fut plus généreux que Maurice de Nassau : il respecta dans Henri de Rohan, longtemps rebelle à son autorité, un grand serviteur de la France; il ne lui demanda que d'aller la servir au dehors, et Rohan accepta l'exil, un exil en-

core actif et utile à son pays. La Hollande était peut-être trop petite pour contenir à la fois Maurice et Barneveld; à Londres ou à Paris, ce dernier, accablé déjà par les années, aurait gémi en silence sur l'ingratitude du stathouder et d'un peuple qu'il avait tiré de l'oppression; jamais il n'eût noué contre cette patrie, qui avait été l'idole de sa vie entière, des intrigues indignes de son grand cœur. Maurice n'en jugea pas ainsi : il vivait dans un temps où la vie comptait pour peu de chose; depuis cinquante ans les âmes étaient tendues par la violence, raidies par la haine et le fanatisme, dans ces provinces où il semble pourtant que tout doive inviter à la paix : les grands horizons, les gras pâturages, les eaux endormies, jusqu'à ce vaste ciel traversé de nuées, qui de toutes parts semble envelopper l'homme et le détacher de la terre.

« Quand l'avocat, dit M. Motley, brisé par l'âge et sa vie de travail, et appuyé sur sa canne, entra dans la chambre qu'on lui avait donnée, après avoir péniblement monté le raide escalier, il fit cette remarque : « C'est ici l'appartement de l'amiral d'A

ragon. » C'est là en effet qu'après la bataille de Nieuwport Maurice avait logé son principal prisonnier. Il y avait dix-huit ans de cela : de ses fenêtres, l'avocat de Hollande voyait de l'autre côté de la cour les fenêtres de la « salle de la trêve », où si souvent il avait reçu les ambassadeurs de tous les souverains d'Europe, celles de la salle des états, où sa parole grave avait tant de fois été entendue avec émotion et avec respect.

Il fut tenu au secret pendant sept mois, séparé de sa femme, de ses enfants; son procès commença enfin le 7 mars 1619. On avait pris pour former le tribunal six commissaires en Hollande et deux commissaires dans chacune des autres provinces. Tout était irrégulier dans la procédure. Barneveld avait été arrêté illégalement; d'après les anciennes chartes, la détention préventive n'aurait pas dû se prolonger au delà de six semaines. Il n'y avait pas eu d'instruction; on n'avait pas donné d'avocat à l'accusé. On lui avait refusé tous les documents où il aurait pu trouver les éléments de sa défense.

L'acte d'accusation, un long manuscrit de 136 pages, découpé en 125 articles, est conservé dans les

archives de la Haye. M. Motley laisse déborder son mépris et sa colère en remuant tant de mensonges accumulés contre un innocent. Il voit du sang sur cette poussière. Ne sachant où frapper Barneveld, les juges tournent autour de lui, cherchent le point vulnérable. C'est lui qui a permis à Arminius de corrompre l'université de Leyde, lui qui a défendu, soutenu l'hérésie de Vorstius, lui qui s'est toujours opposé au synode national, lui qui a poussé les cités à enrôler des mercenaires, lui qui a prétendu soustraire les gardes civiques à l'autorité du commandant de l'armée, lui qui a averti les échevins de Leyde de l'arrivée prochaine du prince, lui qui a encouragé Utrecht à la révolte, lui qui a diffamé le prince en disant qu'il aspirait à la couronne, lui qui a excité les provinces à la guerre civile. Les juges s'arrêtent pourtant, ils reculent devant l'accusation de haute trahison, ils n'osent. La défense de Barneveld fut telle qu'on pouvait l'attendre de lui; contraint de tirer tous les faits de sa mémoire, il parla plutôt comme un sage qui apprend l'histoire à ses contemporains que comme un accusé.

Du Maurier alla aux états, comme les ambassa-

deurs de France et d'Angleterre avaient droit de le faire, et en présence du prince Maurice il parla en faveur des prisonniers, demanda qu'ils fussent élargis, s'ils n'étaient coupables de haute trahison; il fit un éloquent appel aux sentiments de Maurice, et le conjura d'ajouter à sa gloire le lustre de la générosité. La princesse douairière Louise de Coligny, le comte Guillaume, cousin de Maurice, auraient voulu sauver Barneveld. La vieille princesse vit en secret une fille du prisonnier, madame de Grœneveld, elle insista pour que la famille de l'accusé adressât une supplique aux états; madame de Grœneveld consulta ses frères et refusa : Barneveld eût approuvé le stoïcisme de ses enfants.

Le 12 mai, on lut à Barneveld sa sentence dans la chambre qui lui servait de prison. Il apprit avec plus d'étonnement que d'émotion qu'il était condamné à mort. Il demanda simplement à écrire une lettre. La voici :

« Ma bien-aimée femme, mes enfants, mes gendres et mes petits-enfants, je vous salue tous avec grande affection. Je reçois en ce moment la doulou-

reuse nouvelle que moi, un vieillard, pour tous les services rendus fidèlement à ma patrie pendant tant d'années (après avoir rempli tous les devoirs du respect et de l'amitié envers Son Excellence le prince autant que le permettaient mes devoirs officiels, après avoir témoigné de l'affection à des gens de toute sorte et n'avoir volontairement nui à personne), je dois me préparer à mourir demain.

» Je me console dans la pensée de Dieu notre seigneur, qui connaît tous les cœurs et qui jugera tous les hommes. Je vous prie de faire comme moi. J'ai constamment et fidèlement servi messeigneurs les états de Hollande, les nobles et les cités de Hollande. Pour les états d'Utrecht, souverains de mon propre pays, je leur ai, à leur requête, donné des conseils loyaux et fidèles pour les préserver des mouvements de la populace et du carnage qui les a longtemps menacés. J'avais les mêmes vues pour les villes de Hollande, voulant que chacun pût être protégé et que personne ne fût molesté.

» Vivez dans l'affection et la paix. Priez le Dieu

ut-puissant pour moi, ce Dieu qui nous tiendra ous dans sa sainte garde.

» De ma chambre de douleur, 12 mai 1619. »

Les états envoyèrent à Barneveld un ministre, Anoine Walœus. L'avocat, ne le connaissant pas, lui lemanda quel était l'objet de sa mission. « Je viens ci, dit le prêtre, pour consoler Votre Seigneurie lans ses tribulations. — Je suis un homme, dit Barneveld, et je sais me consoler moi-même. » Il regretta ensuite ce mouvement de fierté, rappela Walœus, lui confia même un message pour Maurice; il le chargea d'assurer le prince qu'il l'avait toujours servi avec fidélité. Si dans l'exercice de ses fonctions il avait fait quelque chose qui fût contraire à ses vues, il le priait de lui pardonner et de tenir ses enfants dans sa gracieuse faveur. Quand Maurice entendit ce message, ses yeux se mouillèrent; il exprima quelques sentiments de compassion; il avait toujours, dit-il à Walœus, cherché à retenir Barneveld, à lui faire comprendre ses erreurs. Comme tous ceux que trouble un remords, il revint longuement sur tous ses griefs. Deux choses surtout l'avaient

indigné : Barneveld l'avait accusé d'aspirer à la souveraineté ; à Utrecht, il lui avait fait courir les plus grands périls ; mais il pardonnait tout... Au moment où le ministre sortait : « N'a-t-il pas parlé de pardon ? dit-il avec une émotion mal déguisée. — Monseigneur, je ne saurais, en vérité, vous dire qu'il y ait fait aucune allusion. » Un mot sans doute aurait sauvé le vieil avocat de Hollande : ce mot, il ne pouvait pas le prononcer. Il n'eut pas un moment de faiblesse ; sa sérénité arrachait des larmes à tous ceux qui l'approchèrent pendant ces heures suprêmes. Il disserta tranquillement avec quelques ministres sur la prédestination, leur fit des questions sur le synode : « On veut retourner au système des conciles. » Il avoua qu'il eût mieux aimé des synodes provinciaux. « Vous avez poussé les choses à l'extrême, dit-il aux ministres, vous n'avez pas été assez doux les uns pour les autres. »

Il passa la nuit sans dormir, écoutant les prières que lui lisait un ministre, l'interrompant de temps à autre pour disserter avec lui. Il demanda vers le matin si Grotius et Hoogerbeets seraient exécutés

avec lui. Pendant cette même nuit, Louise de Coligny tenta de pénétrer chez Maurice ; on lui dit que Maurice dormait. Le bon du Maurier essayait en vain de réunir les états; il écrivait une lettre qui reste aux archives de la Haye, implorant la grâce de Barneveld.

Le Binnenhof était rempli dès le matin de milliers de spectateurs. A neuf heures et demie, Barneveld fut mené sur un plancher de bois qui avait été échafaudé à la hâte devant le palais. Il jeta les yeux autour de lui, demanda s'il n'y avait point un coussin, s'agenouilla tout de suite sur le plancher, « Son domestique, raconte M. Motley, qui le servait avec autant de calme et de tranquillité que s'il eût été à table, le tenant par un bras ». On remarqua que ni le maître ni le valet, en vrais stoïques et Hollandais, ne versèrent une larme sur l'échafaud.

« La Molle pria un quart d'heure, l'avocat étant toujours à genoux. Il se leva ensuite et dit à Jean Franken : « Vois qu'il ne vienne pas trop près de moi », en lui montrant le bourreau, qui se tenait en arrière avec sa grande épée à deux mains. Barneveld alors déboutonna rapidement son habit de

ses propres mains, et le valet l'aida à l'enlever. « Dépêche-toi, dépêche-toi », lui dit son maître. Il s'avança sur le devant de l'échafaud et dit au peuple d'une voix forte et ferme : « Ne croyez pas que je sois un traître à ce pays. Je me suis toujours conduit honnêtement et loyalement, en bon patriote, et comme tel je mourrai. » La foule était parfaitement silencieuse. Il prit ensuite la casquette de Jean Franken, l'enfonça sur ses yeux et s'avança vers le tas de sable, disant : « Que Christ soit mon guide. Seigneur, mon père céleste, reçois mon esprit. » Quand il fut sur le point de s'agenouiller, le visage vers le midi, le prévôt lui dit : « Que Votre Seigneurie se tourne de l'autre côté, pour que le soleil ne soit pas dans ses yeux. » Il s'agenouilla en effet, le visage tourné vers sa propre maison. Le valet prit congé de lui, et Barneveld dit au bourreau : « Faites vite, faites vite ». Le bourreau lui emporta la tête d'un seul coup. »

Beaucoup de témoins se jetèrent sur l'échafaud et trempèrent leurs mouchoirs dans le sang. Maurice était resté dans son cabinet pendant l'exécution avec le colonel Hauterive. Il écrivit le même jour

à son cousin Guillaume, qui avait quitté la Haye pour n'être pas témoin de l'horrible drame : « Les juges ont été occupés de la sentence contre l'avocat Barneveld pendant plusieurs jours ; elle a enfin été prononcée, et ce matin, entre neuf heures et neuf heures et demie, elle a été exécutée dans le Binnenhof, devant la grande salle. » Il ajoutait qu'il lui enverrait copie de la sentence, que la famille du coupable n'avait présenté aucune supplique pour obtenir son pardon.

La sentence, nous l'avons dit, ne prononçait point le mot de trahison. On y ajouta, avant de l'envoyer aux provinces, une déclaration des états généraux, où il était dit, en termes vagues, que les états avaient reçu des juges diverses informations non spécifiées dans la sentence, et qui donnaient de fortes raisons de douter si Barneveld n'avait pas été en rapport avec l'ennemi de la Hollande. Ce n'était pas assez de tuer un innocent, il fallait outrager sa mémoire.

Grotius ne montra pas dans sa prison la fière tranquillité de Barneveld. Pendant que sa femme faisait preuve d'un courage stoïque, il fléchit devant

la mort; il chercha des excuses, plaida plutôt en coupable qu'en innocent; il parut douter même de celui qui, presque aussitôt après avoir entendu sa propre condamnation, avait dit : « Grotius doit-il mourir aussi? Il est si jeune, et pourrait vivre pour servir l'État. » — Grotius, comme Hoogerbeets, fut condamné à la prison perpétuelle. Il chercha sa consolation dans les lettres. Après deux ans de la plus rigoureuse captivité, il réussit à s'évader avec l'aide de sa femme, et alla chercher un refuge en Suède.

La révolution était depuis longtemps accomplie, et quand Maurice apprit la romanesque évasion, il dit en souriant: « Il n'est pas étonnant qu'on n'ait pas su garder Grotius en prison : il avait à lui seul plus d'esprit que tous ses juges. » Le stathouder était devenu presque un souverain : l'unité politique, l'unité religieuse, étaient faites. Le mariage de la maison d'Orange et des Provinces-Unies était devenu indissoluble, il avait été célébré sur un échafaud. Les nations et leurs ministres s'unissen par les crimes comme par les victoires; il sembl qu'un peuple ne sache plus rien refuser à celu

qui, pour le servir, a arraché de son cœur toute pitié, qui a renoncé non-seulement au repos, à la paix, au bonheur, mais à l'amitié, à la reconnaissance, à la bonne foi, à la justice. Il se livre presque sans réserve aux hommes qui, à une heure donnée, sont les représentants des intérêts généraux, nationaux, et qui deviennent pour ainsi dire impersonnels. L'instinct politique de Maurice, qu'il fût ou non inspiré par l'orgueil de race et l'amour du commandement, était juste et en harmonie avec les besoins de la nation. Les doctrines de l'avocat de Hollande affaiblissaient un pays qui se sentait déjà trop faible; celles du stathouder étaient la rude expression du bon sens. Les Provinces-Unies ne voulaient pas un tyran, elles voulaient un chef; elles aimaient leurs libertés locales, mais elles détestaient bien plus la tyrannie étrangère, et l'anarchie ramenait forcément cette tyrannie.

Maurice de Nassau tient une grande place dans l'histoire; cependant combien sa gloire serait plus pure, s'il avait apaisé les discordes intérieures, établi la paix parmi les églises, sans souiller ses mains d'un sang inutile! Le souvenir du malheu-

reux vieillard qui fut la victime choisie du stathouder hanta longtemps les bourgeois, les arminiens, tous ceux qui s'étaient sentis frappés avec lui. La royauté déguisée sous le nom de stathoudérat, si utile, si nécessaire même aux Provinces-Unies, resta longtemps menacée par les défiances du parti oligarchique. Quand celui qui devint Guillaume III d'Angleterre était encore au berceau, le pensionnaire de Witt, traitant avec Cromwell en 1653, stipula que le stathoudérat serait aboli. Cromwell poursuivait encore dans le jeune prince d'Orange le roi Charles Ier, et de Witt vengeait Barneveld sur la race de Maurice de Nassau.

II

UN FONDATEUR DE LA MONARCHIE BELGE

SYLVAIN VAN DE WEYER[1]

Tout le monde est capable de ressentir le plaisir du sage dont parle Lucrèce, qui contemple du rivage les fureurs de la mer et les navires en détresse. Il est des plaisirs plus difficiles et plus nobles : celui d'un homme accablé par le malheur et qui jouit encore des triomphes de l'intelligence ou de la vertu, — d'un peuple tourmenté par la fortune inconstante, et qui peut applaudir aux heureux efforts d'un peuple ami, admirer chez d'autres l'œuvre d'une patience et d'une sagesse

1. *Choix d'opuscules philosophiques, historiques, politiques et littéraires de Sylvain van de Weyer*, 2 vol.; Londres, 1863. — *Histoire des relations extérieures de la Belgique depuis* 1830, par Sylvain van de Weyer, ministre d'État; Bruxelles, 1874. — *Sylvain van de Weyer d'après des documents inédits*, par Théodore Juste. 2 vol.; Bruxelles, 1871.

politique qui lui ont fait défaut. Certes le sort de la Belgique en 1830 pouvait sembler mille fois plus précaire que celui de la France, et pourtant à quels orages la France n'a-t-elle pas été exposée depuis cette époque, tandis que la Belgique a suivi tranuillement le cours de ses heureuses destinées! La charte de 1830 n'est plus qu'un souvenir, la constitution belge est toujours en vigueur; Louis-Philippe est mort, hélas! dans l'exil, Léopold Ier est mort sur le trône; la dynastie qui plongeait dans les siècles les plus lointains de notre histoire et pour ainsi dire dans la terre végétale de la France. a été déracinée et emportée par la révolution; en Belgique, une dynastie étrangère a peu à peu poussé ses racines dans la Flandre, et aujourd'hui il semble que rien ne la puisse ébranler. Si les mêmes périls, les mêmes méfiances, entourèrent au début la monarchie rajeunie de juillet et la monarchie belge naissante, notre pays a le droit même aujourd'hui de contempler avec un légitime orgueil une nation qu'il a aidée à conquérir son indépendance et dont il n'a cessé de protéger les droits tant qu'il est resté maître de sa politique extérieure. Arbitres

de l'Europe et redoutés, cette fierté nous siérait peut-être mal : aujourd'hui elle console nos malheurs, et nous pouvons jeter les yeux avec satisfaction sur nos frontières du nord, inviolées et aussi bien défendues par la neutralité belge que par l'admirable réseau de forteresses de Vauban. Quelque heureuse et généreuse qu'ait été la part qui revient au gouvernement du roi Louis-Philippe dans les événements qui ont permis à la Belgique de prendre rang parmi les nations, il est juste de rendre hommage au patriotisme, à la sagesse courageuse de la nation belge, à l'esprit politique de ceux qui l'ont fait sortir de la révolution pour la faire rentrer dans le concert européen. Si l'on veut bien jeter les yeux en arrière, le souvenir de ce qu'était encore l'Europe en 1830, des passions qui l'agitaient, des longs ressentiments que la défaite de Napoléon n'avait pu entièrement calmer, l'on devra confesser que la fondation de la monarchie belge fut une sorte de miracle politique.

La grandeur d'un pays ne se mesure pas toujours à la longueur de ses frontières. La petite Hollande fut un moment le centre et comme le nœud de

toute la politique européenne. Son histoire remplit la fin du XVe siècle et une grande partie du XVIe siècle. Il arrive d'ordinaire qu'au moment où la fortune appelle ainsi une nation dans la pleine lumière et sur le devant de la scène, elle lui donne une famille, une race qui incarne les intérêts, les besoins, les espérances populaires. On ne peut songer à la Hollande sans penser à Guillaume le Taciturne, à Maurice de Nassau, au prince Frédéric, à Guillaume III. Ce qu'a été la maison de Nassau pour les Pays-Bas néerlandais, la maison de Cobourg, dans des circonstances bien différentes, l'est devenue pour les Pays-Bas belges. Le nouveau royaume était formé de provinces que le sort avait livrées successivement aux ducs de Bourgogne, à l'Espagne, à l'Autriche, à la France républicaine et impériale; après avoir servi de champ de bataille pendant des siècles, il était désormais neutralisé. La Belgique n'avait pas besoin de grands hommes de guerre; il lui fallait une dynastie pacifique et politique, liée par des alliances aux grandes familles souveraines, servant d'arbitre aux partis qui se disputaient le pouvoir, de trait d'union entre les

cours, de modèle aux monarchies constitutionnelles.

Ce n'était pas encore assez : ni les traités, ni les rois n'auraient pu faire vivre la Belgique, si elle n'avait trouvé, au moment où elle se déclarait libre, quelques hommes supérieurs prêts à servir la dynastie nouvelle avec une scrupuleuse fidélité et incapables de l'immoler à leur ambition, assez courageux pour faite une révolution, assez forts pour la régler, assez habiles pour la faire reconnaître de l'Europe et la mettre sous sa tutelle. Parmi ces fondateurs de la monarchie belge, aucun n'a joué un rôle plus important que Sylvain de Weyer. Membre du gouvernement provisoire, ministre des affaires étrangères, il prit part à toutes les négociations de la conférence de Londres; il représenta le gouvernement du roi Léopold Ier en Angleterre pendant toute la durée de son règne. Nous allons essayer de raconter une vie qui fut mêlée aux plus grands événements en nous aidant des écrits de van de Weyer lui-même, d'une biographie de M. Th. Juste, en puisant dans les souvenirs d'une longue amitié nouée par la parenté et entretenue par de communes affections.

I

Sylvain van de Weyer naquit à Louvain le 19 janvier 1802; il fut élevé en Hollande, à Amsterdam; à l'âge de neuf ans, il vit Napoléon I[er] faire son entrée triomphale dans cette ville; à onze ans, il fut témoin du soulèvement des Hollandais. Molitor se retira de la ville que Napoléon appelait fièrement la troisième de son empire. Witzingerode y entra derrière lui, proclama l'indépendance des Provinces-Unies et rappela le prince d'Orange. Ces événements ramenèrent van de Weyer à Louvain, où il acheva ses études et se fit recevoir docteur en droit. Il fut, à l'âge de dix-neuf ans, nommé bibliothécaire de la ville de Bruxelles et conservateur des manuscrits des ducs de Bourgogne. Il édita en 1825 les œuvres d'Hemtershuis. La philosophie était alors son étude favorite, et il semblait que rien ne

devait venir troubler une vie consacrée au travail et à l'étude; mais déjà, et presqu'à l'insu de l'Europe, la Belgique était travaillée par des besoins nouveaux d'indépendance. Van de Weyer ne se donnait pas tout entier à la philosophie, il étudiait aussi l'histoire de son pays. Il savait que l'union entre les provinces bataves et les provinces belges n'avait jamais été profonde : l'ancien comté de Flandre s'était toujours brisé en deux parts. Tandis que les Pays-Bas bataves soutenaient encore la lutte contre l'Espagne, les Pays-Bas belges laissaient tomber leurs armes; le prince de Parme les ramenait habilement sous la domination espagnole. Qu'était-ce que cette union d'Utrecht, l'ouvrage heureux de Guillaume d'Orange? C'était l'adieu de la Hollande à la Belgique. On ne fait pas aisément violence à la nature, aux mœurs, aux instincts d'une race : la foi protestante avait trouvé ses citadelles dans les îles, les terres basses enveloppées d'eaux et de digues; la foi catholique avait couvert de ses merveilles les grandes plaines ouvertes qui s'étendent entre la Meuse et la mer. Ces dernières provinces devaient retomber sous le joug; elles s'endormirent long-

temps sous la douce autorité des chefs autrichiens. Ce pays presque sans nom, sans gloire, constant enjeu de batailles, dot portée de famille en famille, gardait pourtant une sorte de conscience obscure et persistante de ses droits : il conservait des franchises communales et provinciales; le vieil esprit des Flandres avait de temps à autre des réveils terribles. Orange avait été plus heureux qu'Egmont et que Horn; mais le sang de ces grands martyrs n'avait pas coulé en vain, et leur souvenir restait toujours cher à la nation.

Les réformes de Joseph II avaient failli soulever la Belgique; quand la révolution française éclata, on chassa les troupes impériales, on prononça la déchéance de l'empereur; les Pays-Bas autrichiens formèrent une confédération républicaine et demandèrent la protection de la France. L'heure de la véritable indépendance n'avait pourtant pas encore sonné. Une nuée de jacobins se répandit en Belgique, y porta les clubs, les assignats, la confiscation; les églises furent profanées. Dumouriez dénonça en vain ces stupides excès. Perdue après Neerwinde, la Belgique fut reconquise après Fleurus;

mais ce n'était pas une terre libre; elle perdit jusqu'au nom de ses provinces et fut dépecée en départements comme la France, comme un peu plus tard la Hollande le fut à son tour. Les anciens Pays-Bas se trouvaient ainsi confondus dans la servitude; quand Napoléon tomba, les rois alliés ne voulurent point dissoudre ce mariage; il fut décidé qu'un seul État serait formé de deux contrées « que la nature semblait avoir destinées à cette réunion ».

A qui pouvait-on offrir la souveraineté de ce nouvel État? Le droit de conquête ne peut effacer les traditions et les souvenirs. Il n'y avait qu'un prince dont le nom fût associé à celui des Pays-Bas; la fortune de sa maison avait toujours grandi et s'était toujours éclipsée en même temps que celle des Provinces-Unies : c'était l'héritier des stathouders, le prince d'Orange.

Van de Weyer a raconté dans de grands détails le réveil du parti orangiste à la fin de l'empire; on trouvera ce récit dans une lettre écrite en 1832 à lord Aberdeen et imprimée en brochure sous le pseudonyme de Victor de la Marre (une traduction du nom de van Weyer). On sait peu ce qui se passa

loin du théâtre où marchait Napoléon en personne, les sourdes émotions des peuples longtemps écrasés, les incidents obscurs qui préparaient les grandes catastrophes. Ces faits oubliés montrent pourtant qu'on ne trompe pas longtemps l'histoire; il ne dépendait ni de quelques jacobins, qui, après avoir proclamé la république batave, avaient rempli les antichambres du roi Louis et de Napoléon, ni des souverains qui voulaient refaire une nouvelle Europe, d'étouffer au cœur des Hollandais les regrets et la fidélité qui, après tant de jours de malheurs, les ramenaient à l'illustre maison de Nassau. Dès 1819, le prince d'Orange arriva sur un navire de guerre anglais; il signa ses premières proclamations : « Guillaume, par la grâce de Dieu, prince d'Orange-Nassau ». C'était déjà parler en souverain. Les commissaires du gouvernement provisoire rédigèrent une proclamation où ils disaient au peuple : « L'incertitude qui existait autrefois concernant le pouvoir exécutif ne paralysera plus vos efforts; ce n'est point Guillaume VI que la nation rappelle, sans savoir à quoi s'attendre et quel espoir fonder sur lui; c'est Guillaume Ier qui se présente comme

souverain, conformément aux vœux de ce même peuple qu'un autre Guillaume Ier a délivré autrefois du joug honteux de l'étranger. » Van de Weyer nous semble un peu sévère pour ces faiseurs de roi, dont la plupart, il est vrai, avaient prêté tous les serments exigés par la révolution et par l'empire, notamment le serment de *haine éternelle* contre *l'exécrable maison* d'Orange (exigé en 1795 de tous les magistrats et de tous les ministres du culte). On assembla des notables, on leur soumit un projet de constitution : sur 475 votants, il n'y eut que 26 voix négatives, et le lendemain 30 mars 1814 la constitution des Provinces-Unies, transformées en monarchie au profit de la maison d'Orange, fut promulguée. « Quand le héraut d'armes, qui avait proclamé tour à tour la convention batave de 1795, et le directoire exécutif, et le conseiller-pensionnaire Schimmelpenninch, et le roi Louis et le grand Napoléon, proclama trois fois Guillaume Ier, prince souverain des Pays-Bas, aucun applaudissement ne lui répondit... » Van de Weyer rappelle à ce propos la scène de Shakspeare où Buckingham raconte à Richard III ce qu'il vient de tenter pour le

faire proclamer roi. « Quand je me suis trouvé à bout d'éloquence, j'ai prié les citoyens pour peu qu'ils fussent amis de leur pays, de crier : Vive Richard, le noble roi d'Angleterre! — Et l'ont-ils fait? — Non, que Dieu me garde! Ils n'ont pas dit un mot; mais, comme des statues muettes ou des pierres qui ne respirent pas, ils se regardaient fixement, pâles comme des morts. » La Hollande, maîtresse absolue de ses destinées, eût encore bien fait de rendre le pouvoir exécutif aux descendants des stathouders.

« Sans aucun doute, disait lord Abeerden le 26 janvier 1831 à la chambre des lords, la Hollande eût volontiers consenti à reprendre son ancienne existence et à jouir de nouveau de sa forme républicaine de gouvernement; mais cette position ne convenait point aux puissances européennes, et elles aimèrent mieux joindre à la Hollande les provinces belgiques. » L'aveu est précieux : il faut bien se souvenir que la Hollande, comme la Belgique, était entre les mains des vainqueurs de Napoléon. Les droits de la conquête et de la force ne s'affichaient pas alors avec une naïve brutalité, ils

n'étaient pas moins irrésistibles. Les puissances alliées venaient de délivrer les peuples, mais elles ne leur apportaient pas la république. La monarchie constitutionnelle s'imposait à la Hollande, la dynastie d'Orange-Nassau s'imposait à l'Europe. L'embarras ne commençait que pour les provinces belges. Les rendrait-on à l'Autriche? Les Belges se souvenaient encore de la douceur du gouvernement autrichien sous Marie-Thérèse, mais l'Autriche songeait alors à concentrer tout l'effort de son ambition en Italie. Les céderait-on à la Prusse? M. Pitt y avait sérieusement pensé. La Prusse était surtout préoccupée de garder les provinces saxonnes. Quand Guillaume I[er] ouvrit, le 2 mai 1814, la première assemblée des états généraux des Provinces-Unies, il ne fit aucune allusion au futur royaume des Pays-Bas. Le roi partit peu après pour Paris, et le 20 mai l'article 6 du traité de Paris statua que « la Hollande, placée sous la souveraineté de la maison d'Orange, recevrait un accroissement de territoire. » Le mois suivant, les alliés conclurent à Londres un traité en huit articles qui fut annexé au traité général du congrès de Vienne : une con-

vention spéciale entre l'Angleterre et la Hollande compléta cette œuvre diplomatique. Les Belges furent chargés d'une partie de la dette hollandaise; la Hollande perdit le cap de Bonne-Espérance et l'île de Ceylan.

A peine Guillaume avait-il notifié sa nouvelle dignité aux états généraux de Hollande, Napoléon revint de l'île d'Elbe. Le 20 mars 1815, il entrait à Paris; le 30 mars Guillaume faisait avec la reine son entrée solennelle à Bruxelles. « Cette royauté, dit van de Weyer, se trouvait ainsi entourée de circonstances analogues à celles qui avaient accompagné l'origine de la souveraineté dans les Provinces-Unies : née au milieu du bruit des armes, proclamée avant d'être légalement constituée, existant de fait, mais non reconnue en droit, la dignité improvisée donnait au prince qui s'en était revêtu un pouvoir dictatorial. » Le prince d'Orange alla du moins la défendre à Waterloo, sur le sol même de la Belgique. Il crut sans doute y conquérir à jamais pour sa race une souveraineté que l'Europe lui avait déjà offerte. On chargea une commission d'élaborer une constitution pour les deux pays réu-

nis par la volonté de l'Europe. On fit des listes de notables en Belgique. « Le 18 août, dit van de Weyer, les députations des notables belges se réunirent à la maison de ville de Bruxelles. Il se trouva que, sur 1323 notables présents aux réunions d'arrondissement, 527 avaient voté *pour* la nouvelle loi fondamentale qui créait le royaume des Pays-Bas, et qui reconnaissait comme roi le prince d'Orange; 796 votaient *contre;* le tout se trouvait par conséquent rejeté. » La gravité de ce vote échappa aux diplomates occupés alors à régler les affaires du monde entier : qu'étaient ces notables si inconnus, consultés pour la forme? leur appartenait-il de déranger les plans conçus dans l'olympe des souverains? La Belgique était nécessaire à ce royaume dont on voulait faire l'*avant-mur* de l'Europe contre la France. Y avait-il seulement une nation belge? Si elle existait, ne fallait-il pas la punir de s'être si tôt et si complétement livrée à la France révolutionnaire? Dans les états généraux de la Hollande, on avait obtenu d'ailleurs l'unanimité pour l'acceptation du nouvel acte fondamental, et parmi les 796 notables belges opposants, 126 avaient

formellement déclaré que leur vote n'était motivé que par les articles relatifs au culte. Il semblait donc qu'une grande partie au moins des Belges ne luttait contre la réunion des deux pays qu'en faveur des intérêts de la religion catholique. On se tira d'affaire en ajoutant les voix hollandaises aux voix belges; le roi Guillaume déclara qu'il ne pouvait plus y avoir de doute sur les sentiments et les vœux de la grande majorité de tous ses sujets, et menaça de la rigueur des lois ceux qui oseraient dorénavant révoquer en doute la force obligatoire de la constitution.

Van de Weyer s'indigne contre l'arithmétique du roi Guillaume, « le calculateur le plus habile de l'Europe », et traite de comédie, de parade, cette convocation et ce vote des notables. On serait moins sévère aujourd'hui dans des circonstances pareilles, on se passerait peut-être tout à fait de notables, sinon de constitution. La Belgique n'était pas en état de résister aux volontés de l'Europe. L'œuvre des souverains alliés n'en était pas moins aussi hardie qu'imprudente. Si les deux nations, dont l'histoire était restée séparée depuis la fin du XVI[e] siècle, ar-

rivaient à se fondre entièrement malgré la différence des langues et des religions, un souverain français, s'inspirant des idées d'Henri IV et de Richelieu, pouvait réussir un jour à entraîner dans son alliance le royaume nouveau. Un œil profond pouvait dès ce moment apercevoir dans l'avenir cette grande Allemagne qui commençait seulement à avoir conscience d'elle-même; et qui pouvait assurer que l'ouvrage fait contre la France ne pouvait pas devenir un jour son boulevard? Si au contraire la fusion des Pays-Bas ne pouvait s'opérer, l'Europe avait inutilement affaibli la Hollande, elle laissait accumuler sur nos frontières des haines qui pouvaient s'allier à nos ressentiments, elle nous offrait une proie en croyant nous opposer une menace. Il faut le dire pourtant, on pouvait difficilement prévoir alors que les passions religieuses, si affaiblies et si impunément outragées pendant plus d'un siècle, retrouveraient bientôt assez de force pour déchirer les ouvrages politiques construits avec le plus d'art, car, en regardant les choses de haut et de loin, la querelle de la Belgique et de la Hollande fut surtout une querelle religieuse.

L'esprit d'indépendance nationale y eut d'abord peu de part; van de Weyer semble le confesser. « Si la maison d'Orange n'eût pas considéré la Belgique comme une proie et ne l'eût pas épuisée d'impôts pour faire face à l'ancienne dette de la république batave,... si le fanatisme de protestant du roi Guillaume contre une religion qu'il flattait en public, qu'il faisait attaquer en secret, ne l'eût ensuite poussé dans des voies d'injustice et de persécution, en un mot, si les conditions du traité de Londres n'eussent pas été pour lui une lettre morte, et le peu de garanties que renfermait la constitution autant de piéges tendus à la bonne foi de ses sujets, il y aurait eu peut-être moyen, malgré la diversité des mœurs, de langue et de religion, d'opérer une fusion lente entre des peuples si différents. » Il serait oiseux aujourd'hui de raconter les griefs de la Belgique. Le mal était de ceux que ni les constitutions, ni les lois ne guérissent. Quatre millions de Belges n'avaient pas plus de représentants aux états généraux que deux millions de Hollandais. La plupart des places allaient aux derniers. La presse était persécutée, van de Weyer se fit

connaître en plaidant deux fois pour M. de Potter, qui dirigeait le *Courrier des Pays-Bas*, l'organe de l'opposition belge; il défendit aussi à Gand l'éditeur du journal *le Catholique*, car libéraux et catholiques étaient à ce moment coalisés dans une pensée d'indépendance nationale. Van de Weyer, à qui on avait enlevé sa place de conservateur des manuscrits de Bourgogne, ne voulait pourtant pas de révolution; il se contentait de réclamer des libertés pour son pays. Il quitta la rédaction du *Courrier des Pays-Bas* après la publication d'un article violent sur la conduite privée du prince d'Orange. Déjà les événements se précipitaient : la révolution de juillet 1830 n'ébranla pas seulement la France; des émissaires se répandirent en Belgique. On criait dans les rues de Bruxelles : « Imitons les Parisiens »; le drapeau brabançon fut déployé; on brûla la maison du ministre impopulaire van Maanen, on saccagea la maison d'un journaliste ministériel. On effaça, on abattit partout les insignes de la royauté.

Il n'y avait pas eu de résistance contre ce soulèvement; mais le prince d'Orange s'approcha de

Bruxelles avec 6000 hommes de troupes royales. Les notables de la capitale, assemblés le 28 avril à l'hôtel de ville, avaient nommé une députation, dont van de Weyer faisait partie, pour porter au roi les doléances de la Belgique. Van de Weyer avait rédigé une adresse; le mot de séparation n'y était pas prononcé. Le prince d'Orange envoya un aide de camp de Vilvorde à Bruxelles pour demander à M. le baron Vanderlinden, commandant de la garde bourgeoise organisée pour maintenir l'ordre, de venir conférer avec lui. M. d'Hogvoorst partit avec van de Weyer et quatre autres délégués. Après quelques pourparlers, le prince consentit à entrer à Bruxelles sans troupes, avec son état-major seulement. Le prince arriva le 1er septembre par le pont de Laeken, il vit le drapeau brabançon, des barricades, une bourgeoisie silencieuse. Il resta trois jours à Bruxelles. Le prince craignait d'offenser son père; le spectacle qu'il avait sous les yeux, le langage qu'il entendait, tout lui faisait craindre cependant que les Belges ne fussent résolus à obtenir au moins une complète séparation administrative. Liége, Louvain, Namur, toutes les villes avaient suivi

'exemple de Bruxelles. Van de Weyer flatta l'ambition du héros des Quatre-Bras, lui montra les avantages d'une combinaison politique qui donnerait deux couronnes à la maison de Nassau et qui satisferait à la fois les vœux des Belges et des Hollandais. Le prince demanda quinze jours pour réfléchir; van de Weyer s'engageait à maintenir les choses dans l'état : au bout de ce temps, il serait lui-même dégagé.

Dès le premier jour, nous le voyons prendre un rôle dominant, se placer au premier rang, non par l'art grossier d'un tribun ou d'un agitateur populaire, mais par la netteté de ses vues, une décision courageuse et sagace, par l'autorité d'un bon sens aigu et pour ainsi dire prophétique. Van de Weyer se jeta résolûment dans une révolution qui avait un caractère vraiment national; cependant il savait bien qu'aux yeux de l'Europe elle semblerait une simple contrefaçon de la révolution de juillet; il connaissait l'esprit altier, persévérant, fécond en ressources du roi Guillaume; il devinait combien il serait difficile de trouver un roi pour la Belgique, de fonder une petite république entre tant de mo-

narchies, et il lui sembla qu'une sorte d'union personnelle de deux royaumes était la meilleure sauvegarde des libertés belges. Il n'hésita pas à signer, le 3 septembre, la proclamation dans laquelle les officiers de la garde bourgeoise s'engagèrent sur l'honneur à ne point souffrir de changement de dynastie et à maintenir l'ordre.

Le roi Guillaume ne voulut pas traiter les Belges autrement qu'en rebelles; il ne lui convenait pas de couronner une révolte, même dans la personne d'un fils; il avait des griefs anciens contre ce fils, dont il redoutait les caprices, l'humeur hasardeuse et l'ambition. En ouvrant ses états généraux, le roi parla en maître irrité, tout en laissant deviner une séparation administrative des Pays-Bas hollandais et des Pays-Bas belges; 10 000 hommes de troupes hollandaises s'approchèrent de Bruxelles; à cette nouvelle, la fureur populaire ne connut plus de bornes. On désarma la garde bourgeoise, suspecte de faiblesse et de trahison; on envahit l'hôtel de ville. Bruxelles se couvrit de barricades. Il n'y avait plus de gouvernement. Les Hollandais, sous le prince Frédéric, entrèrent dans Bruxelles, se re-

tranchèrent dans le parc ; pendant trois jours, leurs boulets répondirent aux balles des insurgés. Ils se retirèrent enfin. Cette agression inutile, à la fois molle et cruelle, déchirait le dernier lien entre la Belgique et la maison de Nassau. Le rêve de l'union personnelle avec le prince d'Orange était fini ; il ne pouvait plus être question de séparation administrative. La Belgique en armes n'était plus d'humeur à traiter avec un souverain détesté ; elle ne voulait plus traiter qu'avec l'Europe.

Un gouvernement provisoire avait été nommé le 26 septembre, dont van de Weyer faisait partie avec M. d'Hogvoorst, Félix de Mérode, Gendebien, Charles Rogier. « Le gouvernement provisoire, disait plus tard M. Gendebien au congrès, s'est installé à l'hôtel de ville, ayant pour tout mobilier une table de bois blanc, prise dans un corps de garde, et deux bouteilles vides, surmontées chacune d'une chandelle. La caisse municipale renfermait 10 florins 36 cents, et c'est avec ces moyens que nous n'avons pas désespéré de la victoire. » Dans sa *Lettre sur la révolution belge*, van de Weyer lui-même raconte ces premiers jours de lutte et de danger.

« Un gouvernement provisoire s'établit le 25 septembre au milieu du bruit des bombes et de la mitraille, sans finances, sans employés, ayant pour gouverner un pays en insurrection, en pleine guerre, des plumes, de l'encre et quelques feuilles de papier, mais un courage que le dévouement à la patrie peut seul donner. Eh bien! cinq jours après son établissement, son autorité est reconnue dans la plupart des villes de la Belgique; le 1er octobre, il forme une nouvelle magistrature, et la justice reprend son cours naturel et régulier; il rend la liberté à la presse, établit le droit d'association, abolit les loteries, annule les arrêtés attentatoires à la liberté individuelle, organise une armée, se crée des ressources financières en réalisant la perception régulière de tous les impôts, et, plein de confiance dans la sagesse du peuple, il décrète la convocation d'un congrès national, établit le mode d'élection le plus populaire dont la Belgique avait jamais joui. »

On se souvient que van de Weyer avait deux fois défendu M. de Potter devant les tribunaux. Après les journées de septembre, de Potter, qui était

banni, accourut de Valenciennes, et fut porté en triomphe par le peuple de Bruxelles. Ue gouvernement provisoire, où figurait Félix de Mérode à côté de van de Weyer, représentait l'alliance nationale des catholiques et des libéraux. De Potter y exigea une place, et on n'osa la lui refuser, bien qu'il apportât de son exil des théories politiques et des goûts révolutionnaires qui ne pouvaient plaire à de véritables hommes d'État. Le jour de son arrivée, il harangua le peuple d'un ton qui effraya M. Plaisant, chargé de la sûreté publique. Ce fonctionnaire se rendit au siége du gouvernement; à l'entendre, de Potter allait s'installer au palais royal et être proclamé dictateur. Van de Weyer, qui connaissait bien son ancien client, dit à M. Plaisant : « Avez-vous un appartement disponible chez vous? — Oui, tout mon second. — Retournez auprès de lui. Offrez-lui votre second. Il acceptera. Il n'y a pas de dictateur au second étage. » Van de Weyer trouva toute sa vie de ces mots, qui n'étaient pas seulement spirituels, qui étaient des flèches lancées par un rare bon sens.

Le roi Guillaume, après avoir usé mal à propos

de la force, tenta aussi vainement la conciliation. Il envoya le prince d'Orange à Anvers; celui-ci, qui se souvenait de ses dernières conversations avec van de Weyer, lui dépêcha un aide de camp et l'invita à venir conférer avec lui. Van de Weyer fut un moment tenté d'accepter. « Le prince, demanda-t-il à l'aide de camp, commande-t-il la citadelle d'Anvers et les troupes? — Non, répondit l'officier. — Alors retournez vers le prince et dites-lui que j'étais sur le point d'obéir à son invitation, mais que j'ai une horreur instinctive des citadelles où ne commande point Son Altesse royale. » Des ambassadeurs officieux lui furent encore envoyés, notamment le prince Koslowski, et s'abouchèrent aussi avec M. de Mérode. Le peuple de Bruxelles s'alarma de ces pourparlers; van de Weyer et M. de Mérode crurent devoir publier une note où ils faisaient connaître les ouvertures qu'on leur avait faites : ils déclaraient en même temps qu'ils croyaient n'avoir aucun droit pour traiter au nom de la Belgique, que ce droit n'appartenait qu'au congrès national qui venait d'être convoqué. Le prince d'Orange, qui espérait encore contre l'espérance, n'en lança

pas moins une proclamation où il disait aux Belges : « Je vous reconnais comme nation indépendante. » Il les invitait à nommer des députés. « Je me mets, disait-il, dans les provinces que je gouverne, à la tête d'un mouvement qui vous mène vers un état de choses nouveau et stable, dont la nationalité fera la force. » Le gouvernement provisoire, sans force contre l'opinion publique soulevée, fut contraint de repousser la main qui lui était tendue ; il protesta avec indignation contre la funeste amitié qui pouvait le perdre lui-même. Le prince, suspect à son pays, importun ou odieux aux Belges, se retira en Angleterre pour attendre l'issue de la crise. Deux jours après son départ, le canon tonnait sur les murs de la citadelle d'Anvers, et le bombardement ordonné par le général Chassé achevait l'œuvre commencée par les journées de septembre.

II

La révolution de juillet alarmait l'Europe monarchique, mais ne changeait rien aux traités de 1815; la révolution belge semblait au contraire un défi à ces traités; elle remettait en question le sort de provinces dont la souveraineté avait toujours été aussi enviée que hasardeuse. Le roi Louis-Philippe, contenant à peine les frémissements de la révolution qui l'avait porté sur le trône, vit avec plus d'appréhension que de joie des événements qui brisaient, il est vrai, un royaume créé en haine de la France, mais d'où pouvaient sortir une guerre générale et une coalition des grandes puissances. Le roi Guillaume avait mis beaucoup d'empressement à reconnaître le nouveau souverain de la France. Louis-Philippe connaissait bien les dispositions des cours, il savait le tsar d'autant plus irrité que la chute de

Charles X déjouait ses desseins sur l'Orient. La Prusse ne cachait pas à ses yeux ses haines et ses longues ambitions; l'Autriche était liée aux traités de 1815. L'Angleterre seule avait salué de ses applaudissements la révolution de 1830; mais, pour conserver ses sympathies, il ne fallait point lui faire craindre l'annexion ni même la subordination de la Belgique à la France. Autour du roi, il y avait beaucoup d'illusions et beaucoup d'ignorance. Les libéraux, enivrés de leur triomphe, croyaient naïvement que rien n'était impossible à la France, et que l'Europe ébranlée ne tenait plus qu'au fil de leur propre sagesse. M. de Gendebien était à Paris; il écrivait chaque jour à van de Weyer, il demandait instamment des pouvoirs pour traiter avec le gouvernement français. « Un moyen, disait-il au mois d'octobre 1830, qui me paraît propre à nous constituer solidement, à obtenir l'appui même armé de la France, c'est de demander au roi de France et même à la nation française en même temps un de ses fils, particulièrement le duc de Nemours, pour gouverneur général, en garantissant l'hérédité de mâle en mâle. » Le roi ne faisait rien pour

échauffer le zèle de M. de Gendebien; il y avait bien en Belgique des hommes qui ne croyaient point que leur pays pût conquérir une indépendance complète, qui aimaient mieux se donner qu'être pris, et, s'il fallait se donner, la France avait leurs préférences. Toutefois on ne pouvait dire qu'il y eût un grand parti véritablement français. La lutte allait s'ouvrir entre les patriotes, qui voulaient fonder une nationalité belge, et les orangistes, recrutés surtout parmi les grands industriels, qui préféraient revenir à la maison de Nassau. Le clergé catholique belge, qui avait pris une part si active dans la révolution, redoutait les doctrines de l'école libérale française. Le gouvernement provisoire était secrètement divisé. M. de Potter était républicain. Un commencement d'antagonisme se manifestait entre les partisans de la France et ceux de l'Angleterre. La Prusse, la première, avait offert au roi Guillaume son secours; M. Molé déclara, de la façon la plus nette, que, si une armée allemande se montrait en Belgique, une armée française y entrerait le même jour. La Prusse feignit l'étonnement, et recula discrètement, intimidée par une

menace aussi péremptoire. Le roi Louis-Philippe avait pris son parti dès qu'il avait nommé le prince de Talleyrand son ambassadeur à Londres : gagner et conserver la confiance de l'Angleterre, livrer la question belge à l'Europe sans entreprendre de la résoudre seul, empêcher à tout prix l'intervention armée de la Prusse ou des autres puissances, tel est le programme auquel sa sagacité s'était arrêtée et qu'il fallait faire accepter de ministères changeants. Van de Weyer avait été envoyé en mission en Angleterre; les tories étaient encore au pouvoir, et l'opposition seule montrait des dispositions favorables à la Belgique. Le roi Guillaume avait officiellement invoqué (dans une note du 5 octobre 1830) le secours de toutes les puissances signataires des articles constitutifs du royaume des Pays-Bas. Lord Aberdeen, à la suite de cette note, avait provoqué une réunion à Londres des ambassadeurs des cinq cours d'Angleterre, de France, de Russie, de Prusse et d'Autriche. En ouvrant le parlement le 2 novembre, le roi d'Angleterre avait déploré que l'administration intérieure du roi des Pays-Bas n'ait pu préserver ses domaines de la révolte, et exprimé

le profond regret que lui causait la situation des affaires en Europe. Van de Weyer arriva le jour même où ce discours était prononcé.

Sir John Hobhouse ménagea à van de Weyer une entrevue avec lord Aberdeen. Il déclara au ministre anglais que la résolution des Belges était prise, qu'ils ne se laisseraient point remettre sous le joug, et que, si on les poussait au désespoir, ils se jetteraient dans les bras d'une puissance voisine. Lord Aberdeen lui répondit que la France était d'accord avec les puissances; il connaissait la mission de M. de Gendebien, l'offre de la couronne belge faite au duc de Nemours. — Le piége était bien tendu, van de Weyer ne s'y laissa point choir. Il savait que M. de Gendebien n'avait point de pouvoirs pour traiter de la couronne; il communiqua à lord Aberdeen les instructions secrètes qu'il avait reçues, et lui donna sa parole d'honneur que celles de M. de Gendebien étaient identiques. « Vous voyez bien, lui dit-il, que la question de la couronne n'est point tranchée. » Il avait bien vite compris que le gouvernement anglais avait bien moins de zèle pour la Hollande que de jalousie de la France. Le lendemain,

le prince d'Orange exprima le désir de voir van de Weyer. Jamais celui-ci n'avait manqué de respect pour les princes de la maison de Nassau; il avait quelque temps espéré que cette illustre famille pourrait donner l'indépendance à la Belgique. Il se rendit donc chez le prince d'Orange, mais il ne lui cacha point que les derniers événements avaient détruit cette espérance. Beaucoup de gens cherchaient à caresser et à entretenir ses illusions, il aimait mieux lui dire la vérité; le prince le remercia de sa franchise, lui serra la main et versa quelques larmes. « C'est donc pour la dernière fois que nous nous voyons? — Pour la dernière fois, et croyez que j'ai le cœur aussi serré que Votre Altesse royale. »

Van de Weyer, placé dans la position la plus difficile, ambassadeur d'une puissance non reconnue, jeune et sortant à peine de l'obscurité, sut cependant, à force de tact, de loyauté, et par une sorte d'autorité innée, conquérir du premier coup le respect universel. Il rechercha tous les concours, il n'en mendia aucun, il se garda de toute bravade comme de toute faiblesse. Causeur charmant, il sut

être économe de paroles. Sérieux sans pompe, pressant et courtois, enhardi par la grandeur de la cause qu'il défendait sans se dissimuler toutes les difficultés qu'il aurait à vaincre, il trouva sans peine le ton des grandes affaires. Après lord Aberdeen, il vit le duc de Wellington, alors premier ministre. Il emporta de cette conversation la conviction que Wellington serait satisfait tant que le champ de bataille de Waterloo ne serait pas terre française et que la Belgique ne proclamerait point la république.

Au reste, les derniers jours du cabinet tory étaient déjà comptés : le duc de Wellington et lord Aberdeen durent bientôt céder la place à lord Grey et à lord Palmerston.

Pendant son absence, van de Weyer avait été nommé membre du congrès national à Louvain et à Bruxelles. Le congrès à peine réuni, van de Weyer rendit compte de sa mission à Londres, et laissa percer, autant que son rôle le permettait, toutes les espérances qu'il avait conçues pendant son séjour en Angleterre. Ce discours, chef-d'œuvre de finesse, d'élégance et de grâce circonspecte, fit une

profonde impression sur le congrès; van de Weyer fut élu président du comité diplomatique, composé du comte de Celles, de M. Nothomb, du comte d'Arschot, de M. Lehon et de M. Destriveaux. Cette présidence le constituait ministre des affaires étrangères. Le premier acte de la conférence avait été, le 4 novembre, de proposer un armistice, et de prendre pour ligne de l'armistice la frontière hollandaise du traité du 30 mai 1814. Accepter, c'était sembler consentir d'avance à cette délimitation des frontières; refuser, c'était braver l'Europe entière et la France même, qui recommandait la soumission à la conférence. Une discussion des plus vives s'engagea dans le sein du gouvernement provisoire. De Gendebien voulait refuser l'armistice, van de Weyer convainquit ses collègues que l'armistice n'avait que des avantages pour la Belgique, que tout serait perdu si l'on bravait les grandes puissances. L'acte signé, il offrit sa démission; M. de Gendebien le pria lui-même de la retirer. Van de Weyer avait besoin d'autorité morale, car jamais rôle ne fut plus difficile que le sien. D'un côté, une conférence prétendait régler les destinées de la Belgique; de l'au-

tre, un congrès national prenait ses résolutions ou semblait les prendre en toute souveraineté ; il fallait doucement, sans secousses, incliner ces volontés d'origine si diverse à des décisions communes, ménager la fierté des cours et celle du peuple belge, fermer la bouche aux impatiences, aux colères les plus légitimes, conquérir la liberté par la soumission, l'indépendance par une sorte d'équilibre de dépendances.

Sur un point seulement l'accord était facile : ni la conférence ni le congrès ne voulaient la république. M. de Potter, le seul membre du gouvernement provisoire qui fût républicain, avait perdu toute popularité. Il avait, le 10 novembre, prononcé le discours d'ouverture du congrès, puis s'était séparé avec éclat de ses collègues en refusant de s'associer à l'acte par lequel le gouvernement provisoire remettait ses pouvoirs à l'assemblée. Il avait eu les plus pénibles discussions avec M. de Mérode et van de Weyer. Il avait voulu occuper le premier rang au lieu de jouer le premier rôle, et il fut douloureusement surpris que l'acclamation populaire ne le portât pas à la présidence d'une république. Il se laissa

choir du gouvernement dans l'opposition la plus haineuse, attaqua ses collègues de la veille, et mérita que van de Weyer lui écrivît ces rudes paroles : « Vous le savez, je vous ai pendant deux ans et plus sacrifié mon repos, mon temps, ma santé, mon argent, et je le faisais avec joie, de cœur, parce que je vous croyais ami sincère et patriote dévoué; mais aujourd'hui que vous avez pris le soin de me désabuser, que vous vous êtes montré aussi mauvais ami que mauvais citoyen, je ne vous dois plus ni conseils ni avertissements. »

De Potter appartenait à cette classe nombreuse d'hommes qui font de la politique avec les mots, qui sacrifient les intérêts des nations à une vanité avide, inquiète et sans merci. Que serait devenue la Belgique, si elle eût pris Potter pour guide, si elle avait livré sa frêle fortune à tous les orages du gouvernement républicain? Ses vertus publiques ne l'en rendaient pas indigne, mais elle tenait assez à ses libertés pour ne point les mettre en péril, et elle pensa avec raison qu'elles seraient moins protégées par un mot qui épouvantait l'Europe que par l'institution monarchique, réduite au rôle d'arbitre entre

les partis et satisfaite de représenter l'unité nationale. Potter est oublié, son nom est descendu dans l'histoire comme une pierre va au fond de l'eau, et l'on se souvient à peine aujourd'hui qu'en 1830 il y eut dans le congrès belge quelques voix pour la république. L'immense majorité se prononça pour la monarchie constitutionnelle.

Sur ce point, la conférence était satisfaite; sur tout le reste, les dissentiments commençaient. Le 23 novembre, la proposition de déchéance de la maison de Nassau fut présentée au congrès national, et van de Weyer n'hésita pas à la défendre à la tribune. On ne vota pas séance tenante, et le lendemain le comité diplomatique reçut M. de Langsdorff, envoyé par Louis-Philippe, et M. Bresson, secrétaire d'ambassade, et déjà diplomate habile. M. de Langsdorff déclara verbalement, de la part du roi, que l'exclusion de la maison de Nassau pouvait troubler la paix de l'Europe et compromettre la France; il exprima le vœu que la proposition de déchéance fût retirée. Le roi, nous l'avons déjà dit, n'avait que de bons sentiments pour la maison d'Orange il ne nourrissait aucun dessein égoïste à l'endroit de

la Belgique et il désirait avant tout garantir la paix. Van de Weyer convoqua un comité secret du congrès, rendit compte de la communication de M. de Langsdorff, et fut d'avis de passer outre. La démarche isolée de M. de Langsdorff, alors que la Belgique plaidait sa cause devant toute l'Europe, l'avait un peu alarmé; bien qu'il lui en coûtât de repousser des avis inspirés par le plus sincère intérêt, il demanda que la déchéance fût votée le même jour; l'exclusion de la maison d'Orange fut prononcée par cent soixante et une voix contre vingt-huit.

Quelques jours après ce vote, van de Weyer causait avec lord Ponsonby; celui-ci défendait encore les idées de son gouvernement, qui avait toujours souhaité une réconciliation de la Belgique et du prince d'Orange. Van de Weyer affirmait que le peuple ne voulait aucun membre de la maison de Nassau. « Le peuple! le peuple! dit Ponsonby, avant huit jours je pourrais vous faire pendre à un arbre du parc par ce peuple dont vous parlez. — Avec du temps et beaucoup d'argent, dit van de Weyer, vous réussiriez peut-être; moi, je vous ferais pendre dans cinq minutes et gratis. Ne jouons pas à ce jeu-là. »

Et tous deux se prirent à rire et se tendirent la main.

L'accueil que van de Weyer avait reçu à Londres et les services qu'il y avait déjà rendus le désignaient pour représenter la Belgique auprès de la conférence. Il voulut toutefois aller d'abord sonder le terrain à Paris et y pénétrer les pensées intimes du gouvernement français sur le choix du futur souverain. Il se fit donner des lettres d'introduction par M. de Celles, qui avait épousé mademoiselle de Valence, petite-fille de madame de Genlis; M. de Celles avait été préfet du Zuiderzée, il était membre du congrès et du comité diplomatique. Van de Weyer partit avec M. de Gendebien, qui a donné un récit de cette mission. « Van de Weyer et moi partîmes dans la nuit du 16 au 17 décembre. Nous arrivâmes à Paris pendant le procès des ministres de Charles X... Le ministère était inquiet; Sébastiani, sans cesse harcelé par les représentants des puissances, était plus inquiet, plus agité que ses collègues. C'est dans ce moment si troublé qu'il nous donna une première audience. Il était très-préoccupé et ne paraissait nullement disposé à aborder l'objet de notre

mission. A une seconde entrevue, nous trouvâmes M. Sébastiani plus calme, le procès des ministres était terminé; on avait sauvé leur tête de la fureur du peuple. L'accueil fut assez froid, la conversation languissante. M. Sébastiani était évidemment décidé à éviter toute explication sérieuse. M. van de Weyer aborda courtoisement le sujet de notre mission, qu'il développa d'une manière à la fois candide et convaincue, comme si elle ne pouvait soulever aucune objection importante. M. Sébastiani l'écouta avec une attention à la fois sérieuse et bienveillante, puis il répondit : « Je suis très-partisan de l'alliance de la France avec l'Angleterre, je suis loin de repousser la triple alliance avec la Belgique; mais la chose est prématurée et ne pourra se faire que lorsque le provisoire sera remplacé par un gouvernement sur la stabilité duquel on puisse compter... Quant à l'alliance de famille entre l'Angleterre et la France pour donner une dynastie à la Belgique, la question est plus délicate; elle se complique de l'intervention du père de famille et aussi des sympathies et des répugnances d'une mère qui est bien peu disposée à sacrifier ses enfants à la politique.

Il faudra du temps, beaucoup de temps, pour mûrir et résoudre les graves questions que soulève votre mission [1]. » Sébastiani en continuant alla jusqu'à parler d'un fils du prince d'Orange, feignant d'oublier le décret de déchéance porté contre la maison de Nassau.

De Gendebien, passionément attaché à la France et dégoûté des froideurs de Sébastiani, écrivit au gouvernement provisoire qu'il fallait faire voter par le congrès la réunion à la France et forcer la main au roi. Van de Weyer n'allait point à de telles extrémités; il revit seul le ministre des affaires étrangères, il le tâta vainement et partit en emportant la conviction que Londres était le nœud des difficultés qui restaient à vaincre. Le roi désirait sincèrement voir la Belgique libre et neutre ; mais, parmi ses ministres et ses ambassadeurs, il y avait des hommes qui n'étaient point trop pressés de mettre fin aux angoisses de la Belgique, espérant que les événements pourraient tourner au profit de la France. Sébastiani en 1829 avait eu l'imprudence de dire à lord Palmerston, chez M. le comte de Flahaut, que la

1. *Révélations historiques sur la révolution belge de* 1830.

France devait pousser sa frontière jusqu'au Rhin. M. de Talleyrand avait dépecé trop de royaumes et d'empires dans sa vie pour en avoir perdu tout à fait l'habitude. Tant de prodigieux changements, où la fortune avait toujours mis sa main, pouvaient faire excuser un peu de scepticisme. La petite Belgique ne lui semblait guère qu'un enjeu, et l'idée du partage des anciens Pays-Bas autrichiens s'était plus d'une fois présentée à son esprit.

Chaque cour avait ses visées et ses craintes secrètes: le roi Guillaume profitait de ces divisions, les entretenait avec soin; la conférence avait, le 20 décembre, déclaré que le royaume des Pays-Bas était dissous, mais elle avait eu soin d'ajouter que « les nouveaux arrangements ne pouvaient affecter en rien les droits que le roi des Pays-Bas et la confédération germanique exerçaient sur le duché de Luxembourg. » Le congrès national, le jour même où il avait proclamé l'indépendance de la Belgique, avait eu soin de faire une réserve pour les relations du Luxembourg avec la confédération. Cette question du Luxembourg était au fond de toutes les difficultés. La Belgique voulait garder tout le duché, et l'acheter au besoin

par une limitation de sa souveraineté. MM. de Talleyrand et Sébastiani désiraient obtenir quelque chose pour la France, surtout si l'Europe empêchait les Belges de prendre un prince français pour souverain. L'Allemagne prétendait tenir le Luxembourg dans les liens de la confédération germanique. Lord Palmerston ne voulait ni d'un accroissement de territoire pour la France, ni d'un roi des Belges français; quand ces éventualités semblaient prendre un corps, il se laissait tomber du côté de la maison de Nassau; sitôt qu'elles s'éloignaient, il s'échauffait pour la cause d'une Belgique qu'il entendait soustraire à toute influence française.

Van de Weyer repartit pour Londres le 1er janvier 1831 avec M. Vilain XIV. Jamais tâche ne fut plus difficile : il fallait obtenir un roi de l'Europe et de bonnes frontières pour le nouveau royaume, ménager toutes les cours, se défendre contre la Hollande, passer habilement du rôle de ministre d'une révolution à celui d'un représentant de l'ordre européen. Van de Weyer était à la hauteur de cette tâche. Il ne fut pas long à pénétrer les sentiments du cabinet whig. Il écrivait après son arrivée au comte de Celles:

« Tout ce que nous avons pu recueillir depuis deux jours se résume dans ces quelques mots : l'Angleterre veut que la Belgique soit non-seulement indépendante, mais forte, mais heureuse. C'est à ses yeux le seul moyen d'empêcher qu'elle devienne française. En partant de là, il y aura moyen d'amener nos affaires à bonne fin, même pour le Luxembourg ; mais aussi je suis plus convaincu que jamais que la question du chef de l'État est la première qu'il faille aborder et décider. Tout est là. » Il ajoutait que sans doute la France était intéressée à ce que la Belgique ne devînt pas trop forte et ne conservât pas le Luxembourg. « Je puis me tromper, disait-il, mais il doit y avoir quelque chose de semblable, une pensée de derrière, comme parlait Pascal, qui fait que la France ne nous est pas favorable dans cette affaire. » Il nous semble qu'il se trompait en effet ; si le Luxembourg ne nous appartenait, il valait bien mieux pour la France qu'il fût cédé à la Belgique et ne restât pas une sentinelle avancée de la confédération germanique.

Van de Weyer voyait juste quand il pressentait que

les questions territoriales se liaient au choix du futur souverain. Rien d'ailleurs n'était encore plus incertain que ce choix. M. de Celles écrivait à van de Weyer le 31 décembre : « Il nous faut le duc de Nemours avec notre indépendance, ou nous sommes forcés par la nécessité de souscrire aux vœux qui se manifestent pour la réunion à la France. » Lord Ponsonby deux jours après écrivait de Bruxelles à lord Palmerston : « L'opinion du pays n'est pas pour la France. » Van de Weyer eut de longs entretiens avec lord Palmerston; il le trouva d'abord hésitant, au moins en apparence : le duc de Nemours était mineur, il fallait une main ferme pour gouverner un État nouveau; pourquoi la Belgique ne prendrait-elle pas le prince Léopold de Saxe-Cobourg? Il pourrait épouser une fille du roi Louis-Philippe. On pouvait bien objecter la religion du prince, mais l'internonce du pape Cappocini avait été sondé; le représentant du saint-siége avait formellement déclaré qu'il ne considérait pas le choix d'un prince catholique comme indispensable; il fallait même s'attendre à trouver un prince protestant plus enclin à respecter les droits de la majorité et de l'Église catholique.

La cour de Rome redoutait le duc de Nemours plus que le prince Léopold.

Ces déclarations avaient une extrême gravité, venant surtout d'un homme qui s'aventurait rarement et qui calculait ses indiscrétions. Palmerston fit un pas de plus dans un entretien qui eut lieu le 4 janvier : il déclara sèchement que jamais les alliés ne reconnaîtraient le duc de Nemours. « Et si le congrès le choisit ? dit van de Weyer. — Nous inviterons la France à refuser son assentiment, et si elle résiste, une guerre entre elle et le reste de l'Europe pourra en résulter. »

Van de Weyer était encore à ce moment indécis entre la France et l'Europe : il avait des moments de révolte contre les cours, il désespérait de « rebâtir un État nouveau sur les ruines d'un royaume que cinq puissances ont créé. » (Lettre à M. Rogier.) Qui prendre? Le duc de Nemours, à qui van de Weyer savait lord Palmerston si contraire? le duc Auguste de Leuchtenberg, allié aux Bonapartes, dont la France devait repousser le choix? le prince Charles de Capoue, neveu de la reine Marie-Amélie, ou Charles de Bavière, noms jetés un instant dans cette

mêlée de rivalités sourdes ou avouées? Van de Weyer quitta Londres, inquiet, mécontent, disposé à brusquer les choses et à faire une demi-violence à l'Europe. M. de Celles ne cessait de lui écrire que le roi Louis-Philippe n'avait pas au début voulu mettre son fils en avant, qu'il avait résisté aux instances de Talleyrand, mais que la France ne pouvait supporter le voisinage d'un Leuchtenberg; elle ne quêterait pas des voix dans le congrès, elle ne s'engagerait pas d'avance; mais, l'élection faite, elle serait entraînée et marierait sa cause à celle de la Belgique. M. Bresson tenait à peu près le même langage. L'optimisme de M. de Celles était aussi persuasif que dangereux. Il écrivait à M. d'Arschot le 28 janvier: « Si Nemours est choisi, il y aura un peu de diplomatie, *pas de guerre*, et la révolution belge est terminée en six mois. L'Angleterre transigera en désirant que la ville d'Anvers soit de la Hanse, comme Hambourg. »

A l'instant même où van de Weyer et le comité diplomatique du congrès se sentaient ainsi pressés, portés à la candidature du duc de Nemours, lord Palmerston frappait le coup qui devait la ruiner. Le

1er février, la veille de l'élection, Talleyrand vit lord Palmerston et lui fit pressentir la nomination du duc de Nemours. Lord Palmerston, pris de court, répondit sans hésiter qu'il la regarderait comme l'union pure et simple de la Belgique et de la France, et que le gouvernement français n'aurait plus qu'à considérer toutes les conséquences qu'entraînerait l'acceptation de la couronne belge. Le coup était rude pour la France, il l'était plus encore pour la Belgique, qui allait solennellement offrir une couronne à un prince qui ne pouvait l'accepter qu'en déchaînant sur son pays et sur celui qui se donnait à lui tous les malheurs et les périls d'une guerre immédiate.

Le duc de Nemours fut élu le 2 février, à la suite d'un discours de van de Weyer, qui fit valoir avec beaucoup de force les objections que faisait la France au choix du duc de Leuchtenberg. « D'un autre côté, disait-il, vous connaissez l'opinion dominante en France, qui veut que la France reprenne ses limites du Rhin. Eh bien! le gouvernement français calmera les partisans de cette opinion en nous accordant le duc de Nemours, et sa nomination fera

tomber le parti qui pousse à la guerre... A mes yeux, le seul moyen de conserver à la Belgique son indépendance et sa nationalité est de faire un choix que le roi de France et que la France elle-même puissent accepter. » Peu de moments après, le duc de Nemours fut nommé par 97 voix contre 95 données au duc de Leuchtenberg.

Lord Palmerston put être fier de son triomphe, quand Sébastiani lui apprit du même coup (le 4 février) la nouvelle de l'élection du duc de Nemours et la résolution prise par le roi de refuser le trône belge pour son fils. Sa victoire n'eût pas été assez complète, si elle ne fût sortie des limbes diplomatiques et devenue publique. Ses vœux allaient être comblés, car la conférence, pour ménager l'amour-propre de la France et tout en prenant acte dans la séance du 7 février de la promesse du roi Louis-Philippe, prononça l'exclusion du duc de Leuchtenberg; mais qu'allaient devenir la souveraineté embryonnaire de la Belgique et l'indépendance de son congrès national? On lui défendait et le roi qu'elle avait choisi et celui qu'elle n'avait pas choisi. La députation du congrès, qui croyait apporter une cou-

onne à la France, s'étonnait qu'on lui fît faire antichambre; arrivée à Paris le 6 février, elle ne fut reçue du roi que le 17, et apprit de sa bouche que le duc de Nemours ne régnerait pas sur la Belgique.

Van de Weyer avait de sombres pressentiments. « L'inquiétude est générale, écrivait-il à M. de Brouckère, un membre de la députation. Le refus de la France aura les plus tristes conséquences. Notre position est affreuse. Nous tiendrons tête à l'orage, mais comment faire face aux dépenses? Nos caisses sont vides... Les contributions ne se paieront pas, si la Belgique reste sans roi... L'orangisme fait des progrès. Les fonds sont tombés à 39. »

L'opinion publique se tourna presque avec violence contre van de Weyer. On l'accusa d'avoir imprudemment promis le consentement de la France, d'avoir ajouté trop de créance à des agents maladroits, d'avoir compromis la dignité du congrès. Il laissa passer l'orage; il était de ceux qui ne comptent qu'avec leur conscience. Il ne se rebuta point, et resta pénétré de la nécessité de chercher

et de trouver immédiatement un roi. Sur sa proposition, on nomma une régence pour bien indiquer que le trône était seulement vide, et pour montrer à l'Europe que la Belgique était pressée d'en finir avec le gouvernement provisoire. M. Surlet de Chokier fut nommé régent, et van de Weyer, appelé comme ministre des affaires étrangères dans son premier cabinet, décela, par ses premiers actes, la vigueur de son caractère. Il rappela de Paris M. de Celles, son ami personnel, parce que l'optimisme confiant de cet envoyé avait contribué à égarer le congrès sur les intentions du gouvernement français. Il fit expulser dans les vingt-quatre heures un ancien diplomate russe, M. Krudener, qui se mêlait aux intrigues orangistes. Il lutta dans le conseil contre M. de Brouckère, qui persistait à penser que la Belgique ne pouvait se sauver qu'en se jetant dans les bras de la France. Les sympathies du régent lui-même étaient notoirement françaises. Van de Weyer n'attachait plus autant le fil de ses espérances à la France qu'à l'Angleterre et à la conférence; il ne désespérait pas d'en obtenir un roi. La révolution belge avait été une entreprise bien

audacieuse, et pourtant l'Europe commençait à s'habituer à l'idée d'une Belgique indépendante. Dans le jeu des affaires humaines, il faut porter les yeux sur quelque point décisif. Van de Weyer comprit que la candidature anglaise du prince Léopold resterait la dernière ressource et deviendrait le salut du pays.

Il s'était porté avec ardeur à la solution française, il se porta avec une ardeur égale à la solution anglaise; il voulait en finir, et, si on refusait à la Belgique le prince Léopold, il était disposé, avec M. de Gendebien et quelques autres, à proposer au congrès la proclamation de la république. Lord Palmerston feignait de se laisser faire violence. Lord Ponsonby, par son ordre, continuait à parler du prince d'Orange; mais il en parlait en des termes qui laissaient bien apparaître que l'Angleterre serait satisfaite de tout ce qui ne serait pas l'union avec la France ou la suzeraineté de la France. On ne voulait à Londres que le bonheur, la prospérité, l'indépendance de la Belgique. Lord Palmerston insinuait que le maréchal Soult était disposé à livrer à l'Angleterre Anvers et Ostende, pourvu qu'on

permît à la France de s'étendre vers le nord. Van de Weyer signa le 25 mai, avec 95 autres députés, une proposition où l'on demandait l'élection immédiate du prince Léopold. Il commentait cette proposition dans le congrès, il avouait que depuis longtemps cette combinaison s'était présentée à son esprit; le prince, qui vivait dans un pays constitutionnel, saurait respecter les libertés de son pays d'adoption.

Envoyé à Londres le 4 juin, après l'élection du prince, pour lui offrir la couronne, il écrivit en arrivant, en quarante-huit heures, une *lettre sur la révolution belge, son origine, ses causes et ses conséquences*, qui était faite pour détruire les dernières illusions de ceux qui s'attachaient encore au parti orangiste. Il vit le prince et s'assura qu'une fois sur le trône il saurait se soustraire à la tyrannie de la conférence, ménager la France, et relever par son attitude la dignité de la Belgique. Il devina en même temps que donner la couronne à Léopold c'était s'assurer dans la conférence l'appui énergique de lord Palmerston.

Le prince Léopold déploya en cette circonstance

la circonspection et la sagacité qui devaient marquer plus tard tout son règne ; il sut, si l'on me permet le mot, se faire désirer, fit ses conditions, et les faire pour soi c'était les faire pour la Belgique. Il prit d'emblée un rôle prééminent, se fit en quelque sorte l'arbitre entre la conférence et le congrès national ; il ne voulait point d'une couronne à tout prix et l'avait déjà montré dans les affaires de Grèce, et pourtant les conditions qu'il posait n'étaient point, on le comprit vite, de simples barrières mises entre son ambition et le rôle périlleux que la fortune lui offrait. Les bases de séparation entre la Hollande et la Belgique, posées par la conférence dans ce qu'on nomma alors les dix-huit articles, devinrent en quelque sorte la dot apportée par le prince à la Belgique. Cette dot, comme il arrive dans la plupart des mariages, parut d'abord insuffisante au congrès ; mais le roi n'accepta la couronne qu'après s'être assuré de l'adhésion des puissances aux dix-huit articles.

La conférence faisait en réalité un grand sacrifice au prince Léopold : elle avait au début de ses travaux menacé d'enlever tout le Luxembourg à la

Belgique; le traité des dix-huit articles donnait aux Belges non pas l'assurance, mais l'espérance de conserver ce duché tout entier, la question du Luxembourg devant faire l'objet d'une négociation séparée avec le roi de Hollande et la confédération germanique. Les préliminaires de paix leur assuraient aussi une partie du Limbourg et laissaient indécise la question de la souveraineté dans la ville de Maëstricht, que des échanges d'enclaves devaient servir à trancher dans un arrangement direct.

Van de Weyer se prononça pour l'acceptation des préliminaires de paix, et les défendit dans un petit pamphlet : *Jean le Brabançon au bon peuple de Belgique*. Le congrès les vota le 9 juillet, et le 21 juillet Léopold Ier entrait en roi à Bruxelles.

III

Une vie nouvelle allait commencer pour van de Weyer. Il avait traversé l'ère des épreuves, des dangers, des luttes presque désespérées, l'ère héroïque de sa vie, et le mot n'est peut-être pas trop ambitieux, si l'on songe qu'à certains moments il avait joué plus que le repos, la fortune et la liberté, la vie elle-même. Le sort avait accumulé dans quelques mois de sa jeunesse les agitations d'une vie entière; il lui devait de bonne heure ce qu'il n'accorde d'ordinaire qu'à ceux qu'il a longtemps éprouvés; il ne lui donna pas toutefois du premier coup cette dignité dans le repos, *otium cum dignitate*, qui convient surtout à la vieillesse; quand, trois jours après être monté sur le trône, Léopold Ier nomma van de Weyer son représentant à la cour de Saint-James, le jeune ministre plénipotentiaire savait

que la conférence lui laisserait peu de loisirs; il arrivait cette fois, non plus pour chercher un roi, mais pour parler en son nom, pour revendiquer les droits d'un peuple, pour le représenter.

Les premiers temps furent difficiles : des hommes tels que Talleyrand, que Palmerston, n'avaient pas eu de peine à reconnaître les rares qualités de van de Weyer; le monde frivole se contente des surfaces, et mesure un peu l'homme aux dimensions du pays. Lady Holland était alors aussi recherchée que redoutée pour son esprit : tout homme nouveau devait subir l'épreuve de son ironie; elle faisait ou défaisait les réputations. Elle aborda un jour van de Weyer. « Eh bien ! dit-elle familièrement, comment va Léopold? — Léopold, madame? vous voulez dire sans doute le roi des Belges? — Le roi des Belges! J'ai entendu parler des Allemands, des Français, des Italiens; je n'ai jamais entendu parler des Belges. — Madame a-t-elle ouï parler d'un ancien nommé Jules César? — Oui, mais à quoi bon cette question? — Madame sait-elle que ce Jules César a écrit un livre qui se nomme les *Commentaires?* — Sans doute. — Eh bien! madame, vous

pourrez, quand il vous conviendra, lire à la première page de ce livre que les Belges sont un des trois peuples de la Gaule, et César ajoute : « Les » Belges sont les plus vaillants de ces peuples, parce » qu'ils sont continuellement en guerre avec les Ger- » mains. » Cette réputation, madame, ils l'ont toujours conservée, et ils espèrent la conserver toujours. » — Lady Holland se tint pour satisfaite, et van de Weyer devint à partir de ce jour un hôte favori de Holland-House.

Des périls sérieux menaçaient encore la Belgique. Le roi de Hollande défendait toujours avec une indomptable ténacité les droits qu'il tenait des traités de 1815; il n'était pas d'humeur à voir s'élever une souveraineté nouvelle en face de la sienne. Le roi, qui avait été jusqu'à s'écrier, quand on parlait de donner la Belgique au prince d'Orange : « J'aimerais mieux voir Potter sur le trône, » ne pouvait voir sans colère un Cobourg régner à Bruxelles en nouveau Taciturne que le stathoudérat ne pouvait contenter. Il prit le parti de pousser ses régiments à travers les panneaux de la diplomatie européenne et de courir les chances d'une lutte armée. A peine

Léopold était-il arrivé à Bruxelles, que Guillaume rompit l'armistice ; il avait adhéré aux premiers protocoles de la conférence, mais il déclara que les dix-huit articles avaient mis ces protocoles à néant. L'armée hollandaise avança en trois corps de Maëstricht à Breda. Les Belges n'avaient que deux petites armées. Le roi Léopold alla en hâte, le 8 août, à Arschot prendre le commandement de l'armée de l'Escaut. Il y attendit l'armée de la Meuse : celle-ci, surprise sur la route de Hasselt à Tongres, se replia en désordre. Le roi lui-même dut reculer au delà de Louvain, où les Hollandais entrèrent après lui. Léopold s'était hâté de demander des secours à la France ; le maréchal Gérard était entré en Belgique : le roi Guillaume donna à regret à ses troupes l'ordre de reculer au lendemain de leurs faciles succès.

On vit alors le plus singulier spectacle : la conférence n'eut plus qu'une préoccupation, ce fut de s'approprier en quelque sorte l'intervention décisive de la France, afin de la limiter, de lui ôter sa force, d'amoindrir le service rendu à la Belgique. Il fut convenu que les Français ne passeraient point les

anciennes frontières de la Hollande, que nous n'irions ni à Maëstricht ni à Venloo. La Belgique délivrée, l'armée française rentra tranquillement en France, et la conférence se fit rendre compte de sa marche et de sa retraite. Léopold, à peine roi encore, témoin de la panique de Louvain, enveloppé et emporté par des troupes en désordre, obligé de demander des secours et de se défendre contre un secours trop écrasant, trop humiliant pour lui-même, pour son armée défaite et son nouveau pays, dut naturellement chercher dans ces moments difficiles le plus d'appui qu'il put dans la conférence. Le roi Louis-Philippe n'avait pas hésité à jeter le gant à la Hollande, mais il n'abusa point, on peut même dire qu'il n'usa point de ses avantages; il ne pouvait avoir envie de ternir une couronne qui allait se poser sur la tête d'une de ses filles. Il avait en ouvrant les chambres pu annoncer avec orgueil que la conférence consentait à la démolition des forteresses élevées en 1815 contre la France. Personne ne faisait des vœux plus sincères pour la prospérité et le bonheur du peuple belge.

La conférence avait été très-scandalisée de la con-

duite du roi Guillaume, elle n'en avait pas moins subi docilement l'effet de sa vigoureuse démonstration. Elle sentit refroidir son zèle pour la Belgique et le roi Léopold : la conduite de la Hollande avait été peu correcte, mais elle avait eu de si irrésistibles arguments. Elle avait montré sa force en avançant, sa déférence pour l'Europe en reculant. La protection de la France faisait tort au nouveau royaume; on se glissa peu à peu hors du terrain des dix-huit articles, et l'on songea à reprendre quelque chose sur la dot que Léopold avait cru promettre à la Belgique. Van de Weyer vit avec l'œil du moraliste et la perspicacité du patriote ce reflux des volontés, des sympathies de l'Europe. Il fit les plus grands efforts pour l'arrêter sans y parvenir. Il dénonçait la conduite du roi de Hollande, qui avait rompu l'armistice dans les termes les plus chaleureux; mais le roi Guillaume put montrer des lettres qui paraissaient indiquer une sorte d'excitation, d'invitation, au moins indirecte, de la Russie. La Prusse muette n'avait pas vu sans satisfaction l'insulte faite au royaume nouveau qui convoitait le Luxembourg; M. de Talleyrand laissait percer l'espérance d'acquérir pour

la France quelque lambeau de territoire, le désir d'occuper la Belgique jusqu'à l'issue de toutes les difficultés. Lord Palmerston, devenu l'ami le plus véhément du nouveau roi, avait réclamé avec impatience l'évacuation de la Belgique, mais il ne put sauver les dix-huit articles; la conférence formula le 15 octobre en vingt-quatre articles ses décisions *finales et irrévocables*, en ajoutant que les cinq puissances se chargeaient conjointement d'en assurer l'exécution. — On peut résumer en deux mots ces fameux vingt-quatre articles : ils créaient la Belgique et la punissaient à la fois. Ils la punissaient d'avoir été surprise et battue, d'avoir été secourue par la France. Ils ne lui laissaient que la moitié du Luxembourg, ils lui enlevaient la partie du Limbourg qui est sur la rive droite de la Meuse, et laissaient ainsi sa frontière orientale toujours menacée par la Hollande.

La Belgique ne porta pas seule le poids de la mauvaise humeur de l'Europe, la France en eut sa part : les places de Menin, d'Ath, de Mons, de Philippeville et de Marienbourg devaient être démantelées; mais la conférence ne voulut pas que la ques-

tion des forteresses devînt l'objet d'une négociation directe entre la France et la Belgique. L'Angleterre, la Prusse, l'Autriche et la Russie négocièrent avec le représentant de la Belgique, sans admettre la France à la négociation. L'irritation du roi Louis-Philippe fut très-vive quand il apprit qu'on avait signé la convention des forteresses. « Vous ne ratifierez point, écrivit-il au roi Léopold, la convention que votre plénipotentiaire s'est permis de signer et que nous tenons comme contraire à vos engagements. » M. de Talleyrand menaça un moment de ne point ratifier le traité du 15 novembre. Cette colère passa vite; le démantèlement des forteresses était une réalité qui devait survivre aux émotions d'un jour. Dans toute négociation, il y a pour ainsi dire des sommets sur lesquels l'œil de l'homme d'État reste attaché : le roi Léopold et le roi Louis-Philippe, à travers mille difficultés, se guidaient vers ces sommets; la France ne pouvait pas rester insensible aux mauvais procédés de l'Europe, mais elle ne prétendit jamais faire acheter trop cher à la Belgique les services qu'elle lui rendait. Van de Weyer sentait plus vivement qu'aucun autre com-

bien le terrain sur lequel il était obligé de se mouvoir était encore peu solide. Il savait que la générosité de la France se lasserait moins aisément que l'appui froid, impérieux et souvent hésitant de la conférence. La Russie, après avoir signé le traité des dix-huit articles, fit attendre longtemps sa ratification, et ne la donna enfin au bout de six mois, le 4 mai 1832, que sous certaines réserves.

Nous touchons ici au tournant le plus difficile de la carrière de van de Weyer. Il s'épuisait depuis six mois à ramener l'opinion incertaine du côté de la Belgique. Il avait écrit à lord Aberdeen une lettre qui est un chef-d'œuvre de style, et où l'on sent passer la flamme du patriotisme. « Croyez-moi, disait-il éloquemment, lorsque les partis, leurs luttes envenimées, leurs misérables querelles, seront plongés dans un profond oubli, lorsque tout ce que l'orgueil aristocratique peut créer de plus pompeux ne sera que cendre et poussière, alors la postérité recueillera les noms de ceux qui auront contribué à l'indépendance. Ce n'est pas un honneur médiocre que d'attacher sa signature à l'acte de reconnaissance politique d'une

nation qui, pendant plusieurs siècles, a vainement lutté pour ressaisir sa nationalité. » Ces signatures de l'Europe étaient enfin arrivées, mais la ratification russe contenait une réserve qui pouvait offenser la Belgique. Van de Weyer, pressé par lord Palmerston, avait déjà une fois assumé une grande responsabilité ; il avait signé *sub spe rati* la convention des forteresses, parce que les plénipotentiaires des cours du nord avaient déclaré qu'ils ne signeraient le traité de reconnaissance (dit des vingt-quatre articles) qu'après avoir obtenu son adhésion. Il avait écrit au roi : « A la lecture de la pièce qu'on offrait à ma signature, je vis des choses trop utiles et trop importantes pour que je ne saisisse pas avec empressement l'occasion de les constater par écrit : d'abord une nouvelle consécration de la reconnaissance, en second lieu la déclaration que Sa Majesté succède à tous les droits du roi de Hollande. » Cette fois on lui demandait de ratifier au nom de la Belgique un traité que la Russie ne ratifiait que conditionnellement[1]. Il se trouva dans la

1. La Russie avait inséré ces lignes : « Sauf les modifications et amendements à apporter, dans un arrangement définitif, entre la

dernière perplexité; le ministère de lord Grey était très-menacé, les tories pouvaient d'un jour à l'autre revenir aux affaires et inaugurer une politique orangiste. Il était sans instruction pour un cas aussi délicat, il signa. Le même jour, il écrivait au roi: « Je sens bien, sire, que toutes les déclarations du monde ne valaient pas une ratification pure et simple, la seule que Votre Majesté était en droit d'attendre; mais rejeter l'acte de la Russie aurait les plus graves inconvénients; je tiens à la voir liée sur les quatre grands points de notre existence politique : la reconnaissance de Votre Majesté, celle de notre indépendance, de notre neutralité et du territoire assigné à la Belgique; le reste de l'édifice s'achèvera non sans peine, mais sans difficultés fondamentales. »

Qui oserait dire aujourd'hui que van de Weyer eût tort! Que sont devenues les réserves de la Russie? L'édifice a été achevé, et van de Weyer eut l'honneur d'en poser la première pierre. Il n'y eut

Hollande et la Belgique. » Les plénipotentiaires russes déclarèrent verbalement que cet arrangement définitif devait être un arrangement *de gré à gré*.

pourtant qu'un cri contre lui au premier moment. Le roi Léopold lui-même écrivit le 12 mai à M. Lehon : « La ratification russe, avec les réserves qu'elle contient, a fait un très-mauvais effet ici ; je dois dire que j'en ai été très-peiné, puisque j'y voyais quelque danger pour le traité même. M. van de Weyer a peut-être bien fait de l'accepter, mais il a agi contre ses instructions en ne demandant pas des instructions avant que d'échanger. Je l'ai appelé ici pour qu'il se justifie. » Van de Weyer avait en réalité tiré la Belgique naissante du gouffre diplomatique où elle s'embourbait. Il n'était pas de ces hommes qui portent la responsabilité comme un fétu et qui ne ressentent jamais les troubles et les remuements de la conscience : il avait le sentiment le plus vif de ses devoirs, le souci de son pays, de son propre renom, mais il avait aussi éminemment ce qu'on pourrait appeler le courage des crises, vertu politique sans laquelle il n'y a point d'homme d'État digne de ce nom. Lord Palmerston écrivit au roi que, si van de Weyer n'avait accepté la ratification russe, il eût été *inexcusable*.

Van de Weyer arriva à Bruxelles le 16 mai 1832;

il ne fit aucune visite aux ministres, mais le 21 mai il lut en leur présence un « mémoire au roi en son conseil »; il finissait ainsi : « Je réitère l'assurance que je m'imposerai le sacrifice du silence vis-à-vis du public. Je ne constituerai point la Belgique et l'Europe juges entre la chambre, le ministère et moi : je déplorerai en secret la fatale précipitation que l'on a mise à discuter ces négociations diplomatiques aux chambres et les paroles imprudentes que l'on y a proférées; mais la royale approbation de Votre Majesté viendra, j'espère, adoucir ce que j'éprouve de sentiments pénibles et douloureux. » Il offrit sa démission au roi; Léopold, qui se connaissait en hommes, n'eut garde de l'accepter; pour donner une satisfaction à l'opinion, il lui demanda simplement de lui adjoindre quelque temps le général Goblet comme plénipotentiaire auprès de la conférence. Quand, peu de temps après, le roi partit pour la France, où il allait épouser la princesse Louise d'Orléans, il dit à van de Weyer : « Vous recevrez une réparation publique. Vous m'accompagnerez à Compiègne. On verra bien ainsi que vous avez toute ma confiance. » Ils firent le voyage

dans la même voiture; à Compiègne, van de Weyer fut accueilli avec la plus grande bonté. Il n'y perdit pas son temps, et il eut avec Louis-Philippe des entretiens importants sur les travaux de la conférence. Il se plaint un peu des ministres dans ses lettres de Compiègne, mais « le roi Louis-Philippe s'est conduit avec une franchise, une droiture, une loyauté parfaites (lettre du 9 août). » Il repartit directement de Compiègne pour Londres, où il reprit ses fonctions.

Après le traité des vingt-quatre articles, que restait-il à faire pour mettre fin à toutes les difficultés qui tenaient l'Europe en suspens? Il fallait amener un arrangement de gré à gré et définitif entre la Hollande et la Belgique. Celle-ci exigeait avant d'entamer une négociation directe l'évacuation d'Anvers et de tout le territoire assigné par la conférence au nouveau royaume. Le roi Guillaume se déclarait prêt à traiter, il fit retentir toute l'Europe de son violent désir de négocier; la conférence, lassée, finit par se plaindre de l'entêtement des Belges. Van de Weyer insistait vivement auprès du roi, contrairement à l'opinion des ministres, sur la nécessité de

donner satisfaction à la conférence, d'ôter à la Hollande le bénéfice d'une apparente modération. Il finit par voir ses vues adoptées quand le ministère Muelenaere fut remplacé par le ministère Goblet; mais, lorsque le plénipotentiaire belge se présenta à la conférence avec ses nouvelles instructions, le plénipotentiaire hollandais, surpris, mis au pied du mur, fut obligé de confesser qu'il n'avait aucune espèce de pouvoir pour négocier.

La colère de la conférence se retourna contre la Hollande, et, avec l'assentiment tacite des cours du nord, la France et l'Angleterre conclurent le traité du 22 octobre 1832 pour imposer par les armes l'évacuation du territoire belge. Le siége de la citadelle d'Anvers fut résolu. On ne relit pas aujourd'hui sans quelque tristesse les lettres et les dépêches qui témoignent des méfiances qui accueillirent le maréchal Gérard. Le général Goblet écrivait à van de Weyer le 19 novembre 1832 : « J'ai ici beaucoup de mal avec les Français; ils veulent entrer dans Anvers, et aucun motif ne le réclame. » Le roi Léopold écrivait de son côté : « Le gouvernement anglais ne peut pas voir d'un bon œil qu'on occupe

Anvers quand cela n'est pas nécessaire... Dites beaucoup de belles choses de ma part au prince de Talleyrand. Vous pouvez lui dire que je suis très-calme, mais déterminé à me défendre à outrance contre quiconque m'attaquera. » L'espérance d'épargner la ville d'Anvers, de la neutraliser en quelque sorte, était chimérique, et les Français ne voulaient en occuper une partie que pour mener plus vivement le siége. Lord Palmerston, en cette circonstance, usa de son influence pour déterminer le cabinet belge à ne point chicaner le maréchal Gérard. Van de Weyer répondait au roi : « Lord Palmerston pense que tout obstacle, toute difficulté de nature à retarder la reddition de la citadelle serait un très-grand mal. » Lord Palmerston écrivait lui-même au roi de faire tout ce qui amènerait un prompt résultat; pour ménager l'amour-propre de l'armée belge, le maréchal Gérard consentit à ce qu'elle restât dans la ville; il n'occupa que les points que le génie avait indiqués comme indispensables à l'attaque de la citadelle. Le 23 décembre, après la plus énergique défense, le général Chassé était réduit à capituler.

Cet événement ne mit point fin au système de per—

sévérance, de lenteurs calculées, adopté par le roi Guillaume. Il espérait toujours user la Belgique, profiter des imprudences des chambres belges, susciter des difficultés entre le nouveau royaume et les puissances signataires du traité du 15 novembre. Il maintenait un état qui n'était ni la guerre ni la paix, fermait les bouches de l'Escaut, tenait toujours deux petits forts d'Anvers, Lillo et Liefkenshock. Les cabinets de Londres et de Paris finirent par lui imposer une convention provisoire (le 21 mai 1833). Cette convention établissait un armistice indéfini, délivrait l'Escaut et laissait à la Belgique le Limbourg et le Luxembourg, sauf les deux chefs-lieux. Elle était, on le voit, très-avantageuse pour la Belgique. Le roi Guillaume subit ces conditions uniquement parce qu'elles n'établissaient aucun état définitif; il restait dans le provisoire, il n'abandonnait aucune de ses prétentions. Il laissa subsister cet état anormal pendant six ans, hésitant entre la reconnaissance de la Belgique et les avantages qu'il trouverait en adhérant purement et simplement au traité des vingt-quatre articles. La Belgique avait presque oublié que ces articles lui enlevaient une moitié du

Luxembourg et du Limbourg; elle jouissait de sa possession, confiante dans l'orgueil des Nassau. Cet orgueil plia enfin; le 14 mars 1838, le roi annonça à Londres qu'il adhérait au traité du 15 novembre. Cette adhésion, si désirée autrefois, fit, dit van de Weyer dans son *Histoire des relations extérieures de la Belgique*, tout l'effet d'une catastrophe : « elle signifiait le démembrement du territoire, le payement d'une dette exorbitante, le versement des arrérages qui montaient à près de 142 millions de francs. Le sentiment national se souleva sur tous les points du pays... Le gouvernement céda au torrent; l'armée fut mise sur pied de guerre. » Il ajoute peu après : « Si l'on avait pu réfléchir de sang-froid, on eût bien vite reconnu l'impossibilité de prévenir le désastre. Les vingt-quatre articles étaient devenus la formule de notre droit international; la France et l'Angleterre les avaient pris en 1832 pour bases de l'exécution; nous-mêmes n'avions cessé d'en réclamer le bénéfice. Encore s'il ne se fût agi que de la Hollande, une transaction eût été peut-être possible; mais c'était la diète germanique qui réclamait la moitié de nos deux provinces; der-

rière elle étaient la Prusse et l'Autriche, animées plutôt que retenues par la Russie. »

Il fallut céder : lord Palmerston fut inflexible. La France seule s'entremit pour faire adoucir les conditions financières imposées à la Belgique. L'Europe ne pouvait complétement défaire son propre ouvrage, au moment même où la Hollande s'inclinait devant ses décisions. La Belgique dut mettre sa signature au traité du 19 avril 1839. « A plus de trente ans de distance, écrivait van de Weyer en 1873, il nous est permis de juger avec impartialité ce traité, ainsi que l'ensemble de la période diplomatique qu'il était destiné à clore. Depuis 1830 jusqu'en 1839, dès le lendemain des journées de septembre, la révolution belge s'est trouvée en face de l'Europe : c'est avec celle-ci qu'il a fallu compter, c'est sur elle qu'il a fallu conquérir l'un après l'autre les droits de notre indépendance. Le roi Guillaume n'était qu'un ennemi secondaire. L'Autriche, la Prusse, la Russie, étaient nos plus redoutables adversaires. La solidarité créée par la révolution dynastique en France, par la révolution parlementaire en Angleterre, était la seule force morale et poli-

tique dont la diplomatie belge disposât au dehors. » Van de Weyer, quand il repassait dans sa mémoire les années agitées de 1830 à 1838, pouvait se rendre cette justice, qu'il avait habilement mis en œuvre toutes les ressources dont il disposait; il avait su braver les colères du parlement belge, plier ou résister à propos, choisir ses alliés, pénétrer les faiblesses de ses adversaires, obtenir les respects de tous, et les faire remonter à son roi et à son pays.

IV

Après la période agitée dont nous venons de rappeler les péripéties, la tâche de van de Weyer fut plus facile : il devint la sentinelle vigilante de la neutralité belge, ayant bien compris que l'indépendance de son pays était surtout attachée à cette neutralité perpétuelle. Lord Palmerston goûtait vivement l'énergie que van de Weyer avait déployée dans des circonstances critiques ; il avait travaillé avec van de Weyer à *mûrir*, suivant son expression, la conférence, et ne ménageait plus ses sympathies à un pays qu'il avait fini par considérer comme son propre ouvrage. Par la dignité de sa vie, par la sûreté de son caractère, qualité que l'Angleterre prise au-dessus de toutes les autres, van de Weyer avait bien vite conquis l'estime des hommes politiques de tous les partis. Les *tories* s'étaient peu

à peu réconciliés avec la Belgique; ils étaient un moment revenus au pouvoir en 1834. Van de Weyer trouva le duc de Wellington dans les meilleurs sentiments à l'endroit de la Belgique, et enclin à résoudre promptement ce que le ministère précédent n'avait encore pu achever. Guidé par les conseils du roi Léopold, van de Weyer obtint toute la faveur du duc de Wellington en ne le fatiguant jamais de petites affaires et en se laissant toujours appeler par lui. « Je désire, écrivait le roi à son ministre, que vous soyez d'une grande prudence; ne négligez pour aucune considération ceux qui ont été si bons pour nous, et à la tête desquels se trouve lord Palmerston; mais ne vous montrez pas homme de parti ouvertement. » Les *tories* au reste ne firent que traverser le pouvoir, et bientôt lord Palmerston revint aux affaires. Le roi écrivait à cette occasion à van de Weyer : « On ne peut pas se cacher que nos ennemis avaient particulièrement espéré en un ministère comme celui qui vient de quitter, les uns pour voir mettre fin à nos jours, et les autres pour terminer nos différends avec la Hollande entièrement à nos dépens... Il faut que les hommes politiques sor-

ants sachent, par nos bons procédés et notre conduite modérée, qu'on ne triomphe non-seulement pas de leur chute, mais qu'on est reconnaissant pour leurs bons procédés et qu'on a de la confiance en eux... Il est important pour nous que le parti conservateur ait pu cesser de nous considérer comme un tas de rebelles. L'Angleterre doit être notre *principal* soutien. » Van de Weyer n'avait pas besoin d'être pressé bien fort pour s'habituer à cette croyance; il aimait son pays d'un amour un peu jaloux et soupçonneux; son esprit, nourri de la meilleure littérature française et, on peut le dire, français jusqu'à la moelle, nous cherchait pourtant quelquefois ces querelles sans lesquelles Madame de Sévigné affirme que la grande amitié ne peut vivre. Il préférait nos écrivains à nos ministres, nos philosophes à nos généraux. Lord Palmerston caressait avec soin les inquiétudes et les défiances de son patriotisme. Il était secondé par la société anglaise, qui excelle à faire sien ce qu'elle a intérêt à gagner. Van de Weyer s'en voulait-il à lui-même d'avoir un moment trop demandé à la France? Qui le sait? Ce qui est certain, c'est qu'il ne fut jamais si compléte-

ment rassuré du côté des ambitions françaises qu'il pût se livrer sans réserve à son goût naturel pour notre pays. Le caractère du souverain qui régnait sur la France était de nature à inspirer la confiance à ceux qui avaient pour mission de veiller à la sauvegarde du nouveau royaume; mais la conférence n'avait pas défini d'une manière assez rigoureuse les caractères et les droits de la neutralité belge. Ce qui inquiétait surtout van de Weyer, c'est qu'elle n'avait pas déclaré d'une manière explicite que l'inviolabilité du territoire était la garantie principale de cette neutralité.

Le traité définitif du 19 avril 1839 plaçait la Belgique sous la garantie collective des grandes puissances; mais la définition de cette garantie était restée assez vague. L'Europe ne s'interdisait point d'une manière absolue la permission d'occuper le territoire belge, ni même le droit de s'ingérer dans ses affaires intérieures. Peu après la signature de ce traité, on put croire à une guerre générale. M. Thiers avait fait mine de vouloir porter la guerre sur le Rhin, si la Russie se montrait à Constantinople ou l'Angleterre à Alexandrie.

Le roi Léopold, entrant dans les vues de lord Palmerston, déclara du haut du trône que la Belgique observerait une neutralité « sincère, loyale et forte ». C'est bien de cette façon que van de Weyer comprit toujours la neutralité belge; il la considérait, si l'on me permet le mot, comme une force positive et non comme une force négative. Il voulait une Belgique armée en tout temps pour défendre son territoire; il ne lui convenait pas qu'elle fût simplement sous la garde des grandes puissances. Il devinait bien que ces puissances en viendraient tôt ou tard aux prises; la neutralité devait faire de la Belgique un asile, non un champ de bataille.

Ces grands problèmes sommeillèrent en quelque sorte tant que dura le règne d'un roi dont la paix était la passion, allié au roi Léopold, trop bon patriote et trop plein des souvenirs de l'empire pour sacrifier le bonheur et la sécurité de la France à de coupables ambitions. Le danger éclata quand la révolution de 1848 remua les passions que Louis-Philippe avait contenues, quelquefois difficilement, pendant dix-huit ans. On put croire un moment

que tous les trônes allaient tomber les uns après les autres. Van de Weyer fut réveillé pendant la nuit du 26 février : on vint lui demander de la part de lord Palmerston s'il était vrai que Bruxelles avait proclamé la république et que le roi Léopold fût en fuite. « Dites à lord Palmerston, répondit van de Weyer, que je n'en sais rien, mais que cela n'est pas vrai. » L'événement lui donna raison, mais quels ne durent pas être les sentiments de van de Weyer quand il vit arriver en Angleterre les membres de la famille royale de France! Son beau-père, M. Bates, donna quelques jours asile, à Sheen, au duc de Nemours et à sa famille. « Devais-je revoir ainsi, me dit un jour van de Weyer, le prince dont j'avais voulu faire mon roi? » Claremont, déjà tout plein de deuil, s'ouvrit à des deuils nouveaux. Pendant la période troublée qui suivit ces grandes catastrophes, la Belgique apparut au milieu de l'Europe comme une oasis de paix, de sagesse et de légalité. On s'étonna de voir si ferme un établissement qui avait encore eu si peu de durée. Van de Weyer s'était toujours porté garant de la maturité politique de son pays; toutes ses prévisions furent

justifiées. La Belgique, serrée autour de son roi, assista comme de loin aux déplorables luttes de juin et à l'agonie d'une république qui s'était déchirée de ses propres mains avant de succomber sous un coup d'État.

L'avénement de l'empire était de nature à inquiéter le roi Léopold plus que n'avait fait celui de la république. Le temps n'avait fait que refroidir en lui les passions de 1815. Il se souvenait des grandes guerres du commencement du siècle, des rois et des empereurs devenus les vassaux d'un nouveau César. Il ne fut point la dupe de la formule jetée au monde à Bordeaux, « l'empire, c'est la paix ». Le gouvernement d'un Bonaparte ôtait la liberté à la France et lui devait la gloire, les émotions des grands hasards, les conquêtes. Sans doute le nouveau souverain n'avait point l'esprit implacable, le délire et le génie guerrier de son oncle; mais sa douceur était aussi dangereuse. Il se croyait l'instrument prédestiné de grands desseins; son œil rêveur errait sur le monde entier. Il cherchait les occasions et guettait la fortune. Il parlait sans cesse d'un droit nouveau qui menaçait les droits

historiques. Van de Weyer connaissait mieux que la plupart des hommes d'État le prince qui allait remuer l'Europe : il l'avait vu fréquemment et familièrement dans la maison de son beau-père. Il avait reçu les confidences de cet esprit singulier à une époque où elles ne semblaient que les rêveries d'un aventurier. Le coup d'État du 2 décembre ne l'avait point surpris. Pour complaire au roi des Belges, il dut aller à Paris peu de semaines après ; il vit le prince Louis, M. de Morny et quelques-uns des acteurs du drame qui avait servi de pendant plus sanglant au 18 brumaire. Il tint un journal de cette mission confidentielle, qui sans doute ne verra pas le jour de longtemps. Ses fonctions ne lui permettaient pas d'ouvrir publiquement les bras aux victimes qui vinrent demander un asile en Angleterre; mais il en est plus d'une qui doit garder le souvenir de sa discrète et inépuisable bonté. L'atmosphère de réprobation européenne qui enveloppa le second empire à ses débuts se dissipa comme un brouillard, quand la question d'Orient donna à Napoléon l'occasion de choisir ses amis et ses ennemis. Le moment que le roi Léopold avait tant redouté était

enfin venu; il écrivait à van de Weyer dès 1834 : « Si nous périssons, ce ne sera que dans une grande convulsion de l'Europe. » Il fit tous ses efforts pour empêcher la guerre, et le prince Albert, qui s'inspirait des mêmes sentiments, risqua courageusement sa popularité dans la même tentative. Lord Palmerston avait encouru la disgrâce de la reine quand il s'était hâté de reconnaître le gouvernement issu du coup d'État, il avait blessé le sentiment public en Angleterre; mais il retrouva bien vite sa popularité quand il entraîna Napoléon III dans une action commune contre l'empereur Nicolas. La grande « convulsion » se fit sans que la Belgique eût rien à souffrir, et, quand la reine Victoria vint solennellement visiter l'empereur, van de Weyer reçut l'ordre de l'accompagner à Paris. Il serait bien intéressant de connaître le journal de ce voyage, qu'il écrivit avec les plus grands détails. L'empereur lui donna sur la Belgique les assurances les plus formelles et les plus favorables, lui parla librement des souvenirs de l'exil, de tant de changements opérés dans les hommes et les choses. Il se laissa aller jusqu'à comparer certain libéral illustre

qui restait éloigné de lui à ces cochers qui regardent en attendant un signe. « Et ce signe, le ferez-vous? — Non, il conduit trop mal. »

Van de Weyer, vivant en Angleterre, subissait plus que le roi Léopold l'influence des passions anglaises; il était sous le regard de lord Palmerston; il avait en diverses circonstances épousé un peu vivement les sentiments du ministre anglais. Il ne put pas ne point jouir du triomphe de l'Angleterre et de la France, et pourtant ce triomphe était gâté pour lui par toute sorte de terreurs. L'alliance qui servait de bouclier à la Belgique pouvait-elle être éternelle? L'empire, qui avait ouvert les portes du temple de Janus, pourrait-il jamais les refermer? Après la paix à tout prix, la guerre à tout prix allait devenir le système du gouvernement français : comment la Belgique pourrait-elle sortir saine et sauve de conflits dont on n'apercevait ni la fin, ni les forces, ni le but?

Les lauriers de la Crimée étaient encore verts, il fallut en chercher de nouveaux en Italie. Cette fois l'Angleterre ne prenait aucune part à la lutte. Le roi Léopold avait donné sa fille à l'archiduc qui avait

tenté vainement de rattacher la Lombardie et la Vénétie à l'Autriche. Rien ne vint soulager les appréhensions que van de Weyer éprouva pendant le second drame militaire que l'empire jouait devant l'Europe. Il ne reconnut pas tout d'abord dans la nouvelle Italie une nation sœur de la sienne, qui cherchait non pas à fonder, mais simplement à retrouver sa nationalité ; il fut choqué des détails, des moyens employés, des annexions, d'un si grand dédain pour les petites couronnes, de cette nouvelle diplomatie par étapes qui ne s'arrêtait jamais et qui ne demandait quelque chose aujourd'hui que pour obtenir davantage demain. Il croyait la Belgique assise sur le roc inébranlable d'un traité, et il voyait le mépris des traités érigé pour ainsi dire en doctrine, non plus par les nations, par les souverains et par leurs ministres. Il aperçut les conséquences les plus lointaines de ce droit nouveau, qui rapprochait les peuples de même langue et travaillait à faire une géographie philologique, et il put se demander ce que deviendrait un jour son pays quand les grandes races européennes s'arracheraient tour à tour les provinces

qui leur servent de frontière incertaine et douteuse.

L'Angleterre s'était lentement modifiée sous ses yeux. Ce n'était plus celle qu'il avait connue, représentée par le vainqueur de Waterloo, celle qui plus tard, en 1840, pouvait allier encore l'Europe contre la France : elle avait fait comme un suprême effort pendant la guerre de Crimée, et puis s'était laissée choir dans une sorte d'indifférence et de mollesse; trop fière pour laisser paraître ses appréhensions secrètes, elle couvrait sa politique d'effacement de théories et de principes nouveaux; elle applaudissait à ce qu'elle ne pouvait empêcher, elle morigénait encore les souverains et les peuples, mais ses conseils étaient rarement suivis de menaces, et ses menaces prenaient le ton de gronderies. Van de Weyer s'était habitué à la pensée que l'Angleterre saurait protéger la Belgique contre tous les périls, qu'elle avait fait sienne la cause du petit royaume dont un bras de mer seul la séparait; cette idée lui rendait plus cher un pays qui était devenu son pays d'adoption. Il y était enlacé par mille liens; tout ce qui était éminent dans la poli-

tique, dans les lettres, dans l'aristocratie, s'honorait de son amitié. Notre temps n'accorde plus de favoris aux souverains; mais plus est glacée l'atmosphère qui les enveloppe, plus ceux qui ont quelque noblesse d'âme doivent apprécier parmi la banalité de tant d'hommages une affection sûre, discrète, constante. La souveraine que van de Weyer avait vue monter sur le trône lui accorda de bonne heure une confiance dont il était bien digne; avec le temps, dans la longue et souvent douloureuse épreuve du pouvoir, cette confiance se changea en un sentiment d'amitié véritable. Il n'était pas jusqu'à la terre anglaise qui n'eût pris en quelque sorte possession de van de Weyer. Non loin de Windsor, sur la lisière de la grande forêt royale, il vivait, quand il n'était pas à Londres, de la vie du gentilhomme anglais. Il aimait à se promener dans les sentiers de ce beau domaine, destiné à devenir la terre patrimoniale de ses enfants et petits-enfants. Il avait posé la première pierre du château de New-Lodge, qui devait être le centre de sa nombreuse famille et recevoir tant d'hôtes illustres. Plus il se sentait, qu'on me passe le mot, devenir anglais, tenu, at-

taché par les liens du cœur, de la pensée, par ces influences mystérieuses qui sortent des choses matérielles, par tout ce qui est cher ou doux à l'homme, plus le doute le plus léger sur les sentiments de l'Angleterre devenait douloureux et poignant. Tiendrait-elle toutes ses promesses? Seule, garantirait-elle l'indépendance de la Belgique contre les maîtres du continent? Se réfugierait-elle derrière les clauses qui avaient rendu cette garantie collective? La complaisance que l'Angleterre témoignait en toutes circonstances à son allié de Crimée, au signataire des traités de commerce, aurait-elle toujours des limites précises, inflexibles? Le mépris croissant qu'elle affectait pour les petits États ne finirait-il point par atteindre le petit royaume créé sous son égide? Quand l'ouvrage de la diplomatie était redevenu une toile de Pénélope, irait-on faire la guerre pour quelques mailles rompues?

Que de fois, sous les beaux ombrages de New-Lodge, ces redoutables questions ne sont-elles pas venues se poser devant l'esprit de van de Weyer! Elles hantaient aussi le roi Léopold; il croyait fermement, comme son ministre à Londres, que la neutralité

belge devait se montrer armée; il avait dès 1853 fait voter un plan de réorganisation militaire, qui portait l'armée belge à 100 000 hommes. La loi du 8 septembre 1859 décida, en cas de guerre, la concentration de la défense nationale sous Anvers, et affecta 50 millions aux fortifications de cette place. Le roi disait à cette époque : « Tant que je vivrai, je servirai de bouclier à la Belgique; mais il faut que la Belgique subsiste par elle-même. » Il n'avait pas l'ambition du roi qui disait : *L'Italia fara da se;* il voulait conserver, en cas d'invasion, une sorte de cordon ombilical avec la Grande-Bretagne et avec l'Europe; il espérait rendre Anvers presque imprenable et donner ainsi aux puissances le temps de concentrer leur action. Au fond de son cœur, Léopold ne comptait guère que sur l'Angleterre; il s'enfermait en pensée avec son armée derrière les murs d'Anvers, et voyait arriver la flotte anglaise dans l'Escaut.

Van de Weyer surveillait avec un soin jaloux toutes les péripéties de la politique impériale; en face d'un joueur couronné qui tentait nonchalamment le destin, il voyait, non sans inquiétude, d'autres esprits, également aventureux, plus ardents, plus

obstinés, disposés à faire servir le trouble de l'Europe et du monde à des desseins encore obscurs. Il s'irritait secrètement de voir l'Angleterre se préparer au rôle de témoin dans les grands drames dont l'exposition commençait.

Sa colère fit enfin explosion. M. Cobden écrivit, le 24 août 1862, à un journal belge une lettre sur les fortifications d'Anvers. « Si j'étais, disait-il, roi des Belges, je dirais à mes puissants voisins : Vous avez proclamé ma neutralité, et j'entends donner à mon peuple le bénéfice de cette situation en faisant la communauté la plus légèrement taxée et la plus prospère de l'Europe... Or le meilleur moyen de lui procurer ces bienfaits, c'est d'éviter le fardeau des gros armements... Tel est mon programme politique, et je ne conçois pas qu'un homme d'État puisse agir autrement. » Van de Weyer retrouva la plume de Paul-Louis Courier pour répondre à l'apôtre de la paix à tout prix ; son petit pamphlet, *Cobden, roi des Belges*, est un chef-d'œuvre d'ironie ; il est pathétique en même temps ; on y sent vibrer cette indignation qui fait les poëtes, au dire d'un ancien. Retranché derrière l'anonyme, van de Weyer ose

dire la vérité; il sait qu'en politique, comme en toute chose, on ne s'appuie que sur ce qui résiste. « Aide-toi, l'Europe t'aidera, » dit-il à son pays. « La seule chance qu'ait la Belgique de perdre sa nationalité, écrivait Cobden, c'est d'être annexée à la France, et de nos jours ce n'est plus l'habitude d'annexer des provinces sans le consentement de leur population. » Van de Weyer rappelle comment le consentement des populations fut obtenu par la révolution française, peint les souffrances de la Belgique pendant la république et l'empire. « Elle, dit-il, si fière de ses institutions, de ses antiques libertés communales et provinciales, de ses mœurs, de ses habitudes, de son indélébile caractère national, elle qui avait été hypocritement conviée à user, pour son indépendance, de la souveraineté du peuple hautement reconnue, se voit enlever jusqu'à son nom, et par la conscription elle alimente de ses fils, qui ne sont plus Belges, les bataillons mutilés sur tous les champs de bataille pour une cause qui n'est pas la sienne, qui n'est pas même celle de la France. » Avec quelle hauteur il flétrit la politique mercantile, l'utilité mise à la place du devoir et

préparant des ruines effroyables par un aveugle souci des dangers lointains, les grossiers instincts qui se couvrent de philanthropie et de cosmopolitisme! Si l'on parle d'intérêt, y a-t-il un intérêt supérieur à celui de la patrie? On comprend la colère de van de Weyer contre Cobden, quand on sait que celui-ci ne se gênait point pour dire partout que les fortifications d'Anvers n'empêcheraient pas, le moment venu, la France d'aller jusqu'au Rhin, et prédisait que l'annexion trouverait aisément une majorité dans la nation belge. Il cesse d'être juste quand il représente la France comme prête à mettre la main sur la Belgique. « Nulle *idée*[1], écrivait-il, n'est plus populaire. Les historiens la justifient par l'étude du passé; les poëtes la chantent; les publicistes en démontrent la nécessité; les militaires la veulent par un habile coup de main; les journalistes par des moyens moraux, c'est-à-dire la propagande sourde, les agents secrets, la corruption. » Non, la France en 1862 ne caressait point l'idée de l'annexion; elle ne rêvait point de conquêtes; elle n'avait aucune

1. Allusion à la phrase fameuse · la France ne fait la guerre que pour une idée.

part directe dans la direction de sa politique étrangère. Van de Weyer, qui connaissait certains desseins caressés aux Tuileries, prenait trop facilement quelques voix obscures pour la voix de la France.

Van de Weyer n'oubliait rien, il se souvenait que M. de Talleyrand, dans un de ses derniers entretiens avec le roi Léopold à Londres, lui avait fait ce programme de gouvernement. « Sire, lui avait-il dit de sa voix grave et douce, vous allez régner sur des populations dont les mains sont propres aux arts ainsi qu'au labourage ; » puis il avait conseillé au roi d'apparaître dans sa capitale sans uniforme, sans grosses épaulettes ; un frac, un simple habit noir, annoncerait au peuple un nouveau Médicis de meilleure maison. Point d'armée, source d'impôts ; 4000 ou 5000 hommes de bonne police ! Le roi, raconte van de Weyer, regarda Talleyrand de son œil fin et profond ; il ne dit rien, et, dès le lendemain de son arrivée, il s'occupa des places fortes et de l'armée.

Van de Weyer n'avait jamais espéré que la neutralité belge serait éternellement respectée, si elle ne

faisait mine de vouloir se défendre, il voulait que l'art fît pour son pays ce que la nature avait fait pour la Suisse. Avait-il tort? qui pourrait lui reprocher d'avoir eu une foi vivante, ardente, dans sa Belgique, et d'avoir cherché à lui donner d'autres boucliers que la complaisance de l'Europe? La guerre approchait de la Belgique comme par étapes; de Crimée, d'Italie, elle avait atteint le Danemark. On sentait remuer déjà le vieil édifice de la confédération germanique. Le roi Léopold, effrayé de l'avenir, avait essayé d'intéresser le souverain de la France à un membre de sa propre famille; il était entré, plus qu'on eût pu attendre d'un esprit aussi sagace, dans les projets qui avaient permis à Napoléon de donner une couronne d'impératrice à la princesse Charlotte; certes le roi Léopold ne pouvait rêver une grandeur nouvelle pour une fille de France alliée à la maison d'Autriche; il espéra sans doute lier Napoléon III à l'avenir des siens, gagner du temps pour la Belgique. Van de Weyer, qui avait des lumières spéciales sur le Mexique (il les devait à son beau-père, M. Bates), essaya vainement d'écarter de la princesse Charlotte le rêve dont on flattait son imagination ro-

manesque; il la vit pour la dernière fois à Londres, quand elle vint faire ses adieux à la reine Marie-Amélie, avec Maximilien, déjà tourmenté du pressentiment de sa fin tragique.

Lord Palmerston, que van de Weyer regardait comme le plus ferme ami de son pays, mourut au mois d'octobre 1865. C'était au moment même où M. de Bismarck avait avec Napoléon III, à Biarritz, des entrevues dont le secret cachait l'avenir de l'Europe. Léopold, depuis longtemps martyr d'une cruelle maladie, s'éteignit le 10 décembre 1865. L'un des derniers survivants d'une époque terrible, il avait vu remonter sur le trône de France un descendant de Bonaparte; il sut pendant trente-cinq ans protéger un royaume nouveau, frêle ouvrage de la diplomatie, contre tous les dangers du dehors et du dedans. Nul n'est grand s'il n'est supérieur à sa fonction, et l'on peut dire de Léopold qu'il fut supérieur même à la fonction royale. Il régna pour ainsi dire du dehors et d'en haut sans se livrer tout entier. Van de Weyer avait entretenu avec lui une correspondance directe et incessante pendant toute la durée du règne : le roi sortait avec lui de la banalité, il

devenait parfois presque tendre : « Mon bon et fidèle ministre, non, vous n'avez pas votre pareil », lui accordait sa confiance « affectueuse et illimitée ». Il quittait par instants le ton diplomatique. « Schiller dit, dans la *Fiancée de Messine*, avec une si terrible vérité : Avec le destin, il n'y a pas de pacte! « Cela m'avait souvent frappé... » Van de Weyer alla à Bruxelles pour assister à l'inauguration du roi Léopold II. Sous le nom de duc de Brabant, celui-ci avait fait plus d'un séjour en Angleterre; van de Weyer avait vu avec grand bonheur grandir en lui des qualités qui promettaient à la Belgique un digne successeur de Léopold Ier. Il écrivait, peu après, à M. van Praet : « Vous le savez, j'avais depuis plusieurs années arrêté dans mon esprit que ma vie politique se devait terminer avec la vie du roi. Pendant mon dernier séjour à Bruxelles, je compris que ma retraite ne pouvait avoir lieu le jour de l'avénement de notre second roi, et qu'il me restait encore des devoirs à remplir. Depuis j'ai reçu des avertissements dont mon âge et l'état de ma santé ne me permettent point de méconnaître la gravité. Le sage, dit la Fontaine, est toujours prêt

à partir. Je veux tâcher d'être sage et tâcher d'être prêt. »

Il faut un grand effort pourtant pour s'arracher à l'engrenage des grandes affaires; tout invitait van de Weyer au repos : sa santé ébranlée, l'extrême douceur de sa vie domestique, la tristesse causée par la mort accidentelle d'une fille chérie, la beauté de sa retraite des champs, le plaisir mélancolique qu'on éprouve au déclin de la vie parmi les livres, qui rendent par instants les émotions, les ardeurs, les illusions de la jeunesse; mais la politique le retenait encore, il était comme ces gens qui, du bord de la mer, regardent venir la marée montante et ne peuvent se détacher de ce spectacle : après la vague qui vient en hurlant expirer sur le bord, une autre avance, puis une autre plus haute. Après la bataille de Sadowa, la Belgique apprit que le gouvernement impérial demandait des compensations territoriales comme récompense de sa neutralité. M. de la Valette, dans une circulaire fameuse (du 16 septembre 1866), sembla prononcer l'arrêt de mort des petits États au profit des grandes agglomérations. « On fait de nous un appât, me disait van de Weyer à cette

époque, on nous offre tous les jours. » Quand, au commencement de 1867, l'empereur des Français négocia avec le roi des Pays-Bas la cession du Luxembourg, la Prusse saisit immédiatement l'Europe de la question, et la guerre parut un moment imminente. On put regretter alors que le Luxembourg eût été coupé en deux par la conférence de Londres et n'eût pas été neutralisé dès 1839 ; la France se contenta de la solution suggérée par M. de Beust : l'autonomie et la neutralité de ce qui restait du duché, avec le démantèlement de la place.

Van de Weyer venait d'obtenir enfin de son souverain la permission de rentrer dans la vie privée. Il avait représenté la Belgique à Londres pendant trente-six ans presque sans interruption ; une fois seulement il avait été rappelé à Bruxelles pour former un ministère de conciliation entre les catholiques et les libéraux ; mais ce cabinet n'avait eu qu'une existence éphémère. C'est du fond de son repos, si bien mérité, qu'il vit grossir l'orage qui allait éclater sur l'Europe. Mieux que personne, il connaissait les dispositions de la cour de Berlin ; il savait que toutes les forces de l'Allemagne étaient tendues

par la haine, la terreur et l'ambition; il avait deviné que cette voix qui depuis si longtemps criait à Napoléon III : « Marche, marche ! » le précipiterait enfin sur la Germanie. Au moment même où le rideau se levait sur le grand drame militaire de 1870, le journal le *Times* publia un projet de traité secret, déjà ancien de quatre ans. Dans ce projet la France livrait l'Allemagne à la Prusse et ajoutait la Belgique à son territoire. Cette révélation fut désastreuse pour la France, elle fit en quelque sorte le vide autour de nous. Van de Weyer n'en fut point surpris : il savait que plus d'un complot avait été ourdi dans l'ombre contre un peuple ami à qui l'on prodiguait officiellement les assurances pacifiques. Il fut trop vengé quand il vit revenir en Angleterre cet empereur, qu'il avait connu jeune, tourmenté de l'ambition d'un grand rôle, qu'il avait revu au comble de la puissance, arbitre du sort des nations, et qui venait de perdre en quelques jours son armée, son épée, sa couronne. La France n'avait pas signé le traité qui immolait la Belgique; si son humeur guerrière avait pu inquiéter plus d'une fois van de Weyer depuis vingt ans, ces angoisses secrètes fu-

rent oubliées devant des infortunes sans nom, car, en dépit de lui-même, il y avait toujours au fond de son cœur une fibre française. Il connaissait notre littérature mieux que nous ne la connaissons nous-mêmes; il s'était approprié toutes les grâces, toute la force de notre langue; les écrits malheureusement trop peu nombreux qu'il a laissés font penser tantôt à Saint-Évremond, tantôt à Paul-Louis Courier, quelquefois à Vauvenargues. Nul étranger n'a, je crois, mieux que lui parlé et écrit l'anglais; mais avec quel plaisir il retombait dans la langue française, avec quel éclat, quel charme il la maniait!

Les derniers entretiens qui suivirent nos malheurs m'ont laissé une impression ineffaçable. Nous ne trouvions pourtant guère, ni lui ni moi, de mots pour peindre nos sentiments; il ne jouissait point de ce qui dissipait ses alarmes, il souffrait de ce qui lui rendait le repos. Moi-même je ne trouvais qu'amertume dans les événements qui me renvoyaient dans mon pays. Je craignais de ne plus revoir un ami si cher : les lieux où nous avions passé tant d'heures heureuses me semblaient déjà plus vides. La belle étoffe de la vie perd enfin sa soie et ses

couleurs, et ne laisse plus voir qu'une trame sombre que la mort vient déchirer. Je ne devais point le revoir en effet; la mort, qu'il attendait comme un sage, avec le même courage qu'il avait montré dans les périls de sa jeunesse, vint le frapper le 22 mai 1874. Il voulut être enterré auprès des siens, dans une église que madame van de Weyer avait fait élever près de New-Lodge; il pouvait laisser sa cendre à l'Angleterre, il avait assez donné à son pays, toute une vie de fidélité ardente et constante, le bel exemple et le souvenir de toutes les vertus publiques et privées.

III

LES CONFESSIONS DE JOHN STUART MILL [1]

Il y a deux sortes de politiques : ceux qui font agir les hommes, ceux qui les font penser. Aux premiers appartient le pouvoir, la popularité, la puissance visible, — aux seconds l'influence durable et profonde, lente à s'établir, mais lente à disparaître, la gloire modeste, qui n'éclate pas en applaudissements bruyants, qui a son empire invisible dans les âmes. La grandeur d'un ministre, d'un Richelieu, d'un Cavour, a toujours quelque chose de brutal, elle a forcément des impuretés et des ombres ; le politique agissant a besoin de la force, il use des instruments, vils ou non, qui sont à sa portée, il est comme le potier qui se salit les mains aux plus beaux ouvrages, il fait violence au temps, aux résistances

1. *Autobiography*, by John Stuart Mill. Londres, 1 vol. in-8°, 1873.

vertueuses ou criminelles, il n'a pas le choix des alliances, il va au plus pressé, appelle tout à son aide. Il ne peut rester aux étages les plus élevés de la pensée, il en épouse une, et la mène avec lui dans la mêlée des affaires humaines, des appétits grossiers, des préjugés triomphants, des médiocrités bruyantes et tyranniques. Il est ainsi fait que rien ne lui paraît bon que ce qui est possible, et que toute chose possible a chance de lui sembler bonne. Il est comme la résultante naturelle de toutes les forces qui, à un moment donné, sont en jeu dans une nation. Il domine le présent, et ne prépare l'avenir qu'en bouleversant les faits, sans convertir ni modifier les esprits autrement que par les enseignements muets de l'histoire.

Il est une autre classe d'hommes qui sont les guides et les conducteurs-nés de l'esprit, qui ne voient dans le passé et dans le présent qu'une préparation à un avenir meilleur; il semble que les faits les blessent, les gênent, ils ne se courbent pas docilement sous les grands vents d'opinion qui passent sur les peuples. Ils servent à la fois de Cassandres trop souvent dédaignés, de guides trop souvent mé-

connus. Une sorte d'intuition profonde leur montre au loin des écueils et des dangers que le vulgaire ne peut apercevoir, des horizons encore inconnus. Ils ne se livrent jamais, restent sur la défensive en face des idées générales, banales, de ces notions communes que Bacon appelait *les idoles du théâtre;* ils construisent eux-mêmes des idoles nouvelles pour l'avenir; leur pensée, indocile aux doctrines du présent, rétive, soupçonneuse, s'abandonne pourtant presque sans défense à toute sorte d'espérances et d'illusions. Novateurs timides, ils craignent le connu plus que l'inconnu, ils tiennent à la fois du réformateur et du critique, du croyant et du sceptique. Simples fanatiques, égarés un moment par quelque vaine théorie, ils ne laisseraient aucune trace; mais cette trace peut devenir extrêmement profonde, si leur critique est inspirée par une foi, et si, à travers les troubles, les inquiétudes, les tourments d'un temps agité dont nul mieux qu'eux ne comprend les misères, ils voient se dégager quelque vérité nouvelle, quelque pensée conductrice et souveraine.

Personne de notre temps n'a mieux réalisé ce type que Mill en Angleterre et que de Tocqueville en France.

On s'étonnera peut-être de voir associés ces deux noms, bien des points assurément les séparent; pourtant que de caractères communs ne peut-on trouver entre eux! Personne n'a analysé plus profondément les caractères de la démocratie moderne. Mill, surtout à ses débuts, l'a contemplée avec moins d'appréhension, mais sa sincérité l'a conduit à des confessions où de Tocqueville aurait reconnu ses propres pensées. Tous deux ont bien compris ce qu'avait d'irrésistible le mouvement qui pousse les sociétés à remettre le pouvoir politique aux mains de la démocratie; cependant de Tocqueville n'a jamais aperçu plus clairement que le philosophe anglais tout ce qu'il y a de redoutable dans la tyrannie brutale du nombre. On peut dire qu'ils ont usé leur vie à chercher des garanties contre ce despotisme nouveau; s'ils n'ont pas trouvé les mêmes, s'ils ont scruté l'avenir en des sens différents, ils sont restés tous deux fidèles au principe de la liberté et de la personnalité humaine. De Tocqueville veut surtout refaire le citoyen, et Mill l'homme; mais ils reculent avec le même dégoût devant le peuple-roi, maître de toutes les libertés, supérieur à tous les droits, mené par sa

passion, tyran sans culture, sans conscience et sans responsabilité. Ils veulent faire contre-poids au nombre par l'intelligence, organiser les associations, les groupes humains, les minorités. Ils n'ont rien de commun avec ces démocrates qui sautent sur la meule populaire pendant qu'elle écrase tout dans sa rotation, et qui tournent gaiement avec elle.

Les angoisses d'esprit se peignaient sur le visage de ces philosophes politiques, tous deux petits, de santé frêle, presque souffreteux. Leur admirable sincérité allait presque jusqu'à la candeur; ennemis du lieu commun, de la phrase, délicats et on pourrait dire dégoûtés en matière intellectuelle, sans cesse rentrés et repliés en eux-mêmes, ils n'étaient guère faits l'un plus que l'autre pour la vie publique. Sans petite ambition, ils s'y sentaient attirés par l'espoir de corriger quelques erreurs, de faire du bien; cependant l'habitude de la solitude morale, une fierté délicate, un dédain invincible des médiocrités, qui naturellement ont toujours une grande place dans les assemblées, tout devait contribuer à leur assurer le respect plutôt que l'influence. Je n'ai jamais vu M. de Tocqueville dans

nos assemblées; mais j'ai plus d'une fois aperçu M. Mill à son banc de la chambre commune; avec sa figure fine, inquiète et plissée, pâle, petit et mince, il semblait presque un étranger au milieu des robustes représentants de l'Angleterre, familiers, bruyants, pressés, de belle humeur. Son éloquence, nette et didactique, était trop *voulue;* elle n'avait ni éclat, ni chaleur, ni vibrations puissantes, — et pourtant, parmi ceux même qui ne lui prêtaient qu'une attention respectueuse, il y avait peu d'hommes qui, à leur insu, n'eussent dès longtemps subi son influence. Mill a été plus heureux que de Tocqueville; ce dernier n'a été bien compris qu'après sa mort. Mill a été une puissance de son vivant, non pas comme député, mais comme philosophe, comme économiste et comme politique. C'est que de Tocqueville, tout en se sentant entraîné vers la démocratie par la chaleur de sa foi chrétienne, par son généreux amour des hommes et par l'activité de sa lumineuse intelligence, tenait encore par toute sorte de fibres au passé; il était comme égaré parmi ses contemporains. Mill aussi était égaré dans le présent, mais il ne représentait rien du passé, et tout

ce qui tendait à l'avenir devait aller naturellement à lui. De Tocqueville a renoué la chaîne morale entre la France issue de la révolution et la France ancienne, sortie de la nuit de l'histoire ; il a fait honte à la révolution de sa stérilité, et a démontré que, pendant qu'elle s'appelait le progrès, elle n'avait été souvent que la routine.

Ce joug de la routine, que tous deux ont porté si impatiemment, est plus facile à soulever en Angleterre qu'en France, car les révolutions, en provoquant des mouvements en sens divers à la surface des sociétés, protégent d'ordinaire ce fond obscur, impénétrable, où dorment les traditions. Un pays pourrait être conquis et reconquis plusieurs fois sans qu'on eût le temps de rien changer à son administration, à ses municipalités, à la procédure de ses tribunaux. Or les révolutions ne sont quelquefois pas autre chose que des conquêtes du pouvoir exécutif. Mill, en suivant le cours de ses pensées et sous des influences que sa biographie nous permettra d'analyser, s'est laissé entraîner aux extrémités les plus hasardeuses en matière de morale sociale ; cependant il faut lui rendre cette justice qu'il

n'a jamais désiré des réformes qui ne fussent l'œuvre consentie de la raison et de l'intelligence : il avait une horreur sincère pour la force, dont les œuvres ne sont le plus souvent qu'éphémères. Il était mécontent, et plus que de raison, de son temps, de son pays, de ses contemporains; pourtant il n'avait rien d'un révolutionnaire vulgaire. Il était beaucoup plus irrité de la stupidité des hommes que de leur méchanceté; son opposition était plutôt du désenchantement que de la révolte. Il n'avait pas l'esprit de parti, se croyant naïvement supérieur en sagesse à tous les partis. Il aimait l'ouvrier, l'homme fort, fruste, inculte, comme beaucoup de mélancoliques aiment les enfants, qui caressent en eux l'espérance, l'humanité en fleur, la promesse de fruits plus doux que ceux qu'ont connus leurs lèvres; mais il ne lui fût jamais venu à l'esprit d'exciter les ouvriers à la guerre sociale, de les mener à l'assaut de la royauté, de la vieille constitution. S'il y avait eu en lui un tribun, le logicien l'aurait tué; tout en s'irritant contre le lent mouvement des affaires humaines, il comprenait bien que la cause de cette lenteur est dans l'enten-

dement. Ce n'était pas un homme d'esprit; c'était un esprit, et il ne parlait qu'aux esprits. On comprendra mieux ce génie bizarre, disproportionné, rempli de lacunes, et en même temps si profond, si puissant, quand on verra sous quelles influences il s'est développé. Sa biographie, écrite par lui-même et publiée récemment par sa belle-fille, nous en donnera pour ainsi dire la clé.

I

Le premier mérite d'une confession est la sincérité : il n'y a peut-être pas d'homme, si humble qu'il soit, qui ne réussirait à nous intéresser, s'il nous racontait l'histoire de son âme et nous faisait assister au drame complet de sa vie. Nous vivons les uns au milieu des autres sans presque nous connaître, acteurs toujours affairés, toujours remplis de nous-mêmes. Qu'un homme nous montre en lui-même un miroir fidèle de nos passions, de nos incertitudes, de nos faiblesses, de nos ambitions déçues, de nos espérances toujours renaissantes, et nous ne pouvons nous empêcher de lui accorder une sorte de curiosité égoïste. Saint Augustin restera toujours le modèle de ces écrivains qui ont pris l'humanité pour confesseur, sa sincérité n'est point orgueilleuse comme celle de Rousseau, il ne tire

point gloire de ses faiblesses, il se fait petit devant Dieu et reste grand devant les hommes, parce qu'il veut les corriger plutôt que les séduire. La sincérité de Mill est d'autre nature; elle n'est pas un hommage de la faiblesse humaine à Dieu : elle a sa source dans une sorte de fierté stoïcienne qui dédaigne le mensonge et dans la rectitude philosophique. Spinoza l'a dit depuis longtemps : le mensonge, le non-vrai n'est qu'un non-être, et ce qui n'est pas ne peut porter aucun fruit, ne peut rien produire.

A l'époque où M. Mill sollicitait pour la première fois les suffrages des électeurs de Westminster pour entrer au parlement, il dut assister à plusieurs réunions publiques et y subir des sortes d'interrogatoires. Un de ses adversaires avait découvert dans ses ouvrages une phrase où Mill, se lamentant sur l'ignorance du peuple, disait que les ouvriers sans éducation, défiants à l'endroit de leurs supérieurs, sont enclins à mentir. On lui posa, devant un auditoire de plusieurs milliers de gens du peuple, cette question perfide et brutale : « Avez-vous écrit que les ouvriers anglais sont des menteurs? » Il réfléchit

un instant et dit simplement : « Je l'ai écrit ». Un tonnerre d'applaudissements salua cet aveu fait sans explication, sans réserves. On oubliait l'injure, on saluait le courage. Ce trait fait bien connaître le caractère de Mill : on peut dire de lui qu'il n'était pas seulement sincère, il était la sincérité. Il lui eût été aussi impossible de mentir que de voler; c'était, dans toute la force du terme, le galant homme anglais. Cette qualité donne un prix rare à ces révélations d'un esprit dont la conscience morbide était toujours en action, qui assistait comme un témoin à son propre développement et qui jouissait de la faculté d'analyser avec finesse ses moindres impressions.

Son éducation fut une véritable expérience entreprise par un père sur son fils. Ce père était lui-même un homme éminent, d'une trempe très-vigoureuse. Élevé pour l'église, il avait, avant d'entrer dans le saint ministère, perdu toute créance dans les vérités religieuses. Il trouva en 1819 un emploi dans les bureaux de la compagnie des Indes, se maria, bien que fort pauvre et obligé, pour ajouter quelque chose à ses appointements, d'écrire dans des

revues, et il eut une nombreuse famille : « conduite, dit Mill, qui était on ne peut plus opposée, au point de vue du bon sens et du devoir, aux opinions qu'il soutint énergiquement, du moins pendant une période postérieure. » Il faut savoir que James Mill, le père du philosophe, était un malthusien passionné, un de ces économistes qui veulent régler la production de la population pour régler les salaires.

Il est singulier que, dans le long récit qu'il fait de son enfance, Mill ne parle pas un instant de sa mère : silence accablant, d'autant plus significatif que nous verrons plus tard se développer dans son cœur une sorte de culte pour la femme ; sa nature, un peu raide, ne se détend que lorsqu'il parle de celle qui devint la compagne de sa vie. Il a, en parlant de celle-ci, des accents qui étonnent et qui font penser à tous ces amants célèbres qui ont chanté leur maîtresse. Il y a toute une partie de son livre qui aurait, ce nous semble, dû être écrite en vers, à moins que l'auteur n'ait cru que la muse poétique avait la réputation d'être trop menteuse, et n'ait voulu laisser aucun doute sur la sincérité d'un

amour sans bornes, enthousiaste, à la fois sévère et chevaleresque.

Il faut croire que cette âme, si encline naturellement à la tendresse, ne connut point les joies si douces de l'amour maternel. Il fut élevé à la maison pourtant, mais uniquement par son père. Il était l'aîné; le système qui fut adopté à son égard était celui-ci : transporter dans l'enfance toutes les études de l'adolescence, *forcer* en quelque sorte l'intelligence, construire un homme du premier coup, lui donner sur ses contemporains une avance de vingt-cinq ans. Avec un enfant ordinaire, on risquait de ne produire qu'un monstre. Un penseur vigoureux pouvait seul appliquer un tel système; le père ne s'attacha qu'à développer dans le fils les facultés du raisonnement, sans s'occuper jamais de la mémoire ni de l'imagination. A l'âge de sept ans, il avait lu, sous les yeux de ce père, un grand nombre de livres grecs, tout Hérodote, les six premiers dialogues de Platon, sans grammaire, sans dictionnaire. Il ne commence le latin qu'à huit ans, et, pendant qu'il l'apprend, on le force à l'enseigner à une jeune sœur. De dix à douze ans, il lit Virgile,

Horace entier, six livres de Tite-Live, tout Salluste, Térence, Lucrèce, Cicéron, l'*Iliade*, l'*Odyssée*, tout Thucydide, une grande partie de Démosthène, Anacréon, Polybe, la *Rhétorique* d'Aristote ; j'en omets beaucoup d'autres. Il apprend en même temps l'histoire, mais comme une simple récréation ; on lui donne peu de poëtes anglais : son père détestait Shakspeare, et ne sacrifiait pas aux grâces.

A douze ans, l'éducation philosophique commence par l'*Organum* de Bacon, des ouvrages de scolastique, la *Logique* de Hobbes. Les leçons se continuaient à la promenade : chaque jour le père et l'enfant faisaient des excursions à pied ; le professeur questionnait le fils sur ses lectures, le forçait à de longues expositions, l'embarrassait, lui posait des problèmes qu'au retour il devait résoudre par écrit. C'est de la même façon qu'il lui apprit l'économie politique, la science qui était sa passion, car il travaillait en ce temps à ses *Éléments d'économie politique ;* ils discutaient ensemble les idées de Ricardo, d'Adam Smith. « Le sentier était épineux, dit Mill, même pour mon père, et je suis bien sûr qu'il l'était pour moi, malgré le vif intérêt que je prenais

au sujet. Il était souvent, et plus que de raison, irrité quand je ne réussissais pas dans un travail où il n'aurait pas fallu attendre le succès; mais en somme la méthode était bonne, et elle réussit. »

James Mill apprit à son fils à penser de bonne heure, ne prenant les livres anciens ou modernes que comme un texte de dialectique. L'enfant, toujours en lutte, dut perdre incontestablement quelque chose de sa grâce; le raisonneur fit tort au rêveur, au poëte qui chante au fond des âmes en fleur. On le forçait à discuter sur tout, à tout analyser; un enfant de quatorze ans devait définir rigoureusement des termes comme *idée*, *théorie*, etc. Il travaillait ainsi, sans camarades, ignorant qu'il fût différent des autres enfants; il admirait et d'une certaine façon aimait son tyran; il grandissait pourtant dans une sorte de terreur, sans caresses, sans plaisirs, sans jeux; ses mains restèrent toujours maladroites : il vivait sur les livres comme un ver.

Ce n'était pas assez d'isoler cet enfant du monde extérieur : son père l'isola de Dieu. Il n'avait gardé de l'église presbytérienne écossaise qu'un certain fanatisme et le goût de la controverse. Il rejetait

comme une erreur non-seulement le christianisme, mais la religion naturelle. Son esprit n'avait ni trouvé, ni même cherché le repos dans un déisme vague et sans contours précis. Le Dieu de la nature lui semblait tout aussi terrible que celui de la révélation et de l'Ancien Testament, et ce qui l'offusquait dans le déisme comme dans la foi chrétienne, c'était qu'un créateur tout-puissant, infiniment bon, infiniment juste, infiniment prévoyant, pût être regardé comme l'auteur d'un monde où la douleur et le mal ont tant de place. Il supprima tout enseignement religieux dans l'éducation de son fils, l'habituant à regarder le christianisme comme quelque chose de purement objectif, comme le paganisme ou le bouddhisme. On a quelque peine à comprendre cet état franchement négatif : la religion entre pour ainsi dire dans l'âme par les yeux chez les catholiques; mais le jeune Mill, élevé en pays protestant, à la campagne, dans la familiarité des grands esprits de l'antiquité, par un père incrédule, ennemi de toute religion positive, se trouvait à l'âge d'homme comme un gentil parmi les premiers chrétiens.

Le sens religieux lui manqua : jamais la pensée de Dieu n'enveloppa, ne transfigura son esprit. Il regarda toujours la religion avec une sorte de défiance et je dirai presque d'aversion instinctive. Le mot est de lui. « Son aversion contre la religion, dit-il en parlant de son père, dans le sens habituellement attaché à ce mot, était du même ordre que celle de Lucrèce : il la regardait avec les sentiments qu'on doit, non pas à une simple illusion mentale, mais à un grand mal moral. Il la considérait comme le plus grand ennemi de la moralité : d'abord en ce qu'elle crée des excellences fictives, — croyance en des dogmes, sentiments de dévotion, cérémonies, qui n'ont aucun rapport avec le bien de l'humanité, — et en ce qu'elle les fait accepter comme des équivalents de vertus véritables, enfin par-dessus tout parce qu'elle vicie radicalement l'idéal de la moralité, en la faisant consister dans l'obéissance aux volontés d'un être sur lequel elle épuise sans doute toutes les phrases de l'adulation, mais que la froide raison montre qu'elle peint comme éminemment haïssable. » Le fils a cent fois entendu dire au père que les hommes ont conçu d'âge en âge des

dieux de plus en plus méchants; quand il arrivait au dieu chrétien, « imaginez, disait-il, un être qui a fait un enfer, qui a créé la race humaine avec la prévision infaillible, et par conséquent avec l'intention que la plupart des hommes seraient condamnés à d'horribles et éternels tourments ». On sent dans ces paroles la révolte du presbytérien écossais contre la doctrine de la prédestination, quelque chose de plus encore, la révolte de l'homme contre le monde, de l'orgueil contre la fatalité. Se figure-t-on cet enfant élevé à penser, comme l'a dit un blasphémateur, que « Dieu, c'est le mal? » Comprend-on ce qui se passe dans cette âme encore candide, point mauvaise, droite au contraire et nourrie sans cesse des enseignements des moralistes? Son père, nous dit-il, était à la fois un stoïque et un cynique, surtout un stoïque. Il apprenait à son enfant le dédain des plaisirs, la tempérance en toutes choses, le mépris de la chair, lui enseignait que les émotions sont une sorte de folie, que la sentimentalité est une faiblesse. Il lui faisait honte de toute manifestation trop vive d'une pensée, d'un désir.

Mill, dans ses *Mémoires*, ne parle qu'avec une

sorte d'admiration presque timide de ce rude instructeur qui l'a façonné, nourri de lui-même, qui lui a donné son temps, sa science profonde en mille matières, le rayonnement de son ardeur dévorante, son ambition, ses espérances, ses haines. Il le remercie même de sa sévérité, ne croyant pas à l'éducation aisée, et convaincu « qu'apprendre ce qui n'est qu'agréable, c'est falsifier l'éducation ». Il reconnaît que le sentiment du respect, de la terreur, n'est pas plus inutile aux enfants qu'aux hommes. Il sait gré à son père de l'avoir souvent arrêté devant les *viri socratici*, devant les héros, devant les forts, de ne l'avoir pas nourri de maximes commodes et relâchées, de l'avoir jeté dans la vie comme dans un combat, d'avoir raidi son cœur contre toutes les faiblesses, et avant toute chose contre le mensonge, qui est la pire des faiblesses. Est-ce à lui de blâmer ce père? Comme il glisse vite quand, parlant de ses frères et sœurs plus jeunes, il écrit : « Ils l'aimaient tendrement, et si je ne puis pas en dire autant de moi-même, je lui suis toujours resté loyalement attaché. » Voilà le cri du cœur! C'est la tendresse qui a manqué à cette jeune âme, — la

endresse du père, et cette autre tendresse que on œil aveuglé n'a jamais su deviner dans la religion, celle qui domine les dogmes, les formules, les symboles, qui a des consolations pour toutes les douleurs, un baume pour toutes les blessures.

C'est assumer une responsabilité redoutable que de murer en quelque sorte de certains côtés l'intelligence enfantine. On peut admettre qu'un père n'enseigne point à son fils ce qu'il ne croit point lui-même; mais doit-il l'écarter entièrement du train ordinaire du monde, l'isoler, en faire un étranger dans son pays? On comprend bien, en lisant le curieux récit que Mill fait de son enfance, comment se forma ce caractère si remarquable à tant d'égards et pourtant toujours disproportionné, dissonant, marqué par une droiture sans justice, une logique sans tolérance, une rectitude éprise de chimères. Il est impossible à un homme supérieur de vivre entièrement pour soi : il lui faut un objet, un but, un idéal. Il fallait bien montrer un Dieu à cette âme active : on lui donna comme Dieu l'humanité; mais ce Dieu ne lui suffit pas toujours, et nous verrons

qu'il en trouva un autre dans la personne d'une femme.

Deux adorations divisent en effet logiquement sa vie : la première fit de lui un économiste et un démocrate, la seconde un homme de sentiment, un socialiste, car c'est par le socialisme que Mill devait finir. Nous commencerons par l'économiste : nous l'avons vu à l'âge de douze ans étudiant avec son père la science qui doit renouveler les sociétés humaines; il vit dans la familiarité de Ricardo, de Bentham; il va avec son père faire de longs séjours dans la maison de ce dernier, à Ford-Abbey, dans le Somersetshire. La seule influence nouvelle qui s'exerce sur lui est celle de la France. A quatorze ans, il va passer un an dans le midi de notre pays avec le frère de Bentham, visite les Pyrénées, suit quelques cours à Montpellier. Toute sa vie, il devait rester sous le charme de la France : il se réjouit d'avoir pu respirer de bonne heure l'air chaud et léger du continent. Il se sentit toujours un peu étouffé dans son propre pays; l'urbanité, la sociabilité françaises l'enchantaient. Il se trouvait plus heureux au milieu de gens qui expriment naïvement

leurs émotions, qui n'ont pas peur d'eux-mêmes. A ce propos, il a des mots d'une dureté terrible pour ses compatriotes : « Chacun en Angleterre se conduit comme si tous les autres hommes étaient des ennemis ou des fâcheux ». A Paris, il passa quelque temps chez M. Say, le célèbre économiste; il aperçut Saint-Simon, qui ne lui sembla à ce moment qu'un « original », il s'échauffa pour les libéraux de la restauration, et, retourné en Angleterre, il continua de prendre intérêt à leurs efforts.

Ce voyage avait interrompu ses études; il les recommença avec une nouvelle vigueur. Les *Éléments d'économie politique* de son père étaient sous presse; il les annota, lut Condillac, étudia la révolution française; « la plus haute gloire que je fusse alors capable de concevoir était de me figurer que j'étais, heureux ou malheureux, un girondin dans une convention ». L'Angleterre n'a encore eu, heureusement pour elle, ni girondins, ni montagne, et la tête de Mill devait rester sur ses épaules. Bentham eut à ce moment une influence maîtresse sur son esprit : il l'étudia dans ses écrits, dans ses conversations, dans celles de son père, qui le premier

avait deviné le théoricien du principe d'utilité, et qui avait peut-être mieux aperçu que lui-même toutes les conséquences de ce principe. Ce qui frappe surtout le jeune Mill dans les écrits de Bentham, c'est son horreur pour les mots mal définis qui servent de couvert et de bouclier à toute sorte de doctrines, *sens commun*, *loi naturelle*, *raison*, *sens moral*. Il admire aussi la classification des actions humaines au point de vue de leurs résultats plus ou moins heureux ou malheureux, il accepte l'utilité comme base de la moralité. Il s'enthousiasme, il croit saisir le fil conducteur qui mènera l'humanité au bonheur; il rêve le progrès indéfini, un renouvellement complet de la morale, de la législation. « Je me sentais maintenant des opinions, une foi, une doctrine, une philosophie, et, dans un des meilleurs sens de ce mot, une religion. » Il prend la résolution de devenir un des apôtres de cette religion nouvelle; l'être intérieur, la vie cachée, le sentiment intime, ont fait leur temps; il ne faut plus s'occuper de l'homme que dans ses rapports avec l'humanité. Ce qui est utile à l'humanité sera proclamé bon, ce qui lui est inutile mauvais. L'hu-

manité est le Dieu visible qui a seul droit à nos efforts, à nos hommages, à nos sacrifices.

Signalons tout de suite ce qui sera l'énigme perpétuelle et la contradiction forcée dans toute la vie intellectuelle et morale de Mill. Il débute avec des utilitaires économistes, convaincu que la liberté est l'instrument le plus puissant du progrès, qu'il n'est permis d'opposer aucune force au développement spontané de l'individu ou au groupement des associations; il finira avec les socialistes, qui, loin d'être des contempteurs de l'État, veulent donner à l'État outre la primauté politique une primauté morale et presque religieuse. Il n'ira jamais aux extrémités de cette dernière tendance, mais, en lisant attentivement ses mémoires, on voit que, même quand il était encore sous le joug de Bentham et de son père, il cherchait déjà et en tout sens des échappées, des sorties hors de ce principe utilitaire, qui aboutit à la bataille des intérêts, et qui ne laisse pas une place assez grande à la science, à la pure intelligence. Ce règne de l'intelligence, il le rêve dès l'enfance : il cherche à le préparer en affinant l'arme du raisonnement. La philosophie se résume pour lui dans la

logique, dans la méthode, la classification, la dissection des idées. « La sèche argumentation est la seule chose à laquelle je fusse propre et je prisse plaisir. » Dès seize ans, il fonde avec quelques amis une « société utilitaire » où l'on s'exerce à la controverse.

En 1823, âgé de dix-neuf ans, il obtint, par la protection de son père, une place dans les bureaux de la compagnie des Indes ; il devait y rester pendant trente-cinq ans. Il y apprit les grandes affaires du gouvernement et du gouvernement qui était le plus fait pour lui plaire, car la compagnie des Indes était une association ; son empire colonial si vaste, embrassant tant de races, de communions religieuses, était un terrain sur lequel l'école utilitaire, économique et administrative, pouvait tout tenter. Mill resta toujours fidèle à la vieille compagnie, à cette royauté bourgeoise, obscure, invisible, qui ne demandait aucun hommage et qui n'était qu'une simple gérance. Il la vit tomber à regret, et refusa d'entrer dans la nouvelle administration coloniale.

Si la compagnie prit le meilleur de son temps, elle lui donna l'indépendance et lui permit de tra-

vailler à des ouvrages de longue haleine. Il ne voulut pas être journaliste : « les écrits dont on vit ne vivent pas ». Il ne fit jamais que des livres ou des articles de revue. Au moment où il entra, si jeune encore, dans les bureaux de la compagnie, les benthamistes prirent possession de la *Revue de Westminster*, alors bien inconnue. James Mill y commença l'attaque contre la vieille école libérale. Il dénonça les whigs comme des complices secrets des tories. Les grandes familles aristocratiques s'étaient attribué le monopole du gouvernement; seulement elles s'étaient divisées en deux camps pour être certaines de se succéder au pouvoir, elles donnaient à la nation et au monde le vain spectacle de leurs luttes, bien que les deux partis rivaux fussent également décidés à maintenir le pouvoir aristocratique et l'ascendant des classes gouvernantes. C'était là sans doute une façon un peu vulgaire de juger les affaires d'un grand pays, et il y avait quelque injustice à présenter comme une grossière complicité ce qui était l'expression inconsciente des traditions, des instincts les plus profonds en même temps que les plus légitimes. Il faut se souvenir pourtant que

ces attaques avaient quelque excuse avant la réforme parlementaire et l'abandon du système protecteur. La *Revue de Westminster* devint l'organe des « radicaux philosophes », c'est le nom qu'on leur donna. James Mill était l'âme vivante de ce groupe nouveau : Bentham se contentait d'écrire; James Mill parlait, agissait, animait tout son parti.

Quelles étaient au juste les opinions des philosophes radicaux? Ils se proclamaient malthusiens, et professaient que le meilleur et le plus sûr moyen d'élever les salaires est de restreindre l'accroissement de la population. Ils se donnaient pour modèles les philosophes français du XVIIIe siècle; toutefois, quand ils prêchaient les droits de l'homme, ils les envisageaient moins comme l'expression de la justice abstraite que comme des gages de paix et de sécurité pour les sociétés. Ils avaient une foi ardente dans le gouvernement libre, dans la raison humaine, dans l'amélioration indéfinie de l'homme par l'éducation. Indifférents à la forme du gouvernement (Bentham faisait exception par sa défiance des rois, qu'il appelait des corrupteurs

généraux), ils abhorraient l'aristocratie, l'église établie, le privilége. Leur zèle pour l'humanité était plus intellectuel que moral; leurs adversaires dénonçaient la philosophie utilitaire, l'économie politique, les idées de Malthus, comme des doctrines sans âme et sans cœur; ces accusations mêmes les poussaient à protester contre toute sentimentalité stérile. Ils se flattaient de régénérer l'humanité par l'égoïsme intelligent : ils voulaient faire de leurs contemporains des machines raisonnantes; ils avaient plus que du mépris, de l'horreur pour l'idéal, pour les chimères, pour les mensonges de l'imagination et du désir. Moralistes rigides et presque puritains, ils dédaignaient pourtant toutes les lois morales qui ont une origine religieuse. En exposant les opinions de son père, Mill écrit : « Il s'attendait à voir établir des relations beaucoup plus libres entre les deux sexes sans prétendre définir exactement ce que seraient ces relations ni ce qu'elles devraient être. Cette opinion ne tenait chez lui à aucune sensualité ou théorique ou pratique. Il pensait au contraire qu'un des résultats de cette liberté plus grande

serait d'empêcher l'imagination de se complaire aux relations physiques des sexes et à ce qui y touche, d'en faire une des préoccupations principales de la vie; il regardait cette perversion de l'imagination et du sentiment comme une des maladies les plus profondes et les plus contagieuses de l'esprit humain. »

James Mill méprisait la poésie, tous ses adeptes n'allaient pas aussi loin : son fils sentait toujours repousser dans son cœur la fibre du sentiment à mesure que le père l'en arrachait. Il osait admirer les beaux vers qui contiennent des sentiments justes, et ne disait pas, comme Bentham : « toute poésie est une fausse représentation ». Il se souvient, à l'époque de son grand fanatisme utilitaire, d'avoir goûté l'*Essai sur l'homme* de Pope, d'avoir eu le culte de quelques héros, des héros de la philosophie, il est vrai, de Socrate, de Condorcet. Il travaille sans relâche, collabore avec Bentham, édite le *Traité des preuves judiciaires*, fournit des articles à l'*Histoire et la Revue parlementaire*, écrit sur la question catholique, sur les crises commerciales, sur la récipro-

cité commerciale. Il s'exerce à la parole dans de petites réunions où il rencontre Grote, Macaulay, Samuel Wilberforce, qui devint évêque d'Oxford, les deux Bulwer, Romilly et d'autres.

qu'il en trouva un autre dans la personne d'une femme.

Deux adorations divisent en effet logiquement sa vie : la première fit de lui un économiste et un démocrate, la seconde un homme de sentiment, un socialiste, car c'est par le socialisme que Mill devait finir. Nous commencerons par l'économiste : nous l'avons vu à l'âge de douze ans étudiant avec son père la science qui doit renouveler les sociétés humaines; il vit dans la familiarité de Ricardo, de Bentham; il va avec son père faire de longs séjours dans la maison de ce dernier, à Ford-Abbey, dans le Somersetshire. La seule influence nouvelle qui s'exerce sur lui est celle de la France. A quatorze ans, il va passer un an dans le midi de notre pays avec le frère de Bentham, visite les Pyrénées, suit quelques cours à Montpellier. Toute sa vie, il devait rester sous le charme de la France : il se réjouit d'avoir pu respirer de bonne heure l'air chaud et léger du continent. Il se sentit toujours un peu étouffé dans son propre pays; l'urbanité, la sociabilité françaises l'enchantaient. Il se trouvait plus heureux au milieu de gens qui expriment naïvement

semble, dans lequel se trouvent habituellement ceux qui se convertissent au méthodisme quand ils sont frappés par la conscience de leur état de péché. Dans cet état d'esprit, il m'arriva de me poser à moi-même directement cette question : « Suppose que tous les objets de ta vie se réalisent, que tous les changements dans les institutions et dans les opinions que tu désires soient complétement accomplis dans cet instant même, serait-ce pour toi une grande joie et un grand bonheur? Ma conscience me répondit directement et irrésistiblement : « Non. » A cette réponse, mon cœur défaillit; toutes les fondations sur lesquelles ma vie été construite s'abattirent. »

Un sentiment de désespérance s'empara de lui, les livres ne lui disaient plus rien, son esprit ne servait plus qu'à lui montrer toute l'étendue de son mal. Il se trouvait, suivant son expression, au commencement du voyage de la vie, avec un vaisseau bien gréé, un bon gouvernail, mais sans voiles. La voile, c'est le désir, et l'analyse avait tué le désir; toutes les sources de la vie morale étaient taries. L'humanité, le seul dieu qu'on lui eût appris à con-

naître, n'est qu'une collection d'hommes, et qui mieux que lui savait ce qu'il y a dans l'homme individuel de misère, de faiblesse, d'incohérence, de stupidité? Il y a peu d'âmes un peu libres qui n'aient à un certain moment éprouvé une sorte de tremblement souterrain et senti chanceler l'édifice de leur foi; cependant la hautaine douleur de celui qui s'écriait : « Tout est vanité », la tristesse du chrétien, le morne dédain du savant qui voit le néant de l'homme dans la nature infinie, ne sont pas comparables à ce désenchantement d'une jeune âme qui voudrait s'éprendre de quelque chose et qui se sent indifférente au seul bonheur qu'on lui ait appris à concevoir. On avait fait de Mill un égoïste, et cet égoïsme devenait un supplice. Il lit accidentellement les *Mémoires* de Marmontel, et, arrivé au passage où Marmontel, devant le lit de mort de son père, se promet de devenir le protecteur des siens, il verse des larmes. Il se sent soulagé, son poids est devenu plus léger. Il a découvert, il a senti plutôt, qu'il faut vivre non pour soi, mais pour autrui. Il a vu toute la scène en pensée, il a été un moment le jeune Marmontel, prêt à travailler, à vivre, à souf-

frir, non pour une humanité qui n'est qu'un mot, pour des êtres connus, aimés, aimants, en chair et en os. Il est arrivé par l'expérience à la théorie chrétienne du renoncement; toute sa vie, Mill fera de ces étranges découvertes, il enfoncera, comme on dit vulgairement, des portes ouvertes; ce que l'enfant apprend dans le catéchisme, ce qui eût semblé banal à un solitaire de Port-Royal, il le trouvera par un effort douloureux; il aura en quelque sorte toujours vécu sa pensée.

Une nouvelle existence, on peut le dire, commence pour lui; le joug paternel est secoué, aussi bien que celui des philosophes utilitaires. La crise de la jeunesse est toujours une révolte; à l'inverse de la plupart des hommes, Mill va aller du dogmatisme au doute et de l'analyse au sentiment; son âme d'abord glacée semble se fondre, elle est comme un cristal qui perd lentement ses arêtes et ses angles. Il se fait une nouvelle philosophie de la vie; il estime que rien ne supporte l'examen. « Demandez-vous si vous êtes heureux, et vous cessez de l'être. » Il en conclut qu'il faut prendre pour objet non point son bonheur propre, mais quelque chose

d'extérieur; il faut s'oublier; il essaie de jouir des arts, de la musique, de la poésie. Il ne peut cependant supporter encore Byron, ce génie audacieux le trouble; il préfère Wordsworth, le moins poëte des poëtes, un sage qui lui parle des champs, des Pyrénées qu'il aime et regrette; mais il prend tout comme en passant, il s'applique à maintenir une sorte de balance dans ses facultés. Il vit encore un peu mécaniquement. Il n'est pas sceptique, il ne le sera jamais, pourtant il est ébranlé; un fossé se creuse entre son père et lui, entre ce maître raisonneur qui abhorre les poëtes et ne voit dans les œuvres de Carlyle que les rhapsodies d'un fou et ce fils qui commence à chercher ses inspirations un peu au hasard. Il prend parti secrètement pour Macaulay, qui écrit au sujet de James Mill [1] : « Cet écrivain, dans certains de ses livres, semble considérer la politique non comme une science expérimentale et conséquemment progressive, mais comme une science dont tous les problèmes peuvent être résolus par de courts arguments synthétiques tirés

1. *Essai sur l'Histoire de la révolution de sir James Mackhintosh.*

des vérités les plus notoires et les plus vulgaires. » Il se sépare des « radicaux philosophes », qui veulent construire la science politique de toutes pièces, comme les théoriciens de la révolution française. Il la regarde comme une science déductive, c'est-à-dire comme une science où les forces ne s'ajoutent pas simplement, mais se marient pour engendrer des forces nouvelles.

La pensée de Mill, toujours exprimée dans les termes les plus clairs, n'en est pas moins souvent subtile et obscure. Il a sans cesse insisté sur la différence entre les sciences expérimentales et les sciences déductives, prenant pour type des premières la mécanique, où les forces s'ajoutent, se retranchent, produisant le mouvement sans produire des êtres nouveaux, et la chimie, ou les atomes en s'unissant composent des sortes d'espèces matérielles nouvelles. Cette distinction, au point de vue scientifique, n'a pas grande profondeur; elle a été utile à Mill en lui montrant le caractère complexe des phénomènes sociaux et politiques : il a compris de bonne heure que l'esprit humain subit la loi d'un lent développement, qu'il y a dans l'histoire une

continuité cachée, effleurée seulement par les constitutions et par les lois, mais indestructible. Les questions politiques ne lui semblent plus absolues, elles ne sont que relatives. S'il y a quelque chose qui ne puisse changer, c'est que le gouvernement des hommes va toujours au plus fort, et la force dépend peut-être moins des institutions que les institutions n'en dépendent.

Cette sereine impartialité ne le pousse pas cependant dans les rangs des conservateurs; elle l'incline au contraire à chercher derrière les réformateurs politiques des réformateurs nouveaux, plus obscurs, dédaignés des politiques, mais occupés à lutter contre ces forces qui constituent en quelque sorte la fatalité historique. Il tend l'oreille aux enseignement des saint-simoniens français, il étudie la *Philosophie positive* de Comte, il admire la fameuse division de l'histoire de l'humanité en période théologique, période métaphysique et période scientifique ou positive. Quand Carlyle dénonce l'âge présent comme un âge incrédule et soupire après un âge de foi, il commence à le mieux comprendre. Lui aussi pourrait se dire :

Je suis venu trop tard dans un monde trop vieux.

Cette âme de sensitive est secrètement blessée, fatiguée du bruit des partis, de la fatuité des économistes, de l'importance des libéraux. Il aspire à je ne sais quel avenir nouveau ; il voudrait appartenir à une époque organique et non critique. Les saints-simoniens surtout l'ont convaincu « de la valeur limitée et temporaire de l'ancienne économie politique, qui regarde la propriété privée et l'hérédité comme des faits indestructibles, et la liberté de la production et des échanges comme le dernier mot du progrès social ». Il admire l'idéal de Saint-Simon, la communauté heureuse, sans le croire réalisable. Le gouvernement représentatif ne lui semble plus qu'un mode de gouvernement contingent, propre à certaines circonstances politiques. Il reste cependant enrôlé dans les rangs des ennemis de l'aristocratie et de l'église anglicane ; il applaudit à la révolution de 1830, court à Paris, se fait présenter à Lafayette, aux chefs du parti populaire, à Enfantin, à Bazard aussi.

L'économie politique ne lui suffisait plus, et

comme son père était pour ainsi dire l'économie politique vivante, leurs relations intellectuelles étaient devenues de plus en plus difficiles. « Mon père n'était pas un homme de qui l'on pût attendre des explications calmes et complètes sur des points fondamentaux de doctrine, surtout avec quelqu'un qu'il pouvait regarder, d'une certaine façon, comme un déserteur. » Dure épreuve pour un père, mais châtiment mérité d'un amour paternel trop avide! Le fils se taisait, il ne discutait plus avec celui qui avait si longtemps pétri sa pensée, il se dérobait; leurs voies étaient désormais différentes.

Nous arrivons à une deuxième crise dans la vie de Mill, à l'événement qui eut l'influence la plus durable sur toute sa carrière. Nous l'avons vu à vingt ans perdre tout d'un coup courage et se poser, en pleine floraison de la vie, ces terribles questions que l'homme désabusé ne se fait guère que quand le sang commence à courir moins vite dans les veines. « Que fais-tu? Tu luttes pour l'impossible. Et cet impossible deviendrait vrai par un miracle, en serais-tu plus heureux? » Il avait alors cherché le bonheur ou un semblant de bonheur hors de soi; il avait deviné que

e grand secret pour l'homme est de s'oublier. Ce
ı'étaitpas encore assez : à des âmes comme la sienne,
l ne suffit pas de s'oublier, il faut cesser de s'appartenir. Un Dieu lui manquait en qui il pût s'abîmer,
à qui il pût offrir, avec une sorte de douloureuse
volupté, son être fragile, changeant, ému de vains
désirs, faire confidence de ses faiblesses, de ses désillusions, de ses erreurs; il trouva ce Dieu dans la
personne d'une femme. C'est à dessein que je me
sers de ce mot, car pour un cœur jusque-là vide,
pour un esprit qui était en face du mystère divin
comme un aveugle en face des couleurs, l'amour
devait être une religion, un culte, et l'objet aimé
une idole. Il avait vingt-sept ans quand il la rencontra, elle en avait vingt-trois. Disons-le tout de suite :
après une période d'amitié de vingt ans, madame
Taylor, devenue veuve, consentit, le mot est de lui,
à devenir sa femme. « Bien que ce fût seulement
les années après ma présentation à M. Taylor que
nos rapports devinrent tout à fait intimes et confidentiels, je sentis vite qu'elle était la plus admirable
personne que j'eusse jamais connue. »

M. Taylor, le mari, nous est représenté comme

II

Quels vont être les premiers fruits d'une jeunesse qui n'a été qu'un long entraînement, qui n'a respiré qu'une atmosphère de polémique et de rixes intellectuelles? Cette âme, bandée comme un arc, ne risque-t-elle pas de se briser, et le premier souffle d'un monde sans pitié n'éteindra-t-il pas la flamme du juvénile réformateur? Laissons-le raconter lui-même, avec sa sincérité habituelle, la grande crise de sa vie mentale.

« Le temps était venu où j'allais m'éveiller comme d'un rêve. C'était dans l'automne de 1826. J'étais dans un état d'inertie nerveuse (*a dull state of nerve*), ce qui peut arriver à tout le monde, incapable de plaisir ou d'excitation agréable, — dans un de ces états où ce qui est un plaisir en d'autres moments devient insipide ou indifférent, — l'état, ce me

permise aux femmes, elle eût tenu une « place éminente parmi les maîtres de l'humanité ».

On a pu remarquer chez plusieurs grands esprits modernes, surtout chez ceux qui ont été insurgés contre les doctrines courantes, une manière toute nouvelle de parler de la femme; Auguste Comte au cœur sec parle cependant quelquefois d'une sorte de déesse qu'il adorait en esprit. Il devient alors presque mystique. Ces nouveaux Abélards ne prennent plus Héloïse dans leurs bras, ils la chantent comme une muse de la pensée. Ils n'ont rien à lui apprendre, c'est elle, la devineresse, qui leur apprend le monde, l'avenir caché, la souveraine science. Ce que je lui dois, dit Mill en parlant de madame Taylor, est « infini ». A travers l'auréole dont il l'entoure, il semble qu'on aperçoive un caractère où il y a plus de force que de grâce, disposé à l'enthousiasme, bien que capable de retenue; elle le trouve mécontent, inquiet, défiant de ses forces : elle l'astreint à des tâches immédiates, lui enseigne la tempérance dans l'ambition et dans l'espérance, elle lui permet les pensées les plus téméraires, mais lui apprend à ne point prêcher toute sa pensée, à se

défendre du dogmatisme. Elle a, comme beaucoup de femmes dans son pays, des passions libérales; elle lui montre néanmoins les dangers de la démocratie, la pesante tyrannie du nombre sur l'esprit. Mill sent que l'aristocratie anglaise maintient surtout son influence en empêchant la centralisation administrative; ses amis attaquent sans relâche l'oligarchie des comtés, des paroisses; lui-même s'enrôle parmi les défenseurs de la loi des pauvres en 1834, qui centralise l'assistance publique; mais il rame en quelque sorte à égale distance des deux rives, il redoute de voir disparaître les petits gouvernements locaux et l'Angleterre devenir un pays d'intendants et de préfets. Madame Taylor contribue à le retenir dans cette région moyenne. Il a vu d'ailleurs tomber les ardeurs qui ont préparé la grande réforme électorale; cette réforme a porté à la chambre des communes ses amis, Grote, Rœbuck, Molesworth, les Romilly; cependant il ne peut se dissimuler que les radicaux philosophes font petite figure auprès de ceux qui ne se piquent pas de philosophie, Hume, O'Connell. Le centre de gravité parlementaire retournait lentement aux conservateurs, et les radi-

caux, entrés si bruyamment en scène, étaient réduits à n'être que l'aile gauche des whigs.

Mill se sentait découragé, un peu dégoûté de ses instruments, il n'était plus guère suivi. Il s'usait à écrire dans la *Revue de Westminster et de Londres* (Molesworth avait créé la *Revue de Londres* et l'avait fondue dans celle de Westminster). Son père tomba malade en 1835 et mourut l'année suivante, le laissant le seul protecteur d'une nombreuse famille. Le vieux radical garda jusqu'au bout toute son ardeur, sa foi dans l'humanité; il tomba en gladiateur, ne regrettant qu'une chose de la vie, le combat. Il y a des tournants soudains qui changent les horizons de l'homme; Mill était arrivé à un de ces tournants. Il échappait à jamais à l'influence de son premier maître, il allait en trouver un nouveau, et l'on peut se demander si, en dépit de ses défauts, le premier n'était pas le guide le plus sûr. James Mill appartenait encore par l'esprit au XVIIIe siècle; il croyait avec passion au bien, au progrès; il avait appris à son fils les rudes devoirs de la vie, lui avait donné un métier; il ne l'avait pas brouillé avec son temps, avec la société; il avait plus de force que de profon-

deur; son courage presque animal ne connaissait ni la langueur ni le doute, et une sorte de robuste bon sens l'avait préservé des maladies les plus dangereuses de l'esprit.

On peut se figurer avec quelles délices Mill, jusqu'alors sevré de toute émotion tendre, plaça sa faiblesse naturelle sous un joug tout nouveau, léger et à peine senti d'abord. On le voit à cette époque de sa vie, avec un plaisir nouveau, mener toute sorte d'études et de recherches en même temps que se livrer à ses amours chastes et discrètes, abritées sous la philosophie. Il voudrait nous persuader qu'à partir de ce moment il ne sait plus au juste ce qui lui appartient en propre dans ses ouvrages. Il met la statue de sa divinité sur le monument qu'il élève. Il a retrouvé la santé de son esprit; il achève la *Logique*, et, après avoir étudié l'*Histoire des sciences inductives* de Whewell, il écrit les chapitres sur l'induction et sur la logique dans les sciences morales, historiques et sociales. Il lui semble de plus en plus clair que le monde moral n'est pas soustrait à des lois certaines, uniformes, et que les méthodes qui ont servi à découvrir les lois du monde phy-

sique peuvent devenir l'instrument des doctrines morales et des codes politiques. C'est à ce moment qu'il tombe sur la *Philosophie positive* de Comte. Il lit avec avidité cet ouvrage et fait quelques emprunts au philosophe français. Il l'abandonna plus tard quand Comte, ayant terminé son œuvre critique, entreprit de fonder les lois d'un nouvel ordre social, car Mill, en dépit de certaines tendances socialistes, resta toujours individualiste. Son père avait mis en lui un germe libéral que rien ne put détruire. Il se révolta toujours, si démocrate qu'il fût, contre la tyrannie des masses ; il était séduit par la pensée de donner une part directe à l'intelligence dans le gouvernement des sociétés ; mais la papauté scientifique de Comte, aussi intraitable que la papauté catholique, l'effaroucha tout de suite ; il redouta une sorte de tyrannie plus dangereuse que celle de la force. Comte, enfermé dans sa chambre de la rue Monsieur-le-Prince, vivait hors du monde ; il se croyait naïvement le grand-prêtre d'une église invisible qui étendrait un jour son empire sur toutes les consciences et qui ne connaîtrait plus l'hérésie. Mill était plus près de la terre. Il comprenait que le gou-

vernement des hommes appartient aux plus habiles et aux plus forts : tous les temps, tous les siècles ont eu une science qu'ils ont crue parfaite; les savants n'ont pas plus aujourd'hui qu'autrefois le droit de prétendre à la puissance temporelle. Mill repoussait donc l'idée de la nouvelle hiérarchie, du mandarinat, que Comte voulait fonder. Il ne laissait pas toutefois de soupirer après des temps nouveaux où la politique serait moins grossière dans ses moyens, moins impure dans ses objets. Il n'eut jamais de rapports personnels avec Comte; ils furent quelque temps en correspondance; quand parut le *Système de politique positive*, il y avait déjà longtemps qu'ils ne s'écrivaient plus. Ce livre est, suivant les expressions de Mill, « le système le plus complet de despotisme temporel et spirituel qui soit jamais sorti d'un cerveau humain, sauf peut-être celui d'Ignace Loyola, — un système dans lequel le joug de l'opinion générale, manié par un corps organisé de professeurs et de maîtres spirituels, pèserait sur toutes les actions et, autant qu'il est possible, sur toutes les pensées de chaque membre de la communauté ».

Mill était devenu, après la mort de son père, le directeur de la *Revue de Westminster;* il essayait en vain de faire du groupe des radicaux un parti puissant, un parti de gouvernement; il cherchait des hommes et n'en trouvait pas. La *Revue* le ruinait; il se résigna à la quitter en 1840 et à écrire dans la *Revue d'Édimbourg*, où il débuta par un article sur *la Démocratie en Amérique*, de Tocqueville. Il se décida aussi à publier enfin la *Logique*, à laquelle il travaillait depuis des années. L'apparition de ce livre fut un événement; le succès dépassa toutes ses espérances; on ferait des volumes avec les articles dont cet ouvrage a été l'occasion en Angleterre et dans tous les pays. Nous n'entreprendrons pas ici de le critiquer. Il sera intéressant de savoir quel jugement Mill lui-même porte sur son livre dans ses confessions. Il avoue n'avoir jamais compris la popularité de son œuvre; il ne se flatte point qu'elle ait laissé une trace profonde dans le monde philosophique. « La vue *à priori*, dit-il, des connaissances humaines ou des facultés de la connaissance continuera sans doute pour quelque temps à prédominer parmi ceux qui s'occupent de telles

recherches en Angleterre et sur le continent; mais le *Système de logique* fournit ce qui positivement manquait, un traité de la théorie rivale, celle qui dérive toute connaissance de l'expérience, et toutes les qualités morales et intellectuelles de la direction donnée aux associations (d'idées ou de faits)... La notion que des vérités extérieures à l'esprit puissent être connues par l'intuition ou par la conscience, indépendamment de l'observation et de l'expérience, est, j'en suis persuadé, dans ces temps-ci le grand support intellectuel des fausses doctrines et des mauvaises institutions. A l'aide de cette théorie, toute croyance invétérée, tout sentiment intense dont l'origine est oubliée, peuvent se dispenser de l'obligation de se justifier par le raisonnement, et se garantissent, se défendent directement. Il n'y a jamais eu d'instrument plus propre à légitimer les préjugés profonds. Et la force principale de cette fausse philosophie, en morale, en politique, en religion, est empruntée à l'appel qu'elle est accoutumée à faire à l'évidence des mathématiques et des branches alliées des sciences physiques. »

Mill est allé chercher la philosophie intuitive sur le terrain où elle se croyait inexpugnable, et a tenté de démontrer que les axiomes, les vérités nécessaires, dites innées, n'ont pas d'autre source que l'expérience. Sans approfondir ici la théorie des axiomes, — et Mill confesse lui-même que la question de savoir « s'il a en réalité rempli son programme reste encore *sub judice* », — voyons bien quel est son but lointain. Il veut déraciner ce qu'il nomme les préjugés, montrer que le sens intime, la conscience, ne valident aucune croyance. Tirez les conséquences de ce principe : le sentiment religieux puise sa force dans les faits religieux, mais ne les justifie pas; le sentiment national résulte de la division géographique des nations, il n'a aucune valeur intrinsèque, aucune vertu propre; le sentiment de la propriété personnelle, individuelle, ne prouve rien en faveur de ce genre de propriété. On peut aller loin dans cette voie. Mill ne pousse rien à l'extrême; mais pour lui, dans le lent mouvement des affaires humaines, il n'y a rien d'absolument durable, l'humanité est un être organisé qui se développe en vertu de certaines lois, et la science sociale

n'est que la découverte de ces lois. L'état passé détermine l'état présent, et l'état présent l'avenir. Les idées, les caractères, les passions, sont les forces variables qui entretiennent sans cesse une sorte d'équilibre mobile. Ces idées sont peut-être devenues banales; au moment où parut la *Logique*, la théorie allemande du développement n'avait pas encore fait beaucoup de chemin dans le monde, le mot de sociologie était nouveau : on crut avoir trouvé le secret de l'humanité. Nous sommes devenus aujourd'hui un peu plus défiants et un peu plus modestes. La *Logique* de Mill est maintenant classique dans les universités anglaises. Un Français peut bien confesser un faible pour celle de Port-Royal, si simple, si honnête, on pourrait presque dire si paternelle, mais il n'y trouvera presque rien sur l'induction; Mill a fortifié cette seconde partie de la *Logique*, il en a tracé les règles avec une grande sûreté, et introduit dans la philosophie quelque chose de la rigueur scientifique.

II

Le succès de la *Logique* mettait Mill hors de pair; si affamée d'argent, de satisfactions matérielles qu'on se plaise quelquefois à représenter la société anglaise, on est obligé de reconnaître que l'esprit ne perd pas ses droits dans un pays où l'on accueille avec enthousiasme des livres comme la *Logique* de Mill, l'*Histoire de la Grèce* de Grote, l'*Histoire de la civilisation* de Buckle. Il ne dépendait que de Mill de devenir un des favoris d'une société qui comble ceux qu'elle adopte; mais il ne se sentait pas seulement séparé du monde par sa fierté timide, il appartenait désormais complétement à madame Taylor. Pour elle, il se condamnait à un isolement volontaire, et, vivant hors du monde, il se croyait obligé de le détester. On comprendrait à peine, si l'on

ne songeait à ces liens que le monde ne pouvait reconnaître, l'âcreté de ses jugements sur une société qui ne lui offrait que des caresses. « La société, telle qu'on la voit aujourd'hui en Angleterre, est chose si insipide, que ceux même qui en font ce qu'elle est y restent pour tout autre chose que pour le plaisir qu'elle donne. Toute discussion sérieuse sur les matières où l'on diffère d'opinion est considérée comme une marque de mauvaise éducation, et notre pauvreté nationale en gentillesse et en sociabilité a empêché qu'on ne cultive l'art de parler agréablement sur des riens, où excellaient les Français le siècle dernier; le seul attrait de ce qu'on nomme la société est, pour ceux qui ne sont pas au haut de l'arbre, l'espérance qu'on les aidera à monter sur une branche un peu plus haute; pour ceux qui sont déjà au sommet, elle n'est qu'une habitude et un devoir supposé de leur état. Pour peu qu'on ne soit pas de l'ordre le plus commun comme intelligence ou comme sentiment, une telle société, à moins qu'on n'y poursuive quelque objet personnel, est au suprême degré dénuée d'attrait, et à l'époque

présente la plupart des gens qui ont une intelligence un peu haute ont avec elle des contacts si légers et si rares qu'on pourrait presque dire qu'ils s'en retirent absolument. Les personnes qui ont une supériorité mentale et qui se conduisent autrement s'y détériorent grandement, sauf de rares exceptions. »

Ces plaintes ont, qu'on me passe le mot, quelque chose de féminin. Le monde ne mérite pas des reproches aussi sérieux ni une haine si mêlée de regrets. Avant de vous plaindre de ce qu'il vous donne, demandez-lui ce que vous lui donnez vous-mêmes. On y trouve toutes les vertus et tous les vices, car il n'est qu'un abrégé de l'humanité; mais le vice est du moins contraint d'y porter le fard de la politesse. Mill nous semble particulièrement injuste pour la société anglaise, car la frivolité même y garde du sérieux; on ne s'y pique pas de rien connaître, on y honore, outre le rang et la richesse, la vertu et le mérite; il n'est pas impossible d'y apprendre quelque chose; c'est une sorte d'école où il n'est pas permis au ministre d'essayer son discours, au solliciteur de se

pousser, mais où on peut parler d'autre chose que de meutes et de théâtre. Si l'esprit y est moins fluide que dans la société française, moins répandu dans toute la conversation, il y est plus acéré, plus condensé, parfois plus profond. La Bruyère, qui avait eu tant d'occasions d'observer les grands, écrivait : « Qui dit le peuple dit plus d'une chose; c'est une vaste expression, et l'on s'étonnerait de voir ce qu'elle embrasse, et jusques où elle s'étend; il y a le peuple qui est opposé aux grands, c'est la populace et la multitude; il y a le peuple qui est opposé aux sages, aux habiles et aux vertueux, ce sont les grands comme les petits. » Mill était de cette aristocratie des sages, des habiles et des vertueux, et il ressentait peut-être trop de mépris pour les aristocraties reconnues de la naissance et de la richesse. Il fermait de plus en plus son horizon, et en réalité il n'existait plus guère que pour une personne. « Elle vivait principalement, écrit-il, avec une jeune fille, dans une campagne tranquille, et accidentellement seulement en ville, avec son premier mari, M. Taylor. Je lui faisais des visites à la ville et à la campagne, et

j'avais beaucoup d'obligation à la force de caractère qui lui permettait de dédaigner les fausses interprétations auxquelles pouvaient donner lieu les fréquentes visites que je lui faisais tandis qu'elle vivait généralement séparée de M. Taylor et les voyages que nous faisions quelquefois ensemble, bien que sous tous les autres rapports notre conduite pendant ces années ne donnât pas le moindre fondement à supposer, contrairement à la vérité, que notre lien à cette époque fût autre chose que celui d'une vive affection et d'une intimité parfaite, car, bien que nous ne considérions pas les règles de la société comme valables dans un sujet si absolument personnel, nous nous sentions tenus à ne pas laisser notre conduite jeter quelque discrédit sur son mari et par conséquent sur elle-même. »

Mill a le droit d'être cru sur parole, mais il est permis de dire que la spiritualité même de ce singulier mariage devait contribuer à rendre l'influence de madame Taylor de plus en plus dominante. Pendant cette période, que Mill appelle la troisième de son progrès mental en empruntant peut-être un peu

trop ouvertement la phraséologie positiviste, il se laisse entraîner de plus en plus loin de ses opinions premières. Elle et lui sont désormais deux rebelles, ils se croient des griefs, leurs pensées deviennent mystiques comme leurs amours. Cet esprit, bandé par la logique, armé autrefois contre toutes les illusions, se fond et s'attendrit sous le souffle d'une femme ; elle le promène dans un nouvel Éden. Il ne croit plus que la propriété et l'hérédité soient le dernier mot de la législation ; l'abolition du droit d'aînesse et des substitutions ne lui semble plus qu'une timide réforme. Jadis il n'avait eu d'autre ambition que de mitiger les maux causés par l'inégalité nécessaire des conditions ; « en un mot, j'étais démocrate, mais point du tout socialiste. Nous étions maintenant bien moins démocrates que je ne l'avais été, parce qu'aussi longtemps que l'éducation continue à être misérablement imparfaite nous craignions l'ignorance et surtout l'égoïsme et la brutalité des masses ; mais notre idéal de futur développement allait bien au delà de la démocratie, et devait nous classer décidément sous ce nom commun de socialistes. Nous répudiions, il est vrai, avec la plus grande énergie

cette tyrannie de la société sur l'individu que la plupart des systèmes socialistes sont supposés comporter, mais nous portions les yeux en avant vers un temps où la société ne sera plus divisée en oisifs et en travailleurs, où la règle qui refuse la nourriture à celui qui refuse son travail sera appliquée non pas seulement aux pauvres, mais à tout le monde impartialement, où la division des produits du travail, au lieu de dépendre, comme elle dépend principalement aujourd'hui, de l'accident de la naissance, sera mise en harmonie avec un principe reconnu de justice. » Nous voilà, on le voit, en plein socialisme. Mill cherche les moyens de concilier la plus grande liberté individuelle possible avec la propriété indivise de ce qu'il nomme « la matière première du globe », et avec l'égale participation de tous dans les produits du travail commun. Il comprend toutefois que la législation ne peut seule préparer l'ordre de choses nouveau. C'est le législateur qu'il faut changer d'abord, c'est l'homme. Il espère qu'une culture prolongée pendant plusieurs générations déracinera l'égoïsme, l'envie, l'ambition. Il ne partage pas l'illusion des sectaires qui veulent renou-

veler en quelques années la face de l'humanité ; mais il ne regarde les institutions, les lois sociales de son temps et de son pays que comme des expédients provisoires. Il applaudit à toutes les expériences socialistes.

Cette nouvelle tendance se dévoile dans la troisième édition des *Principes d'économie politique*. La première, qui avait paru un peu avant la révolution de 1848, était antisocialiste. Ce livre, il nous l'apprend, avait été écrit beaucoup plus rapidement que la *Logique* : il fut achevé entre 1845 et 1847; c'est pourtant un traité complet où rien absolument n'est oublié. La troisième édition parut en 1852; elle portait la trace de la transformation qui s'était faite chez l'auteur. On la trouve surtout dans le cinquième livre intitulé *de l'Influence du gouvernement* et dans le chapitre final, où sont marquées les limites du principe du laisser-faire ou de la neutralité de l'État. Mill abandonne ouvertement les théories des utilitaires; il montre dans quels cas nombreux l'individu n'est pas le meilleur juge de ses intérêts, et dans chacun de ces cas il substitue à l'action individuelle l'action de l'État. « Ceux qui ont le plus

besoin d'être rendus plus sages et meilleurs désirent généralement le moins le devenir, et, s'ils le désiraient, ils seraient incapables de se guider par leurs propres lumières. » L'éducation du peuple est donc une des nécessités qui justifient l'action et l'intervention de l'État; il lui donne aussi la tutelle des enfants et des femmes employés dans les manufactures, il ne reconnaît pas à l'individu le droit de se lier par des engagements perpétuels, et accorde à l'État le droit de délier des chaînes de ce genre, celle du mariage en particulier par le divorce. L'État ne doit jamais donner à des compagnies des concessions perpétuelles et a un droit de surveillance sur les concessionnaires. Il doit centraliser l'assistance publique, régler les conditions de la colonisation, encourager directement les sciences, aider et protéger tous ceux qui travaillent pour les générations futures autant que pour la génération présente. Dans le chapitre sur l'*Avenir des classes ouvrières*, Mill se montre très-sympathique à tous les essais de coopération; il avertit pourtant les socialistes que toutes leurs déclamations contre le principe de la concurrence sont vaines; il faut choisir entre la

concurrence et le monopole, et les maux de la concurrence lui semblent encore les moindres.

La plupart des idées que Mill a développées dans cet ouvrage sont entrées chez nos voisins dans le domaine public. L'Angleterre n'est pas devenue encore un pays de grande centralisation, mais, en matière d'assistance publique, d'hygiène, d'éducation, de patronage des arts et des sciences, les fonctions de l'État tendent à s'élargir. Le traité de Mill est devenu populaire; il a fait infiniment plus de bien que de mal, car, pour quelques pages où le socialiste se devine plus qu'il ne se montre, il y en a un millier où l'économiste enseigne les plus utiles vérités. L'auteur, au milieu de son triomphe, était toujours mécontent; il voyait entreprendre d'utiles réformes, mais il se convainquait de plus en plus que les esprits ne se réforment pas. Il raconte naïvement les tourments de son esprit; il sentait que les législateurs, les administrateurs, les réformateurs pratiques, n'ont guère de prise sur le fonds même de la vie humaine, sur les âmes, les consciences. Il était choqué de voir cette vieille société, qu'il jugeait sans foi, si peu occupée de se créer

une foi nouvelle, si insoucieuse et si relâchée. « Je suis maintenant convaincu, écrivait-il, qu'il n'y a pas de grands progrès à espérer dans le sort de l'humanité, tant qu'un grand changement ne sera pas opéré dans les modes de penser. » Il rêvait une humanité de conscience morbide, comme était la sienne, travaillant à son salut, élevant son âme, non pas seulement imbue de l'esprit de vérité, mais aussi de l'esprit de charité, — une sorte de christianisme sans Christ, sans promesses célestes, n'offrant d'autre récompense à la vertu que la vertu même.

M. Taylor mourut en 1849; au bout de deux années de veuvage, madame Taylor devint madame Mill. Les grandes félicités se cachent: après son mariage, Mill continua de murer sa vie; bien peu de personnes ont eu le privilége de pénétrer dans cet intérieur, où régnait l'union la plus parfaite des esprits et des cœurs. Les amours tardives, longtemps gênées, qui ne fleurissent qu'à l'automne de la vie, sont craintives et comme frileuses. Mill était devenu un homme public, il ne s'appartenait plus tout entier; il était d'autant plus jaloux

du temps qu'il pouvait donner à la vie domestique. Il voudrait nous persuader qu'il ne faisait plus que travailler sur les pensées que lui donnait son inspiratrice; pour la grandir, il se fait petit : il n'a jamais été autre chose que l'interprète de quelques grands esprits, de Coleridge, de Carlyle, de Comte, des Allemands, un médiateur; ses derniers ouvrages sont de sa femme plus que de lui; il n'est qu'un raisonneur, elle a l'esprit intuitif, le génie original, divinateur. C'est elle qui a inspiré le fameux chapitre sur l'*Avenir probable des classes ouvrières*, elle qui lui a fait bien saisir que les lois de la production des richesses sont des lois fatales, mais que les lois de la distribution des richesses sont subordonnées à l'état social, à des institutions changeantes, — elle qui a mis le souffle socialiste dans les *Principes d'économie politique*.

Il était marié depuis cinq ans lorsqu'en 1856 il fut nommé, après trente-trois ans de services, examinateur de la correspondance indienne, la fonction la plus élevée, après celle de secrétaire, dans l'administration de la compagnie des Indes. Il ne

garda ses fonctions que pendant deux ans, et prit sa retraite quand la compagnie des Indes perdit son indépendance. Il profita de sa liberté pour aller passer un hiver dans le midi de la France, et il eut la douleur d'y perdre sa femme à Avignon, où elle fut atteinte d'une congestion pulmonaire.

Ce malheur le laissait comme un corps sans âme, tout plein encore cependant des pensées que depuis tant d'années, mais surtout pendant une union de sept ans, ils avaient échangées, nourries et caressées. Ils avaient travaillé ensemble au traité sur la *Liberté*, qui est certainement l'ouvrage de Mill où court le souffle le plus généreux et où l'on sent le plus de chaleur. Ce livre est dédié à « la mémoire chère et déplorée de celle qui a été l'inspiratrice et en partie l'auteur de ce qu'il y a de meilleur dans mes écrits, — l'amie, la femme dont l'amour exalté de la vérité et du droit a été mon plus fort aiguillon, et dont l'approbation était ma meilleure récompense. » Il ajoute un peu plus loin : « Si j'étais capable d'interpréter pour le monde la moitié des grandes pensées et des nobles sentiments qui sont ensevelis dans son tombeau, je servirais à lui

rendre un plus grand bienfait qu'il n'a chance de recevoir jamais de tout ce que je pourrai écrire, maintenant que je suis privé de l'impulsion et de l'appui de sa sagesse sans rivale. » Jamais Mill n'a secoué plus hardiment le joug des opinions banales. A une société protestante, il ose dire : « Il vaut peut-être mieux être un John Knox qu'un Alcibiade, mais il vaut mieux être un Périclès que l'un ou l'autre. » Il prêche les droits du génie, de l'originalité, il ose attaquer l'opinion publique. « La tendance générale dans le monde entier est de donner à la médiocrité le pouvoir dominant dans l'humanité. » A ceux qui veulent trop attribuer à l'État, il dit : « La valeur de l'État, à la longue, n'est que la valeur des individus qui le composent, et un État qui subordonne les intérêts de leur expansion, de leur élévation morale à un petit progrès en finesse administrative, ou à ce semblant de finesse que donnent la pratique et le détail des affaires, un État qui fait des hommes des nains, afin qu'ils restent des instruments plus dociles, trouvera, même si ses desseins sont généreux, qu'avec de petits hommes rien de grand ne peut être accompli, et

que la perfection de la machine à laquelle tout a été sacrifié ne servira à la longue de rien, faute de cette force vitale qu'on a préféré détruire pour que la machine puisse travailler avec moins de bruit. »

Nous sommes assez près de partager l'opinion de Mill, qui estime que sa *Liberté* survivra à ses autres ouvrages. Ce livre n'est pas encore d'un intérêt pressant pour l'Angleterre, où les caractères, les projets, les systèmes, croissent comme une forêt touffue; mais Mill devinait que les progrès de la centralisation suivraient les réformes électorales, que l'idée impersonnelle de l'État se substituerait quelque jour aux réalités vivantes, changeantes, qui pendant longtemps ont été les idoles du pays. Il écrivait surtout pour cette démocratie dont les premières volontés se manifestent dans les grèves et dont les ambitions montent en grondant comme une marée. Il n'avait que des sympathies pour la cause populaire; mais le peuple à ses yeux restait une collection d'hommes pauvres, sans culture, ignorants, faciles à entraîner. Il avait horreur de toute compression, de toute puissance anonyme, sans responsabilité, sans conscience.

Partisan d'une réforme parlementaire, il osa toujours parler et écrire contre le vote secret, et il cherchait les moyens de donner aux minorités une représentation proportionnée à leur importance numérique. Dans ses premières *Pensées sur la réforme parlementaire*, Mill était allé jusqu'à soutenir le principe de la pluralité des votes, c'est-à-dire qu'il voulait donner aux votes des poids différents, créer des catégories électorales fondées non sur la richesse, mais sur la culture intellectuelle. Nous retrouvons dans ce projet chimérique l'influence indirecte des idées d'Auguste Comte; plus tard, Mill épousa chaudement le système de M. Hare, qui permettait à des électeurs répandus dans tout le royaume, en unissant leurs voix sur le même individu, de lui assurer une place dans les communes. Il voyait dans cette découverte, c'est le mot dont il se sert, un correctif à la toute-puissance des opinions banales, à la tyrannie du nombre, le moyen de représenter dans le parlement national les opinions indépendantes. Il était sans cesse poursuivi par cette pensée, que l'intelligence n'a pas assez de percées dans la politique.

Dans ses *Considérations sur le gouvernement parlementaire*, cette préoccupation revient encore. Il voudrait voir à côté du pouvoir législatif une commission composée des esprits politiques les plus exercés, chargée d'élaborer, de rédiger les lois, une sorte de conseil d'État; il exprimait souvent, dans ses conversations, son admiration pour le conseil d'État français. Il publia peu de temps après, en 1869, son traité sur *la Sujétion des femmes*. De tout temps il avait pensé que les femmes avaient droit à être représentées; son culte pour celle qu'il avait perdue s'était changé en une sorte de religion pour cette moitié du genre humain qui selon lui était injustement privée de droits politiques. Le système de la représentation moderne lui semblait une arithmétique trop grossière : même perfectionnée et corrigée par la représentation des minorités, c'était encore une algèbre assez informe; en donnant aux femmes une part de représentation, il croyait naïvement ennoblir la politique, la renouveler, la tirer de ce qu'il nommait avec Bentham les intérêts sinistres, c'est-à-dire les égoïstes préoccupations de classe. Il amenait les femmes sur le champ de ba-

taille des partis comme ces Sabines qui se jetèrent entre leurs parents et leurs ravisseurs. Après avoir émancipé les esclaves, les juifs, les catholiques, les dissidents, l'Irlande, il invitait l'Angleterre à donner un exemple nouveau au monde en émancipant les femmes et en leur permettant d'être quelque chose d'autre dans l'État que des reines.

Il semble qu'il ait cherché dans un travail acharné un remède à sa grande douleur, et qu'il se hâtât en quelque sorte de bâtir à sa femme des monuments philosophiques, en même temps qu'il commençait à Avignon ce mausolée de marbre qui étonne par sa royale splendeur notre temps oublieux et mesquin. Il avait au déclin de la vie une sorte d'ardeur froide et audacieuse : un des premiers, il fait honte à l'Angleterre des sentiments qu'elle laisse éclater au commencement de la guerre de la sécession; il aperçoit du premier coup les vrais caractères de la lutte engagée entre le nord et le sud. « Je n'avais jamais senti à ce point, dit-il, combien il y avait peu de progrès réel accompli dans le sein des classes influentes de mon pays, et de quelle faible valeur étaient les opinions libérales

qu'elles ont l'habitude de professer. Aucun des libéraux du continent ne commit la même déplorable erreur. » Mill comprit que le succès du sud serait le triomphe de l'esclavage, la suprématie d'une caste militaire, la destruction sanglante d'un gouvernement démocratique qui, par le système fédératif, a su garantir les droits de la liberté. Sa courageuse conduite dans cette circonstance lui ouvrit les portes du parlement. Il avait eu raison contre tout le monde ou presque tout le monde, et l'Angleterre, souvent aveuglée par la passion, n'est pas encore atteinte de cette cécité sans remède des nations qui, se sachant trompées, n'aiment pourtant plus que ceux qui les trompent. Ce n'est pas l'auteur de la *Logique*, ni le critique de sir William Hamilton (l'*Examen de la philosophie de sir William Hamilton* parut à cet époque), qu'allèrent chercher les électeurs de Westminster, c'est le politique qui avait aperçu les dangers d'une rupture entre les États-Unis et l'Angleterre, et qui avait voulu en préserver son pays. Mill fit ses conditions; il déclara qu'il ne dépenserait pas d'argent pour se faire nommer, qu'il ne s'occuperait jamais

des intérêts de paroisse et de clocher, et qu'il demanderait le droit électoral pour les femmes. « Avec ce programme, dit un des chefs du parti tory, Dieu lui-même ne serait pas nommé. »

Il le fut pourtant; ses amis payèrent les frais très considérables de son élection, et la croisade qu'il avait entreprise contre la corruption électorale ne fut pas suivie. Il tint une place honorable à la chambre des communes pendant trois sessions; il y jouait un peu ce rôle de moraliste politique qui déplaît toujours aux assemblées. Attaché au parti libéral, il y demeurait solitaire; on l'écoutait avec déférence, mais ce respect ressemblait un peu à celui qu'on montre aux étrangers. Il n'était jamais au cœur de la politique quotidienne et des questions pressantes, il se tenait dans une région trop éloignée, trop froide; il manquait de bonne humeur, il récitait ses discours comme des leçons. Il n'y avait même pas chez lui cet excès d'audace qui plaît à force d'étonner : ses idées, depuis longtemps popularisées par ses livres, étaient comme diffuses dans tous les rangs de la chambre; les chefs des conservateurs comme ceux des libéraux avaient tiré profit de ce

qu'il avait écrit sur l'Irlande, sur le gouvernement colonial, sur le gouvernement municipal, ils s'étaient assimilé tout ce qui pouvait être pratique, utile, possible. Les opinions de Mill n'étaient donc pas à l'état de combat, on le regardait plutôt comme un professeur, comme un guide qu'il faut suivre d'un peu loin. Il semble que ce respect lointain et cette admiration économe aient fini par l'irriter; ils le poussèrent à des sortes de saillies et d'entreprises trop hardies pour la chambre et pour ses électeurs. Sa popularité avait été très-grande un moment, car il raconte dans ses mémoires que ce fut lui qui empêcha les ouvriers de Londres de se réunir de nouveau dans le parc où ils étaient une fois entrés de force et où la police avait reçu l'ordre d'empêcher toute réunion publique. « Je fus invité avec plusieurs autres députés radicaux à une conférence avec les membres principaux de la ligue de la réforme, et on me chargea de les persuader d'abandonner le projet de Hyde-Park et de tenir leur réunion ailleurs. M. Beales et le colonel Dickson (deux chefs de la ligue) n'avaient pas besoin d'être persuadés; au contraire, il était évident que ces

messieurs avaient déjà essayé leur influence dans ce sens, mais sans succès. C'étaient les ouvriers qui tenaient bon, et ils s'obstinaient tellement à leur idée première que je fus forcé d'avoir recours aux grands moyens. Je leur dis qu'une détermination qui amènerait certainement une collision avec l'armée ne pouvait se justifier qu'à deux conditions: si l'état des affaires était tel qu'une révolution fût désirable et s'ils se croyaient capables de l'accomplir. Après une longue discussion, ils cédèrent enfin à cet argument, et je pus informer M. Walpole (le ministre de l'intérieur) qu'ils avaient déjà renoncé à leur projet. »

En 1867, M. Mill traita la question irlandaise dans un pamphlet, *l'Irlande et l'Angleterre.* Il déplut aux Anglais sans satisfaire les fenians. Il ne voulait pas rompre les liens politiques entre l'Angleterre et l'*île sœur*, et croyait leur union nécessaire; son remède était une révolution agraire. Suivant lui, la tenure précaire des occupants actuels du sol devait être changée en tenure permanente, à la charge pour l'occupant de payer au propriétaire un cens, une rente déterminée par l'État. Mill se flatte

que cette proposition prépara les voies à la loi que fit voter peu après M. Gladstone, « car, dit-il, c'est le caractère du peuple anglais, ou du moins des classes élevées et des classes moyennes qui représentent le peuple anglais, que, pour le décider à un changement, il est nécessaire qu'on le fasse envisager comme une transaction. » Il se défend au reste d'avoir demandé une expropriation du sol au profit de l'État; il voulait simplement donner aux propriétaires l'alternative ou de vendre ou d'accepter les conditions nouvelles. Même réduit à ces termes, son plan était encore tout à fait inacceptable, et violait ouvertement le droit de propriété.

La popularité de Mill commençait à décliner; les électeurs de Westminster n'étaient pas gens à s'enthousiasmer beaucoup pour le député qui traînait devant les tribunaux M. Eyre, le gouverneur de la Jamaïque, pour n'avoir pas su protéger la population noire de l'île contre des fureurs sans excuse. Le duel du comité qui poursuivait l'ancien gouverneur et des tribunaux dura deux ans; en vain, dans la cour du banc de la reine, le lord chief-justice, sir Alexander Cockburn, donna-t-il une opinion

motivée contraire à M. Eyre : le grand-jury d'Old-Bailey arrêta les poursuites. « Il était clair, dit M. Mill avec quelque amertume, que d'amener à la barre d'une cour criminelle des fonctionnaires anglais pour abus de pouvoir commis sur des nègres et des mulâtres était un acte qui ne pouvait plaire aux classes moyennes anglaises. » Ces mêmes électeurs n'étaient pas disposés à s'enflammer pour des mesures dirigées contre la corruption électorale. L'élection de Westminster avait coûté, si mes souvenirs sont bien exacts, environ 50 000 francs aux amis de Mill et plus de 150 000 francs à M. Smith, le candidat conservateur : Mill aurait voulu enlever aux élections anglaises le caractère d'agapes politiques ; mais les mœurs sont plus difficiles à changer que les lois, et l'espèce de pureté et de sobriété électorale qu'il désirait restera longtemps sans doute un rêve.

Il étonna encore bien plus ses électeurs quand il fit sérieusement en pleine chambre des communes la proposition d'abolir la distinction des sexes en matière de droit électoral. Il se trouva pourtant quatre-vingts députés pour l'appuyer, et M. Bright

était du nombre. Depuis cette époque, on a nommé quelques femmes membres des comités des écoles (*school boards*) : on est assez enclin en Angleterre à leur laisser une place dans la discussion des affaires municipales, dans ce qui touche à l'assistance publique, à l'éducation primaire; cependant la pensée de leur ouvrir la chambre des communes n'a pas encore fait de progrès, et quand elle se formula pour la première fois, elle choqua l'opinion publique. La politique, surtout dans les pays parlementaires et soustraits aux révolutions, vit de petites victoires, de conquêtes modestes; il ne faut pas lui demander, du jour au lendemain, une révolution sociale; malheureusement Mill était de ces hommes qui ne savent pas, qui ne veulent pas être satisfaits, qui ne consentent jamais à dire : Ma tâche est finie. Il ne lui suffisait pas de voir les deux grands partis du gouvernement convertis aux mêmes idées, portés à résoudre dans un esprit presque semblable les grandes questions politiques et sociales. La chambre des communes poussait le goût des nouveautés jusqu'à essayer dans quelques grandes villes la représentation des minorités. De

toutes les assemblées du monde, sans en excepter le congrès américain, la chambre des communes, où siégeait Mill, était la moins routinière, la plus ouverte à l'esprit des temps nouveaux. Elle touchait à tout, à l'administration, à la religion établie, à l'Irlande, à l'éducation; sa main n'était jamais brutale, mais elle était curieuse et impatiente. La vieille Angleterre était morte avec lord Palmerston. M. Gladstone était le ministre d'une Angleterre nouvelle, et M. Disraeli, lord Stanley (aujourd'hui lord Derby), semblaient plutôt ses émules que ses ennemis.

Aux élections générales de 1863, Mill ne fut pas renommé. Il ne comprit rien à sa défaite; voici en quels termes il cherche à l'analyser : « Si je n'avais jamais été élu, il n'y aurait aucune explication à donner; mais ce qui excite la curiosité, c'est que j'aie été élu une première fois, et qu'ayant été élu à ce moment j'aie été battu plus tard. La plupart des personnes qui avaient les sentiments des tories étaient individuellement bien plus aigries contre moi la seconde fois que la première; beaucoup de ceux qui d'abord m'avaient été favorables ou étaient

restés indifférents s'opposèrent avec véhémence à ma réélection. » Les libéraux étaient refroidis : Mill n'avait jamais accepté tout leur programme; il n'était partisan ni du vote secret, ni du suffrage universel. Il était tantôt en deçà, tantôt au delà du parti libéral, et au résumé trop indiscipliné pour qu'il dût s'étonner beaucoup de se voir abandonné. Cet abandon le confondit pourtant, il l'accepta avec hauteur, refusa de devenir candidat dans d'autres colléges, et revint à la vie privée. Il passa presque toute la fin de son existence dans le sud de la France, plongé dans ses souvenirs, et vivant dans l'ombre froide de ce tombeau où était enseveli ce qu'il avait le plus aimé.

De tous les ouvrages écrits par Mill, ses confessions seront sans doute celui qui laissera la trace la plus profonde et la plus durable; elles seront lues par l'Angleterre entière : chacun revivra en quelque sorte cette vie singulière, qui est une critique continuelle du temps présent, des opinions à la mode, des croyances séculaires. Les Anglais, naturellement défiants, enclins au doute, difficiles, entreront avec une sorte de plaisir dans le secret des doutes,

des changements, des tristesses d'une âme rebelle et mécontente. Ce n'est pas un vulgaire tribun qui leur parle, un orateur de carrefour, un déclamateur, c'est un ami discret, un compagnon de souffrance, un maître plus sévère pour lui-même que pour autrui, un amant sincère du vrai, un homme de bien. Comment s'en défier? Quels soins minutieux n'emploie-t-il pas pour se défendre contre l'erreur? Qui s'est mieux gardé contre les entraînements de la foule, contre les illusions des castes, contre tous les mensonges? On reconnaîtra volontiers qu'il n'était pas fait pour se mêler à la troupe des politiques; mais ce reproche même nuira-t-il beaucoup à sa mémoire? A Oxford, à Cambridge, les jeunes générations liront ses livres et se croiront meilleures pour les avoir lus. L'influence déjà si visible de Mill grandira encore; il est difficile de la définir au juste et d'en marquer les limites. Il n'a pas donné, à proprement parler, à l'Angleterre un nouveau code politique et social; il lui a appris à ne pas se méfier des nouveautés, à les accepter comme le naturaliste reçoit une espèce nouvelle, avec une joie curieuse, à chercher quelque chose de

juste, de vrai, de nécessaire dans toute nouvelle doctrine, à se méfier de ses méfiances, à combattre ses instincts, à aimer l'avenir et l'inconnu plus que le passé et le connu. Il a été injuste, on peut le dire, pour toutes les grandeurs d'imagination; il ne comprenait pas la poésie de l'histoire, il n'en voyait que les horreurs, ni la poésie de la patrie, il n'en apercevait que les défauts. Il avait trop de scrupules, trop de finesse en même temps que trop d'étroitesse. Il finit par avoir des illusions à rebours, car son analyse n'épargnait rien dans le passé, et il attendait trop du noir avenir. Si l'Angleterre en vient à douter d'elle-même, si une curiosité un peu maladive l'entraîne vers les révolutionnaires avant de la précipiter jusqu'à la révolution, la faute n'en sera sans doute pas seulement à Mill, mais il aura contribué pour une grande part à faire regarder comme une marque de supériorité l'éclectisme politique, l'ingratitude envers le passé, le dédain des traditions, le goût des utopies. Il servira longtemps de modèle et de guide à tous les esprits qui tiennent à se flatter d'être raisonnables au sein des chimères et conservateurs au milieu des ruines.

IV

LE DERNIER DES FÉDÉRALISTES AMÉRICAINS[1]

JOSIAH QUINCY

Il faut plonger dans les ténèbres de l'histoire, de la philologie, de l'ethnographie, pour retrouver l'origine des sociétés européennes; il n'est pas besoin de chercher bien loin pour connaître celles de la société nouvelle qui s'est fondée aux États-Unis. On assiste là, comme à une grande expérience, à la formation, non pas seulement d'un peuple, mais, on peut le dire, d'une race humaine, car c'est bien une race qui se crée dans le nouveau continent. Traits physiques et caractères moraux y sont soumis à une véritable métamorphose; on peut y observer de quelle façon les sociétés se transforment dans

1. Life of Josiah Quincy, of Massachussetts, by his son Edmund Quincy. Boston, 1867.

un milieu nouveau, de quelle façon les principes, les idées, concourent aussi bien que les climats et les circonstances extérieures à pétrir l'argile humaine. Quand on regarde bien les États-Unis, on y découvre un génie tout nouveau, qui n'est ni le génie anglo-saxon, ni le génie latin, mais qui a pris quelque chose à l'un et à l'autre, au premier son étroitesse, sa roideur, sa virilité, la manie juridique, la puissance d'aversion, l'application obstinée, au second l'amour des idées générales et des théories, le mépris des fictions, l'impatience du désir, je ne sais quoi d'agile, de vif et de prompt qui se porte en tout sens et que rien n'arrête. Restées soumises à la couronne, les colonies américaines seraient demeurées sans doute ce que nous voyons aujourd'hui les colonies australiennes, un grand pays sans grandeur, vivant d'une vie réflexe et non d'une vie propre, sans art, sans littérature, sans originalité, instrument de civilisation encore matériel et grossier. La révolte brisa les vieilles traditions; des provinces méprisées devinrent une nation, et les principes de la révolution française y tombèrent comme des semences nouvelles. Dès que la

lutte commence, les partis cachent en réalité sous leurs noms de guerre des affinités, des tendances ou françaises ou anglaises. La lutte est vive surtout dans les États qui conservent encore le nom de « Vieille Angleterre », et dans la Virginie, qui s'appelle orgueilleusement *the old dominion*. Au plus fort de la guerre contre l'Angleterre, il y a là des âmes qui conservent pour la patrie lointaine, que Hawthorne a si bien appelée *the old home*, des préférences inavouées, de secrètes tendresses, une admiration tacite. On n'arrache pas d'un coup les racines qui plongent au fond même de la conscience. Les imposants tableaux de l'histoire, les chefs-d'œuvre d'une riche littérature, les émotions et les traditions religieuses, tout cela ne disparaît point des souvenirs et des âmes au premier souffle comme une couche de poussière. Les fédéralistes conservent le dépôt du passé, ils en demeurent les représentants, ils restent Anglais en dépit d'eux-mêmes. Au milieu des brillants gentilshommes français, Washington reste un *gentleman*. La hauteur des fédéralistes repousse l'idéal philosophique des démocrates, leurs maximes étrangères, leurs doctrines géné-

reuses, confiantes, trop vagues, trop flexibles, trop complaisantes. L'un d'eux, que nous retrouverons dans ce récit, se moque plaisamment du « lait d'ânesse » de la philanthropie. L'amour de la liberté domine chez les fédéralistes; chez les démocrates, l'amour de l'égalité. Les premiers ont le formalisme, le ton grondeur, le goût de l'impopularité des vieux partis; les seconds ont l'inconséquence et la grandeur des aspirations, la légèreté confiante, le cynisme aussi des partis nouveaux. L'instinct aristocratique, bien plus enraciné que l'instinct monarchique dans la race anglo-saxonne, n'a pas tout cédé du premier coup à la passion démocratique; il s'est longtemps défendu dans les solitudes virginiennes, dans les vieilles universités, dans les temples épiscopaliens, dans les tribunaux, et jusque dans les comptoirs des riches marchands du nord.

Washington et Jefferson resteront dans l'histoire comme les types vivants et immortels de ces deux génies hostiles d'où le temps et les événements ont tiré lentement le génie américain moderne, singulier alliage d'audace et de prudence, d'illusion et de bon sens, de générosité et de calcul. Ces grandes figures

sont connues, et il ne reste rien à y ajouter. Nous voudrions parler d'un autre Américain dont la renommée n'a guère franchi les bornes des États-Unis, mais qui a occupé dans son pays une place considérable. Josiah Quincy a été, on peut le dire, le dernier des fédéralistes. Sa longue carrière, qui commence avec la république américaine et s'étend jusqu'à l'année 1864, embrasse près d'un siècle. Il se trouva mêlé à trois générations d'hommes d'État, il prit une part souvent importante et toujours passionnée aux événements qui ont préparé le développement grandiose des États-Unis. Il eut cette singulière fortune de survivre à son parti, et dans l'Amérique nouvelle resta un Américain de la vieille roche. C'est surtout à ce titre qu'il peut nous intéresser.

La vie de Josiah Quincy a été racontée avec esprit non moins qu'avec mesure par son fils, M. Edmund Quincy. L'ouvrage n'est point écrit sur le ton de cette admiration banale et sans critique qui est le défaut de presque toutes les biographies. Sans s'écarter un instant du respect qu'il doit à la mémoire paternelle, l'auteur laisse deviner qu'il n'a point

accepté l'héritage de passions aujourd'hni surannées. Assurément l'esprit aristocratique et l'esprit démocratique, qui étaient le fond et comme l'âme des premiers partis américains, se disputent encore les générations actuelles. Les républicains et les démocrates de notre temps sont bien les descendants légitimes des fédéralistes et des partisans de Jefferson; mais des deux côtés que de changements! Comme tout s'est transformé! Que de conflits oubliés et que de conflits nouveaux! M. Edmund Quincy, le fils du vieux fédéraliste, s'est enrôlé l'un des premiers dans la vaillante armée des abolitionistes. Il ne faut pas que les fils suivent aveuglément la route tracée par les pères. Dans les pays libres, la vie publique a de tels élans, l'on pourrait dire une telle intensité, que les tâches changent plus vite que les ouvriers. Josiah Quincy avait cependant vu naître et grandir les redoutables problèmes qui récemment n'ont pu être tranchés que par la guerre civile. C'est l'honneur de sa vie d'avoir toujours aperçu clairement et dénoncé courageusement les dangers de l'esclavage. Placé comme entre deux mondes et deux temps si différents, entre l'Améri-

que de Washington et celle de Lincoln, il vit se dérouler l'histoire entière des États-Unis; vaincu avec les fédéralistes, il applaudit au triomphe des abolitionistes, et vécut assez longtemps pour voir naître l'Union nouvelle.

En 1774, un jeune avocat de Boston, issu d'une famille anciennement établie dans la Nouvelle-Angleterre, partait pour Londres afin d'y rétablir sa santé ébranlée. Il voulait en même temps entrer en rapport avec ceux qui soutenaient dans le parlement anglais la cause des colonies. Il se lia bientôt avec les whigs les plus importants, et Franklin écrivait de lui en 1775 : « C'est grande pitié que sa vigueur physique ne soit point égale à la vigueur de son esprit. » Les confidences politiques qu'il reçut devaient être de nature assez grave, car il repartit précipitamment pour l'Amérique au cœur de l'hiver; sa maladie s'aggrava pendant la traversée, et le 16 avril 1775 il rendit le dernier soupir, en vue même de la côte des États-Unis. Il répéta plusieurs fois au moment d'expirer qu'il mourrait content s'il pouvait seulement causer une heure avec Adams ou Warren. Deux mois après, son ami Warren tombait à *Bun-*

ker's-Hill. Son nom est resté associé à celui de Quincy, qui mourait à trente et un ans, victime moins illustre, mais aussi courageuse, d'un ardent patriotisme. Son père, le colonel Quincy, se retira pendant la guerre à Braintree, l'un de ces petits villages bâtis sur la côte rocheuse du Massachussetts. A tout moment on attendait un débarquement des Anglais; pendant le siége de Boston la famille du colonel Quincy se réfugia plus d'une fois dans la ferme des Adams, située un peu plus loin de la mer, au pied de Penn's-Hill. La veuve de Josiah Quincy n'était pas restée à Braintree avec son beau-père, elle avait, dès le commencement des troubles, emmené son jeune enfant dans sa propre famille. La mort de son mari l'avait accablée de douleur, et avait donné à son patriotisme déjà ardent quelque chose de plus sévère, et, si on me permet le mot, de plus romain. Elle élevait durement ce petit enfant, en qui s'étaient pourtant concentrées toutes ses affections. A l'âge de trois ans, on le prenait dans son lit chaud, hiver comme été, et on le plongeait trois fois dans l'eau de la pompe. Madame Quincy employait tous les moyens pour endurcir le corps de son fils; elle cher-

chait en même temps à développer en son âme les sentiments héroïques. Elle lui représentait sans cesse la fin prématurée de son père, ce triste voyage, cette mort en face du port, et allumait ses jeunes colères contre l'Angleterre. Elle lui faisait répéter constamment, dans les vers de Pope, la scène touchante des adieux d'Andromaque et d'Hector.

A six ans, on l'envoie à l'académie d'Andover. Cet établissement avait été fondé par M. Philipps, le grand-père de madame Quincy, et par d'autres personnes de sa famille. Les Philipps se faisaient un devoir d'y envoyer leurs enfants ; d'ailleurs le petit Josiah, turbulent et tapageur, commençait à troubler le repos de son grand-père, vieillard sévère et sans complaisance pour les fantaisies d'un enfant. A Andover, le petit élève se trouva dès l'arrivée assis à côté d'un écolier de trente ans. Ce camarade singulier, nommé Cutts, avait été chirurgien dans l'armée ; il avait coupé tant bien que mal nombre de bras et de jambes, mais il avait conscience de son ignorance, et s'était résigné à donner sa démission pour venir se mettre sur les bancs d'Andover, où il demeura deux ans. Le directeur de l'académie d'An-

dover était alors le révérend Eliphalet Pearson. La discipline était des plus sévères et les enfants passaient la moitié du temps à apprendre par cœur la grammaire dite *Cheever's accidence*, un livre dont ils ne comprenaient pas un mot. La répugnance de Quincy pour le latin, dont l'étude était rendue rebutante, ne cessa que quand il aborda César et Virgile. Il resta six années à Andover, logé chez le ministre de la paroisse, M. Jonathan French, un brave homme, ancien sergent pendant la guerre, dont la famille augmentait tous les ans. La tante Richards était le personnage important de la maison ; c'était elle qui soignait les enfants, dont elle était adorée. La nourriture était simple, le ministre seul avait du pain blanc ; car le pain noir, dont tout le monde se contentait à cause de la rareté du froment, le rendait malade et l'empêchait de prêcher. Les enfants emportaient leurs encriers aux deux services du dimanche, et étaient tenus de prendre des notes pendant les sermons; aussi le dimanche, où les jeux étaient défendus, était-il le jour le plus redouté de la semaine. La politique se mêlait à tous les amusements : on avait établi en principe qu'un jouet qui

ne porterait point les treize marques fédérales serait de bonne prise.

A quatorze ans, Quincy alla terminer ses études à l'université de Cambridge, près de Boston. Il y passa quatre années, occupé de grec, de latin, de rhétorique, de logique, de métaphysique et un peu de mathématiques. En 1790, il prit le titre de bachelier et se fixa chez sa mère, à Boston, pour étudier le droit. Son ami le plus intime était Dennie, qui s'établit comme avocat à Charlestown, dans le New-Hampshire. Dennie n'avait de goût que pour les lettres, et la visite de son premier client, qui le dérangea dans une lecture, lui causa une telle irritation qu'à partir de ce moment il prit l'habitude de fermer à clé la porte de son cabinet. On conçoit qu'il ne resta pas longtemps avocat; en 1800, il fondait à Philadelphie un recueil nommé *le Portefeuille*, où Quincy inséra des lettres satiriques fort piquantes sous le nom de « Climenole » (c'est le nom donné dans le *Voyage de Gulliver* à ceux qui ont mission de tirer les habitants de Laputa de leurs rêveries scientifiques); mais Quincy ne sacrifia pas longtemps aux grâces légères de la littérature, et la politique l'absorba bientôt

dover était alors le révérend Eliphalet Pearson. La discipline était des plus sévères et les enfants passaient la moitié du temps à apprendre par cœur la grammaire dite *Cheever's accidence*, un livre dont ils ne comprenaient pas un mot. La répugnance de Quincy pour le latin, dont l'étude était rendue rebutante, ne cessa que quand il aborda César et Virgile. Il resta six années à Andover, logé chez le ministre de la paroisse, M. Jonathan French, un brave homme, ancien sergent pendant la guerre, dont la famille augmentait tous les ans. La tante Richards était le personnage important de la maison ; c'était elle qui soignait les enfants, dont elle était adorée. La nourriture était simple, le ministre seul avait du pain blanc ; car le pain noir, dont tout le monde se contentait à cause de la rareté du froment, le rendait malade et l'empêchait de prêcher. Les enfants emportaient leurs encriers aux deux services du dimanche, et étaient tenus de prendre des notes pendant les sermons; aussi le dimanche, où les jeux étaient défendus, était-il le jour le plus redouté de la semaine. La politique se mêlait à tous les amusements : on avait établi en principe qu'un jouet qui

ne porterait point les treize marques fédérales serait de bonne prise.

A quatorze ans, Quincy alla terminer ses études à l'université de Cambridge, près de Boston. Il y passa quatre années, occupé de grec, de latin, de rhétorique, de logique, de métaphysique et un peu de mathématiques. En 1790, il prit le titre de bachelier et se fixa chez sa mère, à Boston, pour étudier le droit. Son ami le plus intime était Dennie, qui s'établit comme avocat à Charlestown, dans le New-Hampshire. Dennie n'avait de goût que pour les lettres, et la visite de son premier client, qui le dérangea dans une lecture, lui causa une telle irritation qu'à partir de ce moment il prit l'habitude de fermer à clé la porte de son cabinet. On conçoit qu'il ne resta pas longtemps avocat; en 1800, il fondait à Philadelphie un recueil nommé *le Portefeuille*, où Quincy inséra des lettres satiriques fort piquantes sous le nom de « Climenole » (c'est le nom donné dans le *Voyage de Gulliver* à ceux qui ont mission de tirer les habitants de Laputa de leurs rêveries scientifiques); mais Quincy ne sacrifia pas longtemps aux grâces légères de la littérature, et la politique l'absorba bientôt

rante, Quincy se trouva naturellement poussé du côté des fédéralistes. Il épousa leur cause avec la fougue raisonnée qui était dans son tempérament. Il fit le voyage de New-York pour lier connaissance avec Alexandre Hamilton, qui était alors l'âme du parti. La conversation, à la table d'Hamilton, tomba un soir sur Aaron Burr, son rival implacable. Quincy demanda si Burr était un homme de grand talent. « Non, répondit Hamilton, son esprit est brillant, mais sans profondeur, incapable de grandes vues ou d'un continuel effort; mais, ajouta-t-il en décrivant du doigt un cercle autour de sa tête, il a une ambition qui ne sera satisfaite que quand il aura mis sur son front un diadème. » Le mépris qu'Hamilton professait ouvertement pour Aaron Burr contribua sans doute à exaspérer ce dernier et à amener le duel fatal où le grand fédéraliste devait perdre la vie.

A Philadelphie, Quincy se mit en rapport avec le vice-président Adams; il y rencontra Talleyrand, alors en exil. L'ancien évêque d'Autun, le futur prince de Bénévent ne goûtait sans doute pas beaucoup la « cité des amis »; il disait en 1815 à une dame américaine qui lui rappelait les bals de Phila-

pulaire ; mais les politiques qui avaient le moins de confiance dans la sagesse du peuple et qui étaient le plus pénétrés des difficultés du gouvernement s'efforçaient d'organiser au sein d'une démocratie un système de forces semblables à celles qui se font équilibre dans l'antique constitution anglaise. Ils désiraient opposer aux passions de la multitude un pouvoir exécutif armé d'une puissante prérogative, à la souveraineté du nombre celle des États. Les démocrates au contraire, moins doctrinaires, plus affamés de grandeur nationale, plus confiants dans le peuple, voulaient entraver le moins possible l'exercice de sa volonté. Ils craignaient que l'unité nouvelle ne fût compromise, si l'on accordait aux divers États des priviléges constitutionnels trop importants ou trop nombreux. Les premiers, sans l'avouer, gardaient pour idéal la constitution anglaise ; les seconds, qui étaient non-seulement des ennemis, mais des contempteurs de l'Angleterre, embrassaient avec ardeur les idées de la révolution française. Par son éducation universitaire, par sa famille, par les idées qu'il avait contractées dans la société de Boston, en tout temps un peu aristocratique et intolé-

avec l'Angleterre, les imprudences du citoyen Adet, l'envoyé du directoire français, les insolentes prétentions de la marine anglaise, fournissaient d'amples éléments à la passion des partis. L'ardeur politique de Quincy est telle qu'elle ne lui laissait guère du temps pour sa profession ou pour le plaisir. On en aura la preuve par l'histoire de son mariage, qui montre bien au reste l'originalité de ce caractère entier, tout d'impulsion et pourtant si obstiné. Un soir, on le présente chez un de ses oncles à une jeune demoiselle de New-York, miss Morton, dont il n'avait jamais entendu parler. Agréable sans être belle, elle ne fit d'abord, c'est lui qui le confesse, aucune impression sur Quincy. Un de ses amis le consulte sur une affaire, et il se retire avec lui dans une pièce voisine. Là, tout en discutant, il entend chanter une romance de Burns. Il écoute, il est saisi par le timbre d'une voix jeune et touchante, il jette les papiers qu'on lui a donnés et retourne au salon. Miss Morton, car c'était elle, chante encore à plusieurs reprises. Il cause avec elle, cette fois avec intérêt, et apprend qu'elle va prochainement quitter Boston. Il la revoit tous les

delphie : « Oui, les Américains sont un peuple hospitalier, un peuple magnanime, et ils sont destinés à être une grande nation, mais leur luxe est affreux! » — Il restait à Quincy à faire la connaissance du président Washington. Il lui fut présenté peu après. Le président à cette époque avait encore une façon de cour, et personne n'était admis en sa présence sans être amené par un membre du cabinet. Tous les quinze jours, Washington avait un *lever;* il recevait les visiteurs dans le costume où l'a représenté Stuart : habit à la française, jabot de dentelle, culotte et bas de soie; quand les invités l'avaient salué, ils se rangeaient en cercle dans le salon. Le président faisait le tour et causait un moment avec chaque personne. Voici la description que Quincy donne de l'illustre général : « Un peu raide, de manières étudiées, pas très à l'aise en face d'étrangers. Il avait la mine d'un gentilhomme campagnard peu habitué au mouvement du monde, parfaitement courtois, mais sans aisance dans les allures et la conversation, sans grâce dans les mouvements et la démarche. »

La place de Quincy est désormais prise parmi les fédéralistes. Le traité de commerce conclu par Jay

avait été pour lui « mère et père, sœur et frère, une combinaison de toutes les affections humaines, » ne rejeta néanmoins qu'un instant Quincy dans l'obscurité de la vie privée. Les événements l'en tirèrent violemment. Entre la France et l'Angleterre, les États-Unis étaient comme entre l'enclume et le marteau. Talleyrand, retourné en France, répétait au directoire que la république américaine pouvait être traitée avec aussi peu de cérémonie que Gênes ou que Venise ; aussi le directoire ne lui épargnait-il aucune insulte. Irrité du triomphe des *fédéralistes*, qui avaient réussi à porter Adams à la présidence, le gouvernement français saisit et confisque les navires américains sous les moindres prétextes, et accuse incessamment l'Union de violer la neutralité. Il ordonne qu'on traite comme pirates les matelots américains trouvés à bord des navires anglais, même s'ils déclarent qu'ils sont des victimes de la *presse*. Il oppose au commerce des États-Unis les entraves les plus gênantes, et rend la neutralité de plus en plus difficile et plus onéreuse. Le président Adams envoie à Paris Pinckney, Marshall et Gerry, pour essayer de s'entendre avec le directoire. Toutes les

ouvertures sont repoussées, et bientôt les deux républiques sont à la veille d'en venir aux armes.

C'est au milieu de cette agitation que Quincy fut choisi par les fédéralistes comme candidat au congrès à l'élection du mois de novembre 1800. Il n'avait encore que vingt-huit ans. Il obtint la majorité à Boston; mais son adversaire triompha, grâce aux villages et aux petites villes du voisinage. La défaite des fédéralistes, dans la ville qui était leur principale citadelle, était causée par des dissensions intérieures. Le parti de Hamilton désirait ardemment la guerre avec la France par haine des excès de la révolution et par sympathie pour l'Angleterre. Adams, porté au pouvoir par ce parti, se considéra moins comme son instrument que comme un arbitre et comme le représentant de la nation. Il eut le courage si rare de résister à ses amis. Il ne craignit pas de pousser aux dernières limites la condescendance envers le directoire, et il avait, à force de modération, arraché à M. de Talleyrand la promesse qu'un nouveau ministre envoyé à Paris y recevrait l'accueil dû à son rang. Les rapports diplomatiques allaient donc se renouer. Beaucoup de fédéralistes regardè-

rent le président de leur choix comme un traître, et de ce moment date la décomposition d'une école politique qui avait jusqu'alors gardé le pouvoir et joué le premier rôle. L'histoire ne saurait blâmer Adams d'avoir cherché par tous les moyens possibles à éviter la guerre avec une puissance qui naguère avait prêté aux États-Unis un si généreux concours et les avait aidés à conquérir l'indépendance. Il respectait encore la France, quand son gouvernement avait cessé d'être respectable. Sa modération préserva l'Amérique d'une lutte que rien n'aurait pu rendre glorieuse.

Ces divisions des fédéralistes préparèrent l'avénement des démocrates, qui triomphèrent en 1801 en portant Jefferson au fauteuil de la présidence. Quincy entra en 804 dans le sénat de l'État de Massachussetts; il n'y resta que bien peu de temps, et la même année il fut nommé député au congrès. Au moment où Quincy entrait dans la grande politique, son parti était en complet désarroi. Les fédéralistes n'avaient que sept voix au sénat, y compris celle de John Quincy Adams, qui devait bientôt se retirer de la scène, et que vingt-cinq voix dans la chambre des

représentants. La marée démocratique avait monté avec une rapidité inouïe. Les partisans de Jefferson triomphaient des victoires de Napoléon, alors à l'apogée de la gloire, et que par une illusion étrange ils regardaient toujours comme le représentant de la révolution française. Celui-ci avait vendu en 1803 la Louisiane aux États-Unis, et par suite de cette acquisition la république américaine se trouvait presque en état d'hostilité avec l'Espagne, qui ne consentait pas à voir les Français disposer ainsi d'une possession qu'elle avait perdue depuis si peu de temps. Le commerce neutre avait enrichi les États-Unis jusqu'en 1805, la marine américaine avait transporté pendant la guerre tous les produits des colonies françaises, hollandaises, espagnoles; mais le gouvernement anglais voyait avec jalousie se développer cette marine rivale, et les cours de l'amirauté commençaient à exercer avec une provoquante rigueur les droits des belligérants. De tous côtés naissaient les périls, car la France et l'Espagne, en dépit des avantages que leur assurait la neutralité des États-Unis, inquiétaient son commerce, et ne résistaient pas toujours à la tentation de saisir,

sous les prétextes les plus futiles, les riches navires qui couraient les mers sous le pavillon étoilé.

Jefferson signala ces dangers dans son message de 1805; mais, fidèle aux doctrines de son parti, qui s'était toujours montré systématiquement hostile aux armements, il demanda seulement la permission de construire quelques canonnières pour la défense éventuelle des côtes et de mettre un peu d'ordre dans l'organisation de la milice. En dépit de leurs sympathies anglaises, les fédéralistes prirent dans les discussions des chambres une attitude plus martiale. Dès son arrivée à Washington, nous voyons Quincy critiquer dans sa correspondance la faiblesse de Jefferson. Ses lettres respirent une inimitié profonde contre ce grand homme, une sorte d'antipathie instinctive, fortifiée par la passion politique. Il écrivait en parlant de lui : « Aussitôt qu'il entra dans le cabinet de Washington en qualité de secrétaire d'État, Jefferson commença ses attaques insidieuses contre les chefs du parti fédéral, notamment contre Adams et Hamilton. Il traitait tous les fédéralistes de *tories*, d'ennemis de la république, de partisans anglais, et les accusait de vouloir chan-

représentants. La marée démocratique avait monté avec une rapidité inouïe. Les partisans de Jefferson triomphaient des victoires de Napoléon, alors à l'apogée de la gloire, et que par une illusion étrange ils regardaient toujours comme le représentant de la révolution française. Celui-ci avait vendu en 1803 la Louisiane aux États-Unis, et par suite de cette acquisition la république américaine se trouvait presque en état d'hostilité avec l'Espagne, qui ne consentait pas à voir les Français disposer ainsi d'une possession qu'elle avait perdue depuis si peu de temps. Le commerce neutre avait enrichi les États-Unis jusqu'en 1805, la marine américaine avait transporté pendant la guerre tous les produits des colonies françaises, hollandaises, espagnoles; mais le gouvernement anglais voyait avec jalousie se développer cette marine rivale, et les cours de l'amirauté commençaient à exercer avec une provoquante rigueur les droits des belligérants. De tous côtés naissaient les périls, car la France et l'Espagne, en dépit des avantages que leur assurait la neutralité des États-Unis, inquiétaient son commerce, et ne résistaient pas toujours à la tentation de saisir,

à se plaindre de Jefferson. Il était ainsi l'allié des fédéralistes, qui, en raison de leur faiblesse, avaient été contraints de le reconnaître comme le chef de l'opposition.

Jefferson, ennemi déclaré de la guerre, avait imaginé contre l'Angleterre un genre nouveau d'hostilités pacifiques : aux prétentions et aux brutalités de la Grande-Bretagne, il opposa un système d'inertie et de restrictions commerciales. Défense fut faite à la marine américaine d'entrer dans les ports de l'Angleterre et de transporter ses produits. Cette prohibition pouvait amener la guerre ; aussi les fédéralistes demandèrent avec instance qu'on fît quelques armements. Quincy prononça sur cette question son premier discours important le 15 avril 1806. Il parla au nom des populations de la Nouvelle-Angleterre, dont les côtes, semées de villes nombreuses, allaient être laissées sans défense ; il dénonça l'égoïsme des députés du sud, qui, protégés dans les solitudes de l'intérieur, ne voulaient rien faire pour la protection des États du nord. L'hostilité entre les deux grandes sections de l'Union, cette hostilité que nous avons vu éclater naguère et

ger le gouvernement fédéral en monarchie... Je suis venu à Washington abhorrant le caractère de Jefferson. Je refusai plusieurs invitations à la Maison-Blanche; ces refus, en même temps que ma conduite au congrès, donnèrent à comprendre à M. Jefferson que je n'avais point le désir que ces invitations fussent renouvelées. »

L'humeur qui respire en ces lignes rapprocha Quincy de John Randolph, un tory virginien d'une singulière violence et d'un très-grand talent, autant du moins que pouvait le permettre le mépris non affecté que ce dernier professait pour tout ce qui venait du nord et de la Nouvelle-Angleterre. Randolph respectait dans Quincy un orgueil aussi intraitable que le sien. Il avait coutume d'aller à la chambre en culottes et en bottes à revers, avec son habit de cheval et sa cravache. Son éloquence fantasque, aisée, passionnée, le rendait très-redoutable; mais il ne sut jamais se discipliner, et, n'ayant en vue que les intérêts de la Virginie, il ne devint jamais l'âme d'un grand parti national. Au moment où Quincy entrait à la chambre, Randolph y dirigeait une fraction de mécontents qui pensaient avoir

défendu à toutes les nations de commercer avec ses ennemis. Les États-Unis eux-mêmes n'avaient pas été soustraits par leur neutralité au système du blocus continental ; toute marchandise anglaise, sous quelque pavillon qu'elle fût transportée, était déclarée de bonne prise. Peu après le gouvernement anglais répondit par les *ordres du conseil*, qui prohibaient tout commerce direct avec la France ou ses colonies, et imposaient aux navires qui se livreraient à ce commerce l'obligation de toucher à un port anglais. A ces ordres, par lesquels l'Angleterre s'arrogeait le monopole commercial, Napoléon répondit par le décret de Milan, et déclara de bonne prise tout navire qui se soumettrait aux règles anglaises. Depuis le commencement de la guerre, la marine anglaise réclamait le droit de visiter les vaisseaux marchands sur toutes les mers et d'y arrêter tout matelot sujet du roi George. Durant le court ministère des whigs, en 1806, le commerce américain respira un moment : James Monroe et Pinckney conclurent avec lord Grenville un traité aux termes duquel le droit de visite ne devait être exercé que dans les cas où il y aurait une forte présomption

le trouver des déserteurs anglais à bord des navires américains ; mais Jefferson refusa de ratifier le traité conclu par ses envoyés, et dans cette circonstance critique il usa de la plénitude de sa prérogative, car il ne consulta ni le sénat, ni même son cabinet, et se mit seulement d'accord avec M. Madison, son secrétaire d'État. Nous ne pouvons le blâmer de cette conduite ; reconnaître le droit de visite, comme l'entendait alors l'Angleterre, même sous une forme mitigée, n'était pas digne d'une grande nation. C'était livrer le commerce américain à l'arbitraire des capitaines anglais et se préparer ainsi de perpétuels embarras. Les fédéralistes et Quincy avec eux ne voulurent voir dans le *veto* de Jefferson qu'une marque de condescendance envers le souverain de la France : grands partisans en théorie de la prérogative présidentielle, ils accusèrent injustement le président d'excès de pouvoir et d'usurpation.

L'affaire dite du *Chesapeake* avait porté au comble l'exaspération du peuple américain. Au mois de juin 1805, l'amiral anglais Berkeley, commandant la station de l'Amérique du Nord, fatigué de voir dé-

serter ses matelots, ordonna à tous les officiers de sa flotte de chercher le vaisseau américain *Chesapeake*, et de le visiter pour y reprendre les déserteurs anglais. Le capitaine Humphries, du *Léopard*, suivit le *Chesapeake*, qui se rendait à la station de la Méditerranée; il l'arrêta en pleine mer, et, sur le refus du capitaine américain de se soumettre à la visite, il fit tirer le canon. Trois hommes furent tués et huit blessés à bord du *Chesapeake*, où rien n'était préparé pour la défense et qui dut amener son pavillon. Le capitaine anglais arrêta quatre matelots, en pendit un et enrôla les trois autres dans son propre équipage, bien qu'ils fussent Américains. Le gouvernement anglais désavoua peu après l'amiral Berkeley, et offrit de rendre les trois matelots; mais la juste colère du peuple américain ne put être apaisée par ces vains témoignages d'un regret qu'il ne croyait pas sincère, et Jefferson ne fit qu'obéir au sentiment national en rejetant un traité qui reconnaissait le principe du droit de visite. Il est des circonstances où une nation doit mettre son honneur au-dessus des intérêts les plus pressants.

Une session extraordinaire fut ouverte en ce

de trouver des déserteurs anglais à bord des navires américains; mais Jefferson refusa de ratifier le traité conclu par ses envoyés, et dans cette circonstance critique il usa de la plénitude de sa prérogative, car il ne consulta ni le sénat, ni même son cabinet, et se mit seulement d'accord avec M. Madison, son secrétaire d'État. Nous ne pouvons le blâmer de cette conduite; reconnaître le droit de visite, comme l'entendait alors l'Angleterre, même sous une forme mitigée, n'était pas digne d'une grande nation. C'était livrer le commerce américain à l'arbitraire des capitaines anglais et se préparer ainsi de perpétuels embarras. Les fédéralistes et Quincy avec eux ne voulurent voir dans le *veto* de Jefferson qu'une marque de condescendance envers le souverain de la France : grands partisans en théorie de la prérogative présidentielle, ils accusèrent injustement le président d'excès de pouvoir et d'usurpation.

L'affaire dite du *Chesapeake* avait porté au comble l'exaspération du peuple américain. Au mois de juin 1805, l'amiral anglais Berkeley, commandant la station de l'Amérique du Nord, fatigué de voir dé-

autant qu'il l'a jamais été. Il a le droit d'avoir son opinion comme j'ai le droit d'avoir la mienne. Il se sépare de ses amis politiques et on l'accable d'injures. Ne nous joignons point à ces attaques. »

Les discours de Quincy sur les questions soulevées par la politique de Jefferson sont très-remarquables. Ils ont une trame serrée, une puissante logique, un choix de mots et une noblesse qui ne vont cependant jamais jusqu'à la rhétorique. Il ne craint pas de dire au peuple américain ses vérités. « Nous ne sommes qu'une jeune nation. Toute notre existence nationale n'a été qu'une série non interrompue de prospérités. Les misères de la révolution n'étaient que les angoisses de l'enfantement. Craignons d'être étourdis par notre bonne fortune et d'attribuer nos succès à notre sagesse plutôt qu'au cours des événements et à un entraînement de circonstances sur lesquelles nous n'avions aucune influence. » Il n'avait pas de peine à démontrer combien l'isolement des États-Unis et la ruine de la marine américaine seraient choses fatales, combien une nation se trompait sur son importance relative quand elle croyait que son commerce ou son existence était d'une im-

portance suprême pour l'univers. Il comparait plaisamment l'Amérique interrompant volontairement ses rapports avec le reste du monde, à un individu qui croirait se venger de ses ennemis en cessant de parler. Toutes les fois qu'il plaidait pour le commerce, on voit qu'il pensait à ses braves marins du Massachussetts. Son éloquence prenaita lors une certaine saveur âpre et familière; il plaisantait agréablement sur les idylles des députés, qui ne parlaient qu'agriculture, vie des champs, troupeaux, et allaient jusqu'à regretter que les États-Unis eussent des ports et des vaisseaux. Il parlait à ces Théocrites d'une nouvelle espèce de gens habitués à vivre sur la mer, à ne se soucier d'autres moutons que de ceux qui étaient tenus sur le pont d'un vaisseau pour être mangés, à ne regarder la terre que comme un refuge contre la tempête; mais en général son ironie était plutôt tragique. Tous ses discours ont un ton noble et grondeur; jamais la raison haute, la sagesse un peu raide et pédante des fédéralistes, n'avaient trouvé une plus complète expression.

Avant de s'ajourner, le congrès vota une loi qui autorisait le président à suspendre l'*embargo*, si la

paix était conclue en Europe, ou si les puissances belligérantes donnaient des garanties sérieuses aux neutres. Ces espérances ne furent point réalisées, et les effets de l'*embargo* ne répondirent point à l'attente des démocrates. Cette mesure assura seulement le monopole de l'Angleterre, qui, depuis l'invasion de la péninsule par Napoléon, s'était emparée de tout le commerce de l'Espagne, du Portugal et de leurs colonies. Le ministère anglais avait refusé de retirer les ordres du conseil, et Canning avait donné à son refus la forme la plus hautaine et la plus blessante. Napoléon avait au contraire accueilli l'*embargo* avec faveur, et, pour faire mine de mieux se prêter aux intentions du gouvernement américain, il avait ordonné, le 17 avril 1808, par le décret de Bayonne, de saisir dans les ports français tous les vaisseaux américains qui pourraient s'y trouver, en dépit des remontrances de l'envoyé américain, le général Armstrong. On répondit à ses protestations que nul vaisseau américain n'avait dû prendre la mer après l'*embargo*, et que tous ceux qui portaient encore le pavillon américain étaient des navires anglais déguisés, que le décret de Milan permettait de confisquer.

portance suprême pour l'univers. Il comparait plaisamment l'Amérique interrompant volontairement ses rapports avec le reste du monde, à un individu qui croirait se venger de ses ennemis en cessant de parler. Toutes les fois qu'il plaidait pour le commerce, on voit qu'il pensait à ses braves marins du Massachussetts. Son éloquence prenaita lors une certaine saveur âpre et familière; il plaisantait agréablement sur les idylles des députés, qui ne parlaient qu'agriculture, vie des champs, troupeaux, et allaient jusqu'à regretter que les États-Unis eussent des ports et des vaisseaux. Il parlait à ces Théocrites d'une nouvelle espèce de gens habitués à vivre sur la mer, à ne se soucier d'autres moutons que de ceux qui étaient tenus sur le pont d'un vaisseau pour être mangés, à ne regarder la terre que comme un refuge contre la tempête; mais en général son ironie était plutôt tragique. Tous ses discours ont un ton noble et grondeur; jamais la raison haute, la sagesse un peu raide et pédante des fédéralistes, n'avaient trouvé une plus complète expression.

Avant de s'ajourner, le congrès vota une loi qui autorisait le président à suspendre l'*embargo*, si la

dans le parti vainqueur. Ces dissensions éclatèrent à propos d'un bill où l'on vota l'armement de cinq frégates de guerre contrairement aux vœux de Jefferson. Le président s'était vu forcé à regret, pour satisfaire l'opinion, de demander au congrès l'autorisation d'enrôler 40 000 hommes de milice. On commençait à parler de l'invasion du Canada, d'une levée de 50 000 volontaires. Jefferson se décida enfin à retirer l'*embargo*, mais il le remplaça par un système mixte dit du *non-intercourse*, qui ne libérait pas entièrement le commerce américain, mais le dégageait du moins des entraves les plus gênantes, surtout en ce qui concernait le cabotage.

Un incident fera bien ressortir le caractère de Quincy. Le général Benjamin Lincoln avait été nommé par Washington collecteur du port de Boston. Vieux et infirme, il offrit à Jefferson sa démission en 1806. Cette démission ne fut point acceptée ; Jefferson voulait laisser passer deux ans afin de disposer de cette place en faveur du général Dearborn à l'expiration de sa carrière ministérielle. Quincy dénonça cette combinaison au congrès, accusa Jefferson de favoritisme, et réclama une enquête qui devait précéder

La guerre contre l'*embargo* continua pendant la session suivante. Les discours de Quincy soulevèrent une véritable rage dans le camp démocratique. Il montrait Jefferson entre l'Angleterre, qui défendait aux États-Unis de commercer avec la France, et la France qui leur défendait de commercer avec l'Angleterre, obéissant à l'une et à l'autre interdiction, et servant à la fois George et l'empereur. Dans la session précédente, un fédéraliste nommé Gardenier avait été provoqué en duel par un démocrate nommé Campbell, et blessé très-gravement. Quincy pouvait chaque jour s'attendre à quelque outrage, mais nulle crainte ne l'arrêtait. Il avait des audaces très-heureuses : à un maître d'esclaves du sud qui lui reprochait de ne parler qu'au nom des gens qui faisaient « du bœuf et du porc, du beurre et du fromage, des pommes de terre et des choux, » il répondait qu'il en était plus fier que s'il représentait des producteurs de coton, de riz et de tabac, car « tout ce que produisent ceux que je représente, ils l'obtiennent par leur propre travail et à la sueur de leurs propres fronts ». Le mécontentement public causé par l'*embargo* amena bientôt des divisions

l'insulte et aux provocations, planteurs habitués à être obéis sur un signe, orateurs de l'ouest, à demi sauvages et sans culture, avocats de village habitués à la langue grossière des réunions électorales, gens prêts à tout, qui faisaient dire au fier Virginien Randolph : « Ces messieurs du nord croient pouvoir nous gouverner avec nos esclaves noirs, mais nous les gouvernerons avec leurs esclaves blancs. »

La substitution du *non-intercourse* à l'*embargo* avait été le dernier acte politique de l'administration de Jefferson. Le 4 mars 1809, James Madison lui succédait à la présidence. Tous les partis étaient mécontents du système restrictif : on était obligé de reconnaître qu'il avait fait plus de mal aux États-Unis qu'à la Grande-Bretagne; mais comment réparer les désastres causés par l'*embargo?* Comment résister à l'Angleterre sans armée, sans marine digne de ce nom? On ne voyait d'autre moyen que l'invasion du Canada. Madison cependant n'encourageait point ce projet. Se tenir aussi près que possible de la politique de Jefferson demeura sa règle et sa conduite. De sa solitude de Monticello, le grand homme gouvernait encore. Il avait une foi inébranlable dans l'avenir de

une mise en accusation du président. Cette motion n'obtint qu'une voix, qui était la sienne propre; mais l'objet qu'il avait en vue fut atteint. La démission du général Lincoln fut acceptée, et on lui donna immédiatement un successeur. Des attaques aussi personnelles exaspéraient plus les démocrates que des discussions constitutionnelles. Dès cette époque, au reste, la violence des passions politiques et l'insolence des gens du sud, qui se considéraient comme des maîtres à Washington, rendaient le séjour de la capitale peu agréable aux députés du nord. « Il est impossible, écrivait plus tard Quincy, d'imaginer dans quel isolement et dans quelle désolation d'esprit je passai ces deux années. » Loin de sa famille, séparé de tous les siens, il n'avait que quelques rares amis. La conversation tournait en tous lieux à la politique, aux débats des chambres, qu'il aurait voulu un instant oublier. Il n'y avait à Washington que des maîtres d'esclaves et des fonctionnaires. Les rapports de Quincy avec les amis de l'administration étaient polis, mais glacés. Les meneurs du parti démocrate étaient des hommes violents, de manières insolentes, arrogants, toujours prêts à

doute bien surpris les fondateurs de l'Union, si on leur eût dit qu'on verrait un jour à Washington des représentants de l'Orégon et de la Californie avec ceux de la Virginie et du Massachussetts. Il n'est pas douteux que le rêve de leur ambition ne dépassait point les limites de la chaîne des Alleghanys et qu'ils ne prétendaient point à l'empire de tout le continent. En favorisant à une période postérieure la création incessante de nouveaux États, les démocrates eurent moins pour but de grandir la république que de fortifier l'institution de l'esclavage en lui ouvrant sans cesse de nouveaux espaces, en lui assurant une représentation de plus en plus nombreuse et prépondérante au sénat. On comprend aisément quelles durent être les angoisses et les colères des fédéralistes quand pour la première fois ils virent rompre l'équilibre politique entre le nord et le sud. L'admission de la Louisiane soulevait les plus graves questions constitutionnelles. Quincy, fidèle aux doctrines de son parti, défendit avec beaucoup d'énergie la théorie de la limitation du nombre des États. Il ne dépendait pas, selon lui, du caprice d'une assemblée d'altérer la nature du pacte fédéral en introdui-

son pays. Il le voulait pacifique ; pour le moment, il suffisait de ne point offenser Bonaparte, qui semblait s'élever à l'empire universel. Il fallait opposer une inertie absolue aux prétentions de l'Angleterre, aussi puissante sur mer que l'empereur l'était sur terre. Malheureusement Madison, qui s'était fait l'exécuteur de cette politique de temporisation, était loin d'avoir sur le parti démocratique l'autorité presque sans limites dont avait joui Jefferson. Il laissait flotter les rênes que Jefferson avait tenues d'une main ferme. Les propositions les plus absurdes, comme il arrive dans les cas où le pouvoir exécutif n'exerce plus aucune initiative, étaient chaque jour discutées par le congrès, et Quincy n'y prenait plus qu'une part assez indifférente pour en démontrer à l'occasion l'inanité.

Par un point cependant, la session de 1810 à 1811 tient une place importante dans l'histoire du congrès américain. Pour la première fois il fut question de créer des États nouveaux, non plus dans le territoire qui dépendait des États-Unis au moment de la signature du pacte fédéral, mais en dehors des limites du domaine national primitif. On eût sans

serter ses matelots, ordonna à tous les officiers de sa flotte de chercher le vaisseau américain *Chesapeake*, et de le visiter pour y reprendre les déserteurs anglais. Le capitaine Humphries, du *Léopard*, suivit le *Chesapeake*, qui se rendait à la station de la Méditerranée; il l'arrêta en pleine mer, et, sur le refus du capitaine américain de se soumettre à la visite, il fit tirer le canon. Trois hommes furent tués et huit blessés à bord du *Chesapeake*, où rien n'était préparé pour la défense et qui dut amener son pavillon. Le capitaine anglais arrêta quatre matelots, en pendit un et enrôla les trois autres dans son propre équipage, bien qu'ils fussent Américains. Le gouvernement anglais désavoua peu après l'amiral Berkeley, et offrit de rendre les trois matelots; mais la juste colère du peuple américain ne put être apaisée par ces vains témoignages d'un regret qu'il ne croyait pas sincère, et Jefferson ne fit qu'obéir au sentiment national en rejetant un traité qui reconnaissait le principe du droit de visite. Il est des circonstances où une nation doit mettre son honneur au-dessus des intérêts les plus pressants.

Une session extraordinaire fut ouverte en ces

course n'avaient pourtant arraché à l'Angleterre aucune concession, et avaient complétement ruiné le commerce américain. Les démocrates ardents, conduits par Clay et par Calhoun, n'avaient que des mépris mal déguisés pour les théories philanthropiques et pacifiques de Jefferson, et préparaient les esprits à la guerre. L'opinion publique les soutenait et poussait lentement à la toute-puissance ce parti nouveau qui devait régner jusqu'à l'avénement du parti républicain. En face de ces nouveaux adversaires, jeunes, éloquents, pleins d'ardeur, serviteurs de l'administration, mais serviteurs hautains prêts à devenir des maîtres, l'embarras des fédéralistes était grand. La crainte de la guerre avec l'Angleterre les aveuglait au point de leur faire oublier leurs anciens principes. En tout temps, ils s'étaient fait gloire de demander une puissante marine militaire; maintenant que Clay et Calhoun parlaient de remettre la marine américaine en état, ils s'alarmaient de ces projets. Ils avaient fièrement demandé que la marine marchande pût s'armer et se défendre elle-même sur les mers; mais ils s'étaient singulièrement refroidis depuis que leurs adversaires avaient

repris cette proposition. Il faut rendre à Quincy cette justice qu'en cette circonstance il resta fidèle aux idées qu'il avait maintes fois défendues au congrès contre les démocrates. Il encourut la disgrâce de quelques-uns de ses amis en votant pour l'augmentation de la marine fédérale et pour les lois qui permirent au président de lever des volontaires et de mettre en état tous les navires qui valaient la peine d'être réparés. Il écrivait alors que les fédéralistes, en abandonnant les vues de Washington, qui avait toujours voulu que son pays eût une protection suffisante, perdaient « leur caractère national ». Le 25 janvier 1812, Quincy, agissant cette fois de concert avec Calhoun, démontra au congrès la nécessité d'augmenter la marine de guerre et de se préparer à une lutte qui pouvait devenir nécessaire. Ce discours, animé d'un souffle large et patriotique, entraîna le congrès tout entier, et marqua pour Quincy le seul jour de popularité qu'il eut jamais à Washington. Sa correspondance le montre à ce moment retenu par un sentiment d'honneur dans le parti des fédéralistes, mais dégoûté de leurs fautes, de leurs inconséquences et de leurs faiblesses. Quel-

ques-uns de ses anciens amis se défiaient de lui. Il n'était plus assez Anglais à leur gré. Il avait toujours eu pour l'Angleterre une sympathie réelle; mais, disait-il, « les Anglais nous regardent comme une nation étrangère, nous devons les regarder de même ».

La guerre approchait. Clay était l'âme du parti belliqueux. Hardi, présomptueux, ambitieux, il avait encore l'éloquence rude et sans art des cours de comté du Kentucky, et n'avait pas encore cette pureté de langage et ces formes étudiées qu'il acquit plus tard au contact et dans la familiarité d'hommes cultivés. Son autorité n'en était pas moins dès lors bien établie, et personne n'eut une plus grande part aux luttes qui décidèrent la guerre en 1812 entre les États-Unis et l'Angleterre. Madison y résistait encore; il avait, à force d'obsessions, obtenu de [illegible]
ministres qu'on essaierait d'un [illegible]
limité à soixante jours, avant d'[illegible]
nières extrémités. Quincy, [illegible]
Calhoun, dépêche immédiat[illegible]
ton, pour y porter l'import[illegible]
ciants de cette ville furent, [illegible]
avant ceux de Baltimore; ils [illegible]

dans le parti vainqueur. Ces dissensions éclatèrent à propos d'un bill où l'on vota l'armement de cinq frégates de guerre contrairement aux vœux de Jefferson. Le président s'était vu forcé à regret, pour satisfaire l'opinion, de demander au congrès l'autorisation d'enrôler 40 000 hommes de milice. On commençait à parler de l'invasion du Canada, d'une levée de 50 000 volontaires. Jefferson se décida enfin à retirer l'*embargo*, mais il le remplaça par un système mixte dit du *non-intercourse*, qui ne libérait pas entièrement le commerce américain, mais le dégageait du moins des entraves les plus gênantes, surtout en ce qui concernait le cabotage.

Un incident fera bien ressortir le caractère de Quincy. Le général Benjamin Lincoln avait été nommé par Washington collecteur du port de Boston. Vieux et infirme, il offrit à Jefferson sa démission en 1806. Cette démission ne fut point acceptée ; Jefferson voulait laisser passer deux ans afin de disposer de cette place en faveur du général Dearborn à l'expiration de sa carrière ministérielle. Quincy dénonça cette combinaison au congrès, accusa Jefferson de favoritisme, et réclama une enquête qui devait précéder

ques-uns de ses anciens amis se défiaient de lui. Il n'était plus assez Anglais à leur gré. Il avait toujours eu pour l'Angleterre une sympathie réelle; mais, disait-il, « les Anglais nous regardent comme une nation étrangère, nous devons les regarder de même ».

La guerre approchait. Clay était l'âme du parti belliqueux. Hardi, présomptueux, ambitieux, il avait encore l'éloquence rude et sans art des cours de comté du Kentucky, et n'avait pas encore cette pureté de langage et ces formes étudiées qu'il acquit plus tard au contact et dans la familiarité d'hommes cultivés. Son autorité n'en était pas moins dès lors bien établie, et personne n'eut une plus grande part aux luttes qui décidèrent la guerre en 1812 entre les États-Unis et l'Angleterre. Madison y résistait encore ; il avait, à force d'obsessions, obtenu de ses ministres qu'on essaierait d'un nouvel *embargo*, limité à soixante jours, avant d'en venir aux dernières extrémités. Quincy, secrètement averti par Calhoun, dépêche immédiatement un envoyé à Boston, pour y porter l'importante nouvelle. Les négociants de cette ville furent, grâce à son zèle, avertis avant ceux de Baltimore; ils se dépêchèrent de rem-

plir leurs navires et de leur faire prendre la mer avant le terme fatal où les ports allaient être refermés. Malgré le service que Quincy rendit au commerce de Boston, les fédéralistes du Massachussetts, partisans de la paix à tout prix, blâmèrent vivement l'attitude que Quincy avait prise au congrès. Ils s'emportèrent contre leur député en reproches qui blessèrent profondément sa susceptibilité hautaine; ils l'accusèrent de sacrifier son parti et de pactiser secrètement avec l'administration. Quincy fut très-sensible à ces attaques, et c'est à ce moment qu'il prit la résolution de quitter le congrès et de renoncer aux affaires publiques. Cette abdication préméditée montre bien qu'il y avait chez lui un fonds de faiblesse sous des dehors si fermes et si vigoureux, car la position intermédiaire qu'il avait prise entre les démocrates et ses propres amis lui assurait une importance qui eût grandi s'il avait eu plus de constance. Ennemi de la guerre, mais prêt à la faire pour l'honneur et l'indépendance des États-Unis, sans haine contre l'Angleterre, mais décidé à résister à d'injustes prétentions, il représentait à ce moment les véritables intérêts de son pays.

mais, quand toute espérance est perdue, ils se développent comme ces plantes qui trouvent un chemin à travers des pierres disjointes.

Quincy resta pourtant encore à Washington pendant la session de 1812 à 1813. Son parti était pris, il n'avait plus rien à ménager. Ses discours à cette époque respirent cette froide résolution qu'on puise dans le renoncement, et une amertume où se concentraient toutes les colères qu'il avait accumulées pendant huit années contre les insolents maîtres de Washington. Celui de ces discours qui eut le plus de retentissement avait trait à l'invasion alors projetée du Canada. Quincy affirma qu'en encourageant ces projets l'administration avait surtout en vue de créer une charge de lieutenant général pour Monroe. Il dénonça l'invasion comme une folie cruelle et inutile, car elle n'obligerait point à la paix une nation aussi fière que l'Angleterre. Le parti démocratique ne cherchait, selon lui, dans des complications nouvelles qu'un moyen de perpétuer son ascendant. Il fit une revue de toute la politique de ses ennemis, et montra l'Union entière asservie aux ambitions et aux projets de l'oligarchie du sud. L'autorité poli-

tique était déjà concentrée dans les mains des Virginiens; il ne leur manquait plus que l'autorité militaire, de grands commandements à distribuer, des armées à diriger. Des attaques aussi directes, aussi personnelles, poussèrent au comble la fureur des démocrates. Aussi ne lâcha-t-on pas contre lui la horde des orateurs de second ordre. Henry Clay lui-même, le président de la chambre, descendit dans la lice. Sa philippique dura trois jours entiers. Il voulait, dit-on, forcer Quincy à un duel. *Il* y a dans sa longue diatribe une éloquence presque sauvage. Il rappela la proposition que Quincy avait faite autrefois pour mettre Jefferson en jugement, proposition qui n'avait obtenu qu'une voix. Ce vote solitaire devait assurer à Quincy, à côté de l'immortalité glorieuse de Jefferson, une immortalité d'infamie, l'immortalité de Ravaillac et de Caïn. Il alla enfin jusqu'à dire : « Le député du Massachussetts souille la place qu'il occupe ici. » Quel langage! et celui qui le tient n'est pas un obscur représentant du parti démocratique, c'est un personnage considérable, le président même de l'assemblée. Quincy riposta en peu de mots empreints d'une froide dignité. « Je ne ré

pondrai point à l'honorable président, qui, semble-t-il, n'a jamais quitté sa place que pour faire ce qu'aucun autre membre de cette assemblée n'était désireux d'entreprendre ou capable d'exécuter. Je rougirais et pour moi-même et pour les honnêtes gens, les seuls dont j'ambitionne les applaudissements, si je croyais une réponse nécessaire. Homme public, je n'ai jamais recherché, je ne désire aucune autre influence que celle qui s'attache à des principes bien définis, appuyés de faits bien connus ou bien démontrés. Celui qui réfute ces principes ou qui infirme ces faits a mon estime. Celui qui représente faussement les uns ou les autres a ma pitié ou mon mépris, suivant le degré d'imbécillité ou de corruption qui entre dans les motifs de cette fausse représentation... Pour les remarques personnelles qui peuvent tomber de la bouche de l'honorable président ou de toute autre bouche, je laisse à chacun toute liberté. Telle était ma réputation avant que Billingsgate [1] n'ouvrît ses écluses, telle elle restera quand l'odieux flot aura passé. »

1. Billingsgate est le marché aux poissons de Londres : le mot s'emploie pour exprimer un langage bas et grossier.

Le soir du même jour, Quincy écrit à sa femme : « Pour ma sûreté personnelle, c'est la dernière chose dont je me préoccupe. Blecker est venu me surprendre dans mon lit il y a une quinzaine pour me rapporter qu'il avait entendu dire à Georgetown que quelques amis du *palais* (il désigne ainsi les familiers de la Maison-Blanche) avaient l'intention de m'attaquer. Je me suis moqué de lui. » Quelque temps après, un démocrate obscur, nommé Grundy, député du Tennessee, accabla aussi Quincy d'invectives dans une discussion; mais la colère de Grundy n'était pas de même nature que celle de Clay, comme on en jugera par cet extrait d'une lettre de Quincy qui montre bien à quelle extrémité sont parfois réduits les *politicians* américains : « Pour Grundy, c'est un vrai jockey politique, et aussi bon enfant que malin. Il me dit hier : « Quincy, il me semblait que j'avais dit assez de mal de vous, mais il paraît que cela ne suffira pas. — Pourquoi ? de quoi s'agit-il ? Je n'ai plus envie de parler. — N'importe, il faut que je vous donne une nouvelle correction. — Pourquoi ? — Je vais vous le dire : il y a un diable d'individu qui se présente contre moi dans mon dis-

trict, un vrai jacobin, bien pire que moi. Eh bien! sauf Tom Pickering, il n'y a pas un homme aux États-Unis aussi parfaitement détesté dans mon district que vous ne l'êtes. Il faut donc m'excuser. Par Dieu! il faut que je vous injurie ou je ne serai jamais réélu; mais je veux agir avec douceur. Je ne veux pas faire comme cet imbécile de Clay et frapper assez fort pour me faire du mal à moi-même. »

M. Quincy n'avait que quarante et un ans quand il se retira, en 1813, de la vie publique, après huit années laborieuses, remplies d'émotions, de luttes et de travaux. Son parti avait toujours la majorité à Boston; sa retraite fut donc toute volontaire. Il choisit, il ne subit point la place de ces conseillers des nations qui ne siégent pas dans les conseils, mais qui font de distance en distance entendre dans la solitude une voix grave et désintéressée, voix de revenant ou de prophète.

Revenu dans le Massachussetts, Quincy ne cessa pas de s'occuper des affaires publiques; peu de temps après son retour de Washington, il dénonçait avec vigueur les périls que l'esclavage faisait courir à l'Union, et les priviléges que le sud s'était assurés

Le soir du même jour, Quincy écrit à sa femme : « Pour ma sûreté personnelle, c'est la dernière chose dont je me préoccupe. Blecker est venu me surprendre dans mon lit il y a une quinzaine pour me rapporter qu'il avait entendu dire à Georgetown que quelques amis du *palais* (il désigne ainsi les familiers de la Maison-Blanche) avaient l'intention de m'attaquer. Je me suis moqué de lui. » Quelque temps après, un démocrate obscur, nommé Grundy, député du Tennessee, accabla aussi Quincy d'invectives dans une discussion; mais la colère de Grundy n'était pas de même nature que celle de Clay, comme on en jugera par cet extrait d'une lettre de Quincy qui montre bien à quelle extrémité sont parfois réduits les *politicians* américains : « Pour Grundy, c'est un vrai jockey politique, et aussi bon enfant que malin. Il me dit hier : « Quincy, il me semblait que j'avais dit assez de mal de vous, mais il paraît que cela ne suffira pas. — Pourquoi ? de quoi s'agit-il ? Je n'ai plus envie de parler. — N'importe, il faut que je vous donne une nouvelle correction. — Pourquoi ? — Je vais vous le dire : il y a un diable d'individu qui se présente contre moi dans mon dis-

trict, un vrai jacobin, bien pire que moi. Eh bien ! sauf Tom Pickering, il n'y a pas un homme aux États-Unis aussi parfaitement détesté dans mon district que vous ne l'êtes. Il faut donc m'excuser. Par Dieu ! il faut que je vous injurie ou je ne serai jamais réélu ; mais je veux agir avec douceur. Je ne veux pas faire comme cet imbécile de Clay et frapper assez fort pour me faire du mal à moi-même. » M. Quincy n'avait que quarante et un ans quand il se retira, en 1813, de la vie publique, après huit années laborieuses, remplies d'émotions, de luttes et de travaux. Son parti avait toujours la majorité à Boston ; sa retraite fut donc toute volontaire. Il choisit, il ne subit point la place de ces conseillers des nations qui ne siégent pas dans les conseils, mais qui font de distance en distance entendre dans la solitude une voix grave et désintéressée, voix de revenant ou de prophète.

Revenu dans le Massachussetts, Quincy ne cessa pas de s'occuper des affaires publiques ; peu de temps après son retour de Washington, il dénonçait avec vigueur les périls que l'esclavage faisait courir à l'Union, et les priviléges que le sud s'était assurés

ses fonctions qu'en 1845, pour les abandonner à M. Everett qui revenait d'Angleterre où il avait été ministre des États-Unis.

Tant qu'il resta président de l'université, Quincy ne prit volontairement aucune part active à la politique de son pays, et s'abstint d'exprimer publiquement ses sentiments sur les graves événements dont il apercevait la portée lointaine, sur l'annexion du Texas, sur la guerre avec le Mexique, sur les compromis de 1850, et particulièrement sur la loi des esclaves fugitifs. Il regardait tous les excès du parti démocratique comme la conséquence logique de la conduite tenue en 1803 par Jefferson, quand pour la première fois il fut admis qu'un territoire nouveau pouvait être incorporé au domaine des États-Unis par un simple acte du congrès et sans le consentement préalable de la nation directement consultée. Le 2 juin 1854, jour où Boston livra Anthony Burns, un esclave fugitif, on lit dans son journal : « Quitté Boston d'aussi bonne heure que possible pour éviter le douloureux spectacle d'une créature humaine rendue à l'esclavage par la loi. Le sentiment public est si hostile à la mesure qu'une quan-

heure donnée, un politique qui transporte les idées dans le domaine des faits, des lois, du gouvernement, un de ces hommes qui tiennent à la fois du réformateur et du législateur, amoureux de la perfection et se contentant du possible, capables de se soutenir entre les chimères et les nécessités, d'esprit plus noble, plus généreux que les politiques vulgaires, moins inflexible, étroit et gauche que les apôtres de vérité.

Les États-Unis et le sénat américain ont perdu un de ces hommes rares dans la personne de Charles Sumner, nom qui restera toujours attaché à la victoire de la cause abolitioniste dans le nouveau continent et aux grands événements qui l'ont préparée. Nous vivons si vite, notre esprit se jette chaque jour en tant de lieux différents, qu'à peine donnons-nous une pensée aux acteurs qui quittent cette scène mobile et inquiète. Charles Sumner n'est pourtant pas de ceux qu'on doive laisser partir sans un mot, comme un bateau qui sombre, laissant un remou silencieux qui ne dure qu'un instant. Sa trace sera plus profonde; il a affranchi une race, et avec Lincoln, avec Seward, il a sauvé l'Union amé-

Depuis longtemps déjà, Quincy voyait approcher la crise redoutable qui devait précipiter les États-Unis dans la guerre civile. Il était si fatigué de la domination du Sud, qu'il attendait le terrible événement avec une mâle résignation. — « Le sang coulera, » écrivait-il dans ses lettres familières. Après la nomination de Lincoln, à laquelle il applaudit sans réserve, et l'attaque du fort Sumter, il annonça que la guerre ne pouvait se terminer que par l'abolition de l'esclavage. Il vécut assez longtemps pour entrevoir la victoire de l'Union; il écrivait peu de temps avant sa mort à Lincoln : « Tout compromis est impossible. La paix sur toute autre base que l'émancipation serait la création de deux nations haineuses, toutes deux militaires, toutes deux nécessairement hostiles. Pouvons-nous laisser à la postérité un plus cruel héritage? » Il mourut le 30 juin 1864, âgé de quatre-vingt-douze ans, sans avoir rien perdu de ses facultés mentales, entouré de ses filles, aussi tranquillement qu'un enfant qui s'endort. Survivant d'un parti qui, pendant une glorieuse période, avait balancé la fortune des démocrates, mais qui depuis longtemps avait abdiqué,

contraint d'ordonner les plus terribles sacrifices humains ; Seward représentait l'Union au dehors, la défendait contre l'Europe incrédule ou contre des ennemis tout prêts à se déclarer ; Lincoln en était l'image domestique pour ainsi dire, il la personnifiait aux yeux du peuple ; familier avec les moindres ressorts de la politique américaine, il sut, bien qu'il eût été amené au pouvoir par un parti, rattacher à lui tous ceux qui pouvaient servir la cause nationale. Sumner s'était réservé l'action législative : il tournait contre le sud non pas seulement des armées, mais des lois ; mais, pour bien comprendre la grandeur du rôle que la guerre civile lui attribua à cette époque, il faut retourner en arrière, raconter ses premières luttes, ses longs et patients efforts contre l'oligarchie des maîtres d'esclaves.

cains étaient les successeurs indirects de Washington et d'Adams. Il faut rester fidèle à un parti, mais les partis eux-mêmes doivent subir la nécessité du temps et des circonstances, se laisser sans cesse pénétrer par la séve des instincts et des volontés populaires; le parti de la liberté n'est jamais un vieux parti.

---

ses fonctions qu'en 1845, pour les abandonner à M. Everett qui revenait d'Angleterre où il avait été ministre des États-Unis.

Tant qu'il resta président de l'université, Quincy ne prit volontairement aucune part active à la politique de son pays, et s'abstint d'exprimer publiquement ses sentiments sur les graves événements dont il apercevait la portée lointaine, sur l'annexion du Texas, sur la guerre avec le Mexique, sur les compromis de 1850, et particulièrement sur la loi des esclaves fugitifs. Il regardait tous les excès du parti démocratique comme la conséquence logique de la conduite tenue en 1803 par Jefferson, quand pour la première fois il fut admis qu'un territoire nouveau pouvait être incorporé au domaine des États-Unis par un simple acte du congrès et sans le consentement préalable de la nation directement consultée. Le 2 juin 1854, jour où Boston livra Anthony Burns, un esclave fugitif, on lit dans son journal: « Quitté Boston d'aussi bonne heure que possible pour éviter le douloureux spectacle d'une créature humaine rendue à l'esclavage par la loi. Le sentiment public est si hostile à la mesure qu'une quan-

heure donnée, un politique qui transporte les idées dans le domaine des faits, des lois, du gouvernement, un de ces hommes qui tiennent à la fois du réformateur et du législateur, amoureux de la perfection et se contentant du possible, capables de se soutenir entre les chimères et les nécessités, d'esprit plus noble, plus généreux que les politiques vulgaires, moins inflexible, étroit et gauche que les apôtres de vérité.

Les États-Unis et le sénat américain ont perdu un de ces hommes rares dans la personne de Charles Sumner, nom qui restera toujours attaché à la victoire de la cause abolitioniste dans le nouveau continent et aux grands événements qui l'ont préparée. Nous vivons si vite, notre esprit se jette chaque jour en tant de lieux différents, qu'à peine donnons-nous une pensée aux acteurs qui quittent cette scène mobile et inquiète. Charles Sumner n'est pourtant pas de ceux qu'on doive laisser partir sans un mot, comme un bateau qui sombre, laissant un remou silencieux qui ne dure qu'un instant. Sa trace sera plus profonde; il a affranchi une race, et avec Lincoln, avec Seward, il a sauvé l'Union amé-

ses fonctions qu'en 1845, pour les abandonner à M. Everett qui revenait d'Angleterre où il avait été ministre des États-Unis.

Tant qu'il resta président de l'université, Quincy ne prit volontairement aucune part active à la politique de son pays, et s'abstint d'exprimer publiquement ses sentiments sur les graves événements dont il apercevait la portée lointaine, sur l'annexion du Texas, sur la guerre avec le Mexique, sur les compromis de 1850, et particulièrement sur la loi des esclaves fugitifs. Il regardait tous les excès du parti démocratique comme la conséquence logique de la conduite tenue en 1803 par Jefferson, quand pour la première fois il fut admis qu'un territoire nouveau pouvait être incorporé au domaine des États-Unis par un simple acte du congrès et sans le consentement préalable de la nation directement consultée. Le 2 juin 1854, jour où Boston livra Anthony Burns, un esclave fugitif, on lit dans son journal : « Quitté Boston d'aussi bonne heure que possible pour éviter le douloureux spectacle d'une créature humaine rendue à l'esclavage par la loi. Le sentiment public est si hostile à la mesure qu'une quan-

contraint d'ordonner les plus terribles sacrifices humains ; Seward représentait l'Union au dehors, la défendait contre l'Europe incrédule ou contre des ennemis tout prêts à se déclarer ; Lincoln en était l'image domestique pour ainsi dire, il la personnifiait aux yeux du peuple ; familier avec les moindres ressorts de la politique américaine, il sut, bien qu'il eût été amené au pouvoir par un parti, rattacher à lui tous ceux qui pouvaient servir la cause nationale. Sumner s'était réservé l'action législative : il tournait contre le sud non pas seulement des armées, mais des lois ; mais, pour bien comprendre la grandeur du rôle que la guerre civile lui attribua à cette époque, il faut retourner en arrière, raconter ses premières luttes, ses longs et patients efforts contre l'oligarchie des maîtres d'esclaves.

Depuis longtemps déjà, Quincy voyait approcher la crise redoutable qui devait précipiter les États-Unis dans la guerre civile. Il était si fatigué de la domination du Sud, qu'il attendait le terrible événement avec une mâle résignation. — « Le sang coulera, » écrivait-il dans ses lettres familières. Après la nomination de Lincoln, à laquelle il applaudit sans réserve, et l'attaque du fort Sumter, il annonça que la guerre ne pouvait se terminer que par l'abolition de l'esclavage. Il vécut assez longtemps pour entrevoir la victoire de l'Union; il écrivait peu de temps avant sa mort à Lincoln : « Tout compromis est impossible. La paix sur toute autre base que l'émancipation serait la création de deux nations haineuses, toutes deux militaires, toutes deux nécessairement hostiles. Pouvons-nous laisser à la postérité un plus cruel héritage? » Il mourut le 30 juin 1864, âgé de quatre-vingt-douze ans, sans avoir rien perdu de ses facultés mentales, entouré de ses filles, aussi tranquillement qu'un enfant qui s'endort. Survivant d'un parti qui, pendant une glorieuse période, avait balancé la fortune des démocrates, mais qui depuis longtemps avait abdiqué,

à Washington pour étudier les affaires qui ressortissent à la cour suprême. Marshall, qui était alors *chief-justice*, l'accueillit avec beaucoup de bonté et devina son grand mérite. Sumner prit ensuite pendant trois ans la direction de la *Revue de jurisprudence*.

Nous le voyons ensuite inscrit au barreau de Worcester, dans le Massachussetts; il n'avait que vingt-trois ans, et déjà il passait pour un savant légiste. Il ouvrit une étude, ce qu'on nomme aux États-Unis un *office*, car le même mot sert pour le marchand et pour l'avocat. Son esprit sérieux, sa profonde connaissance des lois, lui donnèrent du premier coup une grande clientèle. Il fut nommé rapporteur de la cour de *circuit* des États-Unis et publia trois volumes de décisions du juge Story, qui sont encore connus sous le nom de *Rapports de Sumner*, et fréquemment consultés par les hommes de loi. On lui fit de toutes parts de brillantes propositions pour le déterminer à entrer comme partenaire dans de grandes maisons, menées par des légistes éminents, car aux États-Unis, ainsi qu'en Angleterre, on admet des raisons sociales et des sociétés en participation

pour les affaires litigieuses comme pour les affaires ordinaires; il refusa, il gagnait lui-même tout ce qu'il voulait, et il tenait à sa liberté. Il fut pendant trois ans le suppléant du juge Story dans la chaire de droit du collége de Harvard. Il s'appliqua surtout à cette époque à l'étude du droit international, qui devait rester sa science favorite. On lui offrit une chaire au collége de Harvard, il la refusa. Il ne voulait pas se lier à l'université, il achevait d'ailleurs un grand ouvrage, un *Traité de la jurisprudence de l'amirauté*. Cet ouvrage avait été commencé par Dunlap, attorney de district des États-Unis, qui était mort, laissant son œuvre inachevée; Sumner la compléta, l'enrichit de notes et de commentaires, et ce travail d'Hercule achevé avant qu'il eût vingt-sept ans, il partit, comme un écolier délivré, pour l'Europe.

L'Europe exerce sur les Américains une attraction d'autant plus irrésistible qu'il ont reçu une éducation plus parfaite. C'est sur notre vieux continent que l'homme cherchera toujours ses titres de noblesse : ce n'est pas seulement le complément de l'éducation que l'Américain vient y demander, celle qui

se fait devant les monuments, dans la société polie, parmi tant de races diverses ; il y cherche cette poésie qui sort du passé, ces puissances d'imagination qui s'attachent aux souvenirs, aux noms, aux ruines, aux traditions ; il jouit du plaisir qu'éprouve le naturaliste en découvrant des faunes anciennes ; il retrouve sous la civilisation d'hier, la seule qu'il connaisse, des civilisations accumulées, belles encore dans leur sommeil éternel. On devine ce que pouvait être une première visite en Europe pour un homme tel que Sumner, nourri de l'antiquité classique, ne connaissant encore que par les livres cette contrée que la Nouvelle-Angleterre regardera toujours comme une mère, véritable pèlerin de l'histoire, des grands souvenirs parlementaires, des lettres et des arts.

Il resta longtemps en Angleterre, et y contrac[illegible] quelques amitiés qui lui furent toujours fidèles. assista fréquemment aux débats du parlement : le[illegible] juges de Westminster l'accueillirent comme un co[illegible] frère. En Allemagne, il vit le prince Metternic[illegible] Humboldt, l'historien Ranke, le géographe Ritte[illegible] Savigny, Thibaut, Mittermaier, les grands jurisco[illegible]

heure donnée, un politique qui transporte les idées dans le domaine des faits, des lois, du gouvernement, un de ces hommes qui tiennent à la fois du réformateur et du législateur, amoureux de la perfection et se contentant du possible, capables de se soutenir entre les chimères et les nécessités, d'esprit plus noble, plus généreux que les politiques vulgaires, moins inflexible, étroit et gauche que les apôtres de vérité.

Les États-Unis et le sénat américain ont perdu un de ces hommes rares dans la personne de Charles Sumner, nom qui restera toujours attaché à la victoire de la cause abolitioniste dans le nouveau continent et aux grands événements qui l'ont préparée. Nous vivons si vite, notre esprit se jette chaque jour en tant de lieux différents, qu'à peine donnons-nous une pensée aux acteurs qui quittent cette scène mobile et inquiète. Charles Sumner n'est pourtant pas de ceux qu'on doive laisser partir sans un mot, comme un bateau qui sombre, laissant un remou silencieux qui ne dure qu'un instant. Sa trace sera plus profonde; il a affranchi une race, et avec Lincoln, avec Seward, il a sauvé l'Union amé-

lui; il l'avait enfin trouvé, l'esclavage, ennemi qui semblait alors invincible, car il n'avait pas seulement avec lui tous les États du sud, le gouvernement de Washington, le sénat, la cour suprême; il avait des alliés dans tous les États libres, et nulle part peut-être d'aussi fidèles ni d'aussi ardents que dans cette société riche et élégante de Boston, dont Sumner avait toujours respiré l'atmosphère; il était l'enfant gâté de cette société polie, fermée, raffinée: ses amis abhorraient les abolitionistes et faisaient semblant de les mépriser. Garrison avait failli être égorgé dans les rues de Boston par une multitude où il n'y avait pas seulement des gens du peuple. Les apôtres de l'émancipation ne faisaient point à l'esclavage une guerre voilée, modérée, comme les prédicateurs à la mode; c'étaient des trouble-fête: ils faisaient honte au nord de sa longue complicité avec des marchands d'esclaves, de ses compromis, de l'humilité de ses représentants à Washington; ils traitaient de pharisiens les ministres de l'Évangile, dont l'esprit de charité ne protégeait plus que des oppresseurs. Sans doute quelques fanatiques vulgaires étaient mêlés à leurs rangs, mais ce

contraint d'ordonner les plus terribles sacrifices humains ; Seward représentait l'Union au dehors, la défendait contre l'Europe incrédule ou contre des ennemis tout prêts à se déclarer; Lincoln en était l'image domestique pour ainsi dire, il la personnifiait aux yeux du peuple ; familier avec les moindres ressorts de la politique américaine, il sut, bien qu'il eût été amené au pouvoir par un parti, rattacher à lui tous ceux qui pouvaient servir la cause nationale. Sumner s'était réservé l'action législative : il tournait contre le sud non pas seulement des armées, mais des lois ; mais, pour bien comprendre la grandeur du rôle que la guerre civile lui attribua à cette époque, il faut retourner en arrière, raconter ses premières luttes, ses longs et patients efforts contre l'oligarchie des maîtres d'esclaves.

heure donnée, un politique qui transporte les idées dans le domaine des faits, des lois, du gouvernement, un de ces hommes qui tiennent à la fois du réformateur et du législateur, amoureux de la perfection et se contentant du possible, capables de se soutenir entre les chimères et les nécessités, d'esprit plus noble, plus généreux que les politiques vulgaires, moins inflexible, étroit et gauche que les apôtres de vérité.

Les États-Unis et le sénat américain ont perdu un de ces hommes rares dans la personne de Charles Sumner, nom qui restera toujours attaché à la victoire de la cause abolitioniste dans le nouveau continent et aux grands événements qui l'ont préparée. Nous vivons si vite, notre esprit se jette chaque jour en tant de lieux différents, qu'à peine donnons-nous une pensée aux acteurs qui quittent cette scène mobile et inquiète. Charles Sumner n'est pourtant pas de ceux qu'on doive laisser partir sans un mot, comme un bateau qui sombre, laissant un remou silencieux qui ne dure qu'un instant. Sa trace sera plus profonde; il a affranchi une race, et avec Lincoln, avec Seward, il a sauvé l'Union amé-

à Washington pour étudier les affaires qui ressortissent à la cour suprême. Marshall, qui était alors *chief-justice*, l'accueillit avec beaucoup de bonté et devina son grand mérite. Sumner prit ensuite pendant trois ans la direction de la *Revue de jurisprudence*.

Nous le voyons ensuite inscrit au barreau de Worcester, dans le Massachussetts; il n'avait que vingt-trois ans, et déjà il passait pour un savant légiste. Il ouvrit une étude, ce qu'ôn nomme aux États-Unis un *office*, car le même mot sert pour le marchand et pour l'avocat. Son esprit sérieux, sa profonde connaissance des lois, lui donnèrent du premier coup une grande clientèle. Il fut nommé rapporteur de la cour de *circuit* des États-Unis et publia trois volumes de décisions du juge Story, qui sont encore connus sous le nom de *Rapports de Sumner*, et fréquemment consultés par les hommes de loi. On lui fit de toutes parts de brillantes propositions pour le déterminer à entrer comme partenaire dans de grandes maisons, menées par des légistes éminents, car aux États-Unis, ainsi qu'en Angleterre, on admet des raisons sociales et des sociétés en participation

pour les affaires litigieuses comme pour les affaires ordinaires; il refusa, il gagnait lui-même tout ce qu'il voulait, et il tenait à sa liberté. Il fut pendant trois ans le suppléant du juge Story dans la chaire de droit du collége de Harvard. Il s'appliqua surtout à cette époque à l'étude du droit international, qui devait rester sa science favorite. On lui offrit une chaire au collége de Harvard, il la refusa. Il ne voulait pas se lier à l'université, il achevait d'ailleurs un grand ouvrage, un *Traité de la jurisprudence de l'amirauté*. Cet ouvrage avait été commencé par Dunlap, attorney de district des États-Unis, qui était mort, laissant son œuvre inachevée; Sumner la compléta, l'enrichit de notes et de commentaires, et ce travail d'Hercule achevé avant qu'il eût vingt-sept ans, il partit, comme un écolier délivré, pour l'Europe.

L'Europe exerce sur les Américains une attraction d'autant plus irrésistible qu'il ont reçu une éducation plus parfaite. C'est sur notre vieux continent que l'homme cherchera toujours ses titres de noblesse : ce n'est pas seulement le complément de l'éducation que l'Américain vient y demander, celle qui

se fait devant les monuments, dans la société polie, parmi tant de races diverses ; il y cherche cette poésie qui sort du passé, ces puissances d'imagination qui s'attachent aux souvenirs, aux noms, aux ruines, aux traditions; il jouit du plaisir qu'éprouve le naturaliste en découvrant des faunes anciennes; il retrouve sous la civilisation d'hier, la seule qu'il connaisse, des civilisations accumulées, belles encore dans leur sommeil éternel. On devine ce que pouvait être une première visite en Europe pour un homme tel que Sumner, nourri de l'antiquité classique, ne connaissant encore que par les livres cette contrée que la Nouvelle-Angleterre regardera toujours comme une mère, véritable pèlerin de l'histoire, des grands souvenirs parlementaires, des lettres et des arts.

Il resta longtemps en Angleterre, et y contracta quelques amitiés qui lui furent toujours fidèles. Il assista fréquemment aux débats du parlement : les juges de Westminster l'accueillirent comme un confrère. En Allemagne, il vit le prince Metternich, Humboldt, l'historien Ranke, le géographe Ritter, Savigny, Thibaut, Mittermaier, les grands juriscon-

sultes du jour. Pendant qu'il séjournait à Paris, en 1839, une querelle éclata entre l'Angleterre et les États-Unis au sujet des frontières canadiennes. Le général Cass pria Sumner d'écrire un mémoire sur la question; ce court mémoire fut publié dans *le Messager* de Galignani, et le juge Story déclara que Sumner avait du coup épuisé la question en litige, qui fut peu après soumise à l'arbitrage du roi des Belges.

Revenu en Amérique, Sumner ne reprit point la profession d'avocat; il se remit pourtant au travail et publia une édition américaine des *Rapports* de Vesey en vingt volumes, enrichie de notes très-nombreuses. Le juge Story mourut sur ces entrefaites. Il avait toujours espéré que Sumner lui succéderait comme professeur à Cambridge, tout le monde s'unissait à ce vœu; mais déjà la politique l'attirait, il ne voulait point emprisonner son ardeur entre les limites étroites d'une université. Il ne s'était laissé attirer jusque-là, pour ainsi dire, que par le travail du cabinet, par les études abstraites; nous allons le voir entrer dans la lutte. Depuis longtemps, il cherchait un ennemi digne de

lui; il l'avait enfin trouvé, l'esclavage, ennemi qui semblait alors invincible, car il n'avait pas seulement avec lui tous les États du sud, le gouvernement de Washington, le sénat, la cour suprême; il avait des alliés dans tous les États libres, et nulle part peut-être d'aussi fidèles ni d'aussi ardents que dans cette société riche et élégante de Boston, dont Sumner avait toujours respiré l'atmosphère; il était l'enfant gâté de cette société polie, fermée, raffinée: ses amis abhorraient les abolitionistes et faisaient semblant de les mépriser. Garrison avait failli être égorgé dans les rues de Boston par une multitude où il n'y avait pas seulement des gens du peuple. Les apôtres de l'émancipation ne faisaient point à l'esclavage une guerre voilée, modérée, comme les prédicateurs à la mode; c'étaient des trouble-fête: ils faisaient honte au nord de sa longue complicité avec des marchands d'esclaves, de ses compromis, de l'humilité de ses représentants à Washington; ils traitaient de pharisiens les ministres de l'Évangile, dont l'esprit de charité ne protégeait plus que des oppresseurs. Sans doute quelques fanatiques vulgaires étaient mêlés à leurs rangs, mais ce

groupe, si peu nombreux au début, compta pourtant bientôt dans son sein quelques-uns des noms les plus honorés dans la Nouvelle-Angleterre; Sumner entendait l'écho de leurs prédications, il entendait aussi les rires ironiques, les éclats de colère de leurs ennemis. Il n'était pas de ceux qui portent sans efforts le joug léger de Mammon; il était comme ces jeunes Romains, encore éblouis par la Rome païenne et secrètement touchés par la grâce douloureuse de la nouvelle foi. Il hésita longtemps; il avait sous les yeux des exemples de vies non pas simplement mondaines, mais embellies, honorées par les lettres, en même temps que soustraites à la rudesse et aux violences des partis. Il était dans le port; il en sortit quand la tempête s'annonçait et qu'il pouvait rester paresseusement à l'abri.

Il n'alla pas se ranger pourtant parmi ceux qui faisaient à l'esclavage une opposition plutôt religieuse que politique. Il resta sur le terrain de la constitution, et à cette époque la constitution garantissait encore les droits des maîtres d'esclaves. Les abolitionistes étaient des agitateurs, des moralistes; ils parlaient une langue qui n'était pas celle

heure donnée, un politique qui transporte les idées dans le domaine des faits, des lois, du gouvernement, un de ces hommes qui tiennent à la fois du réformateur et du législateur, amoureux de la perfection et se contentant du possible, capables de se soutenir entre les chimères et les nécessités, d'esprit plus noble, plus généreux que les politiques vulgaires, moins inflexible, étroit et gauche que les apôtres de vérité.

Les États-Unis et le sénat américain ont perdu un de ces hommes rares dans la personne de Charles Sumner, nom qui restera toujours attaché à la victoire de la cause abolitioniste dans le nouveau continent et aux grands événements qui l'ont préparée. Nous vivons si vite, notre esprit se jette chaque jour en tant de lieux différents, qu'à peine donnons-nous une pensée aux acteurs qui quittent cette scène mobile et inquiète. Charles Sumner n'est pourtant pas de ceux qu'on doive laisser partir sans un mot, comme un bateau qui sombre, laissant un remou silencieux qui ne dure qu'un instant. Sa trace sera plus profonde; il a affranchi une race, et avec Lincoln, avec Seward, il a sauvé l'Union amé-

ricaine. On ne peut s'empêcher parfois de sourire en lisant dans Cicéron les éloges qu'il s'accorde à lui-même avec une fierté presque candide. Nous admirons à travers les siècles l'orateur qui a soutenu si souvent l'assaut des factions; mais, tout près de nous, quels acteurs nouveaux de guerre civile ne pouvons-nous contempler, quelles luttes de la parole et de l'épée, quels triomphes chèrement achetés, quelles âmes robustes, saisies et comme garrottées par des dangers imprévus et formidables, et qui ont su conserver leur calme et leur force, quel sénat vraiment romain usant la fortune et lui arrachant la victoire!

Pendant cette lutte d'où dépendait le sort d'un continent et d'une race, on peut dire sans exagération que Charles Sumner fut l'âme de ce sénat. Tout reposa un moment sur les épaules de trois hommes: l'ironie du destin condamnait deux d'entre eux à des tâches pour lesquelles rien ne les avait préparés; M. Seward, quand tout le sud était debout, se flattait encore de réprimer la révolte en trois mois; M. Lincoln, d'humeur si paisible et si compatissante, se vit bientôt entouré d'armées comme un César et

lence du parti dominant n'eût fait que s'accroître, il dénonça avec une énergie nouvelle les empiétements et les coupables ambitions du sud. Le moment approchait où les fautes de l'oligarchie des maîtres d'esclaves et du parti démocratique allaient trouver leur châtiment. L'élection de M. Lincoln amena les républicains au pouvoir. Le programme de ce parti était bien modeste, il n'aspirait qu'à « préserver les nouveaux territoires de l'esclavage par des moyens constitutionnels et légaux » ; mais ceux qui pendant longtemps avaient tenu le sceptre politique à Washington se préparèrent à la révolte. En vain l'on balbutia de nouveau le mot de compromis. M. Seward, M. Lincoln, tendirent l'oreille aux propositions de M. Crittenden ; ils étaient prêts à toutes les concessions honorables pour éviter la guerre civile, la rupture violente de l'Union leur paraissant le plus grand des malheurs. Sumner, devenu le chef du parti républicain dans le sénat, s'opposa au compromis de M. Crittenden, il refusa de sacrifier les principes qui venaient de triompher dans les élections, il savait que tout sacrifice serait vain, que la trahison était ouvertement préparée,

que les arsenaux du nord avaient été vidés par le ministre de la guerre, que la lutte ne pouvait plus être évitée. Les sénateurs du sud quittèrent leur poste l'un après l'autre, et dans cette enceinte où si longtemps il n'avait fait entendre que de vaines protestations, Sumner se trouva bientôt le représentant le plus puissant de l'Union, à la fois le conseil et le juge du pouvoir exécutif, l'âme de la lutte engagée contre l'esclavage. Il fut nommé président du comité des affaires étrangères; cette dignité, la plus haute que confère le sénat, faisait de lui le collaborateur le plus constant et le plus intime du secrétaire d'État, M. Seward, en même temps qu'elle lui permettait de tourner au profit de l'État les amitiés qu'il avait depuis longtemps nouées dans le monde diplomatique.

lence du parti dominant n'eût fait que s'accroître, il dénonça avec une énergie nouvelle les empiétements et les coupables ambitions du sud. Le moment approchait où les fautes de l'oligarchie des maîtres d'esclaves et du parti démocratique allaient trouver leur châtiment. L'élection de M. Lincoln amena les républicains au pouvoir. Le programme de ce parti était bien modeste, il n'aspirait qu'à « préserver les nouveaux territoires de l'esclavage par des moyens constitutionnels et légaux » ; mais ceux qui pendant longtemps avaient tenu le sceptre politique à Washington se préparèrent à la révolte. En vain l'on balbutia de nouveau le mot de compromis. M. Seward, M. Lincoln, tendirent l'oreille aux propositions de M. Crittenden ; ils étaient prêts à toutes les concessions honorables pour éviter la guerre civile, la rupture violente de l'Union leur paraissant le plus grand des malheurs. Sumner, devenu le chef du parti républicain dans le sénat, s'opposa au compromis de M. Crittenden, il refusa de sacrifier les principes qui venaient de triompher dans les élections, il savait que tout sacrifice serait vain, que la trahison était ouvertement préparée,

l'indépendance et le secret de ses conseils. L'affaire du *Trent* fut résolue par M. Lincoln, M. Seward et M. Sumner; ce dernier défendit dans le sénat la conduite du gouvernement, qui avait refusé de communiquer les pièces diplomatiques pendant la durée des négociations; les commissaires remis en liberté, il prononça un de ses plus beaux discours pour justifier la conduite du président. Il raconta tous les outrages que l'Angleterre avait faits autrefois à la liberté des mers, l'entêtement avec lequel elle avait résisté naguère aux revendications de la France et des États-Unis; les avocats de la couronne, dont le gouvernement anglais avait invoqué l'opinion, n'avaient pas déclaré la prise des commissaires illégale, ils avaient condamné la conduite d'un officier qui s'était érigé lui-même en juge et qui n'avait point amené sa prise devant une cour d'amirauté. En protestant contre une procédure internationale vicieuse plutôt que contre la violation d'un droit, l'Angleterre n'entrait pas moins dans la voie que lui avait montrée depuis longtemps l'Amérique; Sumner ne craignait donc pas, en face du patriotisme américain irrité, de représenter la reddition

les commissaires américains comme une véritable victoire pour les États-Unis et pour la civilisation. Dans cette longue harangue, qui fut écoutée de tout le corps diplomatique, à l'exception de lord Lyons, Sumner ne cachait point la douleur que lui causaient les sentiments que l'Angleterre avait laissés éclater depuis le commencement de la guerre civile. Elle était bien plus vive chez des hommes tels que Sumner, Motley, dans le Massachussetts, chez les abolitionistes si longtemps consolés par les sympathies de l'Angleterre de l'indifférence de leurs concitoyens, que chez des politiques tels que Seward, qui nourrissaient une défiance traditionnelle contre la Grande-Bretagne, ou chez les hommes de l'ouest, tels que Lincoln, qui, vivant au centre du continent, n'apercevaient pour ainsi dire pas l'Europe dans leur horizon. Où il avait désiré, cherché, rêvé des alliés, Sumner voyait désormais des ennemis; les événements lui arrachaient plus que des illusions, ils meurtrissaient ses amitiés et dissipaient, comme un vent froid, bien des mensonges dont il avait trop goûté la douceur.

Nous ne pouvons suivre ici M. Sumner pendant

l'indépendance et le secret de ses conseils. L'affaire du *Trent* fut résolue par M. Lincoln, M. Seward et M. Sumner; ce dernier défendit dans le sénat la conduite du gouvernement, qui avait refusé de communiquer les pièces diplomatiques pendant la durée des négociations; les commissaires remis en liberté, il prononça un de ses plus beaux discours pour justifier la conduite du président. Il raconta tous les outrages que l'Angleterre avait faits autrefois à la liberté des mers, l'entêtement avec lequel elle avait résisté naguère aux revendications de la France et des États-Unis; les avocats de la couronne, dont le gouvernement anglais avait invoqué l'opinion, n'avaient pas déclaré la prise des commissaires illégale, ils avaient condamné la conduite d'un officier qui s'était érigé lui-même en juge et qui n'avait point amené sa prise devant une cour d'amirauté. En protestant contre une procédure internationale vicieuse plutôt que contre la violation d'un droit, l'Angleterre n'entrait pas moins dans la voie que lui avait montrée depuis longtemps l'Amérique; Sumner ne craignait donc pas, en face du patriotisme américain irrité, de représenter la reddition

conseillait de prendre cette grande mesure. Il savait que cette parole libératrice vaudrait des armées à l'Union. Il lui répétait sans cesse que si, comme président, il ne se croyait pas le droit d'abolir l'esclavage, comme commandant en chef des armées il pouvait, il devait porter à la rébellion les coups les plus propres à l'abattre. On donnait des armes à tous les nègres fugitifs : ceux qui avaient porté l'uniforme du soldat pouvaient-ils reprendre la livrée de la servitude?

Lincoln se laissa enfin convaincre, il frappa le grand coup qui devait ébranler jusque dans ses fondements l'édifice de la nouvelle confédération. Sumner commenta la proclamation d'émancipation dans un discours fait à Boston. « On a prétendu quelquefois, dit-il, que l'objet de cette guerre est de rétablir la constitution telle qu'elle existe et l'Union telle qu'elle existait. C'est là une erreur, si, par la première de ces expressions, on entend le droit de garder et de poursuivre des esclaves, si par la seconde on veut revenir aux jours où le scrutin était violé dans le Kansas, où la liberté de discussion était violée dans le sénat, où l'on tendait des chaînes autour du

tribunal de Boston pour garder un esclave fugitif. Cette guerre n'a pas été entreprise pour détruire l'esclavage, elle a été entreprise pour vaincre une rébellion ; mais il se trouve que cette rébellion ne peut être vaincue, si l'esclavage ne l'est pas. » Puis, s'adressant à l'Europe, il s'écriait : « Dira-t-on encore de l'autre côté de l'Atlantique que l'esclavage n'a rien à faire dans cette guerre, que toutes les idées généreuses se trouvent du côté des rebelles, que la séparation est inévitable et que notre temps assistera au démembrement de cette république? Nous pouvons tranquilliser les hommes d'État de l'Europe : l'épée de Washington conduira encore nos armées à la victoire, et notre drapeau ne couvrira plus de ses plis que la liberté. »

A peine la session du congrès était-elle finie, M. Sumner retournait à Boston. C'est là que je le revis d'abord quand j'allai visiter les États-Unis pendant la guerre. Ma première visite fut pour lui : il habitait une petite maison dans Hancock-street, sur le revers de la colline qui porte le palais de l'État. Il me reçut dans une petite chambre dont les murs étaient couverts de portraits gravés de Nanteuil.

conseillait de prendre cette grande mesure. Il savait que cette parole libératrice vaudrait des armées à l'Union. Il lui répétait sans cesse que si, comme président, il ne se croyait pas le droit d'abolir l'esclavage, comme commandant en chef des armées il pouvait, il devait porter à la rébellion les coups les plus propres à l'abattre. On donnait des armes à tous les nègres fugitifs : ceux qui avaient porté l'uniforme du soldat pouvaient-ils reprendre la livrée de la servitude?

Lincoln se laissa enfin convaincre, il frappa le grand coup qui devait ébranler jusque dans ses fondements l'édifice de la nouvelle confédération. Sumner commenta la proclamation d'émancipation dans un discours fait à Boston. « On a prétendu quelquefois, dit-il, que l'objet de cette guerre est de rétablir la constitution telle qu'elle existe et l'Union telle qu'elle existait. C'est là une erreur, si, par la première de ces expressions, on entend le droit de garder et de poursuivre des esclaves, si par la seconde on veut revenir aux jours où le scrutin était violé dans le Kansas, où la liberté de discussion était violée dans le sénat, où l'on tendait des chaînes autour du

tribunal de Boston pour garder un esclave fugitif. Cette guerre n'a pas été entreprise pour détruire l'esclavage, elle a été entreprise pour vaincre une rébellion ; mais il se trouve que cette rébellion ne peut être vaincue, si l'esclavage ne l'est pas. » Puis, s'adressant à l'Europe, il s'écriait : « Dira-t-on encore de l'autre côté de l'Atlantique que l'esclavage n'a rien à faire dans cette guerre, que toutes les idées généreuses se trouvent du côté des rebelles, que la séparation est inévitable et que notre temps assistera au démembrement de cette république? Nous pouvons tranquilliser les hommes d'État de l'Europe : l'épée de Washington conduira encore nos armées à la victoire, et notre drapeau ne couvrira plus de ses plis que la liberté. »

A peine la session du congrès était-elle finie, M. Sumner retournait à Boston. C'est là que je le revis d'abord quand j'allai visiter les États-Unis pendant la guerre. Ma première visite fut pour lui : il habitait une petite maison dans Hancock-street, sur le revers de la colline qui porte le palais de l'État. Il me reçut dans une petite chambre dont les murs étaient couverts de portraits gravés de Nanteuil.

berté des discours, et Sumner se plaisait à raconter tout ce qu'il avait vu depuis le commencement de la guerre, ses émotions, ses doutes, ses angoisses, ses espérances. Je vis dès lors percer avec quelque regret le germe des défiances qui devaient plus tard le séparer du gouvernement. Il n'y a pas de vertu plus difficile aux politiques qui ne sont point animés d'ambitions vulgaires que de savoir se contenter : les âmes délicates, nobles, éprises du bien, sont sans cesse froissées dans la mêlée des affaires publiques. Il y avait même alors, dans la conduite de Lincoln et surtout dans celle de M. Seward, des choses qui pouvaient inquiéter Sumner; mais Sumner ne tenait peut-être pas assez de compte des difficultés qui s'attachent, comme une robe de Nessus, à l'exercice du pouvoir. Il donnait et retirait en même temps sa confiance, bien qu'en politique il soit non-seulement nécessaire, mais encore prudent de sembler accorder la confiance même quand on ne l'éprouve pas. M. Seward était sans cesse hanté par la crainte de la guerre extérieure, en même temps que jaloux de ne jamais tenir un langage indigne de son grand pays. Lincoln, sou-

tenu au pouvoir par tous les bons citoyens, ne pouvait blesser inutilement leurs passions. Autour d'eux s'agitait cette tourbe d'hommes qui, dans les pays démocratiques, remplacent les courtisans, valets aussi avides, serviteurs aussi fourbes, décidés à bâtir leur fortune sur les faiblesses des hommes et le caprice des événements. Sumner vivait à des étages si élevés qu'il ne pouvait admettre un instant qu'on se servît d'instruments vils, et pourtant sa candeur le livra plus d'une fois lui-même à des intrigants qui le nourrissaient de grandes paroles. Si la fortune l'avait mis à ce moment critique au faîte du pouvoir, il eût sans doute parlé et agi parfois autrement que Seward et Lincoln; nous doutons s'il eût été plus utile à son pays. Peu de jours après, j'allai avec lui voir Garrison au bureau de la société abolitioniste. Nous entrâmes dans une salle encombrée de journaux, de pamphlets. De temps en temps, un homme de couleur entrait, sortait, venait prendre des ordres. Garrison arriva bientôt. Il voulut bien m'accueillir comme une vieille connaissance; je fus frappé d'un grand air de douceur sur la figure pâle, amaigrie, de cet homme si longtemps regardé

comme un fanatique. Sa sagesse politique me toucha. Je fus heureux de lui entendre dire devant Sumner ces paroles : « notre plus cher désir, à nous autres abolitionistes, c'est de disparaître, de devenir inutiles, de dissoudre notre société ; nous ne croyons pas encore pouvoir le faire, parce que tous les esclaves ne sont pas encore libres de fait; mais nous approchons du terme. » M. Sumner fit allusion à un discours récemment prononcé par M. Seward à Auburn, d'où on aurait pu conclure que toutes les mesures dites de guerre cesseraient d'avoir leur effet, la paix une fois rétablie. « Seward, dit Garrison, a toujours aimé l'équivoque, mais je ne vois dans sa déclaration qu'un truisme. Il est bien clair que, dès que la guerre cessera, tout rentrera dans l'ordre; mais ce qui est fait est fait, et rien ne peut le défaire. J'ai pleine confiance dans l'honnêteté de M. Lincoln, et son honneur l'oblige à être fidèle à la proclamation d'émancipation. Sans nul doute, le président a toujours déclaré qu'à côté du sien il y a un autre pouvoir, celui de la cour suprême; mais, croyez-le, l'esclavage est frappé au cœur, et la cour suprême ne pourrait, si elle le

voulait, lui rendre la vie. Dans les États loyaux, nous le voyons mourir. Le Maryland vient d'abolir l'esclavage, et les propriétaires de noirs n'ont demandé aucune compensation. J'ai vécu assez longtemps pour voir accomplir les vœux de ma vie entière. »

Garrison disait vrai; il se hâta de dissoudre la société abolitioniste qu'il avait fondée; il cessa de publier son journal *le Libérateur;* il rentra dans le repos et prononça son *Nunc dimittis, Domine,* donnant ainsi un exemple que peu de réformateurs ont su donner. Son âme modeste, pure et bienveillante, chercha le port au lieu de rester dans les orages. Sumner était par moments tenté de suivre cet exemple : il servait le gouvernement de M. Lincoln, à la tribune, dans le sénat, partout où sa voix était entendue; mais il le servait en maître, s'il était permis d'user de cette expression, il était impatient, défiant. La longue habitude de l'opposition donne aux esprits les plus généreux des plis incommodes à effacer; elle détruit la confiance, la bonne humeur, la netteté des vues. Une culture trop raffinée est aussi propre peut-être à débiliter

les hommes politiques, car elle accumule trop de pensées et de doutes sur la route de la force et de l'action.

Me sera-t-il permis de parler des heures les plus heureuses passées avec Sumner dans la compagnie du poëte Longfellow, son ami le plus intime, d'Emerson, d'Oliver Wendell Holmes, de James Lowell, d'Agassiz, et de quelques autres membres du club littéraire de Boston? Je trouvais dans ce cercle choisi quelque chose de l'enthousiasme de notre ancienne pléiade poétique, des amitiés sans trace de jalousie, la curiosité la plus vive à l'endroit de l'Europe, moins de ses hommes d'État et de ses souverains que de ses écrivains, le calme le plus grand parmi les remuements de la guerre civile, un patriotisme des plus chauds pourtant, une émotion grave et contenue qui n'ôtait rien au charme de la plus aimable hospitalité. Tous ces hommes avaient le sentiment qu'ils travaillaient à un bel ouvrage; ils façonnaient la pensée d'une nation jeune, éblouie de ses propres espérances, assez fière déjà pour priser les grandeurs de l'esprit plus que celles de la matière. Ce sentiment respirait

toutes les péripéties qui remplirent ces années terribles de la présidence de Lincoln. Deux partis se disputaient l'influence; le premier avait pour devise « l'Union, telle qu'elle était, la constitution telle qu'elle est ». M. Seward eut longtemps des complaisances pour les politiques qui voulaient, une victoire obtenue, recommencer le passé, comme si la guerre n'eût été qu'un mauvais rêve. Sumner au contraire, et les abolitionistes avec lui, poussaient le président à l'émancipation. Ils ne voulaient pas que tant de sang eût été versé en vain. Les ennemis des États-Unis en Europe répétaient à l'envi que le nord et le sud ne se disputaient que l'empire du continent. C'était le moment où M. Gladstone félicitait publiquement M. Jefferson Davis d'avoir fait une armée, une marine et une nation : le président Lincoln hésita longtemps, il se décida enfin le 22 septembre 1862 à lancer la proclamation où il donnait la liberté à tous les esclaves dans les États rebelles. Depuis le début de la guerre, après chaque défaite, chaque fois que M. Sumner trouvait Lincoln assombri, pliant sous le poids de sa redoutable responsabilité, il lui

conseillait de prendre cette grande mesure. Il savait que cette parole libératrice vaudrait des armées à l'Union. Il lui répétait sans cesse que si, comme président, il ne se croyait pas le droit d'abolir l'esclavage, comme commandant en chef des armées il pouvait, il devait porter à la rébellion les coups les plus propres à l'abattre. On donnait des armes à tous les nègres fugitifs : ceux qui avaient porté l'uniforme du soldat pouvaient-ils reprendre la livrée de la servitude?

Lincoln se laissa enfin convaincre, il frappa le grand coup qui devait ébranler jusque dans ses fondements l'édifice de la nouvelle confédération. Sumner commenta la proclamation d'émancipation dans un discours fait à Boston. « On a prétendu quelquefois, dit-il, que l'objet de cette guerre est de rétablir la constitution telle qu'elle existe et l'Union telle qu'elle existait. C'est là une erreur, si, par la première de ces expressions, on entend le droit de garder et de poursuivre des esclaves, si par la seconde on veut revenir aux jours où le scrutin était violé dans le Kansas, où la liberté de discussion était violée dans le sénat, où l'on tendait des chaînes autour du

tribunal de Boston pour garder un esclave fugitif. Cette guerre n'a pas été entreprise pour détruire l'esclavage, elle a été entreprise pour vaincre une rébellion ; mais il se trouve que cette rébellion ne peut être vaincue, si l'esclavage ne l'est pas. » Puis, s'adressant à l'Europe, il s'écriait : « Dira-t-on encore de l'autre côté de l'Atlantique que l'esclavage n'a rien à faire dans cette guerre, que toutes les idées généreuses se trouvent du côté des *rebelles*, que la séparation est inévitable et que notre temps assistera au démembrement de cette république? Nous pouvons tranquilliser les hommes d'État de l'Europe : l'épée de Washington conduira encore nos armées à la victoire, et notre drapeau ne couvrira plus de ses plis que la liberté. »

A peine la session du congrès était-elle finie, M. Sumner retournait à Boston. C'est là que je le revis d'abord quand j'allai visiter les États-Unis pendant la guerre. Ma première visite fut pour lui : il habitait une petite maison dans Hancock-street, sur le revers de la colline qui porte le palais de l'État. Il me reçut dans une petite chambre dont les murs étaient couverts de portraits gravés de Nanteuil.

que les arsenaux du nord avaient été vidés par le ministre de la guerre, que la lutte ne pouvait plus être évitée. Les sénateurs du sud quittèrent leur poste l'un après l'autre, et dans cette enceinte où si longtemps il n'avait fait entendre que de vaines protestations, Sumner se trouva bientôt le représentant le plus puissant de l'Union, à la fois le conseil et le juge du pouvoir exécutif, l'âme de la lutte engagée contre l'esclavage. Il fut nommé président du comité des affaires étrangères; cette dignité, la plus haute que confère le sénat, faisait de lui le collaborateur le plus constant et le plus intime du secrétaire d'État, M. Seward, en même temps qu'elle lui permettait de tourner au profit de l'État les amitiés qu'il avait depuis longtemps nouées dans le monde diplomatique.

l'Union. Il ne doutait pas que M. Everett donnerait sa voix à M. Lincoln, et, en raison de sa grande influence, il appuya sa candidature.

Sumner me conduisit ensuite au palais de l'État, me présenta au gouverneur, qui travaillait jour et nuit à l'équipement et au recrutement des régiments du Massachussetts; il me fit voir la première charte de la colonie, les premiers traités avec les Indiens, une copie des tombes des ancêtres de Washington qui reposent dans un cimetière du Northamptonshire, que lord Spencer lui avait offerte et qu'il avait donnée à la ville de Boston. Nous visitâmes ensemble les belles bibliothèques publiques de la ville, Faneuil Hall, une salle célèbre dans les annales de Boston, où se tiennent toutes les grandes réunions populaires. Puis-je oublier les promenades faites plus tard avec Sumner aux environs de Boston, les vieux colléges de brique rouge de Cambridge, ombragés de beaux ormes séculaires, ce parc sans fin qui s'étend de colline en colline, et où la rudesse d'une terre de granit est cachée sous une riche végétation et la grâce de mille coquettes habitations?

La liberté de la campagne encourageait la li-

l'indépendance et le secret de ses conseils. L'affaire du *Trent* fut résolue par M. Lincoln, M. Seward et M. Sumner; ce dernier défendit dans le sénat la conduite du gouvernement, qui avait refusé de communiquer les pièces diplomatiques pendant la durée des négociations; les commissaires remis en liberté, il prononça un de ses plus beaux discours pour justifier la conduite du président. Il raconta tous les outrages que l'Angleterre avait faits autrefois à la liberté des mers, l'entêtement avec lequel elle avait résisté naguère aux revendications de la France et des États-Unis; les avocats de la couronne, dont le gouvernement anglais avait invoqué l'opinion, n'avaient pas déclaré la prise des commissaires illégale, ils avaient condamné la conduite d'un officier qui s'était érigé lui-même en juge et qui n'avait point amené sa prise devant une cour d'amirauté. En protestant contre une procédure internationale vicieuse plutôt que contre la violation d'un droit, l'Angleterre n'entrait pas moins dans la voie que lui avait montrée depuis longtemps l'Amérique; Sumner ne craignait donc pas, en face du patriotisme américain irrité, de représenter la reddition

les commissaires américains comme une véritable victoire pour les États-Unis et pour la civilisation. Dans cette longue harangue, qui fut écoutée de tout le corps diplomatique, à l'exception de lord Lyons, Sumner ne cachait point la douleur que lui causaient les sentiments que l'Angleterre avait laissés éclater depuis le commencement de la guerre civile. Elle était bien plus vive chez des hommes tels que Sumner, Motley, dans le Massachussetts, chez les abolitionistes si longtemps consolés par les sympathies de l'Angleterre de l'indifférence de leurs concitoyens, que chez des politiques tels que Seward, qui nourrissaient une défiance traditionnelle contre la Grande-Bretagne, ou chez les hommes de l'ouest, tels que Lincoln, qui, vivant au centre du continent, n'apercevaient pour ainsi dire pas l'Europe dans leur horizon. Où il avait désiré, cherché, rêvé des alliés, Sumner voyait désormais des ennemis; les événements lui arrachaient plus que des illusions, ils meurtrissaient ses amitiés et dissipaient, comme un vent froid, bien des mensonges dont il avait trop goûté la douceur.

Nous ne pouvons suivre ici M. Sumner pendant

toutes les péripéties qui remplirent ces années terribles de la présidence de Lincoln. Deux partis se disputaient l'influence; le premier avait pour devise « l'Union, telle qu'elle était, la constitution telle qu'elle est ». M. Seward eut longtemps des complaisances pour les politiques qui voulaient, une victoire obtenue, recommencer le passé, comme si la guerre n'eût été qu'un mauvais rêve. Sumner au contraire, et les abolitionistes avec lui, poussaient le président à l'émancipation. Ils ne voulaient pas que tant de sang eût été versé en vain. Les ennemis des États-Unis en Europe répétaient à l'envi que le nord et le sud ne se disputaient que l'empire du continent. C'était le moment où M. Gladstone félicitait publiquement M. Jefferson Davis d'avoir fait une armée, une marine et une nation : le président Lincoln hésita longtemps; il se décida enfin le 22 septembre 1862 à lancer la proclamation où il donnait la liberté à tous les esclaves dans les États rebelles. Depuis le début de la guerre, après chaque défaite, chaque fois que M. Sumner trouvait Lincoln assombri, pliant sous le poids de sa redoutable responsabilité, il lui

conseillait de prendre cette grande mesure. Il savait que cette parole libératrice vaudrait des armées à l'Union. Il lui répétait sans cesse que si, comme président, il ne se croyait pas le droit d'abolir l'esclavage, comme commandant en chef des armées il pouvait, il devait porter à la rébellion les coups les plus propres à l'abattre. On donnait des armes à tous les nègres fugitifs : ceux qui avaient porté l'uniforme du soldat pouvaient-ils reprendre la livrée de la servitude?

Lincoln se laissa enfin convaincre, il frappa le grand coup qui devait ébranler jusque dans ses fondements l'édifice de la nouvelle confédération. Sumner commenta la proclamation d'émancipation dans un discours fait à Boston. « On a prétendu quelquefois, dit-il, que l'objet de cette guerre est de rétablir la constitution telle qu'elle existe et l'Union telle qu'elle existait. C'est là une erreur, si, par la première de ces expressions, on entend le droit de garder et de poursuivre des esclaves, si par la seconde on veut revenir aux jours où le scrutin était violé dans le Kansas, où la liberté de discussion était violée dans le sénat, où l'on tendait des chaînes autour du

dit-il, et tout le monde se tut. Quand je fus prêt à partir, j'en donnai avis la veille, comme c'était la règle; ce jour-là, après le dîner, le général, qui d'ordinaire rentrait tout de suite dans sa tente, me fit l'honneur de me demander de faire avec lui une petite promenade. Le soir était presque venu, on était au mois de janvier. « Vous m'avez apporté une lettre de Sumner, me dit-il; je ne m'occupe point de politique, mais on écrit dans les journaux que j'appartiens au parti démocratique. Vous pouvez dire à Sumner que je suis avant tout le serviteur de l'Union et du gouvernement, que je n'ai pour ses amis et particulièrement pour lui que de l'estime. Il fait sa besogne au sénat, je fais la mienne, comme je puis, ici, et bientôt, je l'espère, nous entrerons dans Richmond. » Le parti démocratique fondait alors de grandes espérances sur Grant et méditait de l'opposer quelque jour à Lincoln. Ces quelques mots, prononcés avec la plus grande simplicité, me touchèrent plus qu'ils ne me surprirent; j'étais confus de recevoir une marque de confiance d'un homme si avare de paroles. D'abord froid, avec une sorte de timidité contractée dans les solitudes de

dans la gravité presque auguste d'Emerson, dans l'olympienne douceur de Longfellow, dans la grâce de Lowell, dans l'esprit de Holmes, dans l'ardeur d'Agassiz, qui avait apporté à l'Amérique, avec l'art d'observer, une passion scientifique insatiable.

Sumner était l'objet d'un grand respect dans ce cercle, où il aimait à dérober quelques heures à la politique; mais la campagne présidentielle était commencée, et le sénateur du Massachussetts ne pouvait pas ne pas y prendre sa part. Je l'entendis parler un soir à Faneuil Hall devant 2000 personnes. Il compara les programmes du parti républicain et du parti démocratique, évitant de parler des personnes et se tenant dans les idées générales. Il y avait des noirs dans l'assistance : ils étaient suspendus à la parole de celui qu'ils regardaient comme leur libérateur, leurs yeux vitreux suivaient tous ses gestes, ils écoutaient, comme des enfants, sa parole grave, qui semblait frapper des coups répétés et retentissants.

Quelques semaines après, je retrouvai M. Sumner à Washington; c'est lui qui me conduisit chez M. Lincoln, à la Maison-Blanche et chez M. Seward.

Je restai assez longtemps dans la capitale pour me convaincre que le président avait pour le sénateur du Massachussetts les sentiments d'une grande déférence. Il ne se laissait pas volontiers aller devant lui à ces saillies qui, au reste, ne lui servaient d'habitude qu'à fermer la bouche aux indiscrets et aux importuns. Il laissait voir plutôt la tristesse, qui était le fonds naturel de son caractère; son bon sens un peu inculte demandait des leçons en même temps qu'il donnait des conseils. Sumner, est-il nécessaire de le dire? avait des ennemis nombreux et ardents; M. Lincoln ne se livrait pas au plaisir dangereux d'affaiblir un des soutiens de sa cause. Sa bonté finit par fondre les premières craintes de Sumner; leur ton d'esprit était tout différent, mais leur alliance, fondée sur un respect réciproque, devint enfin une véritable amitié. M. Seward était d'humeur un peu ironique; lorsque Sumner me fit l'honneur de me conduire chez lui, nous le trouvâmes, comme d'habitude, enveloppé d'un nuage de fumée. La conversation, d'abord un peu gênée, s'anima bientôt; elle tomba sur le chapitre de l'*Alabama*, et des lettres publiées sur ce sujet dans le

Times par Historicus. Sumner s'étendit longuement sur les précédents cités par cet écrivain et opposés aux États-Unis. « Il est quelquefois bon, lui répondit M. Seward, de n'en pas trop savoir. Au reste, si on nous enfonce dans les précédents, j'en trouverai toujours autant à founir contre l'Angleterre qu'elle en peut fournir contre nous. » A l'encontre de M. Sumner, M. Seward conservait toujours l'espoir de ramener Napoléon III à la cause de l'Union. Il revenait sans cesse sur ce sujet, répétant toujours : « Ah! si je pouvais voir l'empereur! » Il ne pouvait comprendre qu'un souverain démocratique n'eût pas fait comme l'empereur de Russie, qui avec quelques bonnes paroles avait gagné le cœur du peuple des États-Unis. « On ne sait donc pas à Paris ce que nous sommes! » Son esprit hardi et fertile en combinaisons faisait des plans grandioses et aurait voulu y associer la France. Il s'irritait de trouver tant de froideur où il aurait voulu de l'ouverture et de la confiance. Il avait accepté les services des princes d'Orléans, mais il n'avait aucune antipathie pour les Bonaparte. Sumner affichait ses sympathies pour les libéraux et les républicains

demniser tous ceux que la crainte des corsaires a contraints à vendre leurs vaisseaux à vil prix et à interrompre toutes leurs opérations commerciales. Un premier traité avec l'Angleterre avait reçu la signature de lord Clarendon et du négociateur américain. M. Sumner n'eut pas de peine à déterminer le sénat à refuser sa ratification à un traité qui non-seulement consacrait l'abandon des dommages indirects, mais qui n'assurait pas sérieusement les revendications les plus légitimes, et qui ne renfermait pas la moindre trace d'un regret ou d'une réparation morale.

pensées, parfois de chimères, esprit d'un vol toujours droit et élevé. Je m'étonne que les étrangers qui voyagent en Amérique ne recherchent pas davantage le séjour de Washington : dans cette ville, toute publique, sont réunis les représentants les plus intelligents de tous les États; le sénat, le gouvernement, la cour suprême, le congrès, renferment toujours des hommes éminents; New-York, Boston, Philadelphie, ont encore quelque chose de provincial; Washington est vraiment capitale, et les petites grandeurs de province y sont éclipsées par la grandeur nationale. Les fonctions de M. Sumner le mettaient en rapports constants avec les membres du corps diplomatique; on le recherchait pour la sûreté de son commerce, l'intérêt de sa conversation, et il avait trouvé des amis véritables parmi tous les ministres qui avaient résidé quelque temps en Amérique. Sa vie était des plus laborieuses; il se levait de grand matin, donnait des audiences, écrivait ses rapports, et chaque jour on le voyait à sa place au sénat, soutenant les projets de loi qu'il avait préparés. Il était sans cesse occupé à cette époque des mesures de détail qui devaient suivre l'abolition

de l'esclavage ; ce n'était pas assez de donner la liberté aux noirs, il fallait leur donner un état civil, des droits électoraux, le bienfait de l'éducation publique. L'opposition dans le sénat n'était plus très-nombreuse depuis la défection des sénateurs du sud, mais elle était ardente, d'humeur presque rebelle. Un jour, je causais dans l'enceinte même du sénat, avec M. Sumner et M. Reverdy Johnson, qui était parmi les mécontents. Un sénateur du Kentucky, ancien gouverneur de cet État frontière, s'approche de Sumner et lui dit : « Eh bien ! quand accepterez-vous les vingt-cinq nègres que je vous offre depuis trois mois ? Je paierai leurs frais de voyage. Votre loi (on discutait en ce moment une loi relative aux femmes et aux enfants des noirs enrôlés dans l'armée fédérale) va faire de nouveaux malheureux. Quand en aurez-vous fait assez ? Vous perdez ce pays. Vous êtes bien bon de parler encore de la constitution. Foulez-la franchement aux pieds. Les arguments constitutionnels dont vous vous servez comme sénateur vous feraient rire comme avocat ; tous vos avocats de Boston en riraient avec vous. » Il continua ainsi longtemps avec une sorte de fami-

liarité irritée et farouche; Sumner l'écouta sans répondre un seul mot. « Vous les voyez, me dit-il, voilà ce que j'ai enduré pendant des années; à la façon dont on nous traite, maintenant que notre parti est au pouvoir, vous pouvez deviner ce qui se passait ici autrefois. »

Quand je quittai Washington pour me rendre à l'armée devant Richmond, Sumner voulut bien me donner pour le général Grant une lettre qui m'assura la réception la plus hospitalière. Je ne rappellerais point ce souvenir sans un incident qui se rattache aux premiers rapports du sénateur du Massachussetts et de celui qui devait devenir le président de la république. Le général Grant est un homme froid et silencieux; il m'avait fait donner une tente à son quartier général, mais je ne le vis jamais pendant mon bref séjour qu'à l'heure du dîner, qui était aussi court que frugal. A peine un mot était prononcé devant lui; je me souviens qu'un jour un des officiers d'état-major parla d'une attaque préparée à l'embouchure d'une rivière, et dit que la barre à marée basse avait seize pieds de profondeur; Grant releva la tête : « Dix-huit pieds, »

dit-il, et tout le monde se tut. Quand je fus prêt à partir, j'en donnai avis la veille, comme c'était la règle; ce jour-là, après le dîner, le général, qui d'ordinaire rentrait tout de suite dans sa tente, me fit l'honneur de me demander de faire avec lui une petite promenade. Le soir était presque venu, on était au mois de janvier. « Vous m'avez apporté une lettre de Sumner, me dit-il; je ne m'occupe point de politique, mais on écrit dans les journaux que j'appartiens au parti démocratique. Vous pouvez dire à Sumner que je suis avant tout le serviteur de l'Union et du gouvernement, que je n'ai pour ses amis et particulièrement pour lui que de l'estime. Il fait sa besogne au sénat, je fais la mienne, comme je puis, ici, et bientôt, je l'espère, nous entrerons dans Richmond. » Le parti démocratique fondait alors de grandes espérances sur Grant et méditait de l'opposer quelque jour à Lincoln. Ces quelques mots, prononcés avec la plus grande simplicité, me touchèrent plus qu'ils ne me surprirent; j'étais confus de recevoir une marque de confiance d'un homme si avare de paroles. D'abord froid, avec une sorte de timidité contractée dans les solitudes de

l'ouest, austère dans sa vie, dans son costume, l'infatigable, l'impassible Grant est resté dans ma mémoire avec tous les signes du commandement, comme une volonté vivante, tenace, inexorable, un de ces hommes sans faiblesse et sans plis qui sont faits pour terminer une guerre civile, trop profondément imbu des sentiments de sa race pour songer à la terminer autrement qu'au profit de la loi. L'heure du triomphe approchait; mais la victoire même ne pouvait plus effacer dans l'âme naturellement bénigne de Lincoln le souvenir de tant d'angoisses, de tant de douleurs, de sang versé; la mort vint le délivrer et le prendre sur ce sommet où l'avait porté la fortune. Dès que Lincoln fut frappé, on alla chercher Sumner; il assista à la lente agonie, et peut-être regretta-t-il d'avoir quelquefois douté de celui qui avait été choisi pour être le martyr de l'Union.

Sumner se fit dans le sénat l'exécuteur testamentaire de Lincoln; il devint, pour ainsi dire, le chef du parti républicain, et son influence, alors prédominante, triompha de celle de Johnson, élevé de la vice-présidence au pouvoir suprême. Ses efforts se concentrèrent sur deux points après la fin de la guerre,

ceux qui avaient voté avec lui ne voulaient point partager sa disgrâce. Comme tous les hommes qui ne sont point habitués aux débats parlementaires, le président avait cru voir dans le discours de Sumner plus que celui-ci ne voulait y mettre; il avait accepté la bataille avec une décision militaire quand on faisait mine de l'offrir plus qu'on avait d'envie de la livrer. M. Motley, qui était à Londres, fut extrêmement surpris d'être rappelé, et M. Sumner put croire que l'ambassadeur des États-Unis était la victime de l'amitié qu'il lui portait. Il se plaignit avec plus d'amertume qu'il n'eût fait sans doute s'il s'était agi de sa propre personne; la rupture entre le président et lui devint complète. Il se laissa glisser et tomber de plus en plus dans l'opposition, et s'étonna bientôt de ne plus être suivi que par quelques partisans. Il se retrouva dans ce sénat, où sa voix avait été pendant quelques années la plus écoutée, presque seul, séparé de ceux qui avaient longtemps combattu à ses côtés, aigri, souvent injuste et se croyant victime de l'injustice, déchu dans le triomphe des siens, n'ayant que la lie et l'amertume du pouvoir sans avoir le miel. Ce qui lui res-

sembler un moment presque aussi ardue. Le commerce des États-Unis avait été ruiné pendant la guerre par les corsaires sortis des ports de l'Angleterre : les revendications du cabinet de Washington ne s'étaient pas fait attendre. Sumner prononça sur ce sujet un discours qui jeta le plus grand émoi en Angleterre. Suivant lui, l'Angleterre avait violé le droit des gens dès le début des hostilités ; elle était non pas seulement responsable des dommages directement infligés par les corsaires, mais des dommages indirects causés au commerce américain par la reconnaissance hâtive des États confédérés en qualité de belligérants, par les encouragements donnés à la rébellion, et enfin par les déprédations des corsaires. L'évaluation de ces dommages indirects était, on le devine, des plus difficiles, et restait forcément trop arbitraire ; Sumner eut le tort de donner un chiffre pour les représenter, mais au fond nous lui avons entendu dire à lui-même que, si le chiffre était chose indifférente, le principe des dommages indirects ne l'était point. Il est certain que rembourser simplement les armateurs dont les navires ont été brûlés ou coulés en pleine mer, ce n'est point in-

demniser tous ceux que la crainte des corsaires a contraints à vendre leurs vaisseaux à vil prix et à interrompre toutes leurs opérations commerciales. Un premier traité avec l'Angleterre avait reçu la signature de lord Clarendon et du négociateur américain. M. Sumner n'eut pas de peine à déterminer le sénat à refuser sa ratification à un traité qui non-séulement consacrait l'abandon des dommages indirects, mais qui n'assurait pas sérieusement les revendications les plus légitimes, et qui ne renfermait pas la moindre trace d'un regret ou d'une réparation morale.

III

En 1869, le parti républicain porta le général Grant au pouvoir, et ici commence la partie la plus pénible, sinon la moins instructive de notre tâche. Il n'y a pas de spectacle plus douloureux que le déchirement d'une union que tout devrait resserrer et que tout vient détruire, — la métamorphcse et comme l'empoisonnement lent de l'amitié, de la confiance, de l'estime. En prenant possession de la présidence, le général Grant appela à la secrétairerie d'État M. Hamilton Fish. M. Sumner et M. Fish étaient alors en parfaite harmonie. En envoyant M. Motley comme ambassadeur à Londres, le général Grant honorait un ami personnel de Sumner, en même temps qu'un serviteur éminent de l'Union. Le président attachait beaucoup d'importance à ce choix à cause de la nature particulièrement délicate des ques-

traces du passé, qu'il se contentait à trop bon marché, et il ne trouvait pour l'avenir aucune garantie sérieuse dans des règles internationales déjà contestées dans le parlement anglais, que rien n'obligeait à soumettre à la sanction des grandes puissances, et dont l'utilité pouvait se trouver épuisée aussitôt après la fin de l'arbitrage.

L'opinion publique se séparait de plus en plus de cette petite phalange des républicains qui avaient pris, avec Sumner, le nom de républicains libéraux, et qui avaient fini par se coaliser avec le parti démocratique. Elle accueillait le traité de Washington et l'arbitrage de Genève comme une satisfaction ; quelques abus, quelques désordres administratifs la laissaient indifférente, elle approuvait l'attitude prise par le général Grant vis-à-vis du sud. A la suite de la guerre civile et de l'émancipation, la plupart de ces État sétaient complétement désorganisés ; des aventuriers du nord (on les nommait les *carpet-baggers*, porteurs de sac de voyage) étaient venus se jeter sur les provinces reconquises comme sur une proie ; ils entraînaient les noirs au scrutin, nommaient des conventions, bâclaient des constitutions ; souvent des

avis quand il jugeait à propos de l'émettre. Il n'avait pas l'humeur accessible, la patience infatigable, l'ouverture de M. Lincoln, et Sumner sentit bientôt comme une main invisible qui le séparait d'un président silencieux, d'humeur réservée, habitué à quelques figures familières, ennemi de toute discussion. Ce ne fut pas sans doute sans effort qu'il se laissa entraîner jusqu'à l'opposition déclarée.

Cette opposition éclata à propos d'un traité relatif à Saint-Domingue. Le président était très-désireux d'annexer une des Antilles à la république; il croyait avoir trouvé une occasion très-favorable à Saint-Domingue. Toute sa vie, Sumner avait combattu la doctrine des annexions; le sud voulait s'emparer des Antilles, comme il s'était emparé du Texas, pour étendre le domaine de l'esclavage. Les représentants du nord n'avaient pas cessé de dénoncer ces ambitions, aussi bien que les fourberies et les violences qu'elles avaient encouragées. L'esclavage détruit, il était permis de considérer d'un autre œil une question qui devenait plutôt nationale. L'Espagne, l'Angleterre, la France, le Danemark, avaient de vastes possessions ou du moins un pied dans les

Antilles. Quelques-unes des îles étaient devenues pendant la guerre les arsenaux et les centres de ravitaillement des rebelles. On ne saurait être trop surpris si le président Grant prêta l'oreille à ceux des habitants de Saint-Domingue qui vinrent le solliciter et lui offrir un site pour un magnifique port militaire dans la baie de Samana. Sumner attaqua ce projet avec une grande violence. Il ne se contenta pas d'en indiquer les dangers lointains : il montra que, la république dominicaine une fois annexée, Haïti serait absorbé fatalement par les États-Unis, qu'il faudrait admettre ces territoires insulaires dans l'Union, qu'on entrait ainsi dans une voie où l'on ne pourrait plus s'arrêter, et qu'on soumettait à une épreuve trop dangereuse les principes traditionnels du gouvernement fédéral. C'était déjà une besogne assez difficile de ramener les anciens États du sud à la vie constitutionnelle; l'Union devait se recueillir, se corriger, panser ses plaies plutôt que de songer à étendre indéfiniment ses limites. Sumner ne se contenta pas malheureusement de ces arguments généraux; il dénonça la conduite, les motifs des négociateurs dominicains, il accusa le

liarité irritée et farouche; Sumner l'écouta sans répondre un seul mot. « Vous les voyez, me dit-il, voilà ce que j'ai enduré pendant des années; à la façon dont on nous traite, maintenant que notre parti est au pouvoir, vous pouvez deviner ce qui se passait ici autrefois. »

Quand je quittai Washington pour me rendre à l'armée devant Richmond, Sumner voulut bien me donner pour le général Grant une lettre qui m'assura la réception la plus hospitalière. Je ne rappellerais point ce souvenir sans un incident qui se rattache aux premiers rapports du sénateur du Massachussetts et de celui qui devait devenir le président de la république. Le général Grant est un homme froid et silencieux; il m'avait fait donner une tente à son quartier général, mais je ne le vis jamais pendant mon bref séjour qu'à l'heure du dîner, qui était aussi court que frugal. A peine un mot était prononcé devant lui; je me souviens qu'un jour un des officiers d'état-major parla d'une attaque préparée à l'embouchure d'une rivière, et dit que la barre à marée basse avait seize pieds de profondeur; Grant releva la tête : « Dix-huit pieds, »

dit-il, et tout le monde se tut. Quand je fus prêt à partir, j'en donnai avis la veille, comme c'était la règle; ce jour-là, après le dîner, le général, qui d'ordinaire rentrait tout de suite dans sa tente, me fit l'honneur de me demander de faire avec lui une petite promenade. Le soir était presque venu, on était au mois de janvier. « Vous m'avez apporté une lettre de Sumner, me dit-il; je ne m'occupe point de politique, mais on écrit dans les journaux que j'appartiens au parti démocratique. Vous pouvez dire à Sumner que je suis avant tout le serviteur de l'Union et du gouvernement, que je n'ai pour ses amis et particulièrement pour lui que de l'estime. Il fait sa besogne au sénat, je fais la mienne, comme je puis, ici, et bientôt, je l'espère, nous entrerons dans Richmond. » Le parti démocratique fondait alors de grandes espérances sur Grant et méditait de l'opposer quelque jour à Lincoln. Ces quelques mots, prononcés avec la plus grande simplicité, me touchèrent plus qu'ils ne me surprirent; j'étais confus de recevoir une marque de confiance d'un homme si avare de paroles. D'abord froid, avec une sorte de timidité contractée dans les solitudes de

l'ouest, austère dans sa vie, dans son costume, l'infatigable, l'impassible Grant est resté dans ma mémoire avec tous les signes du commandement, comme une volonté vivante, tenace, inexorable, un de ces hommes sans faiblesse et sans plis qui sont faits pour terminer une guerre civile, trop profondément imbu des sentiments de sa race pour songer à la terminer autrement qu'au profit de la loi. L'heure du triomphe approchait; mais la victoire même ne pouvait plus effacer dans l'âme naturellement bénigne de Lincoln le souvenir de tant d'angoisses, de tant de douleurs, de sang versé; la mort vint le délivrer et le prendre sur ce sommet où l'avait porté la fortune. Dès que Lincoln fut frappé, on alla chercher Sumner; il assista à la lente agonie, et peut-être regretta-t-il d'avoir quelquefois douté de celui qui avait été choisi pour être le martyr de l'Union.

Sumner se fit dans le sénat l'exécuteur testamentaire de Lincoln; il devint, pour ainsi dire, le chef du parti républicain, et son influence, alors prédominante, triompha de celle de Johnson, élevé de la vice-présidence au pouvoir suprême. Ses efforts se concentrèrent sur deux points après la fin de la guerre,

la réorganisation des États du sud, les négociations avec l'Angleterre. Les États du sud étaient occupés militairement, leurs constitutions particulières naturellement mises à néant; la constitution fédérale avait été révisée suivant les formes indiquées par cette constitution même, et l'esclavage avait été à jamais aboli. Il s'agissait de ramener les États vaincus de la condition de territoire conquis à celle d'États fédéraux, jouissant de tous les droits constitutionnels, capables d'être représentés au sénat et au congrès, dotés de constitutions particulières discutées et votées par les électeurs dans chaque État. Le sud, résigné à accorder aux noirs des droits civils, répugnait à leur donner le droit électoral. Sumner lutta contre cette tendance, et travailla de toutes ses forces à effacer dans toute la législation le privilége de la couleur. Ce n'était pas toutefois chose facile que de faire passer cette égalité dans les constitutions et dans les codes particuliers des États du sud; ce travail s'est opéré lentement, difficilement; le nord n'a pu rendre au sud ses libertés qu'au fur et à mesure que le sud faisait lui-même l'abandon de ses anciens priviléges.

Le gouvernement avait une autre tâche, qui put

sembler un moment presque aussi ardue. Le commerce des États-Unis avait été ruiné pendant la guerre par les corsaires sortis des ports de l'Angleterre : les revendications du cabinet de Washington ne s'étaient pas fait attendre. Sumner prononça sur ce sujet un discours qui jeta le plus grand émoi en Angleterre. Suivant lui, l'Angleterre avait violé le droit des gens dès le début des hostilités ; elle était non pas seulement responsable des dommages directement infligés par les corsaires, mais des dommages indirects causés au commerce américain par la reconnaissance hâtive des États confédérés en qualité de belligérants, par les encouragements donnés à la rébellion, et enfin par les déprédations des corsaires. L'évaluation de ces dommages indirects était, on le devine, des plus difficiles, et restait forcément trop arbitraire ; Sumner eut le tort de donner un chiffre pour les représenter, mais au fond nous lui avons entendu dire à lui-même que, si le chiffre était chose indifférente, le principe des dommages indirects ne l'était point. Il est certain que rembourser simplement les armateurs dont les navires ont été brûlés ou coulés en pleine mer, ce n'est point in-

traces du passé, qu'il se contentait à trop bon marché, et il ne trouvait pour l'avenir aucune garantie sérieuse dans des règles internationales déjà contestées dans le parlement anglais, que rien n'obligeait à soumettre à la sanction des grandes puissances, et dont l'utilité pouvait se trouver épuisée aussitôt après la fin de l'arbitrage.

L'opinion publique se séparait de plus en plus de cette petite phalange des républicains qui avaient pris, avec Sumner, le nom de républicains libéraux, et qui avaient fini par se coaliser avec le parti démocratique. Elle accueillait le traité de Washington et l'arbitrage de Genève comme une satisfaction ; quelques abus, quelques désordres administratifs la laissaient indifférente, elle approuvait l'attitude prise par le général Grant vis-à-vis du sud. A la suite de la guerre civile et de l'émancipation, la plupart de ces État sétaient complétement désorganisés ; des aventuriers du nord (on les nommait les *carpet-baggers*, porteurs de sac de voyage) étaient venus se jeter sur les provinces reconquises comme sur une proie ; ils entraînaient les noirs au scrutin, nommaient des conventions, bâclaient des constitutions ; souvent des

III

En 1869, le parti républicain porta le général Grant au pouvoir, et ici commence la partie la plus pénible, sinon la moins instructive de notre tâche. Il n'y a pas de spectacle plus douloureux que le déchirement d'une union que tout devrait resserrer et que tout vient détruire, — la métamorphose et comme l'empoisonnement lent de l'amitié, de la confiance, de l'estime. En prenant possession de la présidence, le général Grant appela à la secrétairerie d'État M. Hamilton Fish. M. Sumner et M. Fish étaient alors en parfaite harmonie. En envoyant M. Motley comme ambassadeur à Londres, le général Grant honorait un ami personnel de Sumner, en même temps qu'un serviteur éminent de l'Union. Le président attachait beaucoup d'importance à ce choix à cause de la nature particulièrement délicate des ques-

tions pendantes entre les deux pays. M. Sumner eut aussi part au choix de M. Bancroft Davis, nommé assistant secrétaire d'État (c'est le titre donné au fonctionnaire qui assiste le secrétaire d'État, ministre des affaires étrangères). Il ne resta pas étranger à la rédaction des instructions données à M. Motley en ce qui concernait l'*Alabama*. Le secrétaire d'État et le président du comité des affaires étrangères échangèrent longtemps leurs vues sur tous les sujets. Les fonctions de M. Sumner et la nécessité de faire ratifier par le sénat tous les choix diplomatiques et tous les traités conféraient à M. Sumner une sorte de patronage ou tout au moins de contrôle sur l'administration. Abusa-t-il un peu de l'autorité qui lui était dévolue, autorité plutôt morale qu'officielle? Il n'y a rien de si difficile que de s'amoindrir, de s'effacer, de se contenter des réalités sans les apparences. Le général Grant pouvait se considérer moins comme l'élu du parti républicain que de la nation tout entière et de la fortune; il apportait au pouvoir quelques idées simples et justes; moins il était disposé à jeter le poids de sa prérogative entre les partis. plus il était enclin et décidé à faire respecter son

prendre part à la campagne présidentielle ; il prétexta de l'état de sa santé pour venir en Europe.

Le parti démocratique, coalisé avec les républicains dissidents, n'avait chance de lutter avec quelque succès contre le général Grant qu'en portant son choix sur quelque personnage considérable, inspirant confiance au pays, d'une sagesse éprouvée, supérieur pour ainsi dire aux partis, capable de servir d'arbitre entre tous et de représenter la grandeur et les intérêts nationaux. Il n'y avait qu'un nom qui, à ces titres divers, pût être opposé à celui de Grant; c'était celui de M. Adams, fils et petit-fils de présidents, qui avait si longtemps tenu une place honorable au congrès, qui pendant la guerre avait fait respecter à Londres la dignité du ministre des États-Unis, et n'avait pas commis une seule faute dans les circonstances les plus critiques, qui enfin venait de prendre part à la conférence arbitrale de Genève. La convention démocratique lui préféra M. Greeley, l'éditeur de *la Tribune*, homme estimable, mais d'esprit faux, sans énergie, jouet plutôt que conducteur de son parti. M. Sumner ne conserva pas beaucoup d'illusions sur le résultat de la lutte

il était à Paris, entendant à peine l'écho de la lutte lointaine; j'étais quelquefois le confident de ses tristes pensées. Il se plaignait beaucoup de sa santé; il était difficile d'imaginer que cet homme si grand, presque un colosse, encore droit et fort en apparence, fût obligé d'hésiter devant le moindre effort, devant une promenade, une visite. Il était plus changé moralement que physiquement; à travers sa douceur inaltérable, on sentait je ne sais quelle lassitude et quel désenchantement profond. La distance opère comme le temps, elle met un brouillard devant les hommes et les événements, et ne laisse plus paraître que les linéaments les plus importants des choses. Sumner repassait de loin, dans la solitude, les années récemment écoulées, et se demandait peut-être s'il avait toujours choisi les meilleurs moyens pour arriver à ses fins, s'il n'avait pas trop guerroyé sur des détails, s'il n'avait pas été trop sévère pour les uns, trop indulgent pour les autres. Il ne se plaignait pas, il n'y avait pas d'amertume dans ses discours; mais il souffrait certainement d'une rupture qui n'eût jamais ému sa fierté, s'il

avait pu véritablement refuser une sorte d'admiration et d'estime à l'homme qui avait rompu avec lui.

Il y a des maux sans remède, des chemins qu'on ne peut traverser qu'une fois; Sumner le savait, il n'évoquait pas volontiers certains souvenirs; il ne critiquait pas souvent devant ses amis français le gouvernement de son pays. Il leur parlait plus volontiers de la France; il avait éloquemment plaidé la cause de notre pays aux États-Unis dans un discours qui avait été imprimé sous ce titre : *Le Duel de deux nations.* Il avait blâmé la folle déclaration de guerre faite à l'Allemagne, mais flétri, comme une iniquité et un abus du droit de conquête, l'annexion de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine. Selon lui, l'Allemagne victorieuse, contente d'une forte indemnité pécuniaire, pouvait inaugurer en Europe une ère nouvelle. Il caressait volontiers le rêve d'un arbitrage applicable à toutes les querelles nationales. La science de Grotius était restée son étude favorite, et il se flattait que le droit des gens trouverait un jour des règles fixes et une sanction efficace.

Sumner n'avait jamais aimé l'empire, il avait blâmé la guerre de Crimée; si l'expédition d'Italie avait flatté ses passions libérales et jusqu'à ses penchants de lettré, la guerre du Mexique avait aiguisé son instinctive aversion pour le gouvernement impérial.

A l'époque où les derniers parlementaires français vivaient dans l'ombre, hors des rayons des victoires de Sébastopol, de Magenta, de Solferino, loin des splendeurs d'une cour qui attirait les yeux de toute l'Europe, oubliés par un peuple affamé de gloire, de richesse et de plaisir, ils étaient toujours à ses yeux les représentants de la France. Il avait reçu, protégé des réfugiés français, comme ses ancêtres eussent accueilli des huguenots proscrits, et parfois sa générosité s'était singulièrement égarée. Il voyait volontiers des héros chez tous ceux qui se disaient les victimes de la liberté. Il regarda Sedan comme le châtiment du 2 décembre. Il trouvait la France vaincue, Paris portant encore les traces d'un double siége. Il se faisait conduire devant les ruines qui bordaient les deux rives de la Seine, et méditait tristement sur la folie des nou-

veaux iconoclastes. Les hommes qu'il avait le mieux connus autrefois, qu'il avait vus unis dans une lutte entreprise au nom des idées libérales, il les trouvait séparés, mécontents les uns des autres, s'accusant mutuellement de désertion. Il était surpris de l'isolement de ceux qu'il admirait le plus, du vide fait autour de certains noms, de l'inaction et de la langueur de quelques-uns. Il s'affligeait de nos divisions, il ne comprenait pas nos terreurs, et ne voyait pas tout ce qui s'était écroulé avec les murs de nos forteresses et de nos palais incendiés; marchant sur les cendres d'une invasion et d'une guerre civile, il avait les yeux encore tournés vers un idéal de gouvernement populaire, pacifique, tolérant.

Le mouvement tumultueux des affaires publiques, où la parole avait repris la première place, lui cachait le mouvement invisible et profond des instincts nationaux blessés. Il vit M. Thiers; il l'avait quitté représentant encore actif de la monarchie constitutionnelle, il le retrouvait devenu l'espoir et le soutien du parti républicain. Sumner rêvait pour la France une république libérale et généreuse, où

les princes de l'ancienne famille royale eussent trouvé une place éminente, et qui eût ajouté à la force matérielle de la démocratie les puissances d'imagination qui sortent de l'histoire. Il fut surpris de sentir, partout où il mit le pied, des barrières invisibles, de respirer partout la méfiance, la colère et souvent la haine. Il admira l'ardeur infatigable de M. Thiers, cette liberté d'esprit qui lui permettait de passer d'une discussion sur la constitution américaine à un parallèle entre le mythe allemand de Faust et le mythe latin de don Juan; il fut surpris de trouver cette intelligence à peine ployée par les malheurs de la patrie et triomphante dans la défaite universelle.

Avant de partir pour les États-Unis, Sumner avait voulu visiter Chantilly. Le duc d'Aumale, qui l'avait connu en Angleterre, lui fit lui-même les honneurs de ce beau lieu; il le promena en voiture à travers les grandes écuries désertes, sous ces berceaux épais où les ombres des arbres jouent sur le marbre des statues, le long de ces eaux qui disent leur éternel murmure autour d'un château touché de la mort; il lui montra dans le château cette galerie des

batailles de Condé, où il semble que Condé aille entrer, tant on y respire l'air des temps passés. Familier avec notre histoire nationale, Sumner était capable de goûter le charme de tant de souvenirs, qui sont déjà des énigmes pour plus d'un Français. On ne sait pas quel attrait puissant le passé exerce sur les nations encore jeunes qui commencent à peine leur histoire. Elles regardent avec une sorte de piété et d'envie mille choses auprès desquelles passe notre indifférence égoïste et lasse. Sumner allait jusque dans les boutiques des libraires chercher les vieux missels, les reliures de Groslier, les livres rongés du temps, les estampes. Il n'était ni collectionneur ni bibliophile, il amusait ses yeux et sa pensée, et voulait, si on excuse le mot, voler quelque chose à l'Europe pour en faire don à l'Amérique.

Il souffrait d'une maladie étrange qui le jetait par moments dans des angoisses très-alarmantes. Il éprouvait comme l'impuissance de vivre ; cependant son corps restait robuste en apparence, et sa faculté de travail semblait toujours la même. Le repos ne lui faisait aucun bien, car il le remplissait de rêves, de pensées pénibles, de retours douloureux sur le passé,

de sombres pronostics. Il avait traversé successivement l'âge du labeur tranquille, puis l'âge héroïque des victoires achetées par le courage; il était arrivé aux années où la vie se décolore et où les ombres de la mort commencent à s'étendre sur la pensée. Le parti auquel il avait prêté plutôt que donné l'appui de son nom allait subir une défaite presque honteuse. Il fallait retourner à Washington, non plus suivi des longues acclamations populaires, mais en vaincu, sans ardeur, sans espoir, presque sans but. Des chagrins d'une nature très-intime, dont je ne soulèverai pas le voile, contribuaient encore à l'assombrir. La main douce et généreuse qui aurait pu fermer les plaies de ce pauvre cœur ulcéré lui manquait; il n'avait pas d'enfants, il n'avait plus de femme.

Le dernier voyage que Sumner fit en Europe contribua à calmer l'ardeur de son opposition; il avait vu l'Angleterre, la Russie, la triomphante Allemagne, rechercher à l'envi l'amitié de son pays; le tableau des États-Unis lui semblait moins sombre auprès de celui de l'Europe armée jusqu'aux dents, agitée de haines inexorables, et prête à je ne sais

quelle nouvelle guerre de cent ans. Il avait vu bien d'autres faiblesses, d'autres folies et d'autres misères que celles qui le blessaient à Washington, des gloires plus mensongères, des grandeurs plus factices, des ressentiments plus jaloux, des abîmes plus profonds. Il revint apaisé, plus disposé à reprendre sa besogne législative. Il reprit sans bruit sa place au sénat : ses anciens amis n'eurent pas besoin de lui ouvrir leurs bras, il se retrouva dans leurs rangs comme s'il ne les eût jamais quittés, non qu'il songeât à partager avec eux le pouvoir que la nation venait de leur rendre pour quatre ans; mais ses blessures étaient cicatrisées, il n'avait plus de colère et, en reprenant son rang dans son parti, il jouissait de ce plaisir, qui n'est donné qu'à peu, de servir encore ceux qui ne pouvaient plus le servir. La législature du Massachussetts revint, par un vote solennel, sur le blâme qu'elle avait deux ans auparavant infligé à son sénateur; cette réparation fut la plus douce pour Sumner, car il aimait le Massachussetts comme le Breton la Bretagne, et il aurait pu lui dire : *Et tu quoque*, quand il en avait reçu un coup si sensible à son patriotisme.

Il mourut peu de jours après, le 12 mars 1874, dans une crise de la maladie qui le tourmentait depuis des années (*angina pectoris*). Cette fin inattendue provoqua dans toute l'étendue des États comme une explosion de reconnaissance et d'admiration. Le peuple, capricieux et léger comme bien des princes, avait presque oublié Sumner : il semblait que son nom appartînt déjà au passé ; mais quand il disparut de cette scène qu'il avait si longtemps remplie, un grand vide se fit tout d'un coup. On se demanda si l'on avait assez reconnu d'aussi longs, d'aussi grands services, si ce dévouement exclusif aux intérêts publics, ce labeur sans relâche, cette incorruptibilité antique que pendant trente ans le soupçon même n'avait pu effleurer, avaient reçu des récompenses dignes d'une grande nation. Quatre millions de noirs pleurèrent celui qu'ils regardaient comme leur libérateur; les cloches de Charlestown sonnèrent le glas pour celui qui avait si longtemps été détesté dans les Carolines. Les plus belles fleurs du sud furent envoyées à Washington, car c'est la mode en Amérique de parer le mort de fleurs, et amoncelées sur le cercueil de Sumner, sur le siége qu'il occu-

pait au sénat et qui avait jadis été baigné de son sang. Le voyage de ce cercueil de Washington à Boston fut un long triomphe funèbre; partout les villes sollicitaient l'honneur de le garder quelques heures, et les populations se pressaient pour apercevoir ce qui restait d'un grand serviteur de l'Union.

Avec Sumner disparaissait un des représentants de cette forte génération d'hommes d'État qui ont porté l'Amérique au degré de puissance où le monde l'aperçoit aujourd'hui, et qui ont été les guides plutôt que les serviteurs de la démocratie. Pénétrés de respect pour l'œuvre de leurs pères, ils l'ont pourtant corrigée en effaçant les traces d'une institution qui menaçait de la corrompre. Sumner honorait le peuple et méprisait la popularité; il était orateur, non tribun, ne parlant jamais que pour un but, dans l'intérêt d'une cause et non pour le plaisir vain des applaudissements. Réformateur, il n'avait rien de chimérique dans l'esprit, tenant bien plus de Grotius, de Montesquieu, de Blackstone, que de Rousseau ou des socialistes. En demandant la liberté pour les noirs, c'était leur droit à la famille, leur droit à la propriété qu'il réclamait. Il n'avait pas

d'horreur instinctive pour les aristocraties, pour les vieilles dynasties, il ne détestait que la tyrannie, mais il savait que la tyrannie sait prendre les masques les plus divers. Le trait le plus frappant de son caractère était un respect instinctif et plein pour l'intelligence; ses amis les plus chers étaient des poëtes, des historiens, des penseurs. Il ornait sans cesse son esprit par la lecture des grands écrivains de tous les pays. La collection de ses discours, qui sera bientôt publiée, formera plus de dix volumes; on y trouvera, au milieu des matières souvent les plus arides, des échappées fréquentes sur le monde heureux des muses. Il y avait par moments une grâce singulière mêlée à son éloquence, d'ordinaire un peu lourde, à sa logique écrasante, à sa science trop exubérante. Dans un pays à la fois avide et prodigue, enflé de sa force et de sa richesse, Sumner restait comme un type des anciens temps; simple de mœurs, désintéressé, délicat et raffiné dans ses goûts, vivant sur les bords du fleuve qui charriait les ambitions et les convoitises vulgaires, les yeux toujours fixés sur quelque chose de noble et de grand. On peut dire enfin de lui qu'il sut servir à la fois, ce qui est par-

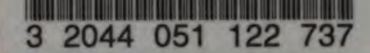
fois malaisé, son pays et l'humanité, qu'il défendit toute sa vie les intérêts des États-Unis et ceux d'une race opprimée, et réussit à confondre les deux causes qui lui étaient le plus chères, celle de l'émancipation et celle de l'Union.

FIN

TABLE

Paris. — Imprimerie de E. Martinet, rue Mignon, 2.




3 2044 051 122 737

